

LE MONDE diplomatique

FEVRIER 1977 — N° 275 - 24e année

Prix : 5 F
Algérie : 5,00 DA — Maroc : 5,00 dir.
Canada : 1,50 $c. — Roy.-Uni : 30 p.
Espagne : 60 pes. — Suisse : 3 F.S.
Italie : 650 lires — Tunisie : 500 mil.

Abonnements : Voir tarif page 29.

Publication mensuelle
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Eldridge Cleaver :
Le retour de l'enfant prodigue

(Pages 2 et 3.)

Danger

Par CLAUDE JULIEN

LES capitales du Proche-Orient reçoivent successivement, pendant les trois premières semaines de février, les visites de M. Waldheim, *secrétaire* général des Nations unies, et de M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain, en vue de relancer la conférence de Genève. Parfois considérés avec scepticisme ou hostilité, des contacts israélo-palestiniens se poursuivent à Paris, examinant des compromis qui pourraient être étudiés avant la fin du mois par l'O.L.P. Aux Etats-Unis, en France, en Arabie Saoudite, des voix autorisées se sont élevées pour souhaiter que 1977 *marque un pas décisif* vers la paix au Proche-Orient, faute de quoi un nouvel affrontement pourrait ensanglanter la région.

Si fragile qu'elle soit, chaque chance de règlement peut aboutir pourvu que, de part et d'autre, on veuille bien prendre l'exacte mesure des risques de guerre. Or ceux-ci sont considérables. Car les principaux protagonistes ont pu sur certains points modifier leurs positions tactiques sans pour autant renoncer à leurs objectifs fondamentaux. Ce faisant, ils ont parfois découvert les limites que de strictes réalités imposent à leur liberté de manœuvre.

A CET égard, le cas de l'Egypte est particulièrement éclairant. En acceptant la « diplomatie des petits pas », le Caire s'exposait à des dangers que M. Kissinger, toujours souriant, considérait — ou feignait de considérer — avec quelque légèreté : le président Sadate souscrivait dans le Sinaï à un règlement partiel, inséparable d'une aide extérieure dont il avait grand besoin mais qui supposait l'abandon du « socialisme nassérien » ; on pouvait alors, sans crainte de se tromper, annoncer que cette politique déboucherait sur de violentes explosions sociales. Les récentes émeutes du Caire et d'Alexandrie étaient inscrites en germe dans la « politique d'ouverture », dans le retour à un libéralisme qui favorisait l'entrée de capitaux étrangers mais pénalisait les couches populaires, victimes de la flambée des prix. Un résultat diplomatique limité a affaibli le régime à l'intérieur.

Efficace sur certains pays arabes, la pression américaine l'a été beaucoup moins sur Israël, ce qui tempère l'optimisme de l'Arabie Saoudite. A la faveur de la « diplomatie des petits pas », l'implantation de colonies de peuplement dans les territoires occupés s'est poursuivie à une cadence qui témoigne d'une stratégie à long terme peu compatible avec les concessions qui ouvriraient le chemin de la paix. Comme en Egypte, la détérioration de la situation économique en Israël (1) fait obstacle aux solutions de compromis. Au lieu de favoriser un accommodement qui permettrait d'alléger le fardeau militaire, elle renforce les positions traditionnelles : les territoires occupés n'offrent plus seulement une protection stratégique, mais aussi un moyen de donner une plus large assise géographique au développement économique du pays.

ENFIN, malgré les dures pertes qu'ils ont subies, les Palestiniens constituent toujours l'une des principales clefs d'un éventuel règlement. Il faudrait beaucoup d'optimisme pour considérer leurs revers militaires et l'éclatement du Liban comme autant de facteurs de paix... Abandonnés et trahis, affaiblis, les Palestiniens n'en restent pas moins la cible privilégiée de ceux qui voient en eux l'obstacle majeur à un accord entre gouvernements responsables, réalistes, sensibles à leurs intérêts étroitement nationaux. En irait-il autrement si leur était reconnu un territoire qu'ils devraient gérer avec cette part de cynisme qui semble devoir caractériser les hommes d'Etat ? En attendant, ils ont recours au terrorisme, et ils ne sont pas les seuls, comme le rappelait l'assassinat après d'autres de Mahmoud Saleh à Paris. Et ce n'est pas la seule police bavaroise qui a découvert la présence en France de M. Abou Daoud... Le scandale fut d'autant plus grand que l'on fit mine d'ignorer les collusions de services secrets dans l'une et l'autre affaires ; leur jeu continuera pourtant de brouiller non seulement le fonctionnement des appareils judiciaires mais aussi les tractations diplomatiques. Là n'est pas, pour la paix, le moindre danger.

(1) Voir le reportage de Marie-Christine Aulas sur « l'Egypte et l'ouverture politique » dans *le Monde diplomatique* de novembre 1976 et l'article d'Amnon Kapeliouk : « L'économie israélienne s'enfonce dans la crise » dans le numéro de janvier 1977.

L'ESPAGNE ENTRE LES ÉCUEILS

Les sanglants événements de la fin janvier n'ont pas détourné le gouvernement espagnol de la voie qu'il s'était tracée. L'activisme des ultras a encore renforcé, après le référendum du 15 décembre, le soutien accordé par une large majorité du personnel politique au projet de « démocratisation contrôlée » élaboré et mis en œuvre par Juan Carlos et par ses conseillers. Toute l'attention se porte maintenant sur la préparation des élections générales, qui auront lieu en mai au suffrage universel et secret.

La consultation semble devoir se dérouler au scrutin proportionnel à un seul tour pour le Congrès, au scrutin majoritaire pour le Sénat. Chaque province élira un minimum de deux députés et de quatre sénateurs. Dans chaque province, chaque liste devra, pour être prise en compte, recueillir de 3 à 5 % des voix. Les partis auront d'égales facilités d'accès à tous les moyens de communication, y compris la télévision. Ils bénéficieront d'un système de financement par l'Etat et pourront obtenir des crédits bancaires pour leur campagne électorale.

Dix-huit mois après la mort du général Franco (20 novembre 1975), un immense chemin aura ainsi été parcouru. Ce n'est certes pas dire que toutes les difficultés auront été éliminées, notamment en raison de la procédure utilisée pour légitimer démocratiquement la monarchie et en raison de la gravité de la crise économique. Jusqu'au dernier moment, les ultras seront tentés de recourir à la provocation violente : ils savent que leurs chances s'amenuisent chaque jour.

Par JOSE VIDAL-BENEYTO *

LE jeu actuel des alliances porte à penser que quatre tendances principales s'affronteront dans la consultation électorale du mois de mai : *a)* le « Front national », dans lequel s'aligneront l'Alliance populaire formée par six anciens ministres de Franco (avec, en tête, M. Fraga Iribarne), plus l'extrême droite (Confédération des anciens combattants, de *M. Gijon ; Forces nouvelles*, de M. Blas Pinar ; Falanje Español, de M. Fernandez Cuesta), qui ne figurera pas publiquement en tant qu'allié électoral mais qui constituera une efficace avant-garde opérationnelle; ce « Front national » pourrait obtenir autour de *10 %* des voix ; *b)* le « Centre démocratique », qui regroupe, pour l'instant, le Parti populaire, l'Union démocratique, l'Alliance libérale et le Parti populaire démocrate-chrétien plus éventuellement, d'autres groupes — notamment la Fédération social-démocrate et l'Equipe de la démocratie chrétienne, qui comprend Basques et Catalans, les amis de MM. Gil Robles et Ruiz Jimenez — qui se définissent comme appartenant au centre gauche ; un tel bloc pourrait obtenir quelque *60 % des suffrages ; c)* un camp socialiste qui se présentera probablement en ordre dispersé avec le parti socialiste ouvrier espagnol, le parti socialiste populaire, la Fédération des partis socialistes ; tous ensemble, ils semblent pouvoir réunir environ 20 % des suffrages ; *d)* enfin, le parti communiste d'Espagne, qui ne conclura sans doute pas d'alliance avec les autres formations se réclamant du communisme ; il pourrait avoir de 5 à 12 % des voix.

En tout état de cause, ces élections générales marqueront une étape décisive dans l'évolution politique de l'Espagne. Quel qu'en soit le résultat, elles ouvriront la voie à une nouvelle phase d'adaptation des institutions et traceront le cadre à l'intérieur duquel se dérouleront les affrontements politiques et économiques. Ce résultat sera l'aboutissement d'un jeu subtil dans lequel les principales forces en présence ont fait preuve d'un sang-froid que les actes désespérés des ultras n'ont pas réussi à troubler. En cours de route, les différents groupes de l'opposition ont été amenés à réviser leur stratégie en face d'un pouvoir dont les initiatives ont souvent créé la surprise.

Au point de départ, un fait majeur : l'intensité de la pression démocratique dans les années 70 et, à la fin de 1973, la disparition physique de l'amiral Carrero Blanco contraignent le régime, du vivant même du général Franco, à accepter une évolution démocratique. Pendant l'été 1974, la maladie du chef de l'Etat et la vigueur des oppositions annoncent déjà la fin du franquisme. L'hypothèse démocratique prend alors toute sa force car elle seule peut valoir à l'Espagne la reconnaissance européenne et atlantique, hors de laquelle l'Espagne serait condamnée à la marginalisation. Dès lors, l'objectif de la classe dominante est d'organiser elle-même une « reconversion démocratique » qui lui vaudrait une certaine crédibilité tout en dérangeant le moins possible sa structure de pouvoir et ses privilèges. Après la mort de Franco, le 20 novembre 1975, le système ne peut assurer son éventuelle survie que par une autodémocratisation. Pour cela, Juan Carlos doit concilier deux termes antagonistes : la légalité franquiste dont il est l'héritier et la légitimité démocratique qui, hormis le recours aux armes, peut seule la lui conserver. Pour que son autorité, qui procède d'un principe autocratique, puisse s'exercer démocratiquement, il n'existe d'autres possibilités que de la faire légitimer directement par le peuple souverain.

Le chef de l'Etat et ses conseillers choisissent alors de masquer la difficulté inhérente à cette contradiction. Plutôt que de s'exposer de front à la volonté populaire — qui pourrait bien leur être défavorable — ils optent pour une série d'opérations tactiques, comportant des risques calculés, qui dessinent une légitimité démocratique, médiatisée et indirecte, certes, mais suffisante pour donner une légalité à cette monarchie qui, dès lors, deviendra intouchable.

La réforme ou la rupture ?

CE projet, discutable mais habile, implique quatre comportements privilégiés : comme gage du changement, la liquidation de l'appareil institutionnel et la structure symbolique du franquisme ; comme moyen d'éliminer les risques de pression populaire, le *déplacement des affrontements de la* rue vers la discussion entre professionnels de la politique ; comme méthode de recrutement des agents et bénéficiaires de l'opération, la récupération « démocratique » des éléments les moins attardés de la classe politique franquiste et la cooptation d'une partie de l'opposition ; enfin, comme véhicule indiscutable de la transformation démocratique, des élections. A l'intérieur de cette grille générale, l'année 1976 a permis une importante progression de la stratégie de la classe dominante, solidaire de la monarchie. Les principales étapes de cette avancée sont riches d'enseignements.

Profitant du fait que le mandat de M. Rodriguez de Valcarcel arrive à son terme, le chef de l'Etat, le 2 décembre 1975, nomme M. Torcuato Fernandez Miranda président des Cortès et du Conseil du royaume, le désignant ainsi comme le principal exécutant de ses projets. Ancien précepteur du roi, dont il est l'homme de confiance, M. Fernandez Miranda appartient historiquement au « Mouvement », dont il a été ministre dans le gouvernement Lopez Rodo, et il possède de remarquables dons de rhétoricien et de manipulateur des institutions qui lui seront précieux pour mener à bien le projet global de la monarchie. Le très conservateur Conseil du royaume maintient, par ailleurs, M. Arias Navarro au poste de premier ministre. Ce choix donne l'assurance que la démocratisation suivra le rythme mesuré voulu par le pouvoir.

(Lire la suite page 14.)

* Sociologue, professeur à l'université de Madrid, chargé de cours à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, socialiste indépendant.

Un président captif des grandes sociétés ?

M. Jimmy Carter et la relance de l'économie américaine

Par STANLEY ARONOWITZ *

AU mois d'octobre 1976, M. Jimmy Carter, candidat démocrate à la présidence, tournait résolument le dos au vague populisme de sa campagne électorale. Abandonnant les professions de foi et de moralité, il faisait sien, dans ses grandes lignes, le programme qui restait associé dans les mémoires à ses deux prédécesseurs démocrates, John F. Kennedy et Lyndon B. Johnson. La remontée spectaculaire dans les sondages du président Gerald Ford avait convaincu les conseillers du candidat démocrate que celui-ci n'avait plus d'autre choix que de faire des promesses concrètes, axées sur les besoins des travailleurs et des minorités.

M. Carter s'engageait à lancer un programme massif de création d'emplois assorti de réductions d'impôts pour les pauvres et les ouvriers et à venir en aide aux villes durement éprouvées par la migration des industries et la réduction des subsides du gouvernement fédéral. Il promettait qu'il ferait redémarrer l'économie du pays en augmentant les revenus des consommateurs et les subventions gouvernementales à l'emploi. Les collectivités locales recevraient les ressources nécessaires à la remise en route des services qu'elles avaient été forcées d'interrompre pendant les dernières années de l'administration républicaine.

Les résultats de l'élection présidentielle ont justifié ce changement de cap *in extremis* de la stratégie électorale de M. Carter. Si le candidat démocrate l'a finalement emporté d'une courte tête, c'est bien parce qu'il avait réussi à convaincre 90 % des électeurs noirs qu'il était résolu à remédier au chômage et à la misère chroniques qui frappent leurs communautés avec un regain d'intensité. En effet, après dix ans d'amélioration relative de leurs conditions d'existence, les Noirs et les autres minorités sont soumis depuis cinq ans à une détérioration considérable de l'emploi, des revenus et du niveau de vie. Le 15 novembre dernier, le *Wall Street Journal* soulignait l'ampleur du phénomène en publiant, en première page, un article de son correspondant à Chicago qui évaluait à près de 65 % le taux de chômage chez les jeunes Noirs de cette ville âgés de seize à vingt-cinq ans, pourcentage jugé proche de la tendance nationale par l'auteur et qui n'était sans doute pas exagéré puisque les statistiques officielles elles-mêmes le situaient aux alentours de 45 %. Pendant la même période, le revenu moyen des Noirs est tombé de 66 à 60 % du revenu moyen des Blancs.

Les causes de cette dégradation doivent à l'évidence être imputées à la diminution relative des dépenses fédérales en matière de services sociaux, au renversement de la tendance à la hausse que connaissait l'embauche dans le secteur public depuis la fin de la deuxième guerre mondiale (1) et à la forte concentration des minorités dans les grandes villes désormais désertées par les industries au profit de régions plus rentables — le Sud des Etats-Unis ou les pays du tiers-monde. Par exemple, la zone métropolitaine de Detroit qui employait il y a vingt-cinq ans 75 % des travailleurs de l'automobile n'en emploie plus, à l'heure actuelle, qu'un peu moins de 40 %, et de larges secteurs de sa population noire, arabe et des autres minorités se retrouvent au chômage.

Ce sont ces facteurs qui ont permis à M. Carter de regagner du terrain après sa campagne calamiteuse du début de l'automne en promettant de déclencher une offensive générale contre le chômage. Il l'a emporté dans tous les Etats du Sud des Etats-Unis, bien qu'une majorité de travailleurs blancs se soient prononcés en faveur de M. Ford dans plusieurs Etats clés de la région. Soixante pour cent des travailleurs syndiqués ont voté pour lui, mais il n'a pas recueilli la moitié des suffrages des non-syndiqués (qui représentent 75 % des votants). En revanche, M. Carter a été battu dans plusieurs grands Etats industriels, comme le Michigan et l'Illinois, en Californie et dans tous les Etats de l'Ouest (ceux qui se trouvent à l'ouest du Mississippi), si bien qu'en définitive M. Ford l'a emporté dans un plus grand nombre d'Etats que son concurrent.

(Lire la suite page 20.)

* *Visiting professor* à l'université de Californie.

(1) De 1947 à 1970, la force de travail américaine s'est accrue de 30 %, en grande partie grâce à la création d'emplois nouveaux dans le secteur tertiaire et, plus particulièrement, dans les administrations publiques qui ont été la principale source d'embauche pour les Noirs, les *femmes et les autres minorités.*

Dans ce numéro :

L'histoire d'un « type qui a rencontré Jésus depuis

ELDRIDGE CLEAVER : LE RETOUR DE

QUESTION : Avez-vous jamais été tenté de vous retirer de la lutte révolutionnaire et de chercher à vous accomplir dans la vie privée en écrivant des livres et en élevant votre famille avec Kathleen, votre femme ?

CLEAVER : *Ça, oui, je pourrais le faire. Je pourrais me retirer. Il me suffirait d'aller voir le policier chargé de me « suivre » tant que je serai en liberté sous caution et de lui dire :* « Bon, écoutez, moi, je ne veux pas retourner en prison. Je ne prêcherai plus la révolution. J'écrirai, puisque c'est ce que vous voulez que je fasse, je cesserai d'être un problème. Alors, qu'est-ce que vous diriez de reconsidérer mon cas et de *me laisser tranquille ? Vivre et laisser vivre... » Je suis sûr qu'ils seraient preneurs...*

[D'une interview donnée par Eldridge Cleaver en 1968, juste avant qu'il ne s'exile des Etats-Unis pour sept ans.]

Par

T. D. ALLMAN

« *ON dit que j'ai fait un pacte avec le F.B.I. Je n'ai pas fait de pacte avec le F.B.I.* »

L'orateur est un grand Noir à la mise fort convenable. Il est d'une carrure encore impressionnante, mais son début d'embonpoint trahit les premières atteintes de l'âge.

« *On dit que j'ai fait un pacte avec la C.I.A. Je n'ai pas fait de pacte avec la C.I.A.* »

Il fait une pause. Il sent bien que l'auditoire, presque exclusivement composé de Blancs, est suspendu à ses lèvres. Nous sommes dans une banlieue bourgeoise du nord-ouest de Los Angeles, et la salle du centre paroissial est pleine à craquer.

« *J'AI FAIT UN PACTE AVEC JESUS !* »

C'est Eldridge Cleaver qui parle. Eldridge Cleaver, ex-militant des Panthères noires, l'auteur d'*Un Noir à l'ombre* (1), révolutionnaire marxiste qui appelait jadis les Américains à la guerre de libération nationale contre le gouvernement Nixon, ce « radical » qui, en 1969, disait à un journaliste : « *La Bible, on s'en branle !* » Agé aujourd'hui de quarante et un ans, père de deux enfants d'âge scolaire, Cleaver vient d'entrer dans une nouvelle étape de sa riche carrière qui lui a déjà valu de connaître la prison, la gloire littéraire, la répression policière et l'exil, qui a fait de lui un personnage aussi célèbre que controversé, et n'a jamais été, d'un bout à l'autre, que le reflet souvent paroxystique d'une époque. Et le nouveau public dont il cherche à gagner la faveur, c'est cette masse composite d'Américains de toutes conditions que l'on appelait autrefois la « *majorité silencieuse* ».

La liquidation de toute une génération d'activistes

UN nouvel Eldridge Cleaver est né en cette année du bicentenaire : c'est un patriote zélé, un anticommuniste fervent, un apôtre de la réconciliation des races, dans lequel on a bien du mal à reconnaître le militant noir dont les *sombres visions du cauchemar américain* provoquaient, voilà quelques années encore, une si forte impression sur Ronald Reagan, J. Edgar Hoover et Richard Nixon qu'ils en vinrent à redouter l'éclatement prochain d'une insurrection noire.

A cette époque, Cleaver prônait ouvertement le « *renversement du gouvernement des Etats-Unis par la violence* ». Aujourd'hui, il proclame que « *le système politique américain est le plus libre et le plus démocratique du monde* ». « *On dit que j'ai retourné ma veste* », poursuit-il. « *Mais mes critiques oublient que ce sont les changements de l'Amérique qui m'ont changé. Le Watergate a restauré ma foi dans la capacité de l'Amérique à se réformer sans violence.* »

En 1968, victime de manœuvres concertées et illégales du F.B.I. (des documents officiels le prouvent aujourd'hui) qui visaient non seulement à le démolir politiquement, mais même à ruiner son foyer, Cleaver préféra s'exiler plutôt que de retourner en prison, où il était certain d'être assassiné par des agents du gouvernement. Quelque temps plus tôt, un juge de la Cour suprême de Californie, M. Ray Sherwin, avait pourtant conclu que la campagne lancée par le gouvernement contre Cleaver pour des raisons politiques constituait « *un type de pression pour le moins indigne des forces du maintien de l'ordre de notre Etat* ».

Les documents publiés par la commission d'enquête du Congrès ont établi depuis que J. Edgar Hoover avait personnellement ordonné à la section des renseignements raciaux (Racial Intelligence Unit), créée dans le cadre du programme de contre-espionnage (ou COINTELPRO) du F.B.I., de « *perturber, détourner, discréditer ou neutraliser par d'autres moyens l'action des nationalistes noirs* » et de prendre « *des mesures draconiennes pour démanteler le B.P.P.* (parti des Panthères noires) » et sa direction.

Les opérations du COINTELPRO ont abouti, ou peu s'en faut, à la liquidation de toute une génération de jeunes activistes noirs : près d'un millier de militants des Panthères noires se sont retrouvés en prison ; trente et un ont été tués. Aujourd'hui, Eldridge Cleaver affirme que l'on ne saurait comprendre ni son radicalisme d'antan ni son actuelle modération sans les examiner à la lumière des menées illégales dont il a été victime et de la réaction populaire qui s'est ultérieurement développée aux Etats-Unis contre les abus du pouvoir exécutif.

Aujourd'hui en effet, les documents publiés par la commission Church donnent tout lieu de penser que l'incident du mois d'avril 1968 — au cours duquel Cleaver fut blessé alors qu'il tentait de se rendre à la police en compagnie du trésorier du parti, Bobby Hutton, qui fut tué à ses côtés — avait été provoqué par des agents fédéraux. Cette « fusillade » bien unilatérale et pourtant fort nourrie (la police tira plusieurs milliers de cartouches) eu lieu à Oakland le 6 avril 1968, soit quatre jours seulement après l'assassinat du pasteur Martin Luther King, lui-même victime à l'époque du harcèlement systématique du F.B.I. Cleaver et Hutton n'avaient qu'un fusil à eux deux, et aucun policier ne fut atteint par balle : pourtant, s'il était reconnu coupable des charges qui pèsent toujours sur lui à la suite de cet affrontement, Eldridge Cleaver encourrait aujourd'hui un total de soixante-douze années de prison.

En 1969, depuis son exil algérien, Cleaver clamait très haut ce que la plupart des Américains n'arrivaient pas encore à croire. Expliquant son refus de passer en justice, il déclarait : « *Pour moi, il ne fait aucun doute que le gouvernement Nixon est en train de mettre à exécution un plan minutieusement préparé, un complot très élaboré dont le F.B.I. est le fer de lance.* »

Jusque dans son exil, Cleaver resta la cible d'une campagne bien orchestrée de harcèlement personnel et de coups bas que le gouvernement Nixon intensifia encore avec la complicité de la C.I.A. Le F.B.I. multiplia les écoutes illégales, les fausses lettres, les provocateurs payés et l'opération COINTELPRO remporta son plus grand succès à Alger en 1971. En réaction à l'avalanche de fausses nouvelles et de lettres anonymes que les agents fédéraux faisaient pleuvoir sur lui, Cleaver dénonça publiquement Huey Newton, cofondateur et principal animateur du parti des Panthères noires. Le schisme était consommé : les Panthères ne devaient jamais s'en relever.

C'est avec cette toile de fond que Cleaver assista — comme il l'explique aujourd'hui — à la montée du mouvement de protestation contre les abus du pouvoir exécutif aux Etats-Unis, qui finit par acculer le président Nixon à la démission.

Un « super-patriote » de longue date

MALGRE son militantisme, et bien qu'il s'identifiât à des mouvements révolutionnaires étrangers, Cleaver s'est toujours considéré comme un « *super-patriote* » américain, et sa détermination à rentrer un jour dans son pays n'a jamais fléchi pendant qu'il était en exil. Déjà, dans *Un Noir à l'ombre*, il exhortait les Américains à démanteler la « *ligne Maginot raciale* » qui les divisait et s'affirmait convaincu que « *le prix de la haine qu'on voue à d'autres hommes est que l'on s'aime moins soi-même* » « *De ma prison*, écrivait-il aussi, *j'ai vu que l'Amérique émergeait lentement du sommeil. Elle n'est pas encore complètement réveillée, mais l'air est tout frémissant d'âme et je vois la beauté partout.* »

Ce n'était qu'une fausse aurore.

Mais, même en exil, Cleaver n'adjura pas sa foi dans les « *idéaux éternels* » de l'Amérique : « *la Constitution, la Déclaration des droits de l'homme, le Sermon sur la montagne, toutes ces choses qui forment le fondement même du caractère américain* ».

« *Mon sentiment est que je suis un citoyen du rêve américain*, ajoutait-il, *et que le combat auquel je prends part est un combat contre le cauchemar américain. Je sais bien que je suis un Américain. Je connais les idéaux qui sont inculqués à tout Américain. Ils sont profondément enracinés, vous comprenez.* » Même au temps où il s'était fait le prophète de la seconde guerre civile, Cleaver soulignait que « *si le gouvernement américain se transformait assez pour que les gens cessent de subir l'injustice que nous dénonçons, il est bien évident que les flammes de la révolte s'apaiseraient faute d'aliment* ». Mais, comme le remarquait Cleaver, l'administration Nixon ne faisait qu' « *ajouter de l'huile sur le feu* »

« *Je ne voulais pas la révolution violente pour elle-même* », dit-il aujourd'hui. « *J'étais persuadé que l'Amérique courait à sa perte et que j'étais condamné moi-même à mourir les armes à la main, avec d'autres patriotes de toutes races, en luttant contre le régime Hoover-Mitchell-Nixon.* »

« *C'est quand je me suis rendu compte que ni l'Amérique ni moi n'étions condamnés que ma crise personnelle a commencé* », explique-t-il. Cleaver avait prédit qu'un coup d'Etat se produirait en Amérique au cours de l'année 1972 . cette année-là, la Constitution fut plus gravement menacée que la majorité des Américains ne l'auraient jamais cru possible. « *Mais la Constitution n'a pas été détruite* », insiste Cleaver aujourd'hui, et il explique que, quand il constata que le système était capable de se « *purger tout seul* », ses convictions révolutionnaires « *en prirent un sérieux coup* ». Et c'est ainsi que Eldridge Cleaver se surprit à défendre l'Amérique avec une véhémence qui frisait l'hystérie au cours de discussions avec des Européens d'extrême gauche.

En novembre 1975, Cleaver décida de rentrer aux Etats-Unis : il était désormais convaincu qu'il serait jugé équitablement, et il s'attendait à être reçu à bras ouverts. Dix ans plus tôt il avait déjà appelé de ses vœux une « *convalescence de la nation* », et il souhaitait maintenant contribuer à la restauration de l'unité américaine. Pour lui, ses nouvelles convictions politiques ne constituaient en rien une trahison, mais un simple retour à la philosophie qu'il avait formulée dans *Un Noir à l'ombre.*

Quant à son retour à la religion, Cleaver y voit « *un pont entre son passé et son présent* ». Son plus ancien souvenir est celui de sa mère en train de lui apprendre le psaume 23. Ses deux grand-pères étaient prédicateurs. A l'âge de douze ans, il avait répudié l'athéisme de son *père pour embrasser la foi catholique* romaine. Cleaver raconte qu'une nuit, alors qu'il se trouvait dans le Midi de la France, il eut une illumination : il vit les visages de tous ses héros — Malcolm X, Castro, Mao — se former en surimpression sur la lune. « *Et puis le visage de Jésus m'est apparu. Il ne voulait plus s'en aller. Je me suis retrouvé en train de réciter le psaume 23...* »

Ce retour à la foi, que Cleaver appelle « *sa suprême apothéose* », était, sans nul doute, sincère. Mais il n'en paraît pas moins procéder d'un sens de l'opportunité particulièrement aigu. Le fils prodigue allait rentrer au bercail l'année du bicentenaire, au moment même où un autre Sudiste, qui s'est lui aussi « retrouvé en Jésus », faisait renaître de ses cendres la « *politique des bons sentiments* ». Et n'est-ce pas Cleaver lui-même qui déclarait tout récemment, en tripotant le crucifix qu'il arbore sur son pull-over à col roulé : « *Je suis un grand stratège.* »

La stratégie était claire. Maintenant qu'il savait que l'Amérique n'était pas plus condamnée à mort qu'il ne l'était lui-même, Eldridge Cleaver allait se lancer à la poursuite du rêve américain avec une persévérance égale à celle dont il avait jadis fait preuve lorsqu'il s'agissait de fuir le cauchemar américain. Ce qu'il espère aujourd'hui ? « *Qu'un jour Kathleen et moi nous serons reçus à la Maison Blanche.* »



MANIFESTATION A SAN-FRANCISCO, A L'EPOQUE DE LA LUTTE.
Et le rêve l'emporta sur le cauchemar...

(Photo Kanner-Rapho.)

Anciennes amitiés, nouveaux compromis

VOILA plus d'un an qu'Eldridge Cleaver s'est rendu aux policiers fédéraux, qui se sont montrés fort courtois avec lui en privé, ne lui passant les menottes que lorsqu'il allait rencontrer des photographes. Il est toujours en quête du rêve américain. Il a retrouvé une Amérique bien plus cynique et bien plus divisée qu'il ne l'avait prévu. Et, qu'il en soit ou non pleinement conscient, les appels de Cleaver à « *un nouveau consensus américain* » ont plus contribué à accroître les divisions qu'à accélérer la réconciliation nationale.

La stratégie personnelle de Cleaver s'est heurtée, de son côté, à de sérieuses difficultés. Elaine Brown, l'actuelle présidente du parti des Panthères noires, qui est l'héritière de la faction Newton, l'accuse d'être « *un agent actif et consentant de l'opération COINTELPRO lancée par le F.B.I. pour détruire les organisations noires* ». Paul Jacobs, un intellectuel blanc de San-Francisco qui avait contribué à la caution dont la fuite de Cleaver amena la confiscation en 1968, ne voit plus en lui aujourd'hui qu'un « *vulgaire pitre du bicentenaire* ».

L'hostilité que les anciens amis de Cleaver manifestent à son égard n'a pas rendu ses vieux adversaires moins vindicatifs. Il fait toujours l'objet d'une série d'inculpations, qui lui ont valu de passer en prison les neuf premiers mois de son retour au pays natal, avant d'être finalement remis en liberté en échange du dépôt d'une caution de 50 000 dollars que ses avocats ont dénoncée comme une « *brimade politique* ». Les autorités lui barrent toujours l'accès aux vingt-neuf volumes de documents rassemblés sur lui par le COINTELPRO, où il est sûr de pouvoir trouver les preuves de son innocence. Le département d'Etat refuse de lui délivrer un passeport. Quand il s'est présenté, il y a quelque temps, à la prison de San-Quentin pour y rendre visite à son vieux camarade des Panthères noires Elmer Pratt, dit « Geronimo », le directeur l'a fait éconduire. A présent, Cleaver admet que le tribunal ne lui rendra peut-être pas justice

« *En prison, au moins, je pouvais écrire* », dit-il. Sa quête d'appuis politiques et financiers l'a mené à des prises de position de plus en plus simplistes. « *Le soutien de l'opinion est ma seule vraie garantie d'un jugement impartial* », confiait-il aux paroissiens devant lesquels il venait d'évoquer son « pacte » avec Jésus. « *Les avocats ont besoin d'argent, eux aussi.* »

Les anciens partisans de Cleaver sont pour la plupart persuadés qu'il a fait un marché avec le F.B.I. ou alors qu'il est complètement coupé de la réalité ; quant à ses nouveaux défenseurs, ils ne sont pas entièrement convaincus de sa sincérité. Ils soulignent que les positions de Cleaver sont de plus en plus conformes aux idées d'Arthur de Moss, un millionnaire de Philadelphie, conservateur et dévôt, qui finance une bonne part des frais de sa défense et de ses dépenses personnelles.

Et c'est ainsi, comme le notait Ray Riegart, journaliste au *Berkeley Barb*, qu' « *Eldridge Cleaver, que le gouvernement fera juger sous peu pour avoir été révolutionnaire en 1968, se retrouve également sur la sellette chez les gauchistes et dans la presse, où on l'accuse d'être devenu un agent du gouvernement* ».

Qu'est-ce qui n'a pas marché ? « *Je suis extrémiste de nature* », écrivait Cleaver dans *Un Noir à l'ombre* : il vaut peut-être mieux chercher l'explication dans les constantes de sa personnalité que dans ses retournements idéologiques.

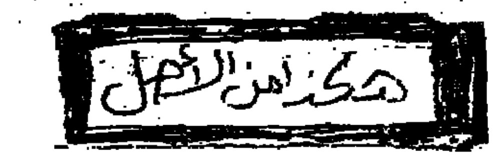
« *Finalement*, concluait un jour Huey Newton avec amertume, *Eldridge a toujours vécu dans un monde de rêve.* » Paul Jacobs, qui fut le colistier de Cleaver quand celui-ci se présenta aux élections sous les auspices du Peace and Freedom Party, le juge encore plus sévèrement : « *Autrefois, c'était un révolutionnaire bidon ; maintenant, c'est un réactionnaire bidon. La vision de cauchemar que Eldridge s'était formée de l'Amérique, quand il était à Alger, était aussi absurde, romanesque et chimérique que l'est aujourd'hui sa vision du rêve américain.* »

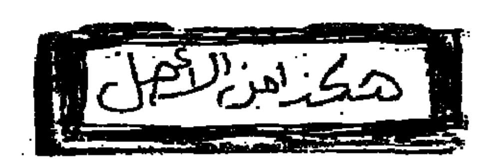
Elsa Knight Thomson, journaliste

---

(1) Editions du Seuil, Paris, 1969, 224 pages, 25 F. Voir les articles d'Eldridge Cleaver publiés dans *le Monde diplomatique* de janvier 1973 : « Les Etats-Unis, une nation née dans la brutalité » et de septembre 1974 : « Alleluia, Babylone ! ».







qu'on l'a libéré sous caution »

L'ENFANT PRODIGUE

de radiodiffusion à San-Francisco, qui a suivi la carrière de Cleaver depuis le début, y relève un certain nombre de constantes : « *D'abord,* dit-elle, *Cleaver a toujours eu tendance à se laisser entraîner trop loin par sa facilité à établir le contact avec les Blancs. Adolescent, en prison, il manifestait déjà des talents incontestables de bonimenteur. Il savait intuitivement ce qu'il fallait faire pour rallier à sa cause les médias, les riches et les militants, et pour présenter ses problèmes personnels sous un angle politique. Je ne crois pas qu'Eldridge ne comprenait pas à quel point ses prises de position publiques étaient déterminées non par ce qu'il pensait, mais par ce qu'il voulait que les autres pensent de lui. Je ne crois pas qu'il s'en rende mieux compte aujourd'hui.* »

Tout en niant avoir conclu un marché avec les autorités, Cleaver admet s'être engagé à venir témoigner dans l'avenir devant la commission du Sénat sur la sécurité interne que préside le sénateur Eastland, à condition que les agents fédéraux assurent en échange sa sécurité personnelle. « *Mais le plus probable,* estime l'écrivain Reggie Major, auteur d'un livre sur les Panthères noires, *est qu'Eldridge « a fait un compromis » avec lui-même et avec l'idée qu'il se faisait du nouvel équilibre de la vie nationale américaine.* »

Les accusations suivant lesquelles Cleaver aurait « *perdu les pédales* » doivent être comprises de la même façon. Ses détracteurs soutiennent qu'il n'est qu'un « *schizophrène* », qu'il est complètement à côté de la réalité. Cleaver est un homme lucide, intelligent et doué d'un remarquable sens de l'humour ; mais il n'en reste pas moins vrai qu'il est coupé de bien des manières de la réalité américaine autant que de celle du monde qu'il a parcouru de 1968 à 1975.

Les dures réalités de l'exil

NI l'expérience de la prison ni celle de la célébrité ne l'avaient préparé à affronter les réalités des pays socialistes et des pays du tiers-monde où il allait passer la plus grande partie de son exil, ni celles de l'Amérique de l'après-Watergate, qu'il idéalise aujourd'hui autant qu'il magnifiait autrefois la Chine et Cuba. Cleaver ne parle aucune autre langue que l'anglais. A La Havane, ses plus proches amis n'étaient pas des Cubains, mais des pirates de l'air américains et une Blanche, originaire de l'Etat de Georgie, qui se consolait de l'idée qu'elle était en train de vieillir en cajolant son lapin apprivoisé et en nourrissant la certitude absurde qu'un jour Fidel Castro demanderait sa main. Quand les autorités cubaines se mêlèrent de vouloir empêcher Cleaver de se constituer un stock d'armes et critiquèrent ses tentatives de convertir les Afro-Cubains au style de coiffure des Noirs américains, il rejeta la révolution cubaine et l'accusa d'être un complot raciste. Il est encore persuadé aujourd'hui que des Noirs armés (peut-être des rescapés de l'armée de Batista, où les mulâtres prédominaient) « *combattent le racisme dans les montagnes* ».

Au moment de son arrivée en Algérie, Cleaver affichait des convictions ouvertements marxistes, mais il n'en fut pas moins épouvanté par l'ambiance de répression qui régnait à Alger malgré tous les programmes de développement économique du gouvernement algérien et le soutien qu'il apportait aux mouvements révolutionnaires étrangers. Il reconnaît lui-même aujourd'hui qu'il passa une bonne partie de son temps à fabriquer des faux passeports pour des étudiants algériens qui voulaient gagner la France. En 1971 déjà, un responsable algérien admettait devant moi que « *les Cubains ne s'étaient peut-être pas trompés sur le compte de Cleaver* ». « *Son appartement est plein d'appareils de haute fidélité* déplorait ce fonctionnaire, *et il a la tête farcie de slogans extravagants... Jamais je n'avais soupçonné que même vos révolutionnaires noirs aient pu être à ce point corrompus par l'individualisme yankee et l'indiscipline petite-bourgeoise* », concluait-il. Cleaver réussit à passer d'Algérie en France, à l'aide de papiers qu'il avait lui-même fabriqués. L'arrogance et la xénophobie des Algériens (qui n'épargnaient pas, loin s'en faut, les Américains blancs) l'avaient convaincu que les Arabes comptaient, eux aussi, parmi les « *pires racistes du monde* ».

Quelque temps plus tôt déjà, il avait perdu toute sa foi dans l'Union soviétique, les Russes ayant rejeté l'appel qu'il leur avait adressé en les exhortant à faire usage d'armes atomiques contre les Américains en Indochine et ayant déclaré qu'il n'était pas un révolutionnaire mais un « *aventuriste* ». Il n'éprouvait plus que de l'aigreur à l'égard de la nouvelle gauche américaine depuis que des militantes du mouvement de libération des femmes, qu'il avait rencontrées lors d'une tournée dans les pays communistes d'Asie, l'avaient traité de « *cochon phallocrate* ». La détente lui apporta une nouvelle désillusion. « *Quand j'ai vu Mao serrer la main de Nixon,* raconte-t-il, *j'ai compris que les Chinois étaient aussi des imposteurs.* »

« *Moi,* dit Cleaver *je ne signe pas de serments d'allégeance.* » Sa femme Kathleen reconnaît que, non content de changer fréquemment d'opinion, « *il a essayé de traduire ses idées en actes dans des circonstances où bien des personnes plus prudentes auraient fait le choix de se taire* ».

« *Ce qui embête les gens,* dit Cleaver, *c'est que je n'ai pas honte de changer d'avis.* » Depuis que Cleaver a « *changé d'avis* », on l'a vu proclamer son soutien indéfectible à la cause israélienne devant des parterres de rabbins admiratifs. Sur la seule base de ce que lui avait appris son séjour de huit mois à La Havane en 1968, il a dénoncé l'intervention de Castro en Angola comme un « *complot* » visant à décimer la minorité noire de Cuba. Il a chaleureusement accueilli l'appui de M. Daniel Patrick Moynihan, dont on connaît les opinions rétrogrades sur la question noire : il fut notamment l'auteur de la thèse aujourd'hui contestée suivant laquelle les problèmes des Noirs américains venaient essentiellement de la dégradation de leur vie familiale. Cleaver trouve que les remarques racistes proférées à l'encontre des Noirs par le secrétaire au Trésor de M. Ford, M. Earl Butz, étaient « *plus bêtes qu'infurieuses* ». Il approuve les tractations de M. Kissinger avec l'Afrique du Sud, mais il vient de refuser d'apporter son concours à l'organisation d'une campagne de soutien au N.A.A.C.P. dans le Mississipi.

Cleaver a été longuement reçu par l'évangéliste Billy Graham. « *Nous sommes tombés à genoux et nous avons prié ensemble* », raconte-t-il. A l'en croire, Billy Graham lui aurait dit que sa conversion était la la « *seconde en importance des décisions en faveur du Christ qu'il pouvait imaginer* ». Une seule chose aurait eu plus d'importance aux yeux de Billy Graham : la « *renaissance à Jésus* » de Richard Nixon. « *En ce qui me concerne, je considère Nixon comme un homme innocent,* dit Cleaver aujourd'hui. *Tout comme moi, il devrait être présumé innocent aussi longtemps que sa culpabilité n'aura pas été démontrée.* »

Enfermé dans un nouveau rôle

A plus d'un égard, pour Cleaver, les choses n'ont guère changé. *Il a toujours* des micros braqués sur lui et il baigne dans la lumière des projecteurs de télévision. Il se fait interviewer par *Rolling Stone* et le *Reader's Digest,* et il a reçu des propositions lucratives pour le livre qu'il est en train d'écrire. Le critique Norman Podhoretz, que Cleaver citait jadis comme exemple de la « *mentalité schismatique américaine* » parce qu'il avait écrit que l'homme noir était pour lui « *une figure supérieurement masculine* », a organisé un cocktail destiné à recueillir des fonds pour sa défense.

Cleaver soutient que les médias, ses ennemis et ses amis eux-mêmes l'enferment dans un rôle de réactionnaire stéréotypé, comme ils l'avaient jadis enfermé dans un rôle de révolutionnaire archétypique. Il en donne pour preuve la mésaventure dont il fut récemment la victime au cours d'un banquet dont l'invité d'honneur était un pasteur amérindien unanimement respecté. « *Je ne voulais mettre personne dans l'embarras,* raconte-t-il, *mais cet homme avait été bon pour mois, et nous étions désireux, Kathleen et moi, de lui exprimer notre gratitude.* » L'apparition de Cleaver sema la consternation parmi les libéraux, au nombre desquels se trouvait Willie Brown, homme politique noir très connu, qui appartient à l'aile gauche du parti démocrate. « *Il a blêmi quand il m'a vu,* rapporte Cleaver. *Il avait peur qu'on ne nous photographie ensemble.* » Voyant le problème, le président de l'assemblée guida les deux anciens amis dans des directions opposées, plaçant Brown au milieu d'un groupe de démocrates libéraux et Cleaver à côté d'un membre notoire de la John Birch Society.

« *Je me sentais terriblement vulnérable,* raconte encore Cleaver. *Je me suis aperçu que je transpirais à grosses gouttes. Mon désir était de consolider l'unité, pas de semer la division. Je ne savais pas quoi faire.* »

Alors, pour ne pas provoquer d'incident, sous les yeux de plusieurs centaines de personnes, devant les journalistes et les caméras de télévision, Eldridge Cleaver prit la main que lui tendait l'homme de la John Birch Society.

« *Bonjour, M. Cleaver, et bon retour au pays* », dit la blonde hôtesse de l'air en lui faisant l'hommage d'une deuxième coupe de champagne. Nous sommes sur le long-courrier qui assure le service régulier entre San-Francisco et la Nouvelle-Orléans.

« *A moins d'avoir passé sa vie en prison ou en exil, on ne peut pas comprendre quel bonheur c'est que de pouvoir simplement voyager ainsi,* commente Cleaver. *Pensez-y la prochaine fois que vous casserez du sucre sur le dos de l'Amérique. Aujourd'hui, nous faisons cette charmante petite croisière. Ce soir, nous verrons les candidats à la présidence débattre librement à la télévision. Demain, je dois parler à l'université Tulane, qui était autrefois une plantation d'esclaves. En France, j'avais peur d'avoir manqué le coche.* »

Pour la plupart, les gens qu'Eldridge Cleaver rencontre dans les universités, les conférences de presse ou les assemblées paroissiales ne voient en lui ni un révolutionnaire repenti ni un flambeau de la « nouvelle droite ». Tout ce qu'ils voient, c'est qu'il est célèbre. Des Blancs qui, jadis, applaudirent avec enthousiasme aux efforts de J. Edgar Hoover pour détruire l'« ennemi intérieur » viennent lui demander de leur dédicacer *Un Noir à l'ombre.* Des Noirs, qui se souviennent du temps où il s'insurgeait pour eux, viennent lui serrer la main à la manière spéciale des militants. Les grooms et les réceptionnistes d'hôtel, les serveuses de restaurant et des vendeurs de billets des aéroports le reconnaissent souvent, quelle que soit leur race.

Cleaver ouvre sont attaché-case en cuir et en sort des photos qui le représentent vêtu du modèle de pantalon qu'il a dessiné à Paris, et qui a soulevé tant de controverses. Son sexe, gainé d'une espèce d'étui de velours noir, est bien en évidence : par ses dimensions, il correspond parfaitement aux stéréotypes racistes. A-t-il pensé aux hommes que la nature a moins bien pourvus que lui ? « *J'imagine déjà un immense marché du phallus postiche* », répond-il, et il ajoute : « *Je voulais me constituer prisonnier vêtu d'un modèle spécial — avec un fourreau de velours noir couronné d'un rubis — mais ma femme et mes avocats m'en ont dissuadé.* » Cleaver nous confie ensuite que son agent a pris contact avec Barbara Walters au sujet d'une émission de télévision où on le verrait faire découvrir l'Amérique à ses deux enfants. « *Je travaille aussi à une trilogie porno,* nous explique-t-il. *Le premier volet s'intitule* les Gardiens du sperme. *Le deuxième porte sur un homme, une femme et un chien. Le troisième traite de la libération des homosexuels, de la libération des femmes — et de celle des hommes.* »

« *Les déclarations de ce genre pourraient causer votre perte* », lui fait-on observer.

« *Vous croyez que l'édition dominicale du* New York Times *pourrait réussir là où J. Edgar Hoover et Richard Nixon ont échoué ?* », rétorque Cleaver, tout miel.

A l'aéroport de La Nouvelle-Orléans, il est attendu par un comité d'accueil formé de deux étudiants blancs; ils sont juvéniles, bien habillés, l'air sérieux et pleins d'ambition, et ils parlent avec un fort accent sudiste. « *Ils vont toujours par deux,* observe Cleaver. *Le premier conduit, l'autre me pose des questions.* »

« *Bienvenue à La Nouvelle-Orléans, M. Cleaver* », dit l'un d'eux. « *Quel effet cela vous fait-il d'être revenu en Amérique ?* », demande l'autre.

Cleaver a quitté le « Sud profond » voilà plus de trente ans, alors qu'il n'était encore qu'un enfant. Dans le pays qu'il retrouve aujourd'hui, il n'y a plus d'écoles « *séparées mais égales* », de fontaines « *pour gens de couleur* », de sièges réservés aux Noirs à l'arrière des autobus, et il y est l'hôte d'une université qui était naguère interdite aux gens de sa race. Le soir de son arrivée, il dine dans un de ces fameux restaurants français du Vieux-Carré, vénérable et distingué, où l'argenterie scintille discrètement à la lueur des chandelles : autrefois, on n'y voyait jamais d'autres Noirs que les serveurs en livrée.

Eldridge Cleaver commande un Americano. « *Je crois qu'on ne peut pas nier les progrès qui ont été faits dans ce pays* », dit-il.

«Je m'adresse à tous les Américains...»

APRES le somptueux dîner créole qui lui était offert par l'association des étudiants afro-américains de l'université Tulane, Cleaver doit donner une conférence dans le grand amphithéâtre d'un bâtiment qui, avec son péristyle à colonnades blanches, évoque irrésistiblement les riches demeures sudistes d'avant la guerre de Sécession. A l'entrée, il y a deux files d'attente distinctes, comme au temps de la ségrégation. Mais, dans chacune, Blancs et Noirs sont mêlés. C'est un public à peu près équitablement partagé entre les deux races qui écoute Cleaver proclamer son regain d'amour pour l'Amérique. Il dénonce ensuite le racisme des Arabes et des Cubains, brandit la menace soviétique, souligne la nécessité d'une défense forte pour tous les Américains, quelle que soit leur race. Comme cela lui arrive souvent, Cleaver ne peut se retenir d'égratigner au passage le mouvement de libération des femmes. La veille, Gerald Ford et Jimmy Carter ont endormi la nation entière avec leurs laborieux plaidoyers découpés en tranches de trois minutes. Mais, ce soir, Eldridge Cleaver soutient sans peine l'intérêt de son public tout au long d'un monologue de soixante-dix minutes.

Après son discours, des membres de l'assistance se succèdent au micro pour lui poser des questions. Certains l'attaquent. D'autres — plus efficaces — se payent sa tête. Cleaver répond à toutes les questions avec une parfaite aisance.

« *Mais, dans les faits, qu'est-ce que vous comptez faire à présent ?* », lui demande un étudiant noir. « *Qu'entendez-vous par* « nouveau consensus » ? »

Cleaver parle de la nécessité de regarder les problèmes d'un œil neuf.

Le micro passe à un autre étudiant : « *Je ne vois pas très bien ce qu'il faut conclure de tout cela,* dit-il. *Quel est votre programme ?* »

Cleaver se met à exposer ses problèmes juridiques et parle de la nécessité du dialogue.

Un peu plus tard, nous nous retrouvons au foyer de la Maison des étudiants afro-américains. Cleaver est assis sur un divan et une cinquantaine d'étudiants font cercle autour de lui, debout. Parmi les rares Blancs disséminés dans la pièce, il y a un policier armé chargé de veiller à la sécurité personnelle de Cleaver.

Il n'aura pas à intervenir. Un grand silence s'installe ; les étudiants ne sont ni hostiles ni admiratifs : leur mutisme traduit un mélange de curiosité un peu méfiante et de manque de communication. Ce sont de jeunes Noirs de la classe moyenne, qui, pour la plupart, ont une bonne vingtaine d'années de moins que Cleaver. Pour eux, les *sit-ins* et les affrontements armés n'ont jamais revêtu le caractère d'une crise personnelle : ce sont des événements historiques.

L'un des plus militants lui demande pourquoi il a cessé de s'adresser aux Noirs.

« *Je ne m'adresse ni aux Noirs ni aux Blancs,* répond Cleaver, imperturbable. *Je m'adresse à tous les Américains.* »

« *Quel est votre signe du zodiaque ?* », lui demande une charmante jeune Noire. Un étudiant blanc se fait dédicacer un exemplaire d'*Un Noir à l'ombre*. Cleaver se fraye un chemin à travers la foule pour regagner sa voiture. « *C'est ce type qui a rencontré Jésus depuis qu'on l'a libéré sous caution* », commente quelqu'un en le voyant passer. Mais un étudiant noir plus âgé que les autres — il y en a quand même quelques-uns qui ont passé le cap de la trentaine — lui dit : « *J'ai passé trois ans à Berlin-Est, monsieur Cleaver. Je vous comprends.* »

***

Le lendemain matin, une voiture vient chercher Eldridge Cleaver pour le ramener à l'aéroport de La Nouvelle-Orléans. En gage d'admiration, l'hôtesse de l'air lui offre une bouteille de champagne qu'il range dans son attaché-case. Sa femme Kathleen l'accueille à l'aéroport de San-Francisco et lui demande comment les choses se sont passées. « *Très bien,* répond-il. *Que de braves gens partout ! J'aime tellement parler aux jeunes.* » Le même soir, les deux époux prennent l'avion pour Los Angeles, où une voiture les attend pour les conduire à l'hôtel Arrowhead (« *Autrefois, toutes les stars de Hollywood y descendaient* », précise Cleaver lui-même), où ils doivent participer aux cérémonies du vingt-cinquième anniversaire de la *Croisade universitaire pour le Christ.* Et ce dimanche-là, en présence de leur bienfaiteur et ami, M. Arthur de Moss, et d'une armada de photographes, Eldridge et Kathleen Cleaver s'immergent tout habillés dans la piscine de l'hôtel Arrowhead pour y recevoir le baptême.

Quelques jours plus tard, dans un restaurant chinois de San-Francisco. « *Vous vous rendez compte,* dit Eldridge Cleaver en jouant des baguettes, *moi, baptisé ! Je porte mon pantalon de baptême en ce moment même. Je suis sûr qu'il me portera bonheur.* »

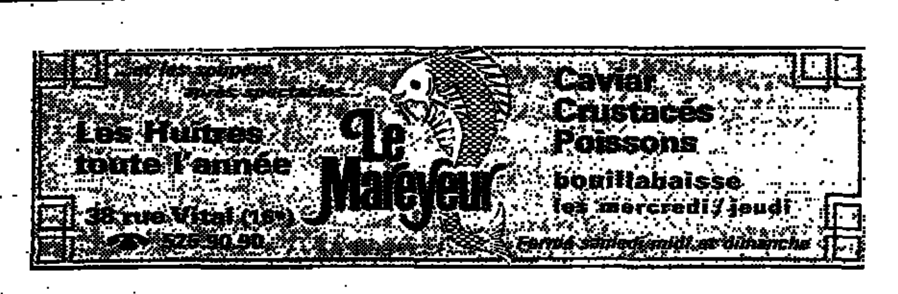
Un peu plus tôt, je lui ai demandé ce qu'il ferait vraiment, à quoi il croirait, comment il vivrait si ses problèmes légaux étaient définitivement réglés, si le fisc débloquait ses droits d'auteurs, bref, s'il était libre de mener une vie privée au lieu de devoir se plier à cette stratégie de survie publique.

« *Je m'installerais dans une maison de rêve avec Kathleen et les enfants,* m'a-t-il dit. *Vous savez, avec tous les gadgets électroniques. Four à micro-ondes. Hi-fi dans toutes les pièces. Télé par câbles, avec commande à distance. Télex dans la chambre à coucher...* »

Au temps où il était encore révolutionnaire, Eldridge Cleaver villipendait déjà « *les sornettes qu'on entend débiter sur la cuisine traditionnelle des Noirs du Sud* ». « *Ce que veulent les habitants du ghetto, c'est de la bonne viande rouge,* écrivait-il. *Du bifteck.* »

C'était il y a dix ans. « *J'aimerais pouvoir m'offrir toutes ces choses,* assure-t-il aujourd'hui, *avoir de quoi les payer.* » Et il conclut : « *Il me faudrait aussi un couple de bons chiens de garde.* »

T.D. ALLMAN.



Technologie, dépendance et armements

LA MULTINATIONALISATION DES INDUSTRIES DE GUERRE

Par MICHAEL T. KLARE *

« DANS *les systèmes de défense, la coopération multinationale est à la fois nécessaire, souhaitable et inévitable* », déclarait M. Thomas V. Jones, de la société Northrop (1). Bien que la plupart des pays aient toujours mis des restrictions à l'exportation de leur savoir-faire technologique dans ce domaine, un nombre de plus en plus grand d'entreprises s'associent pour produire des armes modernes sur une base multinationale. Peu de pays peuvent se permettre de satisfaire, par leur propre production, la totalité de leurs besoins militaires et même des nations relativement autosuffisantes comme la France ou les Etats-Unis *voient d'appréciables avantages*, sur les plans politique, militaire et économique, à de telles opérations. Selon des documents qui nous ont été communiqués, en application du « Freedom of Information Act », le ministère américain de la *défense* est engagé actuellement dans près de quarante grands programmes de coopération à l'étranger, pour une valeur totale de 8,5 milliards de dollars 1975 (2). Les entreprises américaines, de *leur côté, sont liées par des accords* commerciaux à au moins cinquante autres projets du même type (3). Même si la plupart de ces opérations mettent en œuvre, aujourd'hui, une collaboration entre firmes américaines, européennes et japonaises, il est clair que les pays du tiers-monde chercheront à prendre une part croissante, à mesure que s'affirme la tendance à la multinationalisation.

Les opérations multinationales, dans le *domaine de la défense, impliquent* normalement soit la production sous licence des armes d'un pays par des firmes militaires d'un autre, soit la « coproduction », dans laquelle des firmes de plusieurs pays s'entendent pour produire les différents composants d'un même système. C'est ainsi que le gigantesque programme de fabrication de l'avion F-16 comportera la production sous licence, en Belgique, du réacteur F-100 de Pratt et Whitney, et *également la fabrication d'autres composants* essentiels par un consortium de quatre-vingt-cinq entreprises au Danemark, en Norvège, en Belgique, aux Pays-Bas et aux Etats-Unis (4). Dans les pays du tiers-monde, où l'infrastructure technique est souvent déficiente, des firmes américaines et européennes s'emploient à construire des usines entières d'armements. La société Hughes Aircraft a obtenu du chah d'Iran la commande d'une usine de missiles qui doit être située à Chiraz ; Lockheed contribue à l'édification d'une industrie aéronautique complète en Grèce.

Il est clair que de telles opérations auront pour résultat un transfert considérable de technologie militaire, des pays traditionnellement producteurs vers les pays qui n'étaient, jusque-là, qu'importateurs. Des nations qui, il y a quelques années seulement, avaient pour tout armement les rebuts de leurs puissants et riches protecteurs, sont aujourd'hui capables de produire des tanks, des missiles et des navires de guerre. *Selon l'Institut* international de la recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI), le nombre des pays du tiers-monde produisant au moins quelques armes modernes est passé de deux en 1960 à dix-huit en 1974 (5). Depuis deux ans, six autres pays — dont l'Egypte, la Grèce, l'Indonésie, les Philippines, la Corée du Sud — ont annoncé des plans pour le développement sur leur territoire de nouvelles et importantes *industries d'armement. Cette évolution* implique potentiellement une escalade de la course aux armements dans les différentes régions du monde, avec l'augmentation du risque de guerre qui en découle. Et le perfectionnement croissant des armes produites aura tendance à rendre les conflits beaucoup plus violents et destructeurs qu'ils ne l'étaient dans le passé.

A beaucoup d'égards, cette évolution *est indissociable de l'augmentation du* commerce des armes conventionnelles, et peut donc être analysée sur la base des études existant à ce sujet. Mais, d'un autre point de vue, et peut-être plus profondément, il s'agit d'un phénomène entièrement nouveau : le transfert non plus seulement des produits eux-mêmes, mais de tout le réseau de relations qui est aujourd'hui associé au terme de « complexe militaro-industriel ». Car, en *s'associant avec des Etats étrangers pour fabriquer* des armes, les grandes firmes d'armements reproduisent inévitablement à l'étranger le même schéma de collusion politique, militaire et économique, qui est devenu une caractéristique de la société américaine.

La multiplication des projets militaires multinationaux aura une influence considérable sur l'équilibre global des forces au niveau mondial et sur les perspectives de la paix. Toutefois, très peu de recherches ont porté, jusqu'à présent, sur ce problème spécifique des transferts technologiques dans le domaine des armements (6).

Depuis la dernière guerre, la Grande-Bretagne et la France ont, la plupart du temps, évité tout contact étroit avec les firmes militaires américaines afin de sauvegarder l'indépendance et le dynamisme de leurs propres industries de *défense*. Aujourd'hui, ces pays, comme leurs voisins, sont soumis à de fortes pressions pour établir des liens nouveaux avec les entreprises américaines. S'étonnera-t-on que ces pressions se soient fait jour parallèlement aux efforts réalisés pour mettre sur pied une industrie d'armements intégrée sur une base européenne, capable de mieux concurrencer les firmes américaines ? La contradiction n'est qu'apparente. D'une part, les producteurs européens reconnaissent qu'ils ne peuvent plus rester à la pointe du progrès dans tous les domaines de la technologie militaire et qu'ils doivent donc s'assurer la coopération de partenaires américains pour prévenir un vieillissement trop rapide de leurs fabrications. D'autre part, ils se rendent compte que le marché européen est trop petit pour absorber la production de leurs usines et qu'un niveau minimum de coopération transatlantique est la clef de l'accès au marché américain.

Ces impératifs sont apparus avec une grande netteté lors de la conférence sur l'aéronautique tenue en 1976 par l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) Le secrétaire de l'U.E.O. pour les questions aéronautiques, M. de Montesquiou, y déclarait : « *Nous devons agir sans tarder afin d'éviter l'effondrement de l'industrie aéronautique en Europe* » (7). Ce n'est qu'en se maintenant à la pointe des technologies avancées que l'Europe, selon M. de Montesquiou, peut espérer garder une industrie aérospatiale viable. Et, dans l'esprit de la plupart des participants, ce but ne pourra être atteint que par une mise en commun des ressources européennes et l'établissement de nouveaux liens avec les Etats-Unis. « *Il faut que nous développions un potentiel technique maximum en Europe pour pouvoir collaborer avec les Etats-Unis de façon satisfaisante et constructive et pour éviter, à plus long terme, le risque d'une domination américaine totale sur le marché européen* », soulignait M. J.T. Stamper, de la société britannique Hawker Siddeley (8).

Les sociétés américaines trouvent également leur avantage dans une coopération transatlantique accrue. En s'engageant dans des opérations communes avec des producteurs européens, elles espèrent obtenir des ressources substantielles à l'étranger pour mener des projets de haute priorité. Etant données l'augmentation régulière des coûts de développement et la récession prolongée dans l'industrie aérospatiale américaine, un tel financement extérieur est jugé indispensable pour poursuivre la préparation de la génération d'avions. La coproduction est également un moyen de s'assurer à l'avance des commandes pour des produits nouveaux : tout Etat impliqué dans un projet tient à ce qu'il réussisse, et on peut donc penser qu'il procédera à des achats pour ses besoins internes.

La soif européenne de technologie *américaine et les besoins financiers additionnels* des Américains ont déjà donné naissance à des opérations multinationales. General Electric, par exemple, développe son nouveau moteur CFM 56 avec la SNECMA française, et United Technologics coproduira le JT 10 D de Pratt et Whitney avec Rolls-Royce (Grande-Bretagne) et Motoren und Turbinen Union (M.T.U., Allemagne de l'Ouest). Certains de ces projets sont, au départ, de nature *civile. Mais la plupart, comme le CFM 56* et le JT 10 D, ont des applications à la fois militaires et civiles. *(Voir les tableaux 1 et 2, qui donnent la liste des principaux programmes américains de coproduction en Europe et dans le tiers-monde.)*

Les stratèges de l'OTAN, qui cherchent à promouvoir la standardisation, plaident eux aussi pour une collaboration transatlantique accrue. Dès l'origine, cette standardisation était l'un des buts *officiels de l'alliance, mais peu de progrès* ont été accomplis en ce sens depuis vingt ans, de telle sorte qu'aujourd'hui chacun de ses membres importants produit ses propres chars, sa propre aviation et son artillerie. Les stratèges de l'OTAN pensent que ce manque de coordination en ce qui concerne la défense de première ligne, doublé de l'incompatibilité des équipements de télécommunication, diminue d'environ 30 % l'efficacité des forces alliées. En outre, le développement d'un même système d'armements permettrait aux puissances alliées d'économiser 10 milliards de dollars par an (9).

La tendance à la standardisation a été renforcée par la *décision prise en 1975 par* la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège, d'acheter l'avion de combat F-16 de General Dynamics, qui sera également utilisé par les forces américaines en Europe. Commentant cette décision, *Aviation Week* écrivait : « *En entrant dans la panoplie de cinq pays de l'OTAN* [le F-16] *remplacera quatre avions de combat différents (le F-100, le F-104-G, le F-5 et le F-4) par un seul modèle, impliquant une standardisation de l'entraînement, de la logistique des armes et de la tactique* » (10). Un certain mécontentement s'est fait jour en Europe à propos de cette décision, qui serait de nature à transformer les entreprises européennes en simples sous-traitants des sociétés américaines. On a proposé, à l'inverse, que les projets futurs incluent une coopération européenne complète à tous les stades de leur développement.

Accepter cette revendication européenne pose, en effet, de gros problèmes aux responsables américains. Alors que les hauts fonctionnaires du Pentagone affirment leur attachement au principe de la réciprocité, ils rencontrent une vive opposition de la part du Congrès et des mili-

(1) *Interavia*, 1er janvier 1975.
(2) *Offset and Co-production Programs*, mémorandum non publié du ministère américain de la défense, Washington, 1975.
(3) Cf. *Jane's All the World's Aircraft* 1975-1976, sous la direction de John W. Taylor, Franklin Watts, New-York, 1975. — Institut international de la recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI) : *Annuaire 1975*, Almqvist et Wiksell, Stockholm, 1975, pages 204-217. — Ken Fulton : « World Aero-Engine survey » dans *Flight International*, 19 juin 1975, pages 967-982.
(4) Cf. *Aviation Week and Space Technology*, 19 juillet 1976, pages 121-122 et 232 et *The Wall Street Journal*, 6 février 1976, page 1.
(5) *Annuaire 1975* du SIPRI, page 193.
(6) Pour une bonne introduction à ce sujet, cf. Jan Oberg : « Third World Armament : Domestic arms production in Israel, South Africa, Brazil, Argentina *Peace and Violence* (Tampere Peace Research Institute), vol. V, n° 4 (1975), pages 222-239 ; et Ulrich Albrecht et al. : « Armaments and underdevelopment » dans *Bulletin of Peace Proposals*, vol. V, 1974.
(7) Cité par *Flight International*, 14 février 1976.
(8) Cité par *Aviation Week and Space Technology*, 9 février 1976.
(9) Cf. Norman L. Dodd : « Standardization in NATO » dans la revue *National Defence*, novembre-décembre 1975, pages 210-213 et « NATO Missile Standardization pushed » dans *Aviation Week and Space Technology*, 2 juin 1975, pages 61-71.
(10) *Aviation Week and Space Technology*, 25 octobre 1976.

* Auteur de *War Without End : American Planning for the Next Vietnams* (Knopf, New-York, 1972), actuellement *Visiting Fellow* au Centre d'études internationales de l'université de Princeton.

MENACES DES SUPERPUISSANCES, MISE EN GARDE DE PÉKIN

La sécurité européenne en question

Par JEAN DAUBIER

L'ÉVOLUTION de la politique intérieure de la Chine et la modification du rapport de forces au sein de ses instances dirigeantes n'ont pas jusqu'à présent affecté le cours de sa diplomatie. La disgrâce du ministre des affaires étrangères et le rappel de plusieurs ambassadeurs sont des faits intéressants et, si on peut, certes, s'interroger sur leur signification et leurs conséquences éventuelles, la continuité de la stratégie internationale de la République populaire ne paraît pas entamée.

Comme par le passé, l'hostilité de Pékin aux deux super-puissances (l'U.R.S.S. étant jugée la plus dangereuse) se double d'une politique d'alliance informelle avec les différents Etats du tiers-monde et l'Europe occidentale. L'attention que porte la Chine à l'Europe est considérable. Chaque semaine, la presse chinoise y consacre plusieurs articles fortement documentés, multipliant les mises en garde à l'adresse des Européens et dénonçant avec vigueur les ambitions hégémoniques des « nouveaux tsars ».

Récemment, le ton de ces textes est devenu plus alarmiste. Ils évoquent la menace d'une guerre-éclair de l'U.R.S.S. contre l'Europe. Ainsi ce commentaire de l'agence officielle Hsinhua paru en décembre : « Prendre l'initiative de la guerre par une offensive stratégique et une attaque-surprise, telle est la stratégie militaire du Kremlin vis-à-vis de l'Europe occidentale. »

Lorsque les Chinois sonnent le tocsin en Europe, il ne manque pas de gens pour penser qu'ils font de l'antisoviétisme obsessionnel. Tout aussi nombreux sont ceux qui estiment réelle la menace militaire que fait peser l'armée rouge. A-t-elle plus de chances de se concrétiser à l'Ouest ou à l'Est ? La disparition de Mao modifie-t-elle les données du conflit sino-soviétique ? A ces questions, on ne peut donner que des réponses partielles, parfois contradictoires. L'examen des données stratégiques internationales conduit pourtant à la conclusion certaine que les rapports de force mondiaux sont en pleine évolution.

Sauf imprévu (1), un rapprochement sino-soviétique paraît difficile. A cela, il y a au moins une raison : pour Moscou, il n'y a pas d'alliés, il n'y a que des ennemis ou des subordonnés, et il est fort douteux qu'un quelconque gouvernement chinois accepte la position de subalterne. L'hypothèse d'un affrontement militaire est jugée improbable par de nombreux *spécialistes*, en raison de la faiblesse économique de l'U.R.S.S. Les statistiques soviétiques elles-mêmes annoncent une diminution sensible des taux de croissance ces dernières années. La crise agraire est notoire. Un problème de main-d'œuvre et d'encadrement se pose. Les transports sont surchargés. Une guerre mettrait cette économie en situation critique. Reste l'hypothèse d'une guerre-éclair contre la Chine : en évitant un conflit prolongé, Moscou réduirait ces inconvénients matériels. Les experts la rejettent également, car un blitzkrieg présuppose une forte intendance, qui n'existe pas du côté soviétique, et un réseau routier pour le passage des blindés, qui n'existe pas du côté chinois (2). On ne peut cependant écarter la possibilité d'attaques-surprises de l'aviation russe contre les installations nucléaires du Sinkiang ou d'interventions ponctuelles dans les marches de la République populaire pour démembrer son territoire. Mais les experts ne sont pas infaillibles...

La faiblesse de l'économie soviétique infirme aussi l'hypothèse d'une agression à l'Ouest qui entraînerait évidemment un état de guerre tout aussi catastrophique pour elle. Dans ce cas, les choses seraient pourtant plus complexes. Ainsi, des forces soviétiques considérables sont déjà massées en Europe orientale. De nombreuses réserves sont stationnées dans l'ouest de l'Union soviétique. La R.F.A. dispose, en outre, d'un excellent réseau routier. Une offensive vers l'Ouest poserait des problèmes de transport et d'intendance moins graves.

LE choix de la guerre-éclair ne répond pas seulement à la nécessité de réduire la charge qu'un conflit imposerait à l'économie. C'est aussi le moyen de neutraliser une éventuelle riposte nucléaire. Or, si l'on en croit diverses études américaines (3), l'état-major soviétique aurait d'ores et déjà adopté cette orientation. Les articles publiés à Pékin sont plus avares d'analyses stratégiques, mais ils soulignent à satiété l'accroissement quantitatif des forces du pacte de Varsovie en Europe centrale et orientale. En cinq ans, l'ensemble s'est élevé de 25 à 30 %. Le nombre des avions de première ligne a augmenté de 40 % dans le même temps.

La présence des forces de l'OTAN et leur *capacité technique encore supérieure réduisent* évidemment la probabilité d'un conflit nucléaire. D'autres éléments jouent dans le même sens. Le blitzkrieg peut réduire les difficultés économiques de l'U.R.S.S. sans nécessairement permettre de les surmonter. De plus, la guerre-éclair est un coup de dés dont sont capables des régimes totalitaires naissants, mais qui paraît peu conforme à la mentalité, somme toute conservatrice et très circonspecte en matière de politique extérieure, des dirigeants du Kremlin. Enfin, dans l'état de désagrégation idéologique où se trouvent les satellites européens, Moscou *ne peut sérieusement compter sur l'aide de ses* alliés du pacte de Varsovie.

Dans leur rivalité avec l'Occident, les responsables de la politique soviétique peuvent s'estimer perdants sur deux points : l'efficacité économique, l'influence idéologique (à cet égard, l'idéologie soviétique est loin d'être hégémonique dans les sociétés satellites, où les populations, souvent russophobes, aspirent largement à un mode de vie de type occidental) ; dès lors, l'expansion des armements serait leur riposte à ce défi permanent. C'est la situation actuelle. Y a-t-il risque qu'elle se transforme en conflit direct ? *Il serait imprudent de répondre non*, d'autant que la production militaire est structurellement favorisée dans l'économie soviétique, ne serait-ce que parce qu'elle y renforce à son tour la prééminence du secteur centralisé (4).

Et c'est là qu'un autre facteur, psychologique cette fois, peut jouer. Si l'économie soviétique conduit à la stagnation du système, si l'affaissement idéologique s'accroît en Europe orientale, si l'empire s'effrite, les réactions de ses dirigeants deviennent imprévisibles. S'ils estiment l'Europe de l'Ouest fragile et menacée de désagrégation comme leur propagande tend à le faire croire, la tentation sera peut-être de bousculer cet édifice si fragile et si gênant.

Mais, pour l'instant, la question qui se pose est tout autre. L'armée soviétique peut accéder en un laps de temps relativement court à la parité nucléaire avec les forces américaines. Bombardiers backfire, « mirvage » (5), sous-marins nucléaires plus nombreux, mise au point de nouvelles armes, rendent cette perspective plausible pour de nombreux spécialistes. Cela créerait un état du monde très différent. L'efficacité du « parapluie » américain sur l'Europe diminuée, Moscou pourrait user de sa supériorité *militaire pour obtenir des concessions politiques*. La voie serait ouverte à la « finlandisation » (6).

Tout ceci reste à l'état de virtualité et on ne peut indéfiniment spéculer sur le possible et le probable. L'évocation de ces problèmes montre néanmoins que les mises en garde du gouvernement chinois sont partiellement fondées. Elles rejoignent d'ailleurs les préoccupations de divers milieux occidentaux spécialisés.

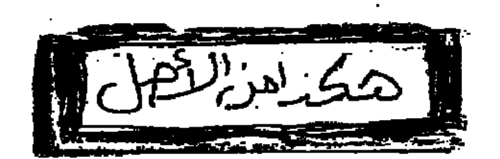
DANS la revue Défense nationale de janvier, le colonel Marc Geneste souligne ainsi, dans un article intitulé « Blitzkrieg nucléaire et dissuasion », que Moscou accepte l'hypothèse « d'un conflit nucléaire limité au théâtre où nous vivons » (c'est-à-dire l'Europe). S'appuyant sur une étude précise du Pentagone, il ajoute que l'état-major soviétique a choisi le blitzkrieg nucléaire, choix qui, selon l'auteur, ne pouvait être différent. « Il se traduit par la doctrine, l'équipement, l'entraînement et les manœuvres de l'armée soviétique, ce qui exclut apparemment toute mystification. »

Toutefois, s'il est vrai que le niveau des armements atteint par le *pacte de Varsovie* et l'orientation stratégique de ses armées posent un problème, qu'il serait léger de sous-estimer, un autre danger existe auquel on ne saurait davantage être aveugle. L'indépendance économique et politique de l'Europe ferait d'elle une rivale des Etats-Unis, et il ne faut pas s'étonner que ceux-ci cherchent à l'éviter en renforçant leur emprise sur ce continent. Chacun sait que les multinationales sont à cet égard une arme particulièrement efficace. En outre, l'alliance atlantique n'est pas seulement un appareil de défense tendant à l'intégration militaire, c'est aussi, *à certains égards*, un instrument politique visant à renforcer l'intégration tout court ou, du moins, pouvant être utilisé dans ce but.

Divers commentateurs ont récemment exprimé la crainte qu'en soulignant la menace soviétique on ne favorise le resserrement de l'alliance atlantique et la mainmise américaine. D'aucuns y voient même l'effet d'une campagne de presse orchestrée précisément à cette fin. De multiples exemples passés légitiment largement en effet la méfiance et la vigilance à cet égard. Pour l'Europe, il est à redouter que deux dangers, et non un seul, la menacent bel et bien. Un point devrait ainsi retenir l'attention. S'il est vrai que Moscou envisage l'hypothèse d'une guerre nucléaire limitée à l'Europe, c'est de toute évidence qu'elle ne tient plus pour inévitable l'escalade à travers l'Atlantique. Or, d'une certaine façon, la doctrine Schlesinger va dans le même sens : tablant sur l'équilibre soviéto-américain, elle réduit la dissuasion en écartant [contrairement à la doctrine McNamara], la menace de l'engagement stratégique américain en cas de conflit localisé en Europe.

Il semble que les accords SALT, le plafonnement réciproque des armes, l'équilibre intercontinental qu'ils impliquent, tendent à désamorcer le risque d'une destruction réciproque et mutuelle des sanctuaires nationaux des superpuissances. La défense de l'Europe occidentale est donc en question. L'hostilité de l'opinion publique américaine à l'emploi des armes nucléaires tactiques pour *défendre les alliés*, les progrès de l'U.R.S.S., d'autre part, rendent moins improbable la perspective de conflits nucléaires régionaux et même de conflits classiques. La sauvegarde de l'Europe et sa défense peuvent-elles, dans ces conditions, être indéfiniment confiées à d'autres ? Menacée culturellement et économiquement par l'influence américaine et militairement par la puissance russe, l'Europe aura grand besoin d'être elle-même.

(1) Mme Bastid-Bruguière, dans un article de *Défense nationale* de janvier, estime qu'une large *fraction des dirigeants* et de l'opinion en Chine envisagent avec faveur une normalisation des rapports sino-soviétiques. Selon l'auteur, sinologue très avertie, M. Teng Hsiao-ping aurait posé la question du coût de la rivalité sino-soviétique, qui oblige la Chine à dépenser dans le tiers-monde des ressources dont elle a grand besoin.
(2) C'est le sens d'une intervention faite le 8 décembre dernier à une conférence du Club de Paris par M. Krancher, ancien professeur de planification à l'université de Moscou, aujourd'hui réfugié à l'Ouest.
(3) Cf. *The Soviet Theater Nuclear Offensive*, par J.D. Douglass Jr, préparé pour l'office D.D. NRD et publié sous les auspices de l'U.S.A.F., vente *U.S.G.P.I.* Washington. Voir aussi Jeffrey Record : *Sizing up the Soviet Army*, Brookings Institution, 1975. Pour cet expert, l'armée rouge est exclusivement entraînée dans la perspective de la guerre-éclair.
(4) Voir Emmanuel Todd : *la Chute finale*, Ed. R. Laffont, Paris, 1976, p. 106 : « *Les dirigeants soviétiques n'aimeraient pas, s'ils le pouvaient, mener de front accroissement de la consommation individuelle et accroissement du potentiel militaire, parce que cet accroissement parallèle des biens de consommation minerait la direction centralisée de l'économie.* »
(5) « Mirvage », de MIRV (Multiple Independent Reentry Vehicle), fusée à têtes nucléaires multiples et indépendantes.
(6) Dans un ouvrage publié à Bruxelles, *l'Europe sans défense*, le général belge René Close estime que l'U.R.S.S. pourrait chercher à occuper la R.F.A. pour ensuite négocier en position de force (Editions Lucien de Meyer, 88, avenue de Tervueren, Bruxelles, 1977). Des extraits du livre ont été diffusés par l'A.F.P. le 9 janvier 1977.



taires eux-mêmes. Devant un taux de chômage qui n'a jamais été aussi élevé depuis la crise de 1929, de nombreux élus se montrent réticents à voter des fonds pour l'achat d'armements européens au moment où des firmes américaines licencient du personnel pour manque de travail. Les responsables de la défense à Washington sont également peu *enclins à faire partager à des puissances* étrangères le savoir-faire technologique avancé de l'Amérique, aussi étroits que puissent être les liens d'alliance avec elles. Et beaucoup de généraux rejettent totalement l'idée d'abandonner le traditionnel objectif de la politique américaine qui est de maintenir l'autosuffisance du pays dans tous les domaines de la production militaire. C'est pourquoi le projet préparé par le ministère de la défense pour coproduire le système franco-allemand de missiles Roland a été mis en échec par l'armée, qui a exigé qu'il soit « américanisé » par l'adjonction de systèmes électroniques américains, le coût total du projet se trouvant ainsi porté au-delà du plafond fixé par le Congrès. L'armée de l'air américaine a également essayé d'empêcher l'accord avec Rolls-Royce sur le JT 10 D en faisant valoir qu'il s'agissait d'un transfert inacceptable de techniques stratégiques en faveur de la Grande-Bretagne (11). Les responsables européens suivent avec attention ces péripéties et il est certain que tout progrès vers la standardisation implique la levée de l'ambiguïté de la position américaine.

Dans le tiers-monde : autonomie ou dépendance ?

BIEN que la plus grande partie des projets américains de coproduction à l'étranger se réaliseront en Europe et au Japon, le tiers-monde va, lui aussi, en absorber un nombre croissant. Persuadés que l'autosuffisance en matière de défense contribue à la fois à l'indépendance nationale et au progrès technique, les gouvernements des pays en voie de développement s'efforcent, en effet, de mettre en place leur propre industrie d'armements. Et, comme les qualifications et les ressources nécessaires leur manquent, ils doivent faire appel aux nations avancées. En dehors même de toute aspiration nationale, les gouvernements du tiers-monde voient un certain nombre d'avantages à l'établissement, chez eux, d'industries militaires. L'autosuffisance militaire est devenue une priorité pour des pays comme Israël et l'Afrique du Sud, par exemple, qui redoutent les effets de l'embargo.

Le deuxième avantage est d'ordre économique. Le prix des armes augmentant plus vite que celui de la plupart des autres marchandises, quelques pays du tiers-monde ont construit des usines d'armement afin de réduire leurs dépenses en devises fortes. C'est ainsi que le Brésil, dont la dette extérieure avoisine 20 milliards de dollars, a imposé des contrôles sévères sur les importations aérospatiales, tout en accélérant la production dans les usines aéronautiques de l'Etat. Certains Etats projettent même d'exporter des armes pour financer leurs importations militaires. Israël, qui est le pays du monde où le budget militaire par habitant est le plus élevé, a lancé une campagne commerciale agressive pour exporter ses avions *Arava* et *Kfir*.

Enfin, dernier avantage, la production d'armes a un effet d'entraînement technologique. Fascinés par l'expérience américaine, plusieurs gouvernements du tiers-monde ont lancé de nouveaux programmes militaires dans l'espoir que l'économie civile en profitera. Une telle attitude repose sur l'idée — activement répandue par les stratèges américains de la « modernisation » — que la production militaire sert de fer de lance technologique à un certain nombre d'industries comme les télécommunications, l'électronique et la métallurgie. Le chah d'Iran compte édifier une industrie électronique coûtant 1 milliard de dollars autour d'un ensemble d'usines de missiles conçues par les Américains, et le Brésil espère acquérir une compétence avancée en aéronautique grâce au travail procuré à l'industrie locale par l'avion de combat F-5 E (12).

Tout cela a profondément changé la nature du transfert militaire vers le tiers-monde. Là où, autrefois, la plupart des firmes d'armements exportaient directement leurs produits, aujourd'hui on leur demande de vendre également leur expérience technologique. Beaucoup de ces firmes sont naturellement peu enclines à le faire, redoutant, en particulier, un accroissement de la concurrence dans l'avenir, mais la formule suscite maintenant un intérêt croissant. Dans certains cas, ce genre de collaboration fait l'objet de lucratifs contrats d'assistance technique ; dans d'autres, c'est une condition *sine qua non* pour vendre des armes conventionnelles.

Puisque l'objectif proclamé d'une telle coopération est de favoriser l'autonomie, la plupart des projets doivent passer par les différentes étapes du « cycle d'apprentissage », afin que le personnel local puisse prendre le relais. En général, un pays commence par assurer le travail d'entretien et de vérification des armes importées, sous la supervision de spécialistes étrangers. Puis il tente d'assembler sous licence un système d'armes conçu à l'étranger, à partir de pièces détachées importées. Ensuite commence la fabrication de quelques-uns des composants, en général avec des outils et des biens d'équipement fournis par le producteur d'origine. De plus en plus d'éléments sont ainsi produits localement, jusqu'à ce que l'arme (qui demeure de conception étrangère) soit produite à 100 %. C'est seulement alors que le pays aura une compétence suffisante pour concevoir à son tour et produire ses propres armes.

Très peu de pays, dans le tiers-monde, ont atteint ce dernier stade, et la plupart continuent à dépendre de sources extérieures. En fait, les pays en voie de développement s'enferment de plus en plus dans une dépendance technologique permanente à l'égard des producteurs étrangers.

Cette demande croissante pour de tels services pose quelques problèmes aux responsables des pays avancés, au premier rang desquels les conséquences économiques d'une augmentation de la production militaire à l'étranger. Il s'ensuit, en effet, une réduction de l'emploi domestique et une concurrence plus vive sur les marchés extérieurs. Israël concurrence déjà les Etats-Unis sur le marché sud-américain des avions de transport légers et le Brésil a commencé à exporter un véhicule blindé de reconnaissance, le « Cascavel ». Au niveau politique, certains stratèges redoutent qu'une autosuffisance militaire du tiers-monde ne renforce la position du « Sud », sous-développé, dans sa lutte contre le « Nord », industrialisé.

Ces inquiétudes mises à part, les autorités américaines et européennes ont tendance à voir plus d'avantages que d'inconvénients aux opérations multinationales. Il arrive souvent, d'ailleurs, que ces opérations aboutissent, dans le tiers-monde, à des résultats opposés à leurs objectifs premiers. S'il y a un écart trop grand entre le niveau économique et social global d'un pays donné et sa technologie militaire, jamais ce pays ne pourra prendre en charge l'ensemble des tâches accomplies par le producteur étranger. Une dépendance technologique permanente est ainsi créée, source de nombreux avantages économiques et politiques pour les pays industrialisés.

Sur le plan économique, de tels programmes suscitent une demande régulière de biens et services spécialisés, biens d'équipement notamment, qui compensent largement la baisse des exportations directes. Ces biens d'équipement étant eux-mêmes souvent plus chers que le produit fini, les fabricants d'armes réalisent ainsi des profits plus élevés. De même, la coopération à l'étranger réduit l'emploi sur place de la main-d'œuvre ouvrière dans les usines d'armes, mais elle crée presque autant de postes à l'étranger pour les ingénieurs et les techniciens qualifiés du pays fournisseur.

Du point de vue policito-militaire, les conséquences semblent également équilibrées. Au lieu de favoriser l'autonomie, les programmes de production militaire locale entraînent une dépendance accrue à l'égard du fournisseur. Compte tenu du « cycle d'apprentissage », les pays du tiers-monde resteront toujours en retard par rapport aux pays avancés dans leur capacité d'absorption des nouvelles technologies : ils seront toujours obligés d'importer des pièces et du matériel étranger pour maintenir leur capacité militaire au niveau de « modernité » jugé nécessaire. Des responsables de Northrop affirment que la technologie d'une arme assemblée à l'étranger sous licence américaine aura six à dix ans de retard lorsque le partenaire étranger sera arrivé à la fin du « cycle d'apprentissage ». Toute tentative pour réduire ce retard accroît l'obsolescence des produits : aussi longtemps que les pays avancés jouiront du monopole de l'innovation, le tiers-monde sera enfermé dans ce cercle vicieux.

Le passage de l'exportation directe des armes au transfert de technologie accroîtrait ainsi l'influence politique des fournisseurs traditionnels, au lieu de la diminuer. En menaçant de suspendre leurs envois de composants et de pièces détachées, ils peuvent mettre en péril une ligne entière de production, représentant un investissement initial de plusieurs millions de dollars. Bien que de telles menaces ne puissent être mises à exécution hors de situations extrêmes, cette simple perspective donne une marge de manœuvre importante au fournisseur.

Dans l'esprit de ses promoteurs, les avantages de la coproduction l'emportent donc sur ses dangers potentiels. La tendance à la multinationalisation dans l'industrie des armements est soutenue par des forces économiques et politiques irrésistibles, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en voie de développement. *Il faut donc* s'attendre à ce qu'un nombre croissant de firmes d'armements participent à de plus en plus d'opérations de coproduction, dans des pays toujours plus nombreux.

Cette évolution ne peut que susciter l'inquiétude parmi ceux qui sont concernés par la maîtrise des armements et l'ordre mondial.

Ce n'est pas seulement le niveau des conflits qui est en question, mais aussi leur risque d'éclatement. En donnant l'impression de renforcer le potentiel de guerre d'un pays donné, les projets liés à la diffusion des capacités de production militaire créent une insécurité supplémentaire pour ses rivaux, pouvant les inciter à lancer une attaque préventive. S'ils s'en abstiennent néanmoins, le premier pourra tirer de ses nouvelles capacités une confiance suffisante qui l'incite à exploiter son avantage immédiat en attaquant un rival plus faible. Plus question d'empêcher de telles actions par un embargo sur les armes, que l'existence d'une capacité locale de production rend inefficace.

Même si ces opérations de coproduction d'armements n'entraînent pas directement de conflit, il est évident qu'elles exacerbent les tensions et rendent plus difficile tout effort de paix dans les régions instables. C'est ainsi que l'Inde a plusieurs fois averti qu'elle considérerait toute implication étrangère dans le programme d'armement du Pakistan comme une menace grave justifiant une riposte de sa part. De même, Israël a soulevé des objections à l'égard des programmes britannique et français de coopération pour la production militaire égyptienne.

Il en résulte aussi une exacerbation des divisions et du potentiel de violence à l'intérieur de la société. L'établissement d'industries militaires à forte intensité de capital dans des pays pauvres détourne des ressources qui pourraient être utilisées à d'autres projets et contribue ainsi à perpétuer le retard du reste de l'économie. La formation d'une élite de *techniciens militaires dans des sociétés* où règne la misère accentue l'écart entre riches et pauvres dans la population. Le renforcement de la capacité de répression des régimes existants réduit les possibilités de compromis internes, d'où le risque accru de changements violents.

Les organismes nationaux et internationaux devraient peut-être se préoccuper davantage des programmes d'armement multinationaux et envisager certaines formes de contrôle des exportations de technologie militaire. La première chose à faire serait d'accroître la sensibilité du public aux conséquences de ces opérations. La diffusion de la technologie nucléaire suscite aujourd'hui des craintes largement répandues, mais celle des technologies militaires conventionnelles passe relativement inaperçue. Il ne s'agit pas ici de minimiser les dangers, certes terrifiants, d'une guerre nucléaire. *Mais il ne faudrait pas non plus oublier* que le risque de nouvelles guerres non nucléaires est beaucoup plus grand, et que la capacité destructrice de tels conflits augmente sans cesse avec le perfectionnement des armes modernes et l'accroissement de leur puissance.

MICHAEL T. KLARE.

(11) *New York Times* du 3 octobre 1976 et *Aviation Week and Space Technology*, 24 mai 1976

(12) Voir le *New York Times* du 22 septembre 1975 et Cecil Brownlow : « Brazil Presse to build Aircraft Industry » dans *Aviation Week and Space Technology*, 2 janvier 1975.

TABLEAU 1. — PRINCIPAUX PROJETS AMERICAINS DE COPRODUCTION EN EUROPE (a)

PAYS	SOCIETE LOCALE	PRODUIT	FIRME AMERICAINE CONCERNEE
Belgique	Fairey, S.A.	Avion F-16	General Dynamics
—	Fabrique Nationale	Réacteur F-100	Pratt & Whitney (b)
France	SNECMA	Réacteur CFM-56 jet angine	General Electric
Allem. de l'Ouest	VFW-Fokker	Hélicoptère CH53G	Sikorsky (b)
— —	Motoren und Turbinen-Union	Réacteur J79-17	General Electric
— —	—	Moteur T-64	General Electric
— —	Bodenseewerk	Missile AIM-9B air-air	U.S. Navy
Italie	Aeritalia	Avion F-104S	Lockheed
—	Agusta	Hélicoptère mod. 47	Bell (c)
—	—	Hélicoptère AB205	—
—	—	Hélicoptère AB206B	—
—	—	Hélicoptère AB212	—
—	—	Hélicoptère SH-3D	Sikorsky (b)
—	Breda Nardi	Hélicopt. mod. 500	Hughes
—	Meridionali	Hélicoptère CH47C	Boeing
—	Alfa-Romeo	Réacteur J85-13A	General Electric
—	—	Réacteur J79-11A	—
—	—	Moteur T-58	—
—	Fiat	Réacteur J79-11A	—
—	—	Réacteur J79-19	—
—	—	Moteur T-64-P4D	—
—	Piaggio	Moteur T-53	Lycoming
—	OTO Melara	Transport de troupes M-113	FMC Corp.
—	—	Obusier M-109	
Pays-Bas	Fokker-VFW	Avion NF-5	Northrop
—	—	Avion F-16	General Dynamics
Norvège	Kongsberg Vapenfabrik	Réacteur F-100	Pratt & Whitney (b)
—	—	Missile AGM-12B air-sol	Martin-Marietta
Espagne	CASA	Avion SF-5A	Northrop
Suède	Volvo Flygmotor	Réacteur JT8D-22	Pratt & Whitney (b)
—	Saab-Scania	Missile Falcon air-air	Hughes
Royaume-Uni	Hawker-Siddeley	Missile Sparrow air-air	Raytheon
—	Westland	Hélicoptère Sea King	Sikorsky (b)

(a) Informations rassemblées par l'auteur à partir de *Jane's All the World's Aircraft 1975-1976* ; *Jane's Weapons Systems 1976* ; *Annuaire 1975 du SIPRI* ; *Offset and Coproduction programs*, ministère américain de la défense, 1975.
(b) Filiale de United Technologies.
(c) Filiale de Textron.

TABLEAU 2. — PRINCIPAUX PROJETS AMERICAINS DE COPRODUCTION DANS LE TIERS-MONDE (a)

PAYS	SOCIETE LOCALE	PRODUIT	FIRME AMERICAINE CONCERNEE
Argentine	Fabrica Militar	Avion modèle 182	Cessna
—	— —	Avion modèle 150	—
—	RACA	Hélicoptère modèle 500	Hughes
Brésil	EMBRAER	Eléments du F-5 E	Northrop
Indonésie	LIPNUR	Avion PL-2	Pazmany
Iran	Gouvernement iranien	Hélicoptère modèle 214 A	Bell (c)
—	— —	Lance-missiles TOW	Emerson-Electric
Pakistan	Gouvernement du Pakistan	Radio AN/PRC-77	Cincinnati Electric
—	Armée pakistanaise	Avion 0-1	Cessna
—	— —	Avion T-41 D	—
Philippines	Gouvernement des Philippines	Fusil M-16	Colt Industries
Corée du Sud	Oriental Precision	AN/PRC-77 radio	E-Systems
— —	Gouvernement de Corée	Fusil M-16	Colt Industries
Formose	*Armée de l'air formosane*	F-5 E (avion)	Northrop
—	—	Hélicoptère UH-1 H	Bell (c)
—	—	Avion PL-1 B	Pazmany

(a) Voir note du tableau 1. (c) Voir note du tableau 1.

CONCURRENCE DÉLOYALE ?

L'ACHAT par les Israéliens de deux cent cinquante avions de combat F-16 de la General Dynamics (dont deux cents seraient assemblés en Israël) et le projet de vente à l'Equateur de l'avion de combat israélien Kfir C-2 (un Mirage français équipé d'un moteur américain produit par General Electric) ont fourni l'occasion aux producteurs américains d'armements de manifester leur inquiétude devant la concurrence que commencent à leur livrer les industries militaires naissantes de certains Etats clients.

L'hebdomadaire américain *Time* rappelle, à ce propos, dans son numéro du 31 janvier, qu'Israël est depuis longtemps l'un des clients favoris des firmes américaines en ce domaine (6,9 milliards de dollars de livraisons les sept dernières années) et un « *ami fidèle* » qui leur a rendu l'insigne service de se prêter, à quatre reprises, à l'expérimentation de leurs produits sur les champs de bataille du Proche-Orient, sans compter les informations communiquées sur la technologie soviétique à l'aide du matériel capturé. Mais voilà qu'on assiste maintenant à une « *subtile campagne de critique chez certains constructeurs américains inquiets des restrictions à l'exportation qui leur sont imposées chez eux. Ces dernières semaines, plusieurs éditorialistes et publications commerciales ont accusé les Israéliens de voler la technologie américaine et de la « réinventer » sous la forme d'armements produits en Israël.*

» *En outre, ils accusent Israël de vendre ces équipements modifiés à des pays tiers, dont certains sont interdits d'accès aux sociétés américaines en vertu de la loi. Ainsi, l'année dernière, le Honduras a acheté huit avions de combat Mystère, de construction française, que les Israéliens avaient équipés de moteurs à réaction américains. Un grief plus sérieux est celui de la compagnie Raytheon, qui reproche aux Israéliens d'avoir fabriqué un missile air-air nommé Shafrir à partir du Sidewinder de Raytheon — plus spécifiquement en lui dérobant son système de guidage infrarouge — et de l'avoir vendu au Chili.* »

Time rappelle aussi que « *les exportations d'armements sont devenues un pilier de l'économie israélienne* » (1). « *Les ventes à l'étranger ont bondi de 28 millions de dollars en 1970 à 340 millions l'an dernier (les ventes américaines représentent 12 milliards de dollars) et elles absorbent aujourd'hui 45 % de la production israélienne d'armements ; cette année, leur valeur totale doit atteindre 450 millions de dollars. Israël traite avec au moins seize nations, dont l'Afrique du Sud, Taiwan, le Kenya et la Grèce, qui lui achètent un matériel allant de la simple et efficace mitraillette Uzi et du fusil d'assaut Galil (construit à partir du fusil soviétique AK-47) au missile sol-sol Gabriel, qui a fait ses preuves sur les champs de bataille.* »

LES industriels américains ne sont sans doute pas au bout de leurs peines. Le *Times* de Londres apportait, quant à lui, le 26 janvier, des précisions sur l'état de l'industrie militaire indienne qui produit déjà certains appareils comme le Mig-21 FL, version améliorée du Mig-21 M soviétique, ainsi que des frégates d'origine britannique désormais construites à Bombay. L'Inde envisagerait aussi de fabriquer des sous-marins. Selon le quotidien britannique, la production militaire indienne, qui avait quadruplé dans la décennie 1960, est passée en valeur de 400 millions de livres sterling à 500 millions au cours des douze derniers mois.

Pour les fabricants étrangers, le risque n'est-il pas de voir un jour l'Inde se lancer elle aussi à la conquête des marchés étrangers, au cas où l'industrie militaire deviendrait l'un des « piliers » de son économie ?

Ces exemples, parmi d'autres, illustrent une difficulté inévitable : aucune industrie d'armements ne peut survivre sans débouchés commerciaux à l'étranger, mais les Etats clients, pour faire face au coût énorme de leurs achats, demandent naturellement des accords de coproduction, qui leur permettent un jour de devenir des concurrents — mineurs mais non négligeables — de sociétés avec lesquelles ils traitent. Une logique interne du marché des armements semble ainsi conduire les plus grandes sociétés productrices, pour survivre, à susciter la naissance d'industries rivales...

(1) Voir à ce propos l'article d'Amnon Kapeliouk sur l'économie israélienne, dans *le Monde diplomatique* de janvier 1977.

UNION SOVIÉTIQUE
Survivance d'un rite souvent dénoncé

Les racines et la signification du « culte de la personnalité »

LA littérature marxiste est remplie d'attaques contre le « culte de la personnalité ». Plekhanov, qui, au siècle dernier, introduisit la doctrine et le mouvement en Russie, a même consacré à cette question une étude devenue classique. Or, à l'époque contemporaine, le culte sous des formes diverses ne s'est nulle part épanoui aussi longtemps que dans le premier Etat socialiste du monde. Ceux-là mêmes qui l'ont condamné avec le plus de fougue se sont gardés d'arrêter le flot de louanges qui montait vers eux lorsqu'ils étaient en position dominante.

L'expression de « culte de la personnalité » est ambiguë. Elle fut remise à l'honneur par Nikita Khrouchtchev lorsqu'il commença à critiquer la politique de Staline. Sous ce terme, il comprenait aussi bien la terreur imposée par le dictateur que les éloges invraisemblables adressés au numéro un, réputé infaillible en tous domaines. Le culte de la personnalité ainsi présenté comportait deux sortes de phénomènes ; les uns étaient plutôt ridicules, les autres odieux.

Khrouchtchev avait raison d'associer au culte le nom de Staline car c'est lui qui l'inséra dans la réalité soviétique. Les textes que l'on peut lire maintenant à Moscou donnent certes l'impression que Lénine, lui aussi, était hissé au rang de demi-dieu. Chacun de ses propos est cité avec une révérence extrême. Mais ce n'était pas le cas du vivant du fondateur de l'Etat. *Il jouissait parmi ses pairs d'une autorité* incontestée, mais les solutions qu'il proposait étaient souvent critiquées et parfois rejetées. Après la révolution, il fut même amené à menacer de se retirer.

Sans doute porte-t-il la responsabilité d'un certain nombre d'erreurs que le régime n'arrive et ne cherche d'ailleurs pas à corriger. Le parti à discipline quasi militaire qu'il créa a *engendré un autoritarisme bien vite* transformé en totalitarisme parce qu'il se fondait sur une doctrine qui donnait de l'univers une explication complète et exclusive. Mais le « culte » fut lancé au lendemain même de sa mort par Staline, qui n'apparaissait pas encore comme le successeur. Avant même de s'occuper des grands problèmes politiques, le secrétaire général prit en main l'organisation des obsèques et il en profita pour prononcer un discours extraordinaire. Sur la tombe du chef disparu, il fit un serment qui prit la forme de litanies. Beaucoup d'auditeurs se souvinrent que le « cuisinier » du parti avait étudié au séminaire. Ils eurent l'impression que, sous le coup de l'émotion, il retrouvait le rythme des prières qui avaient pu marquer sa jeunesse. Etait-ce là une réaction spontanée ou une action délibérée ? Staline pensait sans doute que l'homme qui saurait imposer un rituel finirait par identifier le régime à sa propre personnalité. Il donna le ton.

La plupart des autres compagnons de Lénine ne pouvaient entrer dans ce jeu. Kroupskaïa elle-même était indignée par les hommages ainsi rendus à son époux. Elle reprocha amèrement à Staline de trahir l'esprit du disparu. Une histoire, peut-être apocryphe, dit qu'un jour, à bout d'arguments, elle lança au secrétaire général : « *Mais enfin, je suis la veuve de Lénine.* » Staline aurait répondu : « *Alors nous allons nommer une autre veuve de Lénine.* » Le culte rendu au fondateur, en attendant de l'être à son successeur, était déjà un des instruments essentiels du pouvoir.

Religiosité et paternalisme

LES rites institués à cette époque sont toujours en usage. On trouve dans beaucoup de manifestations du régime comme un agrandissement des démarches d'un office religieux. Ainsi, lors des défilés du 1er mai et du 7 novembre, la foule brandit les portraits des dirigeants : n'est-ce pas inspiré par les processions aux icônes ? Dans les réunions du parti, les réactions de la foule aux propos des orateurs sont fixées immuablement. Le compte rendu de ces assemblées a une allure de missel. Quand un dirigeant ordinaire prend la parole, son intervention est saluée par des « *applaudissements* ». Les dirigeants plus importants ont droit à des « *applaudissements* » puis à de « *vifs applaudissements* ». Les discours du secrétaire général sont ponctués des mêmes formules. Ils s'achèvent sur cette remarque : « *Vifs applaudissements prolongés et tumultueux se transformant en ovations. Tous se lèvent.* »

Ainsi apparaît un des aspects permanents du culte de la personnalité en U.R.S.S. Le régime et son chef cherchent à détourner à leur profit, en empruntant à l'office ses manifestations les plus extérieures, les sentiments religieux d'une partie de la population.

L'autre aspect est plus particulier à la période stalinienne. Depuis longtemps, le tsarisme était imprégné de paternalisme. Pour le peuple, l'empereur était le « petit père » qui s'occupait tendrement de ses sujets. Le peuple avait-il à souffrir du pouvoir ? La faute en incombait à un mauvais entourage qui tenait le souverain dans l'ignorance. Cet état d'esprit fut à l'origine de drames. Ainsi au début du siècle des manifestants abusés s'imaginèrent qu'ils pouvaient porter en masse leurs doléances au tsar. Beaucoup furent massacrés.

Lénine ne voulait nullement jouer le rôle du père. Sans aucun doute pensait-il sincèrement qu'il ferait de tous les Soviétiques des citoyens égaux. Staline réinjecta le paternalisme dans le régime. Il suffit de consulter la littérature et l'iconographie de cette période. Les staliniens en étaient venus à croire ou à affirmer le plus sérieusement du monde que le dictateur était le « *père des peuples* ». Ils réussirent tant et si bien qu'à sa mort beaucoup de Soviétiques eurent le sentiment de se trouver orphelins.

Dans cette société, le « culte de la personnalité » a donc servi et sert encore de méthode de gouvernement. Les formes et le contenu ont varié considérablement selon qu'il s'agissait de Staline, de Khrouchtchev ou de Brejnev. On peut néanmoins faire des rapprochements.

Comment et à quelles fins les trois hommes qui se sont succédé au pouvoir depuis 1924 ont-ils usé du « culte » ?

Staline se trouvait à la tête d'un parti qui comptait encore dans sa hiérarchie de fortes personnalités. Certaines avaient acquis dans la lutte révolutionnaire ou les controverses doctrinales une autorité supérieure à la sienne. Il s'était imposé en manipulant l'appareil du parti qui était son œuvre mais qui pouvait finir par

Par BERNARD FERON

le gêner. Après avoir fait de l'appareil du parti l'instrument du pouvoir, il renforça la police pour maîtriser et même annihiler l'appareil. La méfiance est un trait constant de son caractère et de sa politique. Après avoir abattu ses adversaires, il lui fallait réduire les fidèles lorsqu'ils prenaient trop d'importance à ses yeux. C'est la raison d'être des épurations. Le « culte » permit ces épurations, puis il s'épanouit grâce aux purges.

Pour faire admettre les accusations les plus monstrueuses portées contre des hommes qui avaient pourtant bien mérité du socialisme, pour rendre crédibles les aveux les plus invraisemblables, il fallait imposer l'idée d'une autorité suprême que rien ni personne ne devait jamais contester. C'était une variante — au paroxysme — de l'histoire du tsar et du mauvais entourage. Quand l'idée fut suffisam*ment enracinée — et la terreur suffi*samment répandue — l'irrationnel devint une des données essentielles de la société fondée sur un « socialisme scientifique ».

Khrouchtchev essaya de réagir là contre, au moins pendant la période où il n'exerçait pas encore tout le pouvoir auquel il aspirait... Ainsi, lors du vingtième congrès, tentait-il de freiner les applaudissements qui, par la force de l'habitude, saluaient le premier secrétaire. Il reprenait les paroles de *l'Internationale* : « *Ni dieu ni maître.* » En un premier temps, il s'appliqua aussi à redonner de la puissance à l'appareil du parti que Staline avait fait dépérir. Il se présentait comme un membre éminent, mais sans plus, de cet appareil.

Mais bien vite il se heurta à la résistance ou à l'inertie des groupes qui l'avaient installé au premier rang. C'est alors qu'il toléra ou encouragea un nouveau culte de sa personnalité, très différent de celui de Staline. Il n'est plus question d'encenser un être presque supra-humain. Mais le chef du parti et du gouvernement savoure les compliments adressés au petit bonhomme qui a réussi à monter au sommet. Il s'identifie à la classe ouvrière, qui n'était rien et devient tout. Sans prendre la mesure de ses propres insuffisances, il en vient à trancher de tout. Contre l'avis des experts, il fait défricher des millions d'hectares de terres vierges. Ce n'est pas le dieu dont chaque propos semble venir de l'autre monde, mais l'homme quelconque et finaud qui, par le bon sens, domine les savants. Il ne prétend pas apporter la révélation, mais il impose ses recettes.

Les fonctionnaires de l'appareil, les techniciens, sont décontenancés puis inquiets par l'activité brouillonne de *leur patron. Pour endiguer leur hargne.* Khrouchtchev s'adresse au peuple tout entier. Il multiplie les tournées dans les républiques, les meetings, affecte de ne prendre ses décisions qu'après avoir dialogué avec l'assistance. Il fait participer aux sessions du comité central des personnes qui n'appartiennent pas à cet organisme et qui d'ailleurs ne sont pas toujours membres du parti. Au fur et à mesure que croît le « populisme » de sa politique, il laisse se développer le culte de sa personnalité. Une personnalité qui veut être la synthèse des spontanéités de la foule.

M. Brejnev, lui, a adopté dès le départ une tout autre attitude. Le moment est venu, disait-il en octobre 1964, d'instaurer une direction véritablement collective et « scientifique ». Pendant quelques années, en effet, le premier secrétaire ne se distinguait guère des autres membres du présidium (bureau politique). M. Kossyguine, chef du gouvernement, prenait au moins autant d'initiatives que lui. M. Brejnev commença à se détacher en mars 1966 lorsque le vingt-troisième congrès lui donna le titre de secrétaire général. A la fin des années 60, sa prédominance était établie. La plupart des éditorialistes soviétiques se croyaient dès lors obligés d'assaisonner leurs articles d'au moins une citation du secrétaire général.

Civils, militaires et décorations

SANS doute M. Brejnev a-t-il été comme ses prédécesseurs sensible à la flatterie, aux honneurs. La manie des décorations — il en a reçu plus que sa part — apparaît puérile. Est-elle propre à un pays où les responsables des entreprises montrent leur hospitalité en épinglant l'insigne de la firme sur le veston du visiteur ?

Dans le cas du secrétaire général, cela ne suffit pas à expliquer les faveurs multiples dont il est l'objet. Pour lui aussi, et quoi qu'il s'en défende, le culte de la personnalité est un moyen politique. On sait qu'en diverses circonstances, et à propos de la détente par exemple, de vives discussions ont eu lieu à la direction suprême. Le public n'est pas mis dans la confidence de ces débats. On peut cependant constater que la presse soviétique en rajoute dans l'éloge à M. Brejnev lorsqu'une telle dispute vient d'avoir lieu et d'être conclue à huis clos. C'est à tout le moins le signe que le secrétaire général a gagné une bataille politique.

La dignité de maréchal conférée au chef du parti a également une *signification politique*. N'importe quel régime a le souci de maintenir l'armée dans l'obéissance au pouvoir civil. Ce souci est très net en U.R.S.S. Les héritiers de la révolution sont toujours hantés par le spectre du bonapartisme. Ils le sont d'autant plus qu'ils reconnaissent aux militaires une place privilégiée. L'armée bénéficie de priorités lors de l'établissement des budgets. Ses cadres ont une mission qui va bien au-delà de leur compétence spécifique. Ils se chargent non seulement d'apprendre aux jeunes le maniement des armes ; ils leur donnent aussi une formation morale et politique. L'armée peut donc avoir dans la nation au moins autant d'importance que le parti.

En principe, les officiers obéissent sans rechigner au parti. Mais en pratique ne tiennent-ils pas une place à part ? Lorsque mourut le maréchal Malinovski, les cadres supérieurs obligèrent le parti, qui avait fait un autre choix, à nommer l'un des leurs, le maréchal Gretchko, au ministère de la défense. En 1976, à la mort de Gretchko, le parti réussit à nommer le candidat qui avait été écarté dix ans plus tôt. Pour que les généraux n'aient pas le sentiment d'être commandés par des civils, la direction suprême a donné à ces civils le plus haut grade qui *soit*. M. Brejnev se fait maintenant photographier en uniforme de maréchal. La presse exhalte ses faits de guerre. C'est là un « culte de la personnalité », mais aussi et surtout une façon de montrer que le patron du parti est le grand chef des armées.

On trouve confirmation indirecte de cette nécessité dans la promotion de M. Oustinov. Le ministre actuel de la défense ne fait l'objet d'aucun culte particulier. Pourtant il a été nommé maréchal presque en même temps que M. Brejnev. M. Oustinov est un expert des industries d'armement mais son expérience proprement militaire est modeste. Ses biographies n'indiquent pas où, ni quand, il a fait son service. Pendant la guerre, il était jeune encore, mais il ne fut pas mobilisé dans une unité ; il servit en qualité de ministre. Pourtant il a été jugé indispensable de lui donner le titre de maréchal pour qu'il puisse exercer les fonctions de ministre de la défense (Boulganine, ancien ministre de la défense, avait eu lui aussi le titre de maréchal).

Les expériences stalinienne, khrouchtchévienne et brejnévienne se distinguent les unes des autres par de nombreux aspects. Comment se fait-il néanmoins qu'elles se caractérisent toutes, au moins dans leur dernière phase, par un certain culte de la personnalité ? Le régime soviétique prendra sans doute un cours plus normal, il brisera peut-être cette frontière qui reste opaque entre dirigeants et dirigés lorsqu'il aura trouvé le moyen de gouverner sans dithyrambes et avec moins de colifichets.

RÉFORME, RÉVOLUTION, AUTOGESTION ?
Le vrai problème : réhabiliter le politique

L'IMAGINATION *au pouvoir ? Si seulement*, pour l'instant, elle habitait la réflexion politique ! Mais peut-on à la fois compter les suffrages et rêver ? A confondre programme électoral et projet de société, on est trop souvent amené, à gauche, à ressasser les mêmes griefs, à dresser le bilan des trahisons ou des occasions perdues, à figer le concurrent dans une essence honteuse : le révisionniste, ou le réformiste, c'est l'autre. Fondée peut-être, l'accusation ne paraît pas, pour autant, irréversible.

Réformiste, le parti socialiste ? Des intellectuels communistes le démontrent sans peine (1). Vote des crédits de guerre en 1914, répression des grévistes par Roger Salengro, ministre de l'intérieur, en 1936 (« Je maintiendrai l'ordre envers et contre tous »), non-intervention dans la guerre d'Espagne, vote des pleins pouvoirs à Pétain par la quasi-totalité des députés S.F.I.O., soutien au plan Marshall, guerre d'Indochine, « pacification » en Algérie — la liste est longue des compromissions et des abandons.

On invoquera sans doute le « contexte », intérieur et international, les « conditions objectives » et les multiples contraintes que les dirigeants socialistes ont subies. D'une certaine façon, on aura raison : à l'heure du choix, les socialistes se montrent volontiers réalistes — d'un réalisme qui les rend amnésiques ; comme le remarque Marc Kravetz, « le réalisme social-démocrate ne déguise pas les fins qu'il poursuit, il les oublie ». (2).

La situation a-t-elle changé ? Les communistes en doutent. Analysant les textes et les déclarations des dirigeants du P.S. postérieurs à la signature du Programme commun, ils retrouvent les constantes de l'attitude social-démocrate : « Les solutions à la crise préconisées par le parti socialiste, de même nature que celles avancées et mises en œuvre par le pouvoir et le patronat, constituent les bases d'un retour à la collaboration de classe et d'une révision du Programme commun. »

Les solutions incriminées ? Par exemple, cette politique d'austérité — dont on sait *bien* qu'elle touche toujours plus les travailleurs que les gens aisés — que recommande G. Martinet, l'un des secrétaires nationaux du P.S. : « Un gouvernement venant au pouvoir dans les années 1975 ou 1976 serait obligé (...) d'envisager la limitation de certaines consommations et la réalisation d'un grand effort national. » Limitation d'autant moins supportable qu'elle s'accompagnerait de chômage : inflation ou chômage, tel est le choix « qu'aucun gouvernement, constate J. Attali, conseiller de F. Mitterrand, n'a eu jusqu'à présent le courage de faire ».

SOMME toute, estiment les socialistes, la politique gouvernementale pèche moins par ce qu'elle propose que par ce qu'elle ne fait pas ; *d'où la nécessité, déclare F. Mitterrand, de « la* prendre au mot : le gouvernement a vidé la coquille du VIIe Plan ; il s'agit pour la gauche d'accepter la coquille, mais de la remplir de ses propres propositions ».

Mais la « coquille » elle-même — qu'on ne veut pas casser — ne limite-t-elle pas les choix possibles ? Les communistes en sont convaincus, qui retrouvent dans les propositions du P.S. les principales caractéristiques de la social-démocratie, telles qu'elles se manifestent depuis le congrès *de Tours : éclectisme théorique (un peu de* marxisme, un peu de moralisme ou de rousseauisme : « Nous nous faisons une image optimiste de l'homme », dit en ce sens Olof Palme (3), recherche de compromis qui compromettent régulièrement le projet socialiste, collaboration

Par MAURICE T. MASCHINO

de classe (ce que J. Delors appelle « pacte social ») — autant de constantes du réformisme ; comme le dit M. Kravetz, « le socialisme des sociaux-démocrates n'est jamais qu'une façon de parler ».

Celui des communistes est-il vraiment différent ? Sans doute, comme le rappelle Jean Moreau, le P.C. développe-t-il au début une pratique révolutionnaire : « Des grèves du Havre (1922) à l'occupation de la Ruhr (1923) et à la guerre du Rif (1925), il attaque le pouvoir là où il se trouve, dans l'usine, dans l'armée, dans la rue » (4). Mais, dès 1928, lorsque les partis communistes se voient assigner comme tâche primordiale la « défense de l'U.R.S.S. », leur politique s'aligne sur celle de la « patrie du socialisme », de plus en plus patriotique, ou nationaliste, et de moins en moins socialiste. Aux révolutionnaires succèdent les gestionnaires, d'abord soucieux d'aménager l'ordre établi.

Là encore, le bilan est lourd des demi-mesures, des « oublis » ou du soutien actif au pouvoir en place. C'est, en 1936, l'appel de M. Thorez au « peuple de France » : « Nous te tendons la main, catholique (...) Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu Croix de feu. » C'est, la même année, le refus des nationalisations que proposent les socialistes mais que redoutent les classes moyennes, les accords de Matignon (« Il faut savoir terminer une grève »), le désarmement des milices patriotiques en 1945 et, sous prétexte de « reconstruction nationale », la restauration de l'appareil de production du capital.

C'est encore le mythe d'une « Union française » rénovée qu'on oppose aux revendications des révolutionnaires algériens, dont l'insurrection, en novembre 1954, est assimilée à « des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes » ; c'est enfin l'incompréhension des *événements de mai 1968 qui, selon le mot* d'A. Barjonet, n'étaient pas « au programme ».

SES positions actuelles *s'inscrivent* dans la même logique social-démocrate : la « démocratie avancée », dit en ce sens A. Gorz, « c'est l'électrification sans les soviets ». Car il s'agit d'abord de ne pas effrayer les honnêtes gens : renonçant à la dictature du prolétariat, les communistes, qui ont depuis longtemps rangé les couteaux au vestiaire, avancent eux aussi, la *rose au poing, sur la voie parlementaire. Sortie* des urnes, la révolution se poursuivra par en haut — par une série de mesures législatives. — dans le respect de l'ordre républicain. En guise de projet, les communistes, comme les socialistes, n'ont plus que des objectifs ; si respectables *soient-ils, ils ne semblent* pas de nature à changer la vie.

On désespérerait presque de la pensée politique de notre temps si, ailleurs, en dehors des appareils politico-électoralistes (5), une autre réflexion ne se cherchait — et ne cherchait d'abord à échapper aux « blocages théoriques » qui stérilisent si souvent le débat politique. C'est à cette tâche que s'emploient les partisans de l'autogestion et, en particulier, Pierre Rosanvallon (6).

Se gardant bien de proposer un modèle, la pensée autogestionnaire, qui ne se veut pas utopique mais réaliste, s'interroge d'abord sur « ce qui ne va pas » dans les démocraties bourgeoises et populaires ; ce faisant, elle remet hardiment en cause des notions consacrées, mais qui, peu aptes à saisir les réalités, sont également incapables d'orienter l'action.

C'est le cas, par exemple, des concepts d'infra*structure/superstructure* : dans la mesure où l'on reste convaincu que la première détermine la seconde, on est amené à privilégier les transformations économiques d'une société (d'où l'importance des nationalisations dans la pensée de gauche traditionnelle) et à négliger d'autres formes d'action, en particulier d'ordre politique, susceptibles pourtant de contribuer, elles aussi, aux changements structurels.

La notion d'institution, que propose P. Rosanvallon, ne fournit-elle pas un meilleur instrument théorique ? Englobant l'institué (par exemple, une entreprise) et l'instituant (par exemple, la contestation ouvrière), « l'analyse institutionnelle ne sépare pas le social et l'idéologique, l'écono*mique et le politique. Elle permet de saisir la* réalité dans toute sa complexité d'ordre à la fois établi et contesté ».

Elle permet donc d'étendre le camp des luttes et, reconnaissant à l'événement sa créativité, elle est mieux à même de comprendre (prendre en*semble) les multiples composantes des conflits* sociaux.

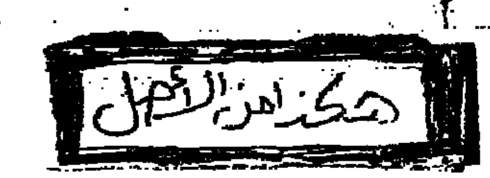
SANS doute est-il vrai de récrire l'histoire et de se demander ce que la France serait devenue, si les partis de gauche avaient compris mai 1968, s'ils avaient contribué à la réalisation de « l'imaginaire social » qu'il portait, ou encore, s'ils prêtaient attention aux multiples grèves — dont Lip reste le symbole — qui disent, par delà les revendications matérielles, le désir d'exister *autrement. Riche de projets et de rêves*, l'événement peut être fondateur d'histoire, puisqu'il est irruption de la liberté. Encore faut-il qu'il soit reconnu : le raisonnement économiste des marxistes classiques, qui assimile trop souvent l'événement à une péripétie ou un accident, ne le permet pas.

Il ne permet pas davantage d'avoir prise sur le temps. Les partis de gauche, constate P. Rosanvallon, ont une conception linéaire du temps, qui distingue le temps de l'attente, ou de la préparation, du temps de la *réalisation* (la victoire électorale par exemple). Dès lors, ces partis privilégient le temps de la préparation, qui finalement devient le seul temps réel, reportant à un avenir toujours repoussé l'acte libérateur (la construction du socialisme) et démobilisant les citoyens, qui « ne voient rien venir ». La pensée autogestionnaire refuse pareille perspective, qu'elle juge mythique ou religieuse, et « veut vivre demain dans les luttes d'aujourd'hui ».

Elle se propose, autrement dit, de réhabiliter le politique. Convaincue que « le socialisme est un mode d'organisation sociale avant d'être un mode de production économique », cette pensée-là met au centre de sa réflexion, et de son combat, le problème des « moyens de pouvoir ». C'est-à-dire, très exactement, le problème de la démocratie. Un problème qu'on ne résout pas ou que, même, on ne pose pas lorsqu'on se préoccupe avant tout du statut juridique des moyens de production.

Réforme ou révolution ? Par-delà ce faux problème, la pensée autogestionnaire s'efforce de développer dans toute sa richesse la *notion* de démocratie, se proposant ainsi de réaliser le célèbre couplet de l'Internationale : « Ni dieux, ni césars, ni tribuns, producteurs sauvons-nous nous-mêmes. »

(1) D. Brume, R. Bourderon, etc., *Histoire du réformisme en France depuis 1920*, Editions sociales, Paris, 1976, t. 1, 336 pages, t. 2, 442 pages, 40 F les deux volumes.
(2) *Les Temps modernes*, numéro spécial sur la gauche, janvier 1973, Paris.
(3) W. Brandt, B. Kreisky, O. Palme, *La social-démocratie et l'avenir*, Idées/Gallimard, Paris, 1976, 250 pages, 9 F.
(4) *Les Temps modernes*, op. cit.
(5) Cf. J. Elleinstein, *Le P.C.*, Grasset, Paris, 1976, 210 pages, 25 F.
(6) P. Rosanvallon, *l'Age de l'autogestion*, Le Seuil, Paris, 1976, 185 pages, 8,50 F.



CUBA DANS LA TOURMENTE



(Photo G. Gorgoni - Gamma.)

On commence à mieux apprécier aujourd'hui, avec le recul du temps, l'enjeu de l'engagement militaire des Cubains aux côtés du M.P.L.A. en Angola à partir du 7 novembre 1975. Les informations précises récemment fournies par Gabriel Garcia-Marquez (1) ont montré à quel point il s'en est fallu de très peu que l'ancienne colonie portugaise ne tombe dans le giron néo-colonial des Etats-Unis — par F.N.L.A., UNITA et Afrique du Sud interposés — et que Cuba ne subisse un retentissant échec au moment même où se tenait le premier congrès de son parti communiste.

Les conditions acrobatiques dans lesquelles des contingents armés franchirent les 10 000 kilomètres séparant La Havane de Luanda dans de vieux avions « Britannia », presque bons pour la ferraille, ou à bord de bateaux civils surchargés, confirment bien que la décision d'intervention en Angola fut prise souverainement, « en catastrophe » pourrait-on dire, sans que les Soviétiques en soient informés à l'avance (2). Les Cubains ont joué gros, mais ils ont atteint leur but. Au-delà de la redistribution des cartes en Afrique australe — dont on n'a pas fini d'évaluer les conséquences — l'intervention en Angola était avant tout un succès nécessaire, comme l'écrit Garcia-Marquez, après que les Cubains « eurent dû accepter les dents serrées l'assassinat du « Che » en Bolivie, celui du président Salvador Allende au milieu de la catastrophe chilienne, qu'ils eurent souffert de l'extermination des guérillas en Amérique latine, de la nuit interminable du blocus et que leur confiance eut été secrètement mais implacablement mise à l'épreuve par les nombreuses erreurs internes du passé qui, à certains moments, les menèrent au bord du désastre ».

Au moment où la révolution s'institutionnalise, selon le calendrier décidé lors du premier congrès du P.C., sa dimension internationaliste tend à prendre encore plus de relief. Les Cubains ont en effet toujours vécu leur lutte contre le sous-développement par la voie socialiste comme un combat anti-impérialiste. Et ce choix leur a valu d'être sans cesse au cœur de la tourmente. Objet d'agressions incessantes depuis 1959, dont certaines ne viennent au jour qu'après coup (telle l'épidémie de fièvre porcine délibérément provoquée par la C.I.A. et qui entraîna l'abattage de cinq cent mille cochons en 1971 (3), à un moment où les restrictions alimentaires étaient encore rigoureuses à Cuba), ils ont enregistré sans surprise la série d'actes terroristes de l'année passée, qui a culminé le 6 octobre 1976 par l'explosion en plein vol d'un avion de ligne, provoquant la mort de soixante-treize personnes. Agissant en étroite intelligence, membres de la C.I.A., agents de la police secrète de la junte chilienne — la DINA — et hommes de main de groupuscules d'exilés cubains ayant leurs bases à Miami ont entrepris une série d'attentats dont le solde en vies humaines et en destructions, pour élevé qu'il soit, n'a pu entamer l'adhésion des Cubains à la révolution. C'est exactement l'effet inverse qui a été obtenu. Les nouvelles autorités de Washington sauront-elles en tirer la leçon ?

(1) *Le Monde*, 11 janvier 1977.
(2) Voir « Le nouveau défi cubain », *le Monde diplomatique*, janvier 1976.
(3) Voir *le Monde*, 21 janvier 1977.

JULIO CORTAZAR : les couleurs contre la « grisaille socialiste »

Au cours d'un voyage de plusieurs semaines en Amérique centrale (Costa-Rica, Jamaïque, Trinité-et-Tobago, Guadeloupe, Mexique, Venezuela), l'écrivain argentin Julio Cortazar a passé un mois à Cuba, après sept ans d'absence, voire de distance. Il a soigneusement évité son pays natal et tous les pays du cône sud où il est pourtant immensément lu. Pourquoi ?

Ce cône sud — Argentine, Chili, Uruguay, Paraguay, Bolivie, Brésil — forme aujourd'hui un immense glacis où triomphent les méthodes néo-nazies, où l'internationale de la terreur traque par-delà les frontières non seulement les guérilleros qui combattent ouvertement ces régimes, mais toute personne dont les opinions, les responsabilités, parfois le seul rayonnement portent ombrage aux dictateurs militaires.

En Argentine, des écrivains non engagés, tels Héraldo Conti, Miguel Angel Bustos, Antonio di Benedetto, sont physiquement en danger ou déjà « disparus ».

Dans le cône sud, les commandos traversent les frontières. Le droit d'asile n'est plus reconnu. Ainsi sont tombés le général Prats, ancien commandant en chef des forces armées chiliennes, le sénateur uruguayen Michelini, l'ex-président bolivien Torres, des dizaines d'hommes et de femmes dont les corps mutilés réapparaissent parfois dans les pays voisins. Les milliers de réfugiés uruguayens, chiliens, paraguayens, dont les listes de noms ont été volées au haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés à Buenos-Aires, sont ainsi à la merci des tortionnaires. La classe ouvrière vit dans la terreur. Chaque jour apparaissent les corps criblés de balles de syndicalistes, de militants ouvriers, d'ouvriers apparentés à des militants. D'autres sont jetés au fond des fleuves, les pieds coulés dans le ciment. Par représailles, des familles entières de révolutionnaires ou d'hommes politiques disparaissent. Dans les banlieues de Buenos-Aires, il est des cimetières où les corps sont signalés par des bouts de bois portant un numéro, plantés dans la terre fraîchement remuée.

Le Brésil, que l'on considérait il n'y a pas si longtemps comme l'exemple unique d'un fascisme redoutable, est, avec son ordre, sa répression, ses Escadrons de la mort, ses génocides d'Indiens, son absence de toute vie démocratique, le point de mire des militaires du cône sud, dans un continent mis en condition par la politique américaine.

Tel est le contexte dans lequel Julio Cortazar, membre du tribunal Russell, et qui, à ce titre, a donc participé à la condamnation des régimes du cône sud, est retourné à Cuba. Chercher une bouffée d'air.

A son retour, nous lui avons demandé quels changements étaient intervenus à Cuba après sept ans, changements subtils ou spectaculaires, touchant la vie quotidienne, et qui, notés par un touriste intéressé, sont souvent aussi significatifs que des analyses. Julio Cartazar a répondu.

N. M.

CURIEUSEMENT, à mon retour à Paris, on m'a posé surtout une question : que dit-on aujourd'hui de l'« affaire Padilla » à Cuba (1) ? A Paris, le temps cubain s'est arrêté là. A Cuba, la question serait presque ridicule, à moins de la poser à Padilla lui-même. Mais je ne l'ai pas vu. Je sais qu'il travaille de nouveau dans l'administration. Sa détention pendant un mois et son autocritique ont été sans doute regrettables, mais le bilan, à mon avis, n'en est pas totalement négatif. L'affaire Padilla a consommé la rupture avec des « amis de la révolution » venus chercher le paradis socialiste de leurs rêves et prompts à crier au scandale lorsque l'exemplaire n'était pas conforme avec le modèle élaboré à Paris, Buenos-Aires, Rome ou Mexico. Depuis l'affaire, nous, les intellectuels, avons été immergés pendant plusieurs années dans ce grand silence nécessaire autour de Cuba. Si j'en sors aujourd'hui, c'est pour dire ce que j'ai vu.

Où est la fameuse « *grisaille socialiste* » ? J'ai envie de parler de vêtements, de mini-jupes, de coiffures, de jouets, d'espace vert tropical, des couleurs sur les murs de La Havane, sur les robes et les chemises des passants.

En janvier 1970, j'avais vu un peuple fatigué, tendu à l'extrême, la lassitude se lisait sur les traits tirés, les vêtements élimés, dans les queues interminables devant les magasins d'alimentation où — malgré les cartes de rationnement — on ne trouvait ni café, ni légumes, ni fruits. La « *gran zafra* » battait son plein. Fidel Castro avait présenté cette récolte de 10 millions de tonnes de canne à sucre comme une question de vie ou de mort pour la révolution, et les écoles, les bureaux, les usines, s'étaient vidés au profit des canneraies et des centrales sucrières.

Aujourd'hui, l'atmosphère n'est plus celle d'un effort surhumain.

Je ne suis ni économiste ni politologue et ne peux fournir de statistiques sur l'industrie lourde ou l'électrification, ni discuter de la part d'invention originale dans la mise en place du pouvoir judiciaire. Ce qui m'intéresse dans l'expérience cubaine, ce sont les résultats concrets traduits en termes de vie quotidienne. Et je compare cette situation à celle des autres pays d'Amérique latine.

Ainsi, avec la rue et les transports, ma troisième surprise a été la table. La nourriture est abondante et — c'est là le changement — plus diversifiée. Le « cordon » maraîcher qui, à une époque, avait cédé la place à des *plantations de café a été rendu* à la culture de céréales, légumes, fruits, si bien qu'on trouve pratiquement de tout et à bas prix.

Certaines denrées restent rationnées, soit parce qu'elles sont destinées à produire des devises (tabac, rhum), soit que la production reste insuffisante. C'est le cas de la viande. Ainsi, pour la même quantité de tickets, on peut avoir soit de la viande de premier choix, soit une plus grande quantité de viande de second choix. Certains jours, le poulet est de rigueur. Le riz, base de l'alimentation traditionnelle et dont la pénurie était mal supportée, reste rationné, mais la plupart des familles n'épuisent pas leur quota mensuel. De même le lait : les enfants et les personnes de plus de soixante ans ont droit à un litre par jour mais, dans les centres ruraux, ils peuvent recevoir un deuxième litre quotidien s'ils prouvent qu'ils le consomment effectivement.

Là encore, il faut se méfier des préjugés européens, mais tenir compte de la situation en Amérique latine, dont la moitié des habitants ne mange *jamais* de viande, ne boit pas de lait...

Les Cubains ont aussi appris à tirer parti des quelque cent espèces de poissons qui abondent dans leurs eaux. Il a fallu une grande campagne de persuasion pour les convaincre d'en manger car il était admis que cela diminuait la virilité... C'est aujourd'hui un sujet de plaisanterie et on peut consommer d'excellents poissons ainsi que, dans certains restaurants, de succulents biftecks de tortue. Il paraît qu'on peut aussi manger du crocodile et que sa chair ressemble à s'y méprendre au bifteck.

Les Cubains prennent un repas sur leur lieu de travail. Les cantines sont hors rationnement et la nourriture y est abondante. Les enfants — internes pour la plupart — sont nourris gratuitement toute la semaine. Des cafés sont vendus un peu partout, dans les rues mêmes : le rationnement est peut-être une gêne, sûrement pas une privation.

Au « Tropicana », l'ancien cabaret de luxe pour touristes américains, dont le style du « show » n'a d'ailleurs pas changé depuis la révolution, j'ai trouvé des familles entières d'ouvriers. Le prix du dîner me parut pourtant élevé. On m'expliqua que, là encore, il y avait deux tarifs différents : les centres de travail disposent d'un certain quota mensuel de tables dans les différentes boîtes de nuit, repas et consommations sont alors facturés au tarif d'un restaurant populaire. « Rationnement », encore...

Un rationnement devant lequel tous les Cubains sont égaux. Certains produits vendus sur tickets sont aussi vendus « *por la libre* », mais de trois à cinq fois plus cher. Il n'est pas rare que des Cubains achètent ainsi du rhum lorsque la bouteille mensuelle ne leur suffit pas. Des familles font aussi des échanges : du riz contre du café, de la viande contre du rhum... Affaire de goût !

Certains jours, les citrons manquent, ou les pommes de terre. C'est un problème de distribution : les camions auront été occupés à livrer du sucre ou des pamplemousses à destination de l'étranger.

Des signes de nouveau bien-être

UN effort identique à celui qui a été entrepris pour diversifier la nourriture se retrouve dans le logement. Revenons un instant au spectacle de la rue. Sur la beauté de La Havane, tout a été dit. Mais la ville s'effritait, faute d'entretien, les fameuses façades de stuc s'émiettaient. On a distribué de la peinture bleue, rose, vert d'eau aux habitants, et tout a été repeint. Et l'on construit...

A la base du boom de la construction, il y a évidemment un boom démographique : six millions de Cubains au moment de la révolution, près de neuf millions aujourd'hui, dix millions souhaités pour demain. Les jeunes se marient vite et font des enfants dans l'insouciance, sachant que l'Etat les prend entièrement en charge depuis la naissance jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, à l'âge de seize ans. Certes, l'avortement est libre, ainsi que la vente des contraceptifs, à l'exception de la pilule, soumise à un contrôle médical. Cependant, l'ensemble de la politique sociale et éducative consiste à encourager les naissances. Au moment où les pays industrialisés se heurtent au problème de l'emploi, Cuba se trouve dans cette situation paradoxale de n'avoir ni une technologie ni une main-d'œuvre suffisante pour assurer son essor économique. La pénurie de devises et le nouveau durcissement américain ne permettent pas l'achat massif d'équipements mécanisés.

Cela explique également la promulgation de la loi assimilant l'oisiveté à un délit, ce qui a choqué bien des observateurs étrangers. Et aussi la pénurie d'appartements qui a longtemps représenté, et représente encore dans une certaine mesure, un sérieux goulet d'étranglement.

La solution au problème du logement est typiquement cubaine : elle est venue de la base. Les plans de construction étaient prêts, on disposait même d'une certaine quantité de ciment, de matériaux de construction. Manquaient les transports et la main-d'œuvre.

En 1970 déjà, après l'échec de la « *gran zafra* », des ouvriers s'étaient mis à construire eux-mêmes leurs logements. Rationalisé et étendu à l'ensemble du pays, ce système a engendré les « micro-brigades », équipes de volontaires détachés des usines pour travailler à la construction sous la surveillance d'architectes ou d'ingénieurs et dont la perte à la production est compensée par les heures supplémentaires faites par les autres ouvriers. Les appartements terminés sont répartis parmi les travailleurs de l'usine selon les besoins. Aujourd'hui, plus de mille « micro-brigades », soit quelque vingt-cinq mille travailleurs, sont à l'œuvre, construisant non seulement des logements mais des hôtels, des écoles, des centres commerciaux ou culturels. Il existe même une « micro-brigade » féminine qui a bâti l'école et le *jardin d'enfants de son* village.

A 10 kilomètres à l'est de La Havane, il y avait autrefois un village de pêcheurs. Alamar était, il y a sept ans encore... pittoresque. J'ai trouvé aujourd'hui une agglomération moderne, vivante, couvrant des dizaines d'hectares. Une centaine de « micro-brigades » ont mis sur pied les habitations, trois super-marchés, un hôpital, six écoles, des usines et des terrains de sports, et ce n'est pas terminé.

Les modules préfabriqués sont produits sur place selon des brevets roumains. Ils sont simples et fonctionnels et mis en valeur par l'emploi *des couleurs. Sur les conseils de peintres* sans doute, les surfaces de bâtiments composent des sortes de Mondrian ou de Vasarely, en alternant et combinant des couleurs vives — orange, bleu, vert — contre le ciel bleu.

Ce confort tout neuf et ce souci de beauté se retrouvent aussi dans l'intérieur des maisons. La plupart des logements modernes sont équipés de réfrigérateurs, de postes de télévision, de machines à laver. Les appareils sont distribués au fur et à mesure des disponibilités. Leur prix est prélevé sur le salaire à raison d'un maximum de 10 %. Les loyers sont très bas. Les *privilégiés, à cet égard*, sont les petits paysans qui vivaient en habitat dispersé. Les « communautés nouvelles » créées à leur intention sont des villages-pilotes. Chaque logement est fourni gratuitement — meubles, électro-ménager et télévision compris. Ils restent propriétaires de leur lopin de terre, cultivé par l'Etat, qui leur verse un loyer. Ils touchent en outre un salaire pour les heures de travail fournies dans le cadre du plan agricole auquel est rattaché le nouveau village.

Quelles que soient les réticences de départ, peu de gens résistent au confort de l'électricité, de l'école, de l'eau courante, des soins médicaux rapides et efficaces. Les vieux n'aimaient pas trop l'idée de vivre « à l'étage » et de ne plus avoir le cheval attaché devant la porte. La nouvelle génération, qui fait souvent des études techniques, ne songe plus à retourner au « *bohio* ».

De retour à Paris, j'ai vu un film de Joris Ivens montrant une commune populaire chinoise. J'y ai retrouvé des idées, des avantages, des règles très semblables à ce que j'ai pu voir dans les communautés agricoles cubaines. Mais il ne faudrait pas en parler à Cuba. La Chine, c'est « *la clique sénile de Mao...* ». Sur ce plan, la solidarité idéologique avec l'U.R.S.S. est totale. Ainsi, le pétrole continue d'alimenter une économie qui ne peut s'en passer...

Un autre signe de ce bien-être neuf se retrouve dans le tourisme intérieur cubain. Ces paysans de la montagne qui n'avaient jamais quitté leur maison, parfois distante de trois jours de cheval d'une agglomération, partent à présent « en vacances ». Les habitants des villes connaissent les lacs, la montagne. Les familles partent en autocars et séjournent dans les nouveaux hôtels. Béton nu, clair, formes ouvertes où l'air et la lumière circulent, chambres simples, nettes, où rien ne manque. Air conditionné partout, grâce à des appareils japonais venus remplacer les installations américaines qui tombaient en morceaux. Piscine, salle de jeux, télévision. Pour le transport, d'énormes cars japonais à air conditionné ; on entreprend à présent l'extension du réseau ferroviaire.

L'aménagement touristique est aussi une source de devises. Durant l'« hiver » cubain, les hôtels sont réservés aux étrangers, les Canadiens par exemple, qui viennent profiter des plages et de la pêche sous-marine. Ce tourisme n'est plus politique qu'en partie, et nous sommes loin du triangle jeu-drogue-prostitution cher aux Américains du Nord des années 50.

Mais les grands bénéficiaires de la révolution sont, avant tout, les enfants. Rien n'est trop beau pour eux. « *Tant qu'on pourra le faire, on le fera* », répond Fidel Castro quand on lui reproche un certain gaspillage en leur faveur, dans les uniformes qui leur sont distribués par exemple.

(Lire la suite page 8.)

(1) *N.D.L.R.* : Heberto Padilla, poète cubain qui s'était vu attribuer en 1968 — malgé les réticences des autorités — le prix de l'Union des écrivains par un jury international pour son recueil *Fuera del Juego*, fut arrêté le 20 mars 1971 par les services de sécurité pour menées contre-révolutionnaires. De très nombreux intellectuels latino-américains et européens prirent sa défense. Le 25 avril suivant, Heberto Padilla fut remis en liberté après avoir fait son autocritique. Deux jours plus tard, il lut ses « aveux » devant les membres de l'Union des écrivains cubains. A l'étranger, les conditions de la libération du poète créèrent un certain malaise *chez beaucoup d'intellectuels, dont une* partie rompit avec la révolution cubaine. On trouvera le dossier complet de l'« affaire Padilla » dans la revue britannique *Index* (été 1972).

Lire pages 8 à 10 :

P. 8-9. — Solidarité révolutionnaire et aide au tiers-monde, **Marie-Claude Céleste.** — La recrudescence des attentats anticastristes, **Bernard Cassen.** — La Constitution fixe les acquis de la révolution, **Antoine Blanca.**

P. 10. — Suite de l'article d'**Antoine Blanca.** — La deuxième vague de censeurs de la révolution castriste, **Michèle Mattelart.**

Solidarité révolutionnaire et aide au tiers-monde

« NOUS coopérerons avec les Angolais dans tous les domaines, sur le plan politique, dans le domaine militaire ; nous les aiderons à organiser et à entraîner leurs forces armées, à former des cadres pour la lutte contre le sabotage et la contre-révolution ; nous coopérerons encore avec les Angolais dans beaucoup d'autres domaines, en matière de pêche, de construction, d'éducation et d'industrie sucrière. Quelques centaines de Cubains travaillent déjà dans ces domaines mais, à notre avis, le moment arrivera où deux ou trois mille et même plus de Cubains pourraient être nécessaires... »

Exprimée par son premier ministre, lors de la visite à La Havane du chef de l'Etat angolais, Agostinho Neto, le 28 juillet 1976, la détermination de Cuba d'aider les autres pays du tiers-monde qui le requièrent à consolider leur indépendance a toujours constitué une donnée fondamentale de la politique extérieure cubaine depuis l'arrivée au pouvoir de M. Fidel Castro. Elle n'est, pour le gouvernement de La Havane, que le prolongement logique de l'assistance apportée par les Cubains aux mouvements en lutte contre les anciennes puissances coloniales depuis le début des années 60. Le premier vice-premier ministre, Raul Castro, expliquait, lors de la visite à La Havane, en octobre 1976, de M. Luis Cabral, président de la Guinée-Bissau : « Cuba a apporté, et continuera à apporter, sa modeste contribution au peuple frère *(de la Guinée-Bissau)*, conscient que, plus forts sont les pays qui se libèrent du joug impérialiste, plus forte est la lutte générale contre l'impérialisme. »

L'aide militaire de Cuba à la République populaire d'Angola, ainsi qu'à d'autres pays du tiers-monde, s'inscrit dans cette logique. Si la présence militaire cubaine est plus importante en R.P.A. qu'elle ne le fut jamais dans aucun autre pays, c'est que la situation, dans ce cas précis, exige une assistance exceptionnelle : la proximité de l'Afrique du Sud, son intervention armée dans le conflit angolais à la fin de 1975, la détermination avouée du gouvernement de Pretoria à exercer son droit de suite contre les guérilleros de la SWAPO (Organisation des peuples du Sud-Ouest africain) basés en Angola, font du renforcement des FAPLA (Forces armées du M.P.L.A.) aux frontières l'une des tâches essentielles des militaires cubains en Angola.

L'Angola et la Guinée-Bissau ne sont pas les seuls pays auxquels Cuba aura continué à dispenser, à leur demande, une assistance militaire au-delà de la guerre de libération nationale. L'Algérie a bénéficié d'une manifestation similaire de solidarité. D'une façon générale, une coopération en matière militaire s'est établie entre Cuba et certains pays progressistes, notamment africains — dont la République populaire du Congo. Avant le déclenchement du conflit angolais, on estimait à plusieurs centaines le nombre d'experts civils et militaires cubains en Guinée affectés, entre autres, à la défense des frontières, aux travaux d'aménagement des aéroports et au bâtiment. Au-delà du continent africain, le premier ministre de la République démocratique populaire du Yémen, M. Ali Nasser Mohamed, a, au cours d'une visite officielle à La Havane, à la fin de l'année dernière, évoqué le bénéfice retiré par son pays de « l'expérience du peuple cubain dans le domaine de la lutte tenace et ferme contre le sabotage militaire ».

Cuba reconnait officiellement apporter une assistance militaire à un certain nombre de pays, même si, à La Havane, on préfère employer le terme de « coopération ». Mais les Cubains n'ignorent pas que la guerre d'Angola a fourni à certains gouvernements hostiles au régime de M. Fidel Castro l'occasion de brandir à nouveau le mythe du « militarisme » cubain. Le premier ministre de la Guyana, M. Forbes Burnham, a catégoriquement rejeté les allégations selon lesquelles des milliers d'instructeurs cubains — et chinois — fourniraient un entraînement para-militaire à des unités de son pays. Il y a quelques mois, le Washington Post *rapportait lui-même qu'une enquête sur le terrain n'avait permis de déceler aucune présence militaire cubaine en Guyana. Egalement soupçonnée de faire appel à des instructeurs et conseillers militaires cubains, la Jamaïque souligne, pour sa part, qu'il n'existe pas d'accords de coopération entre les gouvernements de Kingston et de La Havane dans ce domaine. Moins de dix membres de la sécurité jamaïcaine ont reçu un entraînement à Cuba.*

On estime parfois, à La Havane, que le mythe du « militarisme » cubain n'est qu'un prétexte destiné à justifier l'élaboration d'un pacte de défense de l'Atlantique sud qui inclurait les pays sud-américains les plus hostiles au régime castriste et remplacerait celui de Rio, considéré comme dépassé puisque certains Etats comme Panama, la Colombie ou le Venezuela entretiennent des rapports cordiaux avec Cuba.

MAIS les experts militaires ne représentent qu'une partie des techniciens cubains à l'étranger. Lors de la troisième conférence nationale des brigades de jeunes techniciens, en septembre 1974, le président du Conseil de la révolution déclarait que son pays formerait « des dizaines de milliers, des centaines de milliers, des millions de techniciens » *pour répondre non seulement aux besoins de l'Amérique latine, mais du monde entier. De fait, toutes proportions gardées, l'assistance cubaine à l'étranger en matière de personnel médical, et en particulier de médecins, est l'une des plus importantes du monde.*

L'un des premiers accords entre Cuba et la République populaire d'Angola, en avril 1976, portait sur ce point. Des équipes médicales cubaines ont été détachées à Luanda, Huambo, Sa Da Bandeira, Benguela et Novo-Redondo. On ne dispose pas de chiffres exacts dans ce domaine. Toutefois, devait indiquer M. Mario Alfonso de Almeida, ministre angolais de la santé publique : « ...Au moment de son accès à l'indépendance, l'Angola comptait quelque quatre-vingts médecins et, à l'heure actuelle *(mai 1976)*, cent cinquante, dont la moitié sont Angolais. » *Le nombre de médecins cubains dans ce pays était sans doute à cette époque de quelques dizaines au maximum. De son côté, au cours de sa visite officielle à La Havane, en octobre 1976, le président de la Guinée-Bissau fait état de* « l'action efficace de dizaines de médecins et autres cadres *(cubains)* de la santé publique » *dans son pays. Des médecins cubains servent également au Pérou, en Somalie, à la Jamaïque (où ils sont quatorze), en Guyana (neuf) et en Asie, notamment au Laos et au Vietnam.*

L'expérience de Cuba, en matière de construction, constitue également un important volet de son assistance technique à d'autres Etats du tiers-monde. L'Angola et Cuba ont signé, le 29 juillet 1976, un accord de coopération portant notamment sur ce chapitre particulier et, quelques semaines plus tard, le ministre angolais des travaux publics et des transports, M. Rasende de Oliveira, annonçait l'arrivée des premiers techniciens cubains. En 1975, des brigades cubaines ont participé à la construction de bâtiments destinés à l'élevage au Vietnam, tandis que, un an plus tard, quelque deux cents experts de la même nationalité édifiaient trois écoles et un centre d'insémination artificielle en Tanzanie. La pêche, l'industrie sucrière, l'éducation, constituent autant de domaines dans lesquels Cuba a accordé, ou continue de dispenser, une aide technique en hommes et en matériel, à des pays aussi divers que la Guyana, la Somalie, l'Angola, la Guinée équatoriale et le Laos.

Les techniciens cubains ont la réputation d'être des travailleurs assidus. L'école Jose-Marti, construite à la Jamaïque par des Cubains, a été terminée à la fin de l'année dernière, huit semaines avant la date prévue. En mai 1972, le quotidien de La Havane, Juventud Rebelde, *soulignait que le Centre national de formulation des cadres de la milice populaire guinéenne avait été édifié en cinquante-neuf jours, avec le concours de trente et un experts cubains. En général, ces techniciens retournent chez eux aussitôt leur mission accomplie. Ceux qui construisirent l'école Jose-Marti à la Jamaïque (deux cent dix au total) sont rentrés à Cuba.*

L'un des objectifs de l'assistance technique du gouvernement de La Havane à l'étranger est la formation de cadres dans les Etats bénéficiaires. Quelque trois cents Tanzaniens se sont initiés ainsi aux techniques de la construction auprès des brigades internationales cubaines affectées dans ce pays en 1976. Selon l'ambassadeur cubain à Luanda, M. Oscar Oramas, plus de six mille Angolais bénéficieront, auprès des techniciens cubains en Angola, d'une formation dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de la pêche, de la construction, de l'économie, des forêts et de l'organisation de masse.

MARIE-CLAUDE CELESTE.

(Suite de la page 7.)

Car toutes les écoles participent à la production agricole ou industrielle. Un grand nombre d'écoles secondaires sont implantées dans les zones de culture d'agrumes (dont Cuba est devenu l'un des premiers producteurs mondiaux) et chaque établissement scolaire est responsable de l'exploitation de plusieurs centaines d'hectares.

Une *demi-journée* est consacrée aux études, le reste du temps étant partagé entre le travail productif, les sports, les activités culturelles. Ce système répond à une triple perspective : pallier en partie la pénurie de main-d'œuvre, assurer l'auto-ravitaillement des écoles en fruits et légumes, éviter la coupure entre travail manuel et travail intellectuel.

D'autres écoles secondaires, industrielles, se chargent du montage de différents produits : transistors, machinerie légère, etc.

L'école Lénine de La Havane, ouverte en 1974, représente un cas à part. Ses quatre mille cinq cents élèves, sélectionnés en raison de leurs aptitudes, sont les futurs cadres du pays. C'est une sorte d'école secondaire polytechnique où le travail manuel aurait sa place. Les élèves qui travaillent aux chaînes de montage trois heures par jour changent de poste tous les deux jours. Les plus spécialisés sont affectés au montage de petites calculatrices électroniques fabriquées selon un brevet cubain : ils en produisent quatre-vingts par mois, destinées à l'exportation.

Ce n'est certes pas là la principale exportation cubaine. Dans ce domaine, l'effort de pêche mérite d'être noté. Ainsi, à côté du sucre, du nickel, du café, du tabac, du rhum, les produits de pêche, en particulier les *crustacés, arrivent aujourd'hui* sur les marchés mondiaux. L'effort a débuté il y a dix ans. L'Espagne a vendu quelques chalutiers qui ont gagné Cuba en pêchant. A présent, l'exportation de quelque 160 millions de tonnes de poisson rapporte plus de 50 millions de pesos annuellement. L'industrie de la langouste est l'une des plus modernes. L'accent est mis sur la pêche en haute mer, et Cuba possède maintenant une flottille partant dans toutes les mers pour trois mois, ravitaillée par des bateaux-navettes qui ramènent les *marins en congé et apportent les* nouvelles, le courrier, les livres même...

Car la lecture, à Cuba, est un phénomène de masse. Des éditions de soixante mille à quatre-vingt mille exemplaires s'épuisent en quelques jours. J'ai vu des libraires de province s'arracher les cheveux parce que La Havane ne livrait pas assez vite. Le livre cubain est un modèle pour toute l'Amérique latine ; les exemplaires circulent, bougent : huit cents bibliothèques ambulantes qui atteignent les villages les plus reculés, *sans compter les bibliothèques des* centres d'enseignement et de travail. Trente-cinq millions d'exemplaires ont été tirés en 1975 : une boulimie

La recrudescence des attentats anticastristes

TERRORISME ET CONTRE-RÉVOLUTION

Par BERNARD CASSEN

DANS l'après-midi du 6 octobre dernier, le DC-8 CUT-1201 de la compagnie nationale cubaine, la Cubana de Aviacion, qui assure la ligne régulière Georgetown (Guyana) - Port-of-Spain (Trinité-et-Tobago) - Bridgetown (Barbade) - Kingston (Jamaïque) - La Havane, se pose à l'aéroport de Seawell (Bridgetown). En descendent deux individus montés à bord à l'escale précédente. Ils avaient tenu fermement à prendre cet avion : à l'aéroport de Piarco (Port-of-Spain), on les avait informés que l'appareil de la Cubana avait du *retard et il leur avait été proposé,* en vain, de rejoindre la Barbade par un autre vol, qui leur aurait permis d'arriver plus tôt. Quelques minutes après le décollage de la Barbade, le pilote du DC-8 informe la tour de contrôle de Seawell qu'une explosion vient de se produire à bord, que l'appareil est la *proie des flammes et qu'il tente de* regagner la terre ferme. Il n'y parviendra pas et l'avion s'écrasera en mer, à quelques milles de la côte de la Barbade. Bilan : soixante-treize morts — cinq Nord-Coréens, onze Guyanais et cinquante-sept Cubains. Parmi ces derniers, l'équipe nationale d'escrime qui venait de remporter *toutes les médailles* d'or du quatrième championnat d'Amérique centrale et des Caraïbes tenu à Caracas.

La très vive émotion qu'a suscitée cet attentat criminel dans l'opinion publique des Caraïbes et de l'Amérique latine (en particulier en raison du prestige que vaut à Cuba le succès de ses sportifs) ne peut faire oublier que cet acte de terrorisme n'est ni le premier ni le dernier de ceux qui ont été perpétrés en 1976 contre des installations et des citoyens cubains à l'étranger (voir encadré). Curieusement, la destruction en plein vol d'un appareil civil chargé de passagers n'a pas, cette fois, suscité l'indignation légitime qui se manifeste habituellement en Occident lors de détournements d'avions par des Palestiniens (1). Pourtant, s'il est un pays qui, aujourd'hui, constitue plus que tout autre la cible du terrorisme *international, c'est bien Cuba.*

Le choix des objectifs répond à une certaine logique, celle — indépendamment des méthodes et des acteurs — qui a toujours prévalu jusqu'ici à Washington dans ce domaine et qui tient en deux mots : isoler Cuba. L'aide décisive apportée au M.P.L.A. en Angola a encore aggravé le « cas » cubain aux yeux des dirigeants américains. Ce n'est sans doute pas par pure coïncidence que le rythme des attentats contre-révolutionnaires s'est très sensiblement accru en 1976. On s'aperçoit que, à part les missions et compagnies cubaines, ce sont les lignes étrangères (2) qui ont contribué *à rompre le blocus aérien contre Cuba qui* servent de cible (B.W.I.A., Air Panama et Ibéria, il n'y a pas longtemps). Le choix de l'avion de la Cubana était particulièrement significatif : la ligne Georgetown - La Havane est le vivant symbole du renouveau des relations inter-Caraïbes qui ont fait suite à la reconnaissance diplomatique conjointe de Cuba en 1972 par les quatre gouvernements des pays de langue anglaise de la région : Guyana, Trinité-et-Tobago, Barbade, Jamaïque. Le premier ministre de la Guyana, M. Forbes Burnham, a révélé qu'à l'époque son gouvernement avait fait l'objet de *menaces et de pressions* américaines. Est-ce tout à fait un hasard si, ces derniers mois, la Guyana et la Jamaïque ont été l'objet d'une violente campagne de presse aux Etats-Unis, ressemblant fort aux prémices de tentatives de « déstabilisation ». Comme on le verra, l'attentat de la Barbade a servi de révélateur dans les Caraïbes et a permis d'y situer les lignes de force — et de faiblesse — actuelles.

La trame du réseau

L'ENQUETE en cours a permis de mettre en lumière les liens étroits entre les auteurs et inspirateurs de la destruction de l'avion cubain, la police secrète chilienne (DINA) et les services spéciaux du gouvernement américain. Les deux passagers si pressés de descendre à la Barbade (où l'un d'eux alla rendre visite à un fonctionnaire de l'ambassade des Etats-Unis), et qui reprirent ensuite un avion en partance pour Port-of-Spain, où ils furent arrêtés, étaient deux citoyens vénézuéliens (voyageant sous de fausses identités) : Freddy Lugo et Hernan Ricardo Losano. Ce dernier, qui a reconnu être membre de la C.I.A. depuis 1970, passa rapidement aux aveux auprès des autorités de la Trinité et reconnut que deux bombes avaient été déposées dans l'avion. Il s'avéra que, le 6 octobre, Ricardo avait, de la Barbade, appelé son patron Luis Posada Carriles, propriétaire d'une firme de détectives privés de Caracas, Investigaciones comerciales y industriales C.A. (ICICA), pour l'informer que « le camion est parti avec son chargement ». Curieuse entreprise que l'ICICA, dont les cinquante et un employés — vénézuéliens et exilés cubains — ont pour point commun leur hostilité au gouvernement de La Havane. Cette agence, selon l'épouse même de Posada Carriles, aurait un budget mensuel de 70 000 dollars et ses employés mèneraient un train de vie sans rapport avec leurs revenus officiels (le gouvernement vénézuélien a d'ailleurs décidé d'effectuer une enquête sur toutes les agences de police privée, couverture commode pour l'espionnage politique). Quant à Luis Posada Carriles, bien connu à la C.I.A. sous les pseudonymes de « Basilio » et de « Bambi », c'est un ancien policier du régime de Batista, qui participa plus tard à la préparation de la tentative de débarquement de la baie des Cochons, organisée et financée par la C.I.A. en avril 1961.

Quatrième personnage de l'affaire (également sous les verrous au Venezuela après l'arrestation à Caracas de Posada Carriles et l'extradition de Freddy Lugo et Hernan Ricardo Losano) : Orlando Bosch Avila. L'homme a de nombreux antécédents dans l'émigration contre-révolutionnaire cubaine. Membre éminent de la Représentation cubaine de l'exil (R.E.C.E.) qui, à partir de 1964, consacra ses activités d'une part à des actes de terrorisme anticastriste, de l'autre à des règlements de comptes sanglants entre groupuscules, les motivations financières étant prédominantes : chaque action d'éclat à l'étranger entraînait des « collectes » plus ou moins forcées au sein des exilés, dont l'immense majorité a maintenant abandonné tout activisme (3). Des fortunes considérables furent *amassées par des « dirigeants » qui* suscitèrent ainsi des jalousies parfois mortelles, comme ce fut le cas pour Jose Elias de la Torriente, assassiné le 12 avril 1974 par certains de ses « compatriotes », et pour Juan José Peruyero, qui connut le même sort le 7 janvier dernier. Depuis 1968, le F.B.I. avait tenté de mettre fin à l'intérieur des Etats-Unis au terrorisme intra-cubain, qui se traduisait surtout par des exactions contre les émigrés disposant de moyens financiers — licites ou illicites — importants. C'est dans ce contexte qu'Orlando Bosch passa quatre ans et demi en prison. Libéré « sur parole » en 1972, il jugea prudent de disparaître de Miami en 1974, après l'assassinat de Torriente, craignant sans doute des représailles. Il fit savoir à la presse qu'il était le chef du groupe Accion cubana et que les circonstances « l'obligeaient à se réfugier dans un pays latino-américain ».

Accion cubana est l'une des cinq composantes de la Coordination des organisations *révolutionnaires unies (CORU) qui s'est* constituée au Costa-Rica en juin 1976. Dans un document publié en août dernier à Miami, mais daté du Honduras, la CORU revendiquait l'attentat contre le consul de Cuba à Merida et menaçait le gouvernement mexicain de le prendre comme « objectif prioritaire ». Dans un autre texte signé « quelque part en Amérique latine en août 1976 », les commandos de la CORU revendiquaient les attentats du 17 juillet à Bogota et précisaient : « Une fois de plus, les commandos de la CORU font constater qu'ils puniront tous les gouvernements qui négocient avec le gouvernement communiste cubain... Très bientôt, nous attaquerons des avions en vol ou à terre si notre message n'est pas pris en considération et nous les tiendrons responsables pour toutes les pertes matérielles ou en vies humaines occasionnées par nos actions. »

«Le match le plus cynique...»

« Au moment où cette tuerie avait lieu, la télévision des Etats-Unis offrait au peuple de ce pays un édifiant spectacle : le match le plus ridicule, le plus cynique et le plus éhonté qu'aient enregistré les annales des Etats-Unis au cours d'une période électorale. En réalité, ce match entre Ford et Carter a été un dialogue tenu au-dessus d'un fleuve de sang : le sang de Bangkok, de Tall-el-Zaatar et des cachots du Chili, de l'Uruguay et du Brésil, le sang de l'Afrique du Sud, des minorités des Etats-Unis eux-mêmes... et maintenant de la Barbade. »

[Déclaration de Santiago Alvarez, cinéaste cubain dont l'épouse, hôtesse de l'air, a péri dans l'attentat de la Barbade. Il prépare un film « *dédié aux héros de Cubana* de Aviacion, *qui sera à la fois un appel au combat et une incitation à la haine de l'impérialisme assassin !*]

L'assassinat d'Orlando Letelier

DANS quel pays était donc allé se réfugier Bosch ? Il semble que ce soit dans le Chili du général Pinochet. Selon des sources gouvernementales vénézuéliennes citées par le Washington Post, « le gouvernement chilien a contribué au financement des activités des émigrés cubains hostiles au premier ministre Fidel Castro. Bosch figure parmi les Cubains qui voyagent régulièrement au Chili ». Un journaliste vénézuélien a en sa possession des lettres de Bosch envoyées du Chili (où il semble avoir passé un an) et dans lesquelles il donne comme adresse une résidence connue comme étant celle des hôtes de la junte. C'est avec un passeport chilien que Bosch arriva au Costa-Rica, d'où il fut expulsé en avril dernier, après qu'il eut été établi par la police qu'il projetait de faire assassiner Pascal Allende, dirigeant du MIR, réfugié dans ce pays. Il avait suffisamment d'amis à San-José, notamment chez le groupe d'extrême droite Costa-Rica libre, pour s'être procuré un passeport costaricien qui lui servit à pénétrer ensuite au Venezuela en septembre dernier.

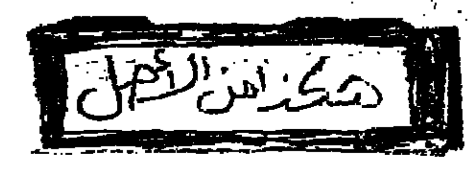
Des soupçons concordants pèsent sur la CORU et sur Orlando Bosch à propos de l'assassinat à Washington de l'ancien ministre des affaires étrangères de l'Unité populaire, Orlando Letelier. C'est Bosch lui-même qui, arrivé à Caracas deux jours après l'assassinat de Letelier, aurait informé des exilés cubains que deux de leurs compatriotes, les frères Novo, avaient commis l'attentat. Guillermo Novo est le chef en second du Mouvement nationaliste cubain, l'une des composantes de la CORU.

Si la junte chilienne, les chefs des mouve-

(1) La presse quotidienne française, mis à part quelques journaux, a moins évoqué l'attentat que l'une de ses conséquences, la dénonciation par Cuba de l'accord avec les Etats-Unis sur la piraterie aérienne.

(2) En mars 1961, le cargo français *La Coubre* avait fait l'objet d'un sabotage, perpétré par la C.I.A., provoquant une centaine de morts et blessés.

(3) Pour une « anatomie » de l'émigration, on pourra consulter l'ouvrage de Carlos Rivero Collada, *Los Sobrinos del tio Sam* (les Neveux de l'oncle Sam), Editorial de Ciencias Sociales, La Havane, 1976. Ancien dirigeant de groupes contre-révolutionnaires d'exilés cubains, ancien participant à l'expédition de la baie des Cochons, l'auteur s'est rallié publiquement, en 1974, à la révolution cubaine.





de livres, comme au Chili d'Allende. Le jour où le roman de Gabriel Garcia Marquez, *Cent ans de solitude*, est sorti en édition cubaine, la cohue devant les librairies de La Havane fut telle que les agents chargés d'endiguer les files d'attente ont été sérieusement bousculés. Et je trouve assez beau que les forces de l'ordre soient malmenées pour des raisons strictement culturelles...

Pourtant, malgré l'importance des tirages, les livres manquent. La pénurie tient au défaut de papier. La pâte à papier coûte cher en devises. L'emploi de la bagasse de canne à sucre jusqu'à concurrence de 80 % permet de produire à présent un papier de qualité courante mais pas encore en quantité suffisante.

Les programmes d'édition, quant à eux, laissent encore à désirer. La gamme et même le choix des titres sont parfois contestables. Toutefois, les livres strictement politiques et révolutionnaires ne l'emportent pas sur *la littérature, la poésie, les essais*. Le livre pour enfants s'est développé de façon spectaculaire. On voit des familles sortir d'une librairie avec des piles de nouveautés sur les bras. Les livres *sont* si bon marché qu'un enfant achète aussi *facilement* une glace que les contes d'Andersen.

Tous les écrivains cubains sont-ils publiés ? Il leur arrive sans doute d'avoir à attendre un certain temps. *Ils soumettent générale*ment leur manuscrit à la section qui leur correspond au sein de l'Institut du livre. Ou bien à l'Union des écrivains, ou encore à la « Casa de las Americas », *sorte de super-maiso*n de la culture. De nombreux concours ou prix annuels donnent aussi accès à l'édition. Les livres sont lus et sélectionnés par des intellectuels connus, des *grands écrivains cubains ou des* jurys spécialisés.

Et il arrive que des livres soient refusés. En dehors des raisons de simple qualité, il en est d'autres. Par exemple : apologie *de l'homosexua*lité, apologie de la paresse, apologie d'idées réactionnaires sous n'importe quelle forme. Il est des sujets tabous. L'opinion générale veut que, si on laissait entrer des romans érotiques ou trop sophistiqués, la C.I.A. entrerait par la brèche... Mais la situation évolue perceptiblement, dans le sens d'une ouverture qui répond aux besoins d'une population plus exigeante. Bien sûr, tel roman refusé *pourrait* bien *être le Rouge et le Noir*, ou *Du côté de chez Swann*...

Une limitation analogue se retrouve dans la presse. Je l'ai trouvée médiocre, limitée, monotone. Les deux quotidiens, *Granma* et *Juventud Rebelde*, semblent se copier l'un l'autre et les rédacteurs manquent inexplicablement d'imagination. Une population qui dévore 35 millions de *livres* par an, plus de cent mille représentations théâtrales (souvent par des troupes d'amateurs), des kilomètres de pellicule cinématographique, apportés parfois à dos de *mule* dans les villages de montagne, mérite mieux que cette presse-là. Des responsables en conviennent les premiers, mais personne ne semble avoir trouvé la formule rénovatrice.

Pour ces raisons, ou pour d'autres aussi, telles le tempérament, l'âge, des intellectuels peuvent paraître en retrait. Ils disposent des mêmes droits et avantages que ceux qui *sont plus actifs sur le plan politique*. Tous ont des tâches spécifiques et sont donc considérés comme n'importe quel travailleur. Ils s'occupent souvent de traductions, correction de manuscrits ou d'épreuves, tous travaux d'édition qu'il est possible à *Cuba d'effectuer chez soi* : une entorse aux règles sacro-saintes de la bureaucratie mondiale...

Cette légère crispation de la vie intellectuelle, ainsi que, nous l'avons vu, la condamnation du régime chinois, sont-elles le prix du pétrole et de l'aide soviétiques ? Dans ce domaine, il faut distinguer en tout cas l'identité idéologique — réelle — avec le régime soviétique, et la présence effective. La présence des *Etats-Unis dans tous les pays d'Amé*rique latine, que ce soit dans la publicité, les marques des produits de consommation courante, les films et autres activités culturelles, est bien plus lourde. La présence soviétique à Cuba se manifeste lorsque des ingénieurs et des techniciens — Rus*ses ou Allemands de l'Est* — viennent monter une usine. Ils s'en vont toujours dès que les Cubains peuvent en prendre les commandes. Le seul Soviétique que j'aie rencontré à Cuba *durant mon voyage était un maître* de ballet, qui formait des jeunes. Il venait de Leningrad et souffrait fort de la chaleur...

Il ne faut pas oublier un fait : Cuba a quinze jours de pétrole devant elle. Si Fidel se brouillait avec Moscou... Mais les Américains n'ont-ils pas lâché Cuba ? Les Soviétiques n'ont-ils pas quitté la Chine en 1958 ? Les deux fois, les peuples ont su surmonter leurs difficultés. J'ai vu les Cubains bricoler les Cadillac, les Pontiac d'avant 1959. N'ont-ils pas fabriqué les pièces de rechange en polissant l'acier à la cendre de cigare ? Ces voitures circulent encore...

Il est évident que Fidel, Raul Castro, Dorticos, Carlos Rafael Rodriguez, Almeida, tous les dirigeants ont songé à une éventuelle rupture. Un incident est vite arrivé. Mais le péril, tel que le ressentent tous les Cubains aujourd'hui encore, ne vient pas de là. Ils ont fait leurs comptes. Lorsque, parlant de l'avenir, *on envisage avec eux le pire, tous*, du ministre à la femme de ménage, disent : « *Si un jour les Américains débarquent, s'il arrive quelque chose qui menace notre indépendance, notre régime, ce que nous avons fait ici, alors ce sera* « Patria o muerte ». *Peutôt mourir que changer.* »

JULIO CORTAZAR.
(Propos recueillis par Nicole Muchnik.)

Élections démocratiques décentralisation administrative appartenance au monde communiste

La Constitution fixe les acquis de la révolution

Par ANTOINE BLANCA *

DANS l'après-midi du 2 décembre 1976, la vaste salle du théâtre Karl-Marx de La Havane, qui avait servi de cadre un an auparavant au premier congrès du parti communiste, a vu la révolution fidéliste franchir une nouvelle étape de son histoire. L'*Assemblée nationale du pouvoir populaire* célébrait sa première réunion, avec une volonté affichée du respect des formes ; au premier rang, le député de Santiago, Fidel Castro, entouré des membres du bureau politique siégeant aussi en tant que députés. Le commandant en chef a revêtu, comme lors du congrès, son uniforme de gala. *En face de lui, comme dans n'importe* quel Parlement nouvellement élu, le doyen d'âge préside, assisté des deux plus jeunes parlementaires, en l'occurrence des jeunes filles de dix-neuf ans. Trois mille invités, Cubains et délégués étrangers, assistent à la cérémonie d'ouverture. On va procéder à l'élection du président, du vice-président et du secrétaire. Les représentants des forces armées révolutionnaires vont prêter serment de fidélité.

Depuis un an, Cuba se donne un *nouveau visage, avec un grand luxe* de détails (1). On a peine à imaginer que ces fringants officiers ont fait leurs premières armes en attanquant, le 26 juillet 1953, la caserne Moncada, dans la Sierra-Maestra, à la baie des Cochons, ou en traquant les contre-*révolutionnaires* dans les maquis qu'ils tentaient d'implanter ; que ces hommes *raides* et endimanchés ont été les héros de l'une des révolutions les plus échevelées, les plus spontanées, les *plus incertaines aussi*. Vingt ans, jour pour jour, après cet invraisemblable débarquement sur une plage de la province d'Oriente, les survivants du *Granma* sont là, avec des centaines d'autres dirigeants moins connus, pour parachever avec sérieux et application le processus d'institutionnalisation de la révolution qu'ils ont le sentiment *d'avoir* mené au terme de sa phase la plus difficile.

On ne peut manquer de se rappeler alors ce que l'économiste marxiste américain Paul Baran écrivait dès 1960 : « *Alors que tout est fondé, pour le moment sur la démocratie directe et sur la confiance illimitée, l'affection du peuple envers Fidel Castro, le jour n'est pas loin où il sera indispensable de créer et de développer des institutions essentielles pour le fonctionnement normal d'une société démocratique et socialiste.* » Entre l'entrée victorieuse de guérilleros barbus à la Havane et l'acte solennel du théâtre Karl-Marx, dix-huit ans se sont pourtant écoulés.

Les révolutionnaires durent d'abord faire face, du jour au lendemain, aux situations les plus invraisemblables. Les circonstances les amenèrent à improviser, à créer avec beaucoup d'imagi*nation et peu de moyens, mais* ils ne voulaient s u r t o u t pas bâcler leur Constitution, dont les premières études remontent à 1971.

Surtout, d'autres tâches jugées plus urgentes mobilisaient les dirigeants et les cadres, sans oublier certains problèmes internes réels entre vieux communistes et fidélistes du mouvement du *26 juillet (parmi les huit membres du* bureau politique désigné en 1965, il n'y avait aucun membre de l'ancien parti communiste, le P.S.P.). C'est à ces tâches et à ces incertitudes que faisait allusion Raoul Castro en août 1974 devant les élus de Matanzas quand il disait : « *...Au début, pendant les premières années de lutte pour la survie, elles (les institutions) n'étaient ni indispensables ni vitales, pouvant même constituer un frein à l'agilité nécessaire qu'exigeait l'Etat en ce moment...* »

L'échec de la récolte dite des 10 millions de tonnes de sucre (la *gran zafra*), avoué en 1970 par Fidel Castro, qui fit à cette occasion une *impressionnante autocritique, contribua* sans aucun doute à la décision de doter l'Etat d'organismes représentatifs à tous les niveaux. En théorie, le pouvoir législatif était détenu par le conseil municipal sur la base de la Constitution de 1940, elle-même modifiée et amendée en vertu d'une clause qui lui avait été ajoutée en 1959.

Au cours des années 1972, 1973 et 1974, d'importantes lois fondamentales furent discutées par les organisations de masse et approuvées par le conseil des ministres : lois d'organisation du système judiciaire, de procédure civile et administrative, code de la famille.

En décembre 1975, le premier congrès du P.C.C. adoptait le projet de Constitution qui *sera approuvée*, le 15 *janvier* 1976, par référendum et proclamée le 24 février, « *date de ferveur patriotique*, dira Fidel Castro, *qui célèbre le quatre-vingt unième anniversaire du début de la glorieuse guerre d'indépendance, fruit de l'effort de José Marti et de son glorieux parti révolutionnaire cubain* ». Nous reviendrons sur cette *constante référence aux grands ancêtres* des luttes de libération de 1868 et 1895. La nouvelle loi fondamentale de la République de Cuba garantit expressément le droit de chacun au travail, du paysan sur la terre, de l'enfant, du jeune ou de l'adulte à l'enseignement *public et scientifique, du malade* à l'assistance médicale et hospitalière gratuite ; droit aux congés payés, droit de la femme à l'égalité dans la rétribution du travail, etc. Elle précise aussi les grands principes de politique étrangère, combinant les idées de José Marti, quand on stipule la nécessité de la marche vers l'union des pays *d'Amérique latine et des Caraïbes et* celles de la nouvelle ligne, avec l'appel à la coopération avec l'Union soviétique et les autres pays socialistes (Cuba participe au COMECON depuis 1970.)

Au demeurant, dans ses grands traits, la nouvelle Constitution n'est pas très originale par rapport à celles en vigueur dans les pays de l'Europe de l'Est dirigés par des partis communistes. Comme n'est pas original le serment des députés de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire promettant notamment de « *respecter de manière consciente et libre le rôle dirigeant que joue le parti communiste de Cuba dans n o t r e société* ».

(Lire la suite page 10.)

* Membre du comité directeur du parti socialiste français.

(1) Voir aussi le reportage de Bernard Cassen : « Cuba, la consolidation », dans *le Monde diplomatique* de septembre 1975.

---

ments terroristes d'émigrés cubains et *différents mouvements fascistes d'Amérique centrale* semblent entretenir des rapports étroits, on a de la peine à concevoir que la C.I.A., qui les connaît tous très bien, ne soit pas — pour le moins — au courant de leurs activités. En premier lieu, elle ne dément pas — et pour cause — que Luis Posasa Carriles Orlando Bosch et Hernan Ricardo aient été à un moment donné, ou soient encore, ses créatures. Le 15 octobre dernier, parlant à Boston, M. Kissinger déclarait cependant : « Je peux affirmer catégoriquement qu'aucun fonctionnaire du gouvernement américain, aucune per*sonne rémunérée par le gouvernement améri*cain, n'a quoi que ce soit à voir » avec le sabotage de l'avion cubain. Mais il se confirma un peu plus tard que celui des deux Vénézuéliens qui avait reconnu avoir *placé* les bombes, avouait être membre de la C.I.A. et était précisément en contact avec un fonctionnaire de l'ambassade des Etats-Unis à Caracas, M. Joe Leo, dont le nom et le numéro de téléphone figurent également dans les documents saisis chez Freddy Lugo. M. Joe Leo, décrit par le New York Times comme « un agent du F.B.I. », a admis avoir égale*ment eu des contacts suivis avec* Luis Posada Carriles.

Face à cette accumulation d'éléments contredisant sa déclaration, M. Kissinger, selon son porte-parole, s'est refusé à tout commentaire. On est dès lors en droit de s'interroger sur certains éléments troublants. En premier lieu, sur la demande d'extradition d'Orlando Bosch formulée par le département d'Etat auprès du gouvernement vénézuélien. *Si la justice américaine tenait tant à entendre* cet homme, pourquoi ne l'a-t-elle pas fait plus tôt, en particulier lorsqu'il fut appréhendé en avril dernier à San-José et que le gouvernement du Costa-Rica proposa lui-même à Washington de l'extrader, sans obtenir de réponse ! Tout se passe comme si l'on voulait empêcher de parler quelqu'un qui en sait fort long sur les activités de la C.I.A. et de la junte chilienne en Amérique latine. Orlando Bosch (comme ses complices) sait qu'il risque une peine de trente ans de prison devant les tribunaux vénézuéliens, le juge d'instruction, *Mme Delia Estaba Moreno, l'ayant inculpé* d'homicide, de fabrication et usage d'armes de guerre, de fabrication et usage de faux documents. N'ayant plus grand-chose à perdre, sauf sa vie qu'il croit menacée même dans la prison modèle de Caracas (où il a demandé à cuisiner lui-même sa nourriture pour éviter d'être empoisonné), Bosch, « trahi et abandonné par tous ses complices, pourrait se décider à transformer l'affaire en affaire du Watergate », selon le quotidien de Caracas El Nacional).

La C.I.A. sait de fort près les activités de terrorisme anticubain. Lors de son discours du 15 octobre, en hommage aux victimes de la catastrophe, M. Fidel Castro a rapporté la teneur d'un message de la C.I.A. à l'un de ses agents à Cuba : « Quelle est la réaction officielle et privée aux attaques à l'explosif contre les bureaux d'institutions cubaines à l'étranger ? Que vont-ils faire pour les éviter et les prévenir ? Qui soupçonne-t-on comme responsable ? » Pour corroborer ses propos, le *dirigeant cubain n'a pas hésité à « griller »* son informateur, qui en fait était un agent double travaillant en réalité pour les services de renseignements cubains. Le type d'information ainsi recherchée par la C.I.A. — et qu'elle n'a pas démenti — est de nature à confirmer les indices concordants sur la responsabilité de la centrale américaine dans la vague de terrorisme anticubain, quitte à ce que l'exécution des actions soit effectuée en coordination avec la DINA chilienne, avec du « personnel » contre-révolutionnaire cubain.

Il faut aussi rappeler que tous les groupes composant *la* CORU, qui publie dans les journaux de Miami ses communiqués incendiaires datés d'autres villes d'Amérique latine, n'ont à aucun moment été inquiétés aux Etats-Unis, *où ils ont pignon sur rue, bien qu'ils aient* ouvertement revendiqué de multiples attentats. Cette passivité, proche de la complicité, est en contradiction avec les clauses du traité américano-cubain sur la piraterie *américaine* signé en 1973, et où les Etats-Unis s'engageaient à empêcher les actes de terrorisme anticubain perpétrés à partir de leur territoire. C'est pourquoi M. Fidel Castro, constatant les violations commises par l'autre partie signataire, a déclaré le traité caduc à compter du 15 avril 1977. M. Carter saisira-t-il la perche qui lui est ainsi tendue grâce aux six mois de préavis obligatoires que le gouvernement de La Havane a respectés ? Faisant un bref rappel historique, le dirigeant cubain a évoqué les « grandes premières » de la C.I.A. dans le terrorisme international : « La C.I.A. a inventé et encouragé les détournements d'avion pour les appliquer à Cuba pendant les premières années de la révolution ; la C.I.A. a inventé les attaques pirates à partir de bases étrangères dans sa *politique d'agression contre Cuba ; la C.I.A.* a réédité dans le monde moderne la funeste politique qui consiste à concevoir et à exécuter l'assassinat de dirigeants d'autres Etats ; *la* C.I.A. a maintenant inventé la sinistre méthode de faire exploser des avions civils en plein ciel. Il est nécessaire que la communauté mondiale prenne conscience de la gravité de tels faits. »

La Guyana

« en première ligne »

L'ATTENTAT de la Barbade a eu pour effet de préciser les alignements politiques des *pays caraïbes. La Barbade et Trinité-et-Tobago*, tout en condamnant le crime, ont invoqué des arguments juridiques pour ne pas avoir à juger les deux responsables de l'attentat. C'est sans doute avec soulagement que M. Eric Williams, le premier ministre de Trinité-et-Tobago, a expulsé au Venezuela les deux « étrangers indésirables », Hernan Ricardo et Freddy Lugo. Les deux petits pays caraïbes étaient l'objet de fortes pressions de la part des Etats-Unis et de menaces des organisations terroristes de la CORU, auxquelles ils n'estimaient pas avoir les moyens de faire face. Par ailleurs, les considérables rentrées de devises des touristes américains n'auraient pas survécu à une campagne d'attentats.

En Guyana, dont onze citoyens ont péri *dans l'accident*, le premier ministre M. Forbes Burnham a exprimé sa conviction « que les saboteurs ont été entraînés, financés et organisés par ceux-là mêmes qui ont monté la *tentative d'invasion de Cuba à la baie des* Cochons », ce qui a entraîné une protestation officielle de Washington. Il y a fort à parier que ce petit pays, dont l'indépendance et la solidarité avec Cuba irritent au plus haut point les dirigeants américains, va voir s'intensifier contre lui les campagnes de presse systématiques dont il est l'objet depuis un an. « Nous sommes en première ligne », a confirmé M. *Burnham en précisant que les tentatives* de déstabilisation sont passées du stade des paroles à celui des faits.

Le Venezuela a également eu une attitude *extrêmement ferme, en conduisant l'enquête* sans complaisance, en réclamant le retour à Caracas de ses deux ressortissants arrêtés à Port-of-Spain et en arrêtant les deux protégés de la C.I.A. que sont Luis Posada Cariles et Orlando Bosch. A l'occasion de sa présence à l'Assemblée générale de l'ONU le 17 décembre dernier, le président Carlos Andrès Perez a réitéré sa condamnation de l'« abominable crime » *et a sommé le* gouvernement des Etats-Unis de tirer au clair les relations entre ses services officiels et les groupes contre-révolutionnaires d'origine cubaine. Cette transparente allusion, s'ajoutant au rôle moteur du Venezuela au sein de l'OPEP, n'est pas de nature à lui gagner les faveurs de Washington. Après le virage à droite du Pérou et sa reprise en main, la rentrée dans le rang du Venezuela est sans doute un objectif prioritaire pour les Etats-Unis. C'est à l'attitude de M. Carter dans ce domaine que l'on pourra, mieux que dans des discours vagues, mesurer les changements — *réels ou factices — que l'accession* à la Maison Blanche du protégé de la Commission trilatérale imprime à la politique américaine en Amérique latine.

Une chose est certaine : les groupes armés cubains, comme ceux de la CORU, constituent à la fois un danger physique et une hypothèque politique pour les nouveaux dirigeants américains. L'éventualité, proche ou lointaine, d'une *certaine normalisation des relations* entre Washington et La Havane ne peut qu'exaspérer certains milieux — parmi ceux qui n'ont ni rien appris ni rien oublié — et favoriser une nouvelle vague d'attentats, y compris contre le personnel politique américain. Dans un numéro récent (4), l'hebdomadaire U.S. News and World Report soulignait que « les extrémistes cubains ne reculeront devant rien, pas *même devant l'assassinat de membres de l'ad*ministration » et il citait la mise en garde d'un fonctionnaire : « Les terroristes cubains sont aujourd'hui les assassins les mieux entraînés du monde », avant de rappeler qu'« un grand nombre de ces terroristes ont été entraînés par la C.I.A. à l'époque où les Etats-Unis s'efforçaient de renverser Castro ou de l'assassiner. » Ne serait-ce que pour se donner les moyens d'une politique autonome, M. Carter et le nouveau directeur de la C.I.A. peuvent être conduits à « une révision déchirante » à l'égard des anciens « neveux de l'Oncle Sam ».

BERNARD CASSEN.

(4) 6 décembre 1976.

Les actes de terrorisme anticubain en 1976

6 AVRIL. — Deux bateaux de pêche, le *Ferro 119* et le *Ferro 123* sont attaqués par des embarcations pirates en provenance de Floride. Un pêcheur trouve la mort et les deux bateaux sont gravement endommagés.

22 AVRIL. — Une bombe explose à l'ambassade de Cuba à Lisbonne, tuant deux personnes, blessant gravement plusieurs autres et détruisant totalement les locaux.

5 JUILLET. — La mission de Cuba auprès de l'ONU est l'objet d'un attentat à l'explosif qui provoque d'importants dégâts matériels.

9 JUILLET. — A l'aéroport de Kingston (Jamaïque), une bombe explose dans un chariot transportant les bagages sur le point d'être embarqués dans l'avion de Cubana de Aviacion à destination de La Havane. Une catastrophe semblable à celle de la Barbade est ainsi évitée d'extrême justesse.

10 JUILLET. — A Bridgetown, capitale de la Barbade, une bombe explose dans les bureaux de la British West Indian Airways (B.W.I.A.) qui représente dans ce pays les intérêts de la Cubana de Aviacion. L'attentat est revendiqué par la CORU.

17 JUILLET. — A Bogota, les bureaux d'Air Panama, qui *représente les intérêts de la* Cubana de Aviacion en Colombie sont détruits, l'ambassade de Cuba est mitraillée. La CORU revendique les attentats.

23 JUILLET. — A Merida, au Mexique, un technicien cubain de l'Institut national de la pêche trouve la mort au cours de la tentative d'enlèvement du consul cubain à Merida. L'attentat est revendiqué par la CORU.

9 AOUT. — A Buenos-Aires, deux fonctionnaires de l'ambassade de Cuba en Argentine sont enlevés. Ils n'ont pas été retrouvés.

18 AOUT. — A Panama, une explosion endommage gravement les bureaux de la Cubana de Aviacion.

6 OCTOBRE. — Un avion de la Cubana de Aviacion est détruit en plein vol au large de la Barbade. Les soixante-treize passagers et membres de l'équipage trouvent la mort. L'attentat est revendiqué par la CORU.

7 NOVEMBRE. — A Madrid, une bombe explose dans les bureaux de la Cubana de Aviacion provoquant de considérables dégâts matériels.

9 NOVEMBRE. — Selon une information publiée par le quotidien *La Opinion* de Buenos-Aires, un employé argentin de l'ambassade de Cuba en Argentine, Ramon *Lucio Perez, est enlevé par un groupe* armé.

(Suite de la page 9.)

Par contre, le mode d'élection des délégués aux assemblées municipales, choisissant eux-mêmes au deuxième degré les députés, ne s'inspire d'aucun système existant.

Le pays est désormais divisé en quatorze provinces (au lieu de six précédemment) et cent soixante-neuf entités municipales. L'intermédiaire régional est supprimé. A l'initiative des C.D.R. (Comités de défense de la révolution, qui regroupent cinq millions de Cubains) ou de l'ANAP (Association des petits agriculteurs) dans les zones rurales, des assemblées de citoyens proposent des candidats. Il y a au moins vingt circonscriptions par municipalité devant élire un délégué chacune : en fait, il y aura au moins deux candidats par circonscription, mais très souvent quatre ou cinq. Pour être élu, il convient d'obtenir la majorité absolue des suffrages, faute de quoi un second tour de scrutin est nécessaire.

Le candidat ne peut mener de campagne électorale : la propagande est faite par l'administration sur la seule base d'une photo et d'une biographie, qui se veut objective, de l'intéressé. Ces documents sont envoyés aux électeurs et affichés dans les lieux publics. Personne ne peut diffuser de tracts ou de journaux électoraux. De plus, l'élu est, à tout moment, révocable par les électeurs (on est électeur à l'âge de seize ans, éligible à dix-huit).

Les organisations de masse ont présenté au suffrage universel vingt-huit mille neuf cents candidats pour dix mille sept cent vingt-cinq postes à pourvoir. Parmi les élus, les membres ou « aspirants » du P.C.C. comptaient pour moitié. Huit cent cinquante-six femmes ont été élues.

Ce système avait été expérimenté à partir de juillet 1974, avec l'élection de l'Assemblée provinciale de Matanzas. L'une des conséquences de son application est que l'administration centrale transmet ses pouvoirs à l'assemblée locale provinciale dans de nombreux domaines touchant à la vie économique, éducationnelle, culturelle, etc. La décentralisation va être ainsi effective et le citoyen sera très près de son élu, qui habite le plus souvent son pâté de maisons ou la fermette toute proche. Nous avons pu constater nous-mêmes, à Matanzas, que le délégué, choisi parfois au terme d'une élection difficile, prend sa charge très au sérieux et que les citoyens usent de cet intermédiaire.

Il faut d'ailleurs reconnaître que l'immense majorité des Cubains, même parfois les plus âgés, n'ont guère la nostalgie de la vie politique précastriste. Sans parler des dictatures de Machado ou de Batista, les Cubains n'avaient jamais connu qu'une caricature de la démocratie et une administration d'Etat ou municipale malhonnête.

Les nouvelles provinces ont été officiellement mises en place le 7 novembre dernier. Les élus des municipalités ont désigné les assemblées provinciales. Il y eut ensuite élection des quatre cent quatre-vingt un députés à l'Assemblée nationale. A propos des nouveaux pouvoirs dévolus aux instances locales et provinciales, Fidel Castro a cru devoir faire une mise en garde contre de possibles excès. Dans son discours devant les nouveaux députés, il déclarait ainsi : *« Toute manifestation d'égoïsme local et régional doit être combattue énergiquement et, s'il convient à chaque province de lutter de manière adaptée, juste et rationnelle pour son propre développement, elle ne doit jamais perdre de vue les intérêts nationaux. »* Le Conseil d'Etat a d'ailleurs expressément le pouvoir de *« révoquer les dispositions des comités exécutifs des organes locaux qui viendraient à contrevenir à la Constitution, aux lois et décrets-lois ou autres dispositions arrêtées par un organe supérieur, ou qui affecteraient les intérêts d'autres municipalités ou les intérêts généraux du pays ».*

Composé de trente et un membres, le Conseil d'Etat devient l'organe supérieur de la République. Fidel Castro en a été élu président. Ce Conseil est lui-même élu par l'Assemblée nationale au scrutin secret. Le président du Conseil d'Etat est à la fois chef de l'Etat, président du conseil des ministres et commandant en chef des FAR (Forces armées révolutionnaires). Rappelons que Fidel Castro est aussi premier secrétaire du P.C.C. Il y a, en outre, un premier vice-président, cinq autres vice-présidents et une secrétaire. C'est sans surprise que Raoul Castro a été élu premier vice-président comme il avait été élu second secrétaire du parti. Ministre des forces armées, il est réellement le n° 2 du régime. Sur cette coïncidence familiale, Fidel a cru devoir s'expliquer devant le premier congrès, en décembre 1975 : *« Chacun sait que dans notre révolution n'existera jamais le népotisme... En réalité, c'est un privilège pour moi d'avoir un frère qui soit, de plus, un extraordinaire cadre révolutionnaire. »* Et de rappeler son attitude à la tête du groupe d'assaut qui s'empara du palais de justice lors des combats de la caserne Moncada, l'expédition du *Granma*, l'ouverture du « Second Front » dans la province de Pinar-de-Rio avec la colonne qu'il commandait... Fidel Castro terminait en s'exclamant : *« Nous, Cubains, comprenons bien tout cela, mais il est nécessaire que cela se comprenne hors de notre pays. »*

Au sein du Conseil d'Etat figurent tous les membres du bureau politique et les compagnons de lutte de Castro venus du Mouvement du 26 juillet demeurés partout largement majoritaires, même si, depuis longtemps, il n'existe aucun type de pondération officielle. Osvaldo Dorticos, qui a assumé, pendant seize ans, les fonctions de président de la République, est membre (sans vice-présidence) du Conseil d'Etat et, par ailleurs, du bureau politique. Il n'a aucune autre fonction officielle et ce, semble-t-il, à sa demande.

La fin de l'année 1976 aura été marquée également par un certain nombre de décisions en rapport direct ou indirect avec l'institutionnalisation. Tout d'abord, naturellement, la publication du texte de la loi d'organisation de d'administration centrale de l'Etat. Elle prévoit quarante-trois organismes centraux, dont trente-quatre sont des « comités d'Etat » (planification, approvisionnement, sciences et techniques, etc.) ou des ministères. Il y aura neuf académies ou instituts. Les quarante-trois personnes qui sont à la tête de ces administrations ont rang de ministre.

Le conseil des ministres élit en son sein un comité exécutif.

La fin du romantisme ?

AUTRE décision remarquable, et qui ne semble pas avoir été prise sans douleur : la promulgation des lois sur le système des grades militaires en raison, notamment, est-il écrit, *« des relations internationales qui, actuellement, existent et se développent avec les forces armées d'autres pays amis ».* Jusqu'à une date récente, on s'était efforcé, avec mille accommodements, de rester fidèles au système de grades de l'armée rebelle de la Sierra-Maestra où les seuls existants étaient ceux de commandant, capitaine et lieutenant. Ainsi, Raoul Castro, jusqu'ici « commandant d'armée », devient « général d'armée » ; il y aura aussi graduation des sous-officiers. Fidel Castro a éprouvé, une fois de plus, le besoin de faire appel aux grands ancêtres pour justifier cette décision : *« Nous ne pouvons manquer de prendre en compte nos héroïques « mambises »* (nom donné aux combattants des premiers soulèvements patriotiques), *lesquels, au cours des deux guerres d'indépendance de 1868 et 1895, utilisèrent les grades de colonel et de général. »* Et de rappeler que Maximo Gomez, Antonio Maceo, Ignacio Agramonte et José Marti lui-même étaient généraux. Nombreux sont cependant, à Cuba et ailleurs, ceux qui auront accueilli cette nouvelle avec un certain pincement au cœur. De même sacrifie-t-on au rite des décorations, avec la création de la médaille du *« Vingtième anniversaire des forces armées révolutionnaires »,* dont le premier titulaire fut naturellement Fidel Castro, mais qui a été aussitôt attribuée à tous les grands dirigeants communistes au pouvoir : MM. Brejnev, Kadar, Ceausescu, etc. Sur ce plan aussi, on a dû estimer que Cuba ne pouvait plus rester en marge d'une coutume pour laquelle les révolutionnaires cubains n'avaient montré aucun goût jusqu'ici.

Avec son institutionnalisation, c'est tout un aspect de la révolution cubaine qui disparaît.

On ne renie pas les *« barbudos »* de la Sierra-Maestra, bien au contraire. Mais on a délibérément tourné la page la plus romantique de la révolution, au moins autant par nécessité que par raison. *« Etre révolutionnaire ici, pendant longtemps, a impliqué que l'on porte une tenue débraillée et une grosse ceinture à laquelle pendait un énorme pistolet »,* nous disait l'un des nouveaux vice-présidents du Conseil d'Etat, M. Carlos Rafael Rodriguez. *Cela ne pouvait pas s'éterniser sous peine de nuire à la révolution elle-même. »*

Certes, il faut faire la part, dans la nouvelle organisation civile et militaire, de l'impérieux besoin qu'éprouve Cuba de donner un maximum de garanties à l'Union soviétique et aux autres pays du pacte de Varsovie. Il y a la dette de reconnaissance. Il y a des raisons vitales qui tiennent à l'économie et à la sécurité. Il serait vain de nier, enfin, la part de conviction profonde.

Mais il nous apparaît au moins aussi évident que la révolution fidéliste est demeurée essentiellement attachée aux principes qui lui ont donné naissance : patriotisme ardent qui a fait des premiers combattants de l'indépendance les précurseurs de ceux de Moncada et de la Sierra-Maestra, et de l'humaniste José Marti le père spirituel de la révolution ; priorité donnée à la solidarité avec les autres pays latino-américains et caraïbes comme cela se traduit dans les rapports étroits entretenus avec le Mexique, le Venezuela, le Pérou, la Guyana, Trinité-et-Tobago, la Jamaïque et le soutien aux indépendantistes de Porto-Rico... ; préoccupation tiers-mondiste qui se retouve dans tous les discours du leader cubain; fraternité à l'égard de tous ceux qui ont combattu contre Batista : la révolution cubaine n'a pas *« mangé ses enfants »* et, dix-huit ans après, tous les commandants sont, à une seule exception (2), aux postes de responsabilité. Le « Che » est toujours honoré comme héros national.

Non, Cuba n'est pas la « Bulgarie des tropiques ».

Cuba n'a pas davantage perdu sa *personnalité* en se donnant de nouvelles institutions. Elles font largement place à l'initiative des citoyens et devraient permettre de résister à la tentation bureaucratique.

ANTOINE BLANCA.

(2) Hubert Matos, qui tenta un soulèvement en 1959.

Une semaine de cinéma cubain

ORGANISEE à la faveur des accords culturels signés entre la France et Cuba, il y a un an et demi, la Semaine du cinéma cubain *illustre la plupart des aspects et des recherches de l'actuelle cinématographie cubaine* (1).

Né avec la révolution, le cinéma cubain s'est toujours étroitement associé à son devenir et a même pu en devancer certaines exigences. Le documentaire, auquel Santiago Alvarez a attaché un renom prestigieux, est vite apparu comme la meilleure école à laquelle former les réalisateurs de l'ICAIC (2) et, moyennant l'éclatement des limites conventionnelles du genre, le mode d'expression privilégié d'un art et d'une industrie engagés au service du développement, au sein des consciences, du processus révolutionnaire. Aussi ne saurait-on répartir rigoureusement les six longs métrages présentés au cours de cette semaine entre les documentaires et les films de fiction.

Il est, en revanche, possible d'y déceler les principaux courants qui marquèrent la production entre 1972 et 1975, époque durant laquelle ces films ont été tournés,

Restituer au peuple son histoire demeure un souci vital et primordial. C'est le motif central autour duquel organisent leurs variations propres et leur recherche originale des films aussi divers que l'Autre Francisco, *qui ressuscite avec force, à partir de la lecture critique d'un roman de l'époque, cette source de l'insurrection populaire que fut la rébellion des esclaves au dix-neuvième siècle,* Giron, *qui reconstitue, à partir des témoignages vécus de ses acteurs directs, le combat contre les mercenaires débarqués en avril 1961 dans la baie des Cochons,* l'Homme de Maisinicu, *qui déploie son suspense dans les monts de l'Escambray, un des foyers de la contre-révolution.*

ON a pu reprocher au cinéma cubain de se réfugier dans le culte du passé pour éviter de parler du présent. Plusieurs des films présentés témoignent cependant d'une volonté d'être attentif aux quêtes de la conscience individuelle et collective et de dynamiser une réalité habitée par la foi, mais non pour cela exemple de contradictions et de conflits.

Ainsi, l'Ecole nouvelle *fut-elle programmée comme une leçon enthousiasmante sur la nouvelle école aux champs, pour fléchir en douceur les résistances culturelles des parents et des enfants devant ce plan éducatif qui combine l'étude et le travail productif, et dont la séduction finit par triompher. A partir du tribunal populaire tenu sur les lieux mêmes d'un acte de sabotage,* A vous la parole *s'insinue dans les défaillances (abus de pouvoir, laisser-aller) des partisans sincères de la révolution.*

Signe éclatant de polysémie, Humberto Solas, dont on a déjà apprécié l'admirable Lucia, *offre deux films diamétralement différents,* la Cantate du Chili *et* Un jour de novembre. *La* Cantate *s'inscrit dans la recherche d'une conscience internationaliste avec une peinture qui veut être un acte d'espérance pour le mouvement populaire latino-américain, et dont la violence, ô combien présente dans la réalité d'hier et d'aujourd'hui, peut paraître insoutenable.* Un jour de novembre *confirme son auteur comme poète de la femme, une femme qui assume une nouvelle identité et repose, ce faisant, les questions éternelles de l'amour, de la beauté, de la vieillesse, ces autres sources d'inégalité que trop de révolutions négligent.*

M. M.

(1) La *Semaine du cinéma cubain* s'est d'abord tenue à Paris (cinéma Gît-le-Cœur, du 12 au 18 janvier), puis à Tours et à Rennes. Ses prochaines étapes sont Nanterre (Maison de la culture, 13-20 février), Lyon (Le Canut, 23 février-1er mars) et Caen (cinéma Lux, 16-22 mars).
(2) Institut cubain d'art et d'industries cinématographiques.

TÉMOIGNAGES ET VERDICTS PARFOIS CONTRADICTOIRES

La deuxième vague de censeurs de la révolution castriste

CINQ ou six livres bien présentés, volumineux, qui ne lésinent ni sur le poids ni sur le prix, expriment le regain d'intérêt que semble avoir suscité en 1976, auprès de plusieurs maisons d'édition françaises, l'expérience cubaine. Vient confirmer cette impression le fait qu'au moins trois des ouvrages en question ont fait l'objet d'une traduction (de l'espagnol), alors que cette obligation de départ suffit bien souvent à faire écarter un titre, particulièrement en cette période de crise. Ce regain d'intérêt coïncide, à n'en pas douter, *avec le renouveau du discours sur Cuba qu'a* provoqué l'engagement en Angola. On ne saurait non plus négliger le fait qu'après une période de morte-eau en matière d'édition sur l'expérience des Caraïbes, ces ouvrages viennent s'inscrire, en France et dans la géographie des eurocommunismes, dans une lutte idéologique qui s'intensifie à mesure que la conjoncture politique précise les possibilités qu'a la gauche d'accéder au pouvoir. Une telle éventualité posant bien entendu de façon plus urgente les enjeux concrets des alliances, un débat sur Cuba peut être vu comme l'occasion de verser de nouvelles pièces au dossier du socialisme, comme réalité et comme avenir.

La question est donc de savoir ce que ces livres apportent à un débat de cette importance et de cet intérêt. Aident-ils à franchir un pas dans une discussion trop souvent investie par les slogans passionnels de la guerre psychologique ?

Les auteurs tiennent tous, d'une façon ou d'une autre, à s'engager dans ce débat avec les meilleures lettres de crédit. Tous en effet (sauf Joseph Marsant (1) qui tue le « Che » pour « la septième fois ») protestent de leurs bonnes intentions et de leur recherche sincère d'un socialisme à visage humain.

LA maison qui édite le livre de Pierre Golendorf (2) s'est montrée soucieuse de souligner la caution qu'apporte à ce récit le fait que son auteur soit un ancien membre du P.C.F. Dans le prière d'insérer, elle insistait pour que ce livre ne soit pas logé à l'enseigne des matériaux « tendancieux propagés par la propagande anticubaine ».

Mais Pierre Golendorf doit savoir qu'il ne suffit pas de protester de ses bonnes intentions pour tomber, dans la lutte idéologique, cette zone essentielle de la lutte des classes, du côté de ceux que l'on prétend défendre. A moins d'ignorer complètement que l'écriture est pouvoir et que l'antistalinisme ne crée pas un camp à lui tout seul, mais s'insère dans une bataille concrète à laquelle il sert d'arme ou d'expédient.

Il était « attiré par l'étape euphorique des révolutions et non par leurs moments difficiles. Il n'avait ni la foi ni la discipline exceptionnelle qu'ils exigeaient », dira de lui Jorge Edwards, autre « persona non grata à Cuba » (3), tirant ainsi une ligne de démarcation entre son propre *malaise et celui (eurocentriste ?) de Golendorf.* C'est ce lent fourvoiement qui habite le récit de ce dernier jusqu'à son arrestation, sans doute exorbitante, mais ténébreusement appelée par son comportement antérieur, inconsciemment attendue comme argument enfin tranchant et lapidaire contre un régime qui traitait mal ses *états d'âme. Quel profond mépris de la réalité*

Par MICHELE MATTELART

ou quel sens supérieur de l'irresponsabilité peut en effet conduire l'auteur à écrire un soir sur un papier, à manière d'exorcisme ou de défi, qu'il est agent de la C.I.A., dans un pays soumis aux agressions constantes et multiples de cette dernière ! Fantasmes pour fantasmes, ses hôtes cubains, dans toute cette histoire absurde, n'avaient-ils pas aussi le droit d'avoir les leurs ? La page de couverture mentionne que l'auteur a *apprécié* les « réalisations positives » de Cuba, mais omet d'ajouter qu'elles se trouvent rapportées à partir d'un lieu, la prison, avec l'éclairage rétrospectif de cette situation, et évoquées selon un montage plein de signification entre deux visites des gardes (débonnaires, tous les goulag ne se ressemblent pas...). Tels sont les mécanismes concrets de l'écriture à travers lesquels se dénature la bonne intention et commence à opérer la « propagande tendancieuse ».

« Si, au lieu de m'ignorer dès mon arrivée, on m'avait au cours de la première semaine fait visiter ces laboratoires où s'affairaient des multitudes de jeunes à l'aspect sain et gai, mon *expérience globale dans l'île eût été très différente* » (p. 258). Est-ce à dire que le livre de Jorge Edwards, chilien, fonctionnaire diplomatique, chargé par l'Unité populaire d'installer la future ambassade du Chili à La Havane, aurait pu être tout autre chose que ce qu'il est, le rapport d'une autre mésentente ? Tant de légèreté étonne. Quel débat peut légitimement *s'appuyer* sur ces suspicions de mal-aimés, ces actes voilés de vengeance ?

Le cas Padilla pèse sur ces ouvrages. C'est un des nombreux points communs qui en rendent la confrontation à la fois fastidieuse et utile : les mêmes personnages cubains sont convoqués sur la même scène de la belle conscience individuelle, mais il arrive que les verdicts se contredisent et s'annulent l'un l'autre ; le même discours de Fidel Castro (après l'échec de la « zafra » des 10 millions) est interprété par Golendorf comme un monument de démagogie, alors qu'Edwards le reçoit comme l'expression de l'autocritique collective, comme un geste qui engage un vaste mouvement de réflexion et de *polémique dans les centres de travail.* Jusques à quand la discussion sur les libertés individuelles, que les mouvements de la révolution mondiale n'ont que trop différée, stagnera-t-elle dans ces itinéraires subjectifs, où la dénonciation prend l'allure de la répulsion personnelle, du dégoût esthétique et sentimental !

Le Journal de la révolution cubaine, de Carlos Franqui (4), présente l'intérêt considérable d'offrir un grand nombre de documents historiques sur la lutte contre Batista. Les messages, les proclamations, les lettres qu'il renferme et qui permettent de suivre la progression de l'insurrection (non sans lacunes, ni sans une impression générale de désordre et d'imprécision) proviennent des archives que l'auteur eut le loisir de photocopier, lorsque, après avoir été le directeur de Radio-Rebelde dans la *Sierra, il prit* la tête du journal Revolucion à La Havane. Ce volumineux recueil s'ouvre curieusement sur une minuscule introduction, qui laisse présager de la part de Franqui, qui se déclare « fasciné par la clandestinité » (et l'anonymat qu'elle implique), un effacement en hommage à l'aventure collective. Cet effacement est constamment démenti par la suite. Ainsi, n'est-on pas peu surpris de constater que, parmi les trois biographies qui inaugurent la série des documents, se trouvent celle de Fidel, celle du « Che », et... celle de l'auteur.

CE genre de démarche affirme ses intentions à travers la sélection du matériel et son montage. De la première, nous pouvons difficilement juger. Le second nous dévoile les prétentions qu'a l'auteur de prendre une place enviable au pinacle de la pratique et de la théorie révolutionnaires, malgré la superficialité qu'il démontre dans l'analyse. Carlos Franqui, qui ne vit plus à Cuba, ne dit rien des raisons qui l'ont poussé à partir. Nous constatons *simplement* qu'il n'hésite pas à donner à ses positions la caution des plus nobles figures de la période insurrectionnelle, en rapprochant par exemple ses dires de ceux de Frank Païs, abattu par la dictature en juillet 1957. Une contribution non datée de l'auteur sur le « caudillisme » ne se trouve-t-elle pas mise en regard de ces mots écrits par Frank Païs dans une lettre à Fidel avant de mourir : « Dans une révolution, on ne peut tout centraliser sur une seule personne. »

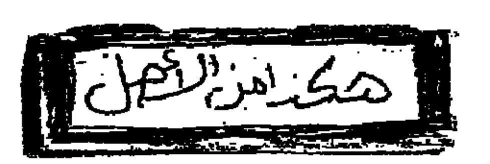
Ce recueil permettrait, s'il en était besoin, de jauger la perversité du pseudo-roman de J. Marsant, où le « Che » est peint comme un nouveau vampire dans la meilleure tradition des clichés qui ont fait recette au cœur de la « guerre froide ». Au nom de la « vérité historique », ce méchant ouvrage, digne d'une sous-série noire, tire sur tout ce qui bouge en Amérique latine, en l'affublant de travestis grossiers. Comment ne pas reconnaître Helder Camara sous ce sinistre Eber Kumera, qui aimait « se faire photographier avec des officiers nazis », et le *fidèle* compagnon du « Che », Inti Peredo, derrière cet Inti Pardo, mot indiquant la couleur du fascisme qui renversa Allende.

L'ouvrage du Vénézuélien Carlos Rangel, Du bon sauvage au bon révolutionnaire (5), mérite un traitement à part, quoiqu'il soit aussi dominé par le spectre du castrisme. L'auteur se *propose* (comment ne pas l'en féliciter) de débusquer les mythes et les mensonges qui ont jeté un voile sur la vraie réalité de l'Amérique espagnole et ont faussé la relation que l'Occident a entretenue avec elle, la convertissant en un jardin d'illusions, un paradis où prospérerait un jour le royaume parfait du millénisme. Rien jusque-là qu'une saine secousse. *Mais lorsqu'on* constate que le terme antithétique de la comparaison (face à l'Amérique-qui-a-échoué) est l'Amérique-qui-a-réussi (l'Amérique du Nord), dont Carlos Rangel vénère (en bon sauvage ?) la puissance, la vigueur, l'optimisme, dont il tient à innocenter explicitement les menées impérialistes, on commence à soupçonner que l'autocritique collective à laquelle il nous convie débouche, en fait, sur le ralliement à un mode de développement, un projet politique, qui a déjà prévu ses alliances.

Est-ce un hasard si ce livre, écrit à l'ombre des programmes social-démocrates (et à leur droite), fut lancé au moment où se réunissaient à Caracas les *états-majors* des social-démocraties européennes et latino-américaines, pour chercher une alternative aux dictatures militaires et aux luttes révolutionnaires ?

Est-ce sur cet autel que devront être immolés les mythes du bon sauvage et du bon révolutionnaire ?

(1) *La Septième Mort du « Che »*, Joseph Marsant, Albin Michel, Paris, 1976, 512 pages, 45 F.
(2) *Sept ans à Cuba, trente-huit mois dans les prisons de Fidel Castro*, Pierre Golendorf, Pierre Belfond, Paris, 1976, 318 pages, 39 F.
(3) *Persona non grata à Cuba*, Jorge Edwards, Plon, Paris, 1976, 401 pages, 50 F.
(4) *Le Journal de la révolution cubaine*, Carlos Franqui, Le Seuil, Paris, 1976, 575 pages, 95 F.
(5) *Du bon sauvage au bon révolutionnaire*, Carlos Rangel, préface de J.-F. Revel, Robert Laffont, Paris, 1976, 378 pages, 45 F.



Point de vue

MOSCOU DEVANT LA POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS EN AMÉRIQUE LATINE

QUELLE sera la politique du gouvernement Carter au sud du rio Grande ? Les dizaines de millions de Latino-Américains qui ont soif de changements radicaux et souhaitent l'élimination de structures sociales archaïques, de la misère, du sous-développement économique, de la subordination politique à leur voisin du nord, se posent aujourd'hui cette question. Un minimum d'attention a été consacré à l'Amérique latine au cours de la campagne électorale, ce qui montre bien les illusions de ceux qui attendent de la nouvelle équipe de la Maison Blanche une politique latino-américaine « juste ».

Quelque cinquante ans séparent la naissance des Etats-Unis de l'indépendance de la plupart des républiques d'Amérique latine. A peine affranchie de la domination coloniale britannique, la jeune nation de l'Amérique du Nord s'est empressée d'endosser la panoplie du colonisateur pour asservir ses voisins du sud. Dix ans après la proclamation de l'indépendance des Etats-Unis, Thomas Jefferson écrivait : « *Notre confédération doit être considérée comme le nid où naît la population future de l'Amérique, tant du Nord que du Sud. Il ne faut pas oublier, en même temps, qu'une pression prématurée sur les Espagnols ne servirait pas les intérêts de ce grand continent. A l'heure actuelle, ces pays sont dans des mains sûres. Mais je crains que les Espagnols ne disposent pas de forces suffisantes pour les garder jusqu'à ce que notre peuple se soit suffisamment renforcé au point de pouvoir absorber graduellement ces possessions* (1). »

<Latinisme> ou socialisme ?

UNE tentative de recueillir, de la main à la main, l'« *héritage espagnol* » ne réussit pas : les peuples d'Amérique latine conquirent leur indépendance politique avant d'être « absorbés », pour reprendre les propres termes de Jefferson. Cette *politique impériale devint l'alpha et l'oméga* de leur ligne « interaméricaine » à toutes les étapes des deux siècles d'histoire des Etats-Unis.

Dans toutes les manifestations de la politique latino-américaine des Etats-Unis, il faut chercher les intérêts égoïstes du *big business*. Selon *Survey of Current Business*, les monopoles des Etats-Unis tirent 4 à 5 dollars de bénéfice net par dollar investi en Amérique latine (2). En 1972-1974, *les monopoles des Etats-Unis ont* investi un peu plus de 2 milliards de dollars en Amérique latine et en ont retiré près de 13 milliards sous forme de bénéfices. C'est là l'une des causes principales de l'hémorragie dont souffre l'organisme économique des pays latino-américains, parallèlement aux mesures commerciales discriminatoires de Washington, aux fluctuations des prix des matières premières produits par l'Amérique latine et des articles industriels des Etats-Unis.

Tout au long de l'histoire de leurs relations avec les pays latino-américains, les Etats-Unis ont invariablement misé sur les régimes antidémocratiques, surtout militaristes. A la fin des années 50 et au début des années 60, les régimes les plus tyranniques *et les dictatures les plus* anciennes, « *garde prétorienne* » de l'impérialisme, s'effondrèrent. Il est caractéristique que ce renversement se soit produit dans des pays situés sur le pourtour du bassin des Caraïbes, dans le « bas-ventre » des Etats-Unis, région qui, historiquement, fut la première soumise à l'expansion. Au début des années 60, on assista au renversement programmé des gouvernements constitutionnels au Brésil, en République Dominicaine, en Bolivie, en *Uruguay, au Chili.*

Aucune mesure agressive de l'impérialisme, à l'exception de la guerre du Vietnam, ne souleva dans le monde une critique aussi unanime à l'adresse des Etats-Unis que leur participation au renversement du gouvernement Allende. Mais un aspect de la tragédie chilienne doit être rappelé. Durant des décennies, l'impérialisme répéta jusqu'à l'obsession aux Latino-Américains que l'arrivée au pouvoir des partis politiques de gauche, en premier lieu des communistes, signifierait la « *fin de la démocratie* ». Pourtant, le gouvernement d'unité populaire, basé sur l'union des socialistes et des communistes, assura les plus larges libertés démocratiques dans le pays, notamment pour l'opposition de droite, qui poussa la clique militaire à la rébellion. La junte a plongé le pays dans un abîme de terreur. Le cas du Chili a montré, une fois de plus, que les pires ennemis de la démocratie sont l'oligarchie, la clique militaire réactionnaire, l'impérialisme. Du haut de la tribune du vingt-cinquième congrès du P.C.U.S., M. Leonid Brejnev a souligné que la tragédie chilienne n'avait nullement rendu caduque la thèse des communistes sur la possibilité des voies révolutionnaires différentes, notamment pacifique, si les conditions nécessaires existent pour cela. Mais elle rappelle impérieusement que la révolution doit *savoir se défendre* (3).

L'Amérique latine est entrée dans le dernier quart du vingtième siècle alors qu'elle était en butte à l'attaque frontale de l'impérialisme et de la réaction locale. Est-ce une cause de pessimisme ? Si l'on considère la lutte des peuples latino-américains comme un processus long et extrêmement complexe, avec ses flux et ses reflux, l'optimisme historique n'est plus un vœu pieux, mais une perspective parfaitement réaliste.

L'auteur de ces lignes a assisté à la façon dont les Latino-Américains accueillirent deux présidents : Dwight Eisenhower et Charles de Gaulle. La visite que fit D. Eisenhower à Montevideo en 1960 fut la première d'un président américain en Uruguay. Les habitants de Montevideo manifestèrent à son égard une rare indifférence. Mais, quand la Lincoln décapotable du président arriva à la hauteur de la faculté d'architecture de l'université, les étudiants déployèrent un calicot portant l'inscription : « *Yankee, go home !* » La police fit usage de grenades lacrymogènes (treize ans plus tard, l'université et toutes ses facultés seront occupées militairement). Mais le vent soufflait du mauvais côté, et la voiture du président se trouva dans la zone infestée par les gaz. « Ike » éternua et se mit à pleurer silencieusement. Au moment du départ, pour se rendre de la résidence de l'ambassadeur américain à l'aérodrome, il jugea plus sage de prendre l'hélicoptère.

En 1964, à Santiago, je fus témoin

Par K. KHATCHATOUROV *

de l'arrivée du chef de l'Etat français. Beaucoup interprétèrent l'accueil chaleureux réservé à de Gaulle comme *une renaissance de l'« esprit du latinisme »*. Si forts que soient les liens historiques entre l'Amérique latine et la France, je doute fort que l'« *esprit du latinisme* » soit vraiment une réalité d'aujourd'hui. Il me semble qu'il est beaucoup plus juste d'interpréter le « *Vive de Gaulle !* » des Latino-Américains comme un « *A bas les Yankees !* »

L'anti-américanisme, comme synonyme d'anti-impérialisme, est intimement lié à la lutte anti-oligarchique, à la lutte démocratique, révolutionnaire et libératrice sur le continent. La force motrice de cette lutte est la classe ouvrière. Plus de la moitié de la population active de l'Amérique latine est constituée par le prolétariat, quelque cinquante millions de personnes. Un représentant sur dix de la classe ouvrière du monde non socialiste est un Latino-Américain. Aux côtés de la classe ouvrière et de la paysannerie, les couches citadines moyennes, en particulier les étudiants et l'intelligentsia, représentent un potentiel révolutionnaire croissant.

Les partis communistes exercent une influence grandissante sur le développement du courant révolutionnaire. Combien de faux prophètes ont tenté de « remplacer » le marxisme-léninisme par leur recette « originale » de réorganisation sociale !

L'histoire a démontré qu'en Amérique latine le mouvement communiste est la force politique la plus répandue et la plus homogène de tout l'hémisphère occidental. La force des communistes n'est pas déterminée par leur nombre, bien que celui-ci soit en augmentation constante. En effet, dans la plupart des pays d'Amérique latine, les partis communistes opèrent depuis de nombreuses années dans la clandestinité ; la carte du parti constitue un laissez-passer pour le cachot, la salle de tortures et le peloton d'exécution. Les communistes *ont acquis l'autorité dont ils jouissent* auprès des travailleurs par leur dévouement sans réserve aux masses, par leurs sacrifices dans la lutte contre la tyrannie, pour la démocratie et le progrès social.

Des patriotes en uniformes et en soutanes

L'EXTENSION et l'approfondissement de la base sociale du mouvement de libération dans la lutte contre l'impérialisme constituent un nouveau témoignage de la situation politique nouvelle qui prévaut en Amérique latine. Des rameaux anti-impérialistes croissent à partir des couches supérieures de la société et ont objectivement un caractère libérateur. Il s'agit des tendances démocratiques *d'une partie de la bourgeoisie nationale*, en particulier dans sa lutte pour l'émancipation économique et, en outre, du nouveau rôle joué par les militaires et l'Eglise catholique.

Quand, il y a huit ans, un bouleversement se produisit au Pérou et que le pouvoir passa aux mains des militaires, personne ne pouvait prévoir les conséquences sociales de cet événement qui avait les apparences d'un putsch militaire comme bien d'autres. Mais ce fut le point de départ d'une *révolution anti-impérialiste et anti-oligarchique*. Pour la première fois dans l'histoire de l'Amérique latine, les forces armées se sont mises au service de la cause de l'indépendance nationale et du progrès social. Le « phénomène péruvien » a accéléré la maturation de processus analogues dans les forces armées d'un certain nombre d'Etats du continent. Huit jours seulement après le début des événements historiques du Pérou, le tonnerre éclata dans la petite république *de Panama : un gouvernement militaire* patriotique dirigé par le général Omar Torrijos avait pris le pouvoir. Au cours des quatre années qui ont suivi, des gouvernements militaires ont accédé au pouvoir en Bolivie (il a été liquidé en 1971 à la suite d'un coup de force *pro-impérialiste*), en Equateur et au Honduras. Ces événements ont démontré que le « phénomène péruvien » ne constituait pas une exception à la règle.

Comment expliquer le développement de tendances patriotiques et démocratiques au sein des forces armées de toute une série de pays latino-américains ? La plupart de leurs chefs n'ont-ils pas été formés dans des centres militaires américains, entraînés aux opérations « antisubversives » ? Il est vrai que ce dressage a eu un effet « boomerang ».

L'une des causes de la démocratisation des forces armées, en particulier des forces de terre, est la perte, par le corps des officiers, de son caractère de caste, le changement de sa composition sociale, le recrutement des officiers parmi, surtout, les couches moyennes. Mais l'origine « plébéienne » de la majorité des officiers ne saurait expliquer à elle seule le développement des tendances progressistes dans les forces armées d'un certain nombre de pays, en particulier si on la sépare de la situation historique concrète. Dans les conditions d'une crise *structurelle aiguë, d'une crise du modèle* traditionnel du pouvoir civil, les chefs des forces armées peuvent jouer le rôle d'« arbitres » dans les conflits sociaux, ressentir comme leurs les intérêts légitimes et les aspirations des couches sociales dont ils sont issus.

En Amérique latine, aucune forme d'idéologie n'a subi de changements aussi rapides au cours des dernières années que la religion, en premier lieu *la religion catholique*. La crise d'idées du catholicisme mondial, dont la manifestation la plus évidente fut Vatican II, a une influence directe sur l'Eglise en Amérique latine. Mais l'évolution de celle-ci, en particulier de son aile radicale « rebelle », surtout en ce qui concerne les problèmes sociaux et la politique de l'impérialisme, a largement débordé le cadre des décisions de Vatican II. La tentative d'expliquer l'opposition croissante de l'Eglise aux dictatures militaires pour leur seule activité répressive manque de fondement. Comme le montre toute l'histoire de l'Eglise de l'Amérique latine, à de très rares exceptions près, elle a toujours constitué un appui idéologique pour les régimes militaro-policiers.

Le coup d'Etat de 1964 au Brésil a constitué un tournant dans l'attitude de l'Eglise à l'égard de la politique des régimes militaires. L'Eglise faisait partie intégrante des forces qui ont provoqué le putsch. Mais la terreur déchaînée par le régime militaire n'a pas seulement frappé les croyants, elle a aussi touché les serviteurs de l'Eglise. Comme au temps de l'Eglise primitive, « *l'heure des catacombes a sonné pour l'Eglise brésilienne* », pour reprendre l'expression d'un auteur (4). L'Eglise des autres pays latino-américains a tiré des conclu*sions précises de la « leçon brésilienne »*. Dans les coups d'Etat militaires réactionnaires organisés par l'impérialisme des Etats-Unis (en Bolivie, en Uruguay, au Chili), l'Eglise ne s'est pas comportée en instrument déclaré des putschistes et, dans l'ensemble, a pris une position neutre, patriotique au Chili.

Coopération sur la base de l'égalité en droits

L'INSTAURATION du socialisme à Cuba a constitué une défaite historique de l'impérialisme. Ceux qui, dans le silence de leur cabinet de travail, créent sur le papier un modèle de « *socialisme idéal* », ne peuvent ignorer une vérité élémentaire : Cuba, en tant qu'unique « modèle » réel du socialisme dans l'hémisphère occidental, a démontré le caractère universel de la théorie et de la pratique marxiste-léninistes comme voie de la réorganisation révolutionnaire de la société. Fidel Castro a maintes fois souligné que la révolution cubaine était l'héritière de la révolution d'Octobre en Russie.

La politique de l'Union soviétique à l'égard de l'Amérique latine est caractérisée par sa profonde continuité et son esprit de principe, selon trois tendances fondamentales :

— Premièrement, la politique de l'Union soviétique tend à développer au maximum la coopération fraternelle avec Cuba, partie intégrante et inséparable du système mondial du socialisme ;

— Deuxièmement, l'Union soviétique et son parti communiste expriment leur soutien moral et politique aux peuples qui sont l'objet de l'agression impérialiste ; ils manifestent leur solidarité avec les victimes du fascisme et de la réaction ;

— Troisièmement, l'Union soviétique se déclare prête à développer des relations mutuellement avantageuses avec les pays de l'Amérique latine sur la base de l'égalité en droits et de la non-ingérence dans les affaires intérieures. L'U.R.S.S. entretient des relations diplomatiques normales au niveau des ambassadeurs avec quatorze Etats de l'Amérique latine. En *1975, le volume du courant d'échanges* entre l'U.R.S.S. et les pays de l'Amérique latine (Cuba non comprise) a dépassé pour la première fois un milliard de dollars, pour atteindre 1,2 milliard de dollars, soit quinze fois plus qu'en 1970.

Du haut de la tribune du vingt-cinquième congrès du parti communiste, M. Leonid Brejnev a déclaré que « *nous soutenons l'aspiration de ces pays à la consolidation de leur indépendance politique et économique et saluons l'accroissement de leur rôle dans la vie internationale* (5) ». L'Union soviétique fait en sorte que la voix indépendante de l'Amérique latine se fasse entendre de plus en plus haut et ferme dans l'arène internationale. Tous les amis sincères des peuples de l'Amérique latine ne peuvent manquer de s'intéresser au sort de ce continent, au passé si difficile, au présent mouvementé et au brillant avenir. Telle est précisément l'appréciation de l'Union soviétique quant aux perspectives de développement de l'Amérique latine, à sa place dans l'histoire et dans le monde moderne.

* Membre du Conseil scientifique de l'Institut d'Amérique latine de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S., vice-président de l'agence Novosti, Karen Khatchatourov a écrit un certain nombre d'ouvrages sur l'histoire et les problèmes actuels de l'Amérique latine. Son livre le plus récent, *l'Opposition des deux Amériques* (Moscou, 1976) est consacré aux relations entre les Etats-Unis et l'Amérique latine.

(1) *The Writtings of Thomas Jefferson*, Washington, 1858, vol. I, page 516.

(2) *Survey of Current Business*, Washington, 1971, n° 10, pages 31-32.

(3) L.I. Brejnev, *Rapport d'activité du comité central du P.C.U.S. et tâches immédiates du parti en politique intérieure et extérieure*, éditions de l'Agence de presse Novosti, Moscou, 1976, page 55.

(4) Paulo Schilling, *Brasil, Perspectivas de la revolucion*, Buenos-Aires, 1967, page 31.

(5) L.I. Brejnev, op. cit., page 39.

A la veille d'un nouveau Medellin

LES ÉGLISES CATHOLIQUES ET

En quête des signes du temps...

Par JEAN-PIERRE CLERC

Le Vatican a annoncé, à la fin de décembre 1976, la convocation d'une troisième assemblée générale de l'épiscopat latino-américain en 1978, à l'occasion du dixième anniversaire de la réunion de Medellin qui avait été inaugurée par le pape Paul VI lors de son voyage en Colombie.

Cette décision est d'une importance considérable, à l'heure où des affrontements entre l'Eglise catholique et l'Etat ont lieu dans la plus grande partie du sous-continent, et notamment dans le cône sud. Elle peut provoquer de grandes tensions. Mais elle manifeste aussi le souci du chef spirituel du catholicisme de manifester sa solidarité avec les nouvelles « *églises souffrantes* » d'outre-Atlantique.

TROIS événements symboliseront peut-être l'année 1976 dans les chroniques de l'Amérique latine : *le coup d'Etat militaire du 24 mars* en Argentine — qui acheva, pour combien de temps, de placer sous la botte le sud du sous-continent ; — l'institutionnalisation, achevée le 2 décembre, de la révolution cubaine, *épilogue* d'une aventure politique vieille de plus de vingt ans et dont le retentissement demeure immense ; et l'arrestation à Riobamba, le 12 août, d'un groupe d'évêques venus de tout le continent pour participer, en Equateur, à une réunion pastorale aussitôt dénoncée comme « *subversive* » par les autorités de Quito.

L'épisode de Riobamba est important à plus d'un égard. Tout d'abord il a mis en présence les sbires d'un régime *militaire — pourtant considéré*, jusqu'à nouvel ordre, comme l'un des plus « modérés » de la région — et des représentants de l'Eglise. Armée contre catholicisme : c'était le choc de deux forces répandues — les seules peut-être à *ce point — dans tout le* sous-continent, et dont dépend, largement, son avenir. Mettant en cause des prélats venus de sept pays latino-américains, l'affaire de Riobamba éclairait d'un jour extrêmement cru le *caractère continental de la* répression — en même temps qu'il rappelait que des solutions à l'actuelle situation d'oppression commençaient à être imaginées au même niveau transnational.

En second lieu, la répression visait, cette fois, non plus des chrétiens de la base, ou des prêtres, mais des évêques : elle attaquait donc la structure même de l'institution. Enfin, les autorités équatoriennes ont « embarqué » — le mot n'est pas excessif — dans la même galère des prélats latino-américains et... quatre évêques venus des Etats-Unis.

Hautement symbolique, l'incident de Riobamba n'est cependant pas le plus douloureux qu'ait eu à souffrir l'Eglise latino-américaine en 1976. Il n'y a pas eu, cette fois, mort d'homme, et les prélats ne sont restés détenus que quelques heures. Une douzaine d'ecclésiastiques ont, en revanche, payé de leur vie ces derniers mois, en Argentine et au Brésil, leur engagement « *au service du monde* ». Parmi eux, il faut très probablement compter un évêque argentin, Mgr Angelelli, de la Rioja, décédé dans un accident de voiture extrêmement suspect. Les clercs emprisonnés ou enlevés se comptent par douzaines, essentiellement en Argentine. Un évêque brésilien, Mgr Adriano Hipolito, a été capturé, l'été dernier, par un commando se réclamant d'une « *alliance anti-communiste* » ; il a été retrouvé peu après, nu et le corps enduit de mercurochrome. Intimider les ecclésiastiques, attenter à leur prestige : telles sont les méthodes aujourd'hui utilisées pour tenter de museler, au sein de l'Eglise, les oppositions aux projets totalitaires de certains Etats.

Comment, dans plusieurs pays situés au sud du Rio Grande, une institution qui, depuis l'époque de la conquête, avait été, pour le moins, la caution spirituelle de tous les pouvoirs établis, en est-elle venue à prendre ses distances par rapport aux puissants du jour ?

Une formidable espérance

TOUT commence à la deuxième assemblée générale de l'épiscopat *latino-américain*, à Medellin (Colombie) en 1968. Cette réunion avait été convoquée pour adapter à la situation du « *plus grand continent catholique* » de la planète les recommandations du concile Vatican II. Son *inauguration* par le pape Paul VI devait donner un lustre particulier à l'événement.

Le concile avait, incontestablement, surpris les Eglises du sous-continent, engluées dans la pompe et le dogme, paralysées par la dévotion bigote de leurs fidèles, attardées, pour la plupart, dans un dix-neuvième siècle somnolent. Les prélats latino-américains y avaient pris peu de part. Seul *un petit groupe d'évêques du nord-est* du Brésil, conduits par leur confrère de Recife, Dom Helder Camara, s'étaient efforcés de faire entendre, dans la cité papale, les préoccupations des catholiques des pays *sous-développés. Mais entre le début* de Vatican II en 1962 et Medellin, beaucoup d'eau avait coulé sous les ponts en Amérique latine.

Le succès de la révolution cubaine avait déclenché, dans plusieurs pays, une formidable espérance. Des foyers de guérilla s'étaient implantés ici et là — au Venezuela, au Pérou, en Bolivie... Après des décennies d'immobilité, une dynamique sociale se mettait en route. L'Amérique latine, disait-on, est « *un baril de poudre* ». Au profit de quelles forces allait-il sauter ? Il faut, disait Ernesto Guevara, « *créer un Vietnam, deux Vietnam, dix Vietnam* » au sud du Rio Grande. De « *continent neuf* », l'Amérique latine commençait à *devenir*, à ses propres yeux, un morceau du tiers-monde. En même temps, les milieux conservateurs remâchaient leur peur. Déjà mûrissaient les plans d'endiguement, puis de reconquête totale. *Mais qui y pensait dans l'euphorie de* ces années ?

Les Eglises du sous-continent étaient plongées dans un véritable maelström. Elles devaient opérer leur *aggiornamento* intérieur, « *rattraper en quelques mois ce que les Eglises européennes avaient fait en quatre-vingt ans* » (1). En même temps, il leur fallait définir une nouvelle relation avec un siècle qui s'emballait.

Au plan politique, elles crurent sans doute voir « *le doigt de Dieu dans l'histoire* » à la victoire, en 1964, du démocrate chrétien chilien, M. Eduardo Frei. « *Révolution en liberté* ». *Nombre des clercs qui* étaient revenus de Vatican II convaincus que l'Eglise devait, désormais, prêcher « *l'Evangile des pauvres* », mais qui n'en redoutaient pas moins « *le marxisme athée* », virent dans le slogan de la démocratie chrétienne chilienne la nouvelle « *espérance continentale* ». Très vite, pourtant, ils durent déchanter. Tout d'abord, ils constatèrent, au Chili, que l'on ne parle pas de « *révolution* » sans déchaîner des espoirs mal contrôlables. Ensuite, la démocratie chrétienne n'avait guère de chance, et, tout simplement, d'existence, ailleurs dans l'hémisphère — sinon au Venezuela et dans quelques petits pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. Enfin, on commençait à se rendre compte que le coup d'Etat militaire de 1964 au Brésil était bien autre chose qu'un pronunciamiento de plus.

Au plan religieux, la plupart des Eglises s'interrogent loyalement, vers le milieu des années 60, sur les conséquences à tirer de Vatican II. Un « *mouvement de retour à la pauvreté* » se dessine un peu partout : des évêques abandonnent leur palais ; des Eglises distribuent leurs terres ; des religieux abandonnent les collèges huppés où ils enseignaient pour aller *évangéliser les campagnes* ou travailler dans des bidonvilles. En 1966, quinze évêques, la plupart en fonction dans le Nord-Est brésilien, publient un « *message* » montrant clairement que, de plus en plus, pour certains prélats latino-américains, « *être au service du monde, c'est assumer la cause du développement du tiers-monde* » (1). Dans une lettre de 1966 aux provinciaux d'Amérique latine, le Père Arrupe, général des jésuites, déclare que « *le problème social est la priorité de notre stratégie apostolique* ». En 1966 aussi, un curé issu d'une excellente famille colombienne, Camilo Torres, meurt les armes à la main dans un affrontement avec les forces de l'ordre de son pays. L'encyclique *Populorum progressio*, publiée l'année suivante, est tout spécialement destinée à l'Amérique latine, « *la partie catholique du monde sous-développé* ».

C'est dans ce contexte que survient, en août 1968, l'assemblée de Medellin. Une minorité de prélats convaincus que l'Eglise doit désormais être « *servante et pauvre* » donnent le ton à la réunion. C'est un coup de tonnerre. Les documents soumis à l'appréciation des évêques décrivent un continent opprimé, colonisé, victime d'une « *violence institutionnalisée* » dont l'origine est à rechercher tant à l'intérieur des sociétés qu'à *l'extérieur d'elles-mêmes* — autrement dit au nord du Rio Grande, chez le « protecteur » américain. Face à cette situation, la nouvelle mission de l'Eglise est de « *libérer les pauvres* ». Pour une majorité des présents, le *choc est rude. Mais l'enthousiasme* post-conciliaire joue son rôle, et ces documents sont approuvés, malgré les réticences du seul épiscopat colombien.

Les Eglises du sous-continent vont désormais vivre à l'heure de Medellin, devenu « *le point culminant, la référence obligatoire, la Grande Charte* » (1). Ou le coup de trompette de l'ange de l'Apocalypse ? Car, du côté des civils, des forces de signes contraires *s'amoncellent, porteuses* de violents orages. En 1970, le sud du sous-continent paraît offert aux forces progressistes et révolutionnaires. Salvador Allende l'emporte au Chili, par les urnes, et le général Torres en *Bolivie, par les armes.*

péruviens, au pouvoir depuis 1968, ont commencé à bousculer l'oligarchie dans leur pays et lancent la réforme agraire. En Uruguay, le Front élargi paraît susceptible de gagner les élections de 1971, et les Tupamaros semblent maîtres du terrain. En Argentine, la réaction populaire contre les militaires conservateurs au pouvoir depuis 1966 est telle que ceux-ci commencent à envisager le rappel de Juan Peron.

Mais, en août 1971, le reflux de la vague commence : le général Banzer l'emporte en Bolivie. En 1973, le mouvement populaire est mis au pas en Uruguay par une poignée de généraux « gorilles ». Quelques semaines plus tard, le « printemps argentin » — les espoirs progressistes des Montoneros qui ont fait élire Hector Campora pour mieux faire revenir Juan Peron — sombre à son tour. Le 11 septembre 1973, le général Pinochet fait bombarder le palais de La Moneda, et la mort d'Allende sonne le glas de l'Unité populaire et du Chili démocratique. En 1976, enfin, le général Videla prend le pouvoir à Buenos-Aires, et les officiers péruviens semblent se résigner à suivre les conseils de « *saine gestion* » du Fonds monétaire international. Quant aux militaires brésiliens, ils poursuivent, depuis près de treize années, avec des fortunes diverses, une « *révolution* » qui profite exclusivement à la mino-

Les Eglises, qui, à Medellin, semblaient avoir rejoint leur siècle, se font, dans ces tempêtes, « tabasser » comme coquilles de noix. Pour elles, la période 1962-1968 avait été le temps de l'euphorie. La fin de la décennie et le début de la suivante sont des « années terribles ». Beaucoup de prêtres, trop brutalement happés par l'histoire, demandent leur réduction à l'état laïc. « *Il y a eu plus de curés qui se sont mariés en Amérique latine dans ces années-là que partout ailleurs* » (1). Ceux qui s'en vont sont, naturellement, les plus actifs. La crise des vocations est profonde. Des centaines de séminaires ferment leurs portes.

Pour une minorité de prêtres et de laïcs très engagés, l'*aggiornamento* de Medellin est dérisoirement insuffisant. Dans la plupart des pays, ils se regroupent pour mieux aiguillonner leur hiérarchie — la défier parfois. Au Chili, quatre-vingts ecclésiastiques signent, en avril 1971, le manifeste des « *chrétiens pour le socialisme* ». En Argentine, peu avant, était né le mouvement des « *prêtres pour le tiers-monde* ». Une même inspiration avait rassemblé, en Colombie, les « *prêtres pour l'Amérique latine* » ; en Equateur, les « *chrétiens pour la libération* » ; au Mexique, les « *chrétiens solidaires* » ; au Pérou, le groupe ONIS (Office national d'informtaion *sociale*).

La reprise en main

POUR *un grand nombre* d'ecclésiastiques, en revanche, Medellin est au mieux un point d'aboutissement, au pire un bref moment de folie. Il importe donc, désormais, d'en limiter les effets — même si l'on n'ose pas encore remettre en question ce qui y a été décidé. Le reflux de la vague au plan politique aura sa réplique dans l'Eglise. Dès 1972, la CELAM (Conférence des épiscopats latino-américains — qui avait été le « bureau » de l'assemblée de Medellin) est reprise en main à l'occasion d'une réunion à Sucre (Bolivie) par des éléments beaucoup plus modérés. L'actuel secrétaire général de la CELAM, *Mgr Lopez Trujillo, est issu de l'Eglise* la plus conservatrice du continent : celle de Colombie. Il bénéficie de l'appui discret de la commission pontificale pour l'Amérique latine, au Vatican. L'un de ses conseillers les plus écoutés est un jésuite belge, le Père Veckemans, qui a travaillé naguère pour M. Eduardo Frei. Il jouit, auprès des conservateurs catholiques du continent, de la même aura que celle du Père Comblin, autre jésuite belge, dans les milieux progressistes et « pastoraux ».

Faute d'expérience, ou par légèreté, les Pères rassemblés à Medellin avaient négligé de poser ouvertement une question fondamentale : quelles sont les conditions politiques de nature à favoriser, ou simplement rendre possible, la prédication de « *l'Evangile des pauvres* » ? Vatican II non plus n'avait guère soulevé ce problème. C'est que, pour les représentants des pays développés, qui avaient donné le ton au concile, la question ne se posait guère : dans la vieille Europe, la démocratie — libérale ou mâtinée de « social » — est considérée comme un fait acquis dans les limites duquel doivent s'inscrire les efforts de progrès social. Les prélats latino-américains — séculairement formés à considérer leur continent comme un simple prolongement culturel de l'Europe — avaient implicitement admis, en 1968, que ce qui était bon de l'autre côté de l'Atlantique valait pour eux aussi. Ce fut donc un dur réveil que la défaite, en 1970, de l'expérience continentale qui s'inscrivait le mieux dans ce schéma : celle de la démocratie chrétienne chilienne — même si, à la même époque, la démocratie chrétienne vénézuélienne réussissait à faire élire le président Caldera.

Face à la montée des forces progressistes, les différentes Eglises *n'ont* pas eu immédiatement la même réaction. Les plus conservatrices se sont aussitôt raidies. Les plus ouvertes ont, d'abord, observé — avec un scepticisme de plus en plus mêlé de crainte — avant de lancer un cri d'alarme, et, finalement, de passer dans le camp adverse. L'expérience du Chili est, de ce point de vue, typique. Le cardinal de Santiago, Mgr Silva Henriquez, était, symboliquement, présent à la tribune officielle aux côtés du président Allende les 1er mai 1971 et 1972. Mais il était ostensiblement absent le jour de la fête du travail de 1973. Et la première réaction de la hiérarchie après le coup d'Etat du 11 septembre a été de légitimer non, certes, les excès du général Pinochet, mais, en tout cas, le renversement de l'Unité populaire. Comportement hésitant-typique, dirait un marxiste, de ces classes moyennes dont sont issus la majorité des évêques.

Il faut sans doute faire une place à part à l'Eglise du Pérou. Non seulement, *en effet*, elle ne s'est pas mise en travers du courant de réforme, mais elle l'a même appuyé — voire, discrètement, inspiré. On a pu dire du régime du général Velasco Alvarado qu'il était seul de son espèce, à la *fois* révolutionnaire et chrétien. L'Eglise, dans ce pays, était dans une situation assez inespérée : les généraux de Lima étaient, en somme, les seuls progressites du continent qui ne risquaient pas trop d'être débordés par l'orage qu'ils déchaînaient. Disposant de la force, ils étaient à la fois le moteur et le frein — semblables, en quelque sorte, à ces gouvernants « éclairés » qu'au long de l'histoire les princes de la hiérarchie catholique ont aimé appuyer... et parfois guider. Depuis que le gouvernement du Pérou s'oriente vers la droite, l'Eglise de ce pays est redevenue à peu près muette.

Où en sont, aujourd'hui, les différentes Eglises nationales après la défaite et l'écrasement des mouvements populaires et révolutionnaires, dans toute la partie méridionale de l'Amérique du Sud, et à l'heure des régimes militaires triomphants ?

Au risque de grossir le trait, on peut dire qu'elles se situent très en retrait par rapport à « *l'esprit de Medellin* » dans tous les pays compris entre le Rio Grande et le cône sud. En revanche, dans les pays qui *gémissent* aujourd'hui *sous* des régimes militaires d'inspiration totalitaire, elles sont devenues à la fois plus conscientes d'elles-mêmes, plus actives — plus inspirées par « *l'esprit évangélique* » et le désir de contribuer à « *libérer les pauvres* ».

La palme du conservatisme revient à l'Eglise de Colombie. A l'heure où ses homologues du sud du continent sont persécutées par des régimes conservateurs, la conférence épiscopale de ce pays a jugé opportun, en novembre 1976, d'émettre une condamnation de « *certains groupes de catholiques* » qui tendent à « *s'aligner sur les idées marxistes* ». On peut immédiatement avancer une *explication* : la hiérarchie épiscopale de ce pays est la seule du continent à avoir gardé ses grands domaines. De surcroît, elle se recrute encore largement dans les plus grandes familles du pays.

Les épiscopats mexicain, vénézuélien, équatorien, ceux d'Amérique centrale, sont, également, conservateurs — à de notables exceptions près, comme Mendes Arceo, évêque de Cuernavaca (*Mexique*), *ou Mgr Leonidas* Proaño, de Riobamba, organisateur de la réunion interrompue du mois d'août dernier en Equateur. Les hiérarchies catholiques de ces pays sont moins conscientes de leur unité que *leur homologue colombienne*, et — en partie de ce fait — à peu près absentes du grand débat ecclésial qui agite aujourd'hui l'Amérique latine.

Très conservatrice est également, au sud du continent, l'Eglise *d'Argentine*. Trois ou quatre évêques de ce pays seulement — sur soixante-dix — sont demeurés profondément attachés à « *l'esprit de Medellin* » (parmi eux figurait Mgr Angelelli, tragiquement *décédé l'été dernier*). Beaucoup ont applaudi à l'arrivée des militaires le 24 mars 1976. Les excès anticléricaux du péronisme, au début des années 50, expliquent largement cette orientation conservatrice. Mais les épreuves vécues, ces derniers temps, par l'Argentine et son clergé font évoluer très rapidement la situation. La hiérarchie a été amenée, en particulier, à se préoccuper de la sécurité de ses prêtres — sans pour autant parvenir, lors de sa dernière conférence en novembre, à une position commune contre les violations des droits de l'homme dans le pays.

A cette notable exception près, la majorité, *dans les assemblées épiscopales* des pays situés au sud du sous-continent, est aujourd'hui détenue par des prélats d'esprit progressiste.

Il importe, cependant, de se garder de simplifications abusives. Le Père Charles Antoine (2) estime que l'on peut ainsi classer les évêques latino-américains : ceux qui sont spontanément « *sensibles à la justice sociale* » ; un « *marais* » qui se subdivise lui-même en deux « *sensibilités* » : les « *pastoraux* » — qui, en cas de conflit avec les pouvoirs publics, mais en ce cas seulement, sont disposés à pratiquer l' « *ouverture* », au nom des valeurs évangéliques, et les « *juridiques* » qui, lorsque se profile un affrontement sérieux avec les gouvernants, cèdent à tout coup, de peur d'affaiblir le régime et de renforcer, ainsi, le « *marxisme athée* » ; enfin, il existe une aile d'extrême droite, qui ne vacille jamais dans son soutien aux dictatures. En joignant leurs voix, les évêques « *sociaux* » et « *pastoraux* » disposent de la majorité dans les conférences épiscopales de tous les pays à régime militaire du sud de l'Amérique latine — hormis, nous l'avons vu, en Argentine.

Pour faire image, disons que le courant « social » représenterait actuellement 30 % de l'épiscopat brésilien, les « pastoraux » 25 %, et l'extrême droite 15 %. Au Chili, *sur* vingt-quatre évêques, cinq ou six peuvent être, décidément, rangés dans le courant « social », et à peu près autant parmi les inconditionnels du général Pinochet. Les autres s'alignent, le plus souvent, sur l'archevêque *de Santiago*, le cardinal Silva Henriquez — que son esprit « pastoral » pousse chaque jour davantage à défendre les valeurs évangéliques contre les puissants du moment.

---

(1) Ces citations sont du Père Joseph Comblin. La partie historique de cet article doit beaucoup aux travaux de cet ecclésiastique, aujourd'hui auprès de l'évêque de Talca, au Chili.

(2) Le Père Charles Antoine est directeur du bulletin hebdomadaire *DIAL* (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine, 170, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris).

LE POUVOIR MILITAIRE EN AMÉRIQUE LATINE

Les assemblées épiscopales de ces pays du sud du sous-continent sont, dans l'ensemble, d'autant plus unies en faveur de la « *libération des pauvres* » que l'installation, chez elles, d'un régime oppressif est plus ancienne.

L'Eglise du Paraguay, qui, depuis vingt-deux ans, vit sous la férule du général Stroessner, est globalement hostile à la dictature et, dans sa grande majorité, imprégnée d'esprit social. Le 12 juin dernier, réunis à Asuncion, les onze évêques ont dénoncé les persécutions souffertes par l'Eglise de ce pays. L'opposition entre la hiérarchie catholique et l'Etat est allée croissant depuis décembre 1974, date à laquelle des forces gouvernementales ont attaqué des communautés paysannes d'inspiration chrétienne, puis arrêté plusieurs prêtres, et notamment des jésuites. Huit d'entre eux ont été expulsés, et trois au moins demeurent détenus.

Pour être moins uni, l'épiscopat brésilien n'en manifeste pas moins une fermeté impressionnante; après plus de douze années de régime militaire, contre cette oppression des plus pauvres sur quoi l'actuel régime a fondé sa prospérité. Dans le document sans doute le plus ferme jamais écrit par la hiérarchie catholique d'un pays latino-américain, la conférence des évêques a, en novembre dernier, dénoncé avec vigueur « *le climat de violence et d'arbitraire* » qui règne dans le pays, spécialement à l'encontre des « *sans-défense* ». Quelques semaines plus tard, elle s'élevait contre « *un système où l'argent achète la justice et les consciences* ». La hiérarchie catholique a défendu avec une fermeté croissante, ces derniers mois, les paysans d'Amazonie dépossédés de leur lopin et les Indiens de cette même région, menacés d'extermination par les grandes compagnies qui ont entrepris de mettre en valeur, à marche forcée, la grande *selva*. A peine moins qu'en Argentine, le clergé de ce pays a payé, en 1976, un lourd tribut à la répression : deux morts, et combien d'emprisonnés et de torturés ? Les observateurs notent qu'une partie de l'Eglise brésilienne est désormais animée de « *l'esprit du martyre* ». « *L'Eglise du Brésil vit aujourd'hui un moment d'épreuve dont elle sortira purifiée et plus forte* », déclare un récent document de la C.N.B.B. (Conférence nationale des évêques brésiliens) (3).

L'Eglise bolivienne, qui a, elle aussi, une certaine expérience de la répression, a également pris des positions courageuses à plusieurs reprises. L'épiscopat a dénoncé le massacre, survenu en janvier 1974, de paysans dans la haute vallée de Cochabamba. L'Eglise a apporté son soutien aux travailleurs des mines d'étain en grève. Cela lui a valu l'hostilité du régime du général Banzer, qui a, en particulier, fait fermer une station de radio lui appartenant.

Cette Eglise a eu le douteux privilège d'avoir été la cible du premier « *plan de lutte* » jamais connu — sinon jamais élaboré — contre une hiérarchie catholique latino-américaine. Ce document en quinze points, élaboré par le service de renseignement de l'armée (Cf. *le Monde diplomatique* d'août 1975), recommande notamment de s'en prendre non à l'Eglise dans son ensemble mais à son secteur le plus avancé ; de viser surtout les étrangers — qui, en Bolivie comme dans la plupart des autres pays d'Amérique latine, représentent plus de la moitié du clergé ; de collaborer, sur cette question, avec la C.I.A. et de constituer un fichier des ecclésiastiques. Certaines dispositions de ce plan ont déjà été mises en application, en Bolivie et dans d'autres pays de la région...

Escalade au Chili

LA situation de l'Eglise chilienne est mieux connue : surtout depuis 1970, ses faits et gestes ont été régulièrement relatés, et souvent avec minutie, dans la presse européenne. De fait, elle a accompagné le mouvement de transformation politique le plus ample de toute l'Amérique latine, depuis le gouvernement conservateur de M. Alessandri jusqu'à la dictature du général Pinochet, en passant par l'expérience démocrate de M. Frei et l'Unité populaire de Salvador Allende.

Dans son attitude, un élément, surtout, retient l'attention : ses oscillations, au gré de l'événement, forment un contraste frappant avec l'affirmation répétée de son soutien à quelques principes intangibles. Oscillations toujours concomitantes de celles de la démocratie chrétienne et, plus généralement, de celles des classes moyennes chiliennes. Les progressistes du monde entier étaient encore abasourdis de la caution que la hiérarchie épiscopale avait apportée au coup d'Etat sanglant du 11 septembre 1973 que celle-ci en condamnait déjà les excès, et mettait sur pied le Comité de coopération pour la paix — devenu un modèle dans tout le sud du continent — en vue de panser les plaies ouvertes. Dès avril 1974, elle dénonçait les atteintes aux droits de l'homme perpétrées par le nouveau régime. Mais à l'automne de 1975, dans un document intitulé « *Evangile et paix* », elle légitimait le *golpe*, estimant que l'intervention des forces armées avait prévenu l'installation d'une dictature marxiste au Chili. Silencieuse lors de la réunion de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) en juin dernier à Santiago, elle a vivement réagi, en août, aux incidents qui avaient marqué, à l'aéroport de la capitale, le retour des trois évêques présents à la réunion de Riochamba.

Par tactique sans doute, la hiérarchie ménage encore la personne du général Pinochet lui-même — à l'inverse de l'Unité populaire, qui concentre sur lui toutes ses attaques. Le chef de l'Etat est décrit, en août dernier, par Mgr Gonzalez, un des évêques les plus « avancés » du pays, comme « *un homme honnête, sérieux, s'efforçant de bien faire* ». Mais le grave incident de l'aéroport de Santiago a engagé l'Eglise chilienne dans une opposition apparemment sans retour au système dictatorial. L'excommunication des agents de la police secrète qui avaient organisé la manifestation d'hostilité aux prélats marque, en tout cas, une sérieuse escalade dans le conflit.

Mention spéciale doit enfin être faite de l'Eglise de l'Uruguay. Ce pays est un des seuls du sous-continent où existe une certaine tradition officielle d'anticléricalisme. C'est dire que son épiscopat ne dispose pas des moyens d'action dont usent volontiers ses homologues des Etats voisins pour tenter de redresser certaines attitudes intolérables du pouvoir pour « *fléchir le prince chrétien* ». L'Eglise de la petite « République orientale » est, plus que jamais, l'objet de brimades de la part de l'actuel régime autoritaire. Un document pastoral, signé en novembre 1975 par les douze évêques uruguayens, a ainsi été censuré par les pouvoirs publics. Le prélat de Salto, un *Français*, Mgr Mendiharat, s'est vu interdire le retour dans son diocèse il y a trois ans. D'abord installé en Argentine, il a dû se réfugier en Europe il y a quelques mois.

Un peu partout dans le sud du sous-continent, les Eglises se trouvent donc aujourd'hui en état de « *résistance spirituelle à un type de régime opposé aux valeurs chrétiennes* », selon le mot du Père Antoine. « *Ce qui ennuie les gouvernements*, ajoute-t-il, *c'est que l'on ne détruit pas une conviction comme celle-là. Car, à la différence de la guérilla, par exemple, elle n'a pas besoin de moyens pour vivre, et même prospérer.* »

Les gouvernements militaires ont tenté de parer à ce danger de deux façons. Tout d'abord en s'efforçant d'isoler la petite frange des catholiques les plus résolument progressistes du gros de l'Eglise et de les discréditer auprès du reste de la communauté chrétienne, les accusant d'être des « *marxistes infiltrés* ». Dans un premier temps, cette tactique a pu donner quelques résultats : des évêques ont parfois dénoncé certains de leurs prêtres aux autorités. Mais en décidant de s'attaquer physiquement à certains des membres du clergé, les gouvernants ont obtenu l'effet inverse de celui recherché. Ainsi l'affaire de Riobamba a-t-elle provoqué une protestation du très conservateur CELAM. Mgr Lopez Trujillo a même évoqué, à cette occasion, les risques d' « *enterrement de la démocratie* » que comportaient de tels agissements.

En second lieu, les nouveaux maîtres galonnés de l'Amérique latine ont généralement cherché à mettre Dieu de leur côté. Il s'agissait, dans leur esprit, d'établir « *un Etat chrétien* » sur les décombres de la société antérieure. Ainsi le général Pinochet a-t-il déclaré : « *Le gouvernement du Chili respecte la conception chrétienne de l'homme et de la société.* » Ce n'était, peut-être, qu'une habileté pour se rallier — ou du moins ne pas s'aliéner — des populations traditionnellement catholiques dans leur immense majorité. Ces proclamations ont cependant fondé une sorte de « droit de regard » des Eglises dans les affaires de l'Etat. Les théoriciens les plus extrémistes de ces nouveaux régimes ont vite senti le danger. Ils dénoncent aujourd'hui, au Chili par exemple, le nouveau « *cléricalisme* » de la hiérarchie catholique...

Mais les gouvernements militaires sont allés plus loin encore. Ils placent Dieu aux racines mêmes de leur régime. Une vision manichéenne du monde est, en effet, à base de la doctrine de la « *sécurité nationale* » par laquelle ils justifient leur intervention au premier plan de la scène politique : la lutte de l' « *Occident démocratique et chrétien* » contre le « *marxisme matérialiste et athée* » est désormais engagée. C'est pour mieux préparer leur patrie à ce combat titanesque — cette « *troisième guerre mondiale* » — que les forces armées ont écarté du pouvoir « *les civils incapables et corrompus* ». Cette fin supérieure est même ce qui justifie les moyens : mise au pas des partis, des syndicats et des associations, arrestations, tortures, etc.

Il est donc naturel que ces croisés de l' « *Occident chrétien* » cherchent, par tous les moyens — y compris l'intimidation — à mettre la « *prêtrise* » dans leurs rangs. En quête d'une légitimité, ils souhaiteraient s'offrir celle — historiquement capitale en Amérique latine — de l'Eglise catholique. Ils ont peut-être lu Maurras, selon qui « *le catholicisme est, potentiellement, un système social parfait* ». Avec sa conception hiérarchique, sa doctrine bien fixée, sa vision rédemptrice du travail, il est, en effet, à peu près immédiatement applicable au plan politique... à condition de le vider de son prophétisme judéo-chrétien : garder la loi, en écartant les prophètes. Mais, pour un nombre croissant de catholiques de cette partie du tiers-monde, les prophètes n'ont-ils pas plus d'importance que la loi ?

Un schisme intégriste ?

FAUTE de pouvoir se rallier l'Eglise en bloc, certains gouvernants latino-américains ne répugneraient pas à encourager les velléités schismatiques existant dans les secteurs intégristes bien représentés, et actifs dans le sous-continent. Au Chili, un ouvrage récent, « *l'Eglise du silence au Chili* », qui dénonçait la « *marxisation* » de l'actuelle hiérarchie épiscopale, a été bien accueilli dans l'entourage de la junte. En Argentine, M. José Lopez Aega, éminence grise de Mme Peron, avait paru, en son temps, vouloir encourager une « *Eglise catholique américaine* ».

On n'a pas oublié les déclarations de Mgr Lefèvre, selon lesquelles les régimes actuels de ces deux pays représentaient, pour lui, une sorte d'idéal. Les épiscopats du sud de l'Amérique latine ont été les plus prompts à exprimer leur soutien à Paul VI à l'occasion de l' « affaire Lefebvre », comme s'ils avaient voulu sans tarder couper court à certains espoirs... Tel laïc chilien, très proche de l'épiscopat de son pays, nous a déclaré : « *La mansuétude du pape à l'égard de l'ancien évêque de Tulle s'explique peut-être par le désir de ne pas faire un « martyr », de ne pas donner un héraut à l'intégrisme latino-américain, qui n'attend que cela. N'oubliez pas que le tiers des catholiques de la planète sont là-bas. Ce qui s'y passe est donc capital pour l'Eglise.* » Verra-t-on, en manière de contre-feu, le Brésil, « *le plus grand pays catholique de la planète* » avec ses 110 millions d'habitants, fournir le premier « *pape du tiers-monde* » ?

Les Eglises du cône sud se préoccupent, en tout cas, de fonder en doctrine leur opposition aux régimes militaires. Puissances spirituelles, elles forgent des armes adaptées à leur génie profond. Ce sont des hommes d'Eglise — en particulier le père Joseph Comblin — qui ont, les premiers, « isolé » — comme on le dit d'un virus — ce fondement idéologique des nouveaux totalitarismes latino-américains : la « *sécurité nationale* ». Et, dans tous les pays d'aujourd'hui sous le joug de l'armée, des théologiens s'emploient à mettre au point la réplique ecclésiastique à ce concept. C'est autour de la notion thomiste de « *bien commun* » que s'articulera leur réponse. Quelques éléments en ont déjà été donnés dans des documents produits par les Eglises, brésilienne et chilienne : les droits de l'Etat sur la personne — « *intrument suprême* » de la sécurité nationale pour les militaires — ne sauraient être supérieurs à ceux que possède sur elle son créateur : l'homme est une fin, non un moyen ; l'égalité de tous les hommes devant Dieu, essentielle à la doctrine chrétienne, ne saurait s'accommoder d'un élitisme selon lequel seul un petit groupe d'hommes — les militaires — seraient capables de conduire les destinées de tous les autres ; la conception belliciste des puissants du moment en Amérique latine — selon laquelle il n'est pas de répit dans la lutte à mener contre l'ennemi marxiste (au plan mondial, mais surtout intérieur) — n'est pas compatible avec le message d'amour du Christ : les progrès économiques doivent servir d'abord au « *développement intégral* » de la personne, et non à la puissance de l'Etat. Face à la nation, constamment sur pied de guerre, il faut réhabiliter les droits du « *peuple de Dieu* »... Ces rappels, somme toute assez simples, pourraient se révéler efficaces sur certains militaires que leur passion anticommuniste avait d'abord conduits à sous-estimer les méfaits économiques et sociaux d'un ordre brutalement imposé...

« *Gardons-nous de majorer les possibilités politiques de l'Eglise* », nous déclare cependant le Père Antoine. *Symboliquement, elles sont capitales. Politiquement, le rôle de l'Eglise ne peut que demeurer équivoque. Celui qu'elle joue en ce moment, je le qualifierais de « tribunicien » : dans le silence auquel ont été réduits tous les véhicules normaux d'expression sociale, les Eglises deviennent*, de facto, *un substitut politique, la voix des sans-voix. Mais la conquête du pouvoir ne se fera pas par elle.* »

Après avoir, peut-être, été tentées de se racheter de leurs anciennes complaisance pour l'ordre établi par un activisme de signe contraire, les Eglises du sous-continent paraissent, aujourd'hui, ne plus tenir du tout à intervenir en tant que telles sur la scène politique. « *L'Eglise n'est pas maîtresse de l'histoire. Elle cherche à l'interpréter, à lire les signes des temps. Le maître de l'histoire c'est Dieu* » (1). Cette attitude pourrait, d'ailleurs, à terme, sonner le glas des démocraties chrétiennes.

Les chrétiens n'auraient donc rien à dire en politique ? Les observateurs de la réalité latino-américaine perçoivent, tout au contraire, que leur rôle sera capital dans les décennies à venir. Peut-être consistera-t-il à faire coexister dans le débat politique deux vertus apparemment mal conciliables : le sens aigu de la justice — condition du progrès — et le goût immodéré de la tolérance — condition de la liberté. Dans le sang et les larmes s'élaborent aujourd'hui les solutions de demain pour l'Amérique latine.

JEAN-PIERRE CLERC.

(3) Voir aussi le recueil de poèmes de Mgr Casaldaliga : *Fleuve libre, ô mon peuple !* Edit. du Cerf, Paris, 160 pages, 23 francs.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE
(16 décembre 1976)

Chancelier fédéral : *M. Helmut Schmidt*; ministre chargé de missions spéciales auprès de la chancellerie : *M. Hans-Juergen Wischnewski*; ministre des affaires étrangères : *M. Hans Dietrich Genscher*; ministres des affaires étrangères adjoints : *M. Klaus von Dohnanyi* et *Mme Hildegard Hamm-Bruecher*; intérieur : *M. Werner Maihofer*; justice : *M. Hans-Jochen Vogel*; finances : *M. Hans Apel*, économie : *M. Hans Friderichs*; agriculture : *M. Josef Ertl*; travail et santé : *M. Herbert Ehrenberg*; défense : *M. Georg Leber*; famille : *Mme Antje Huber*; postes et télécommunications : *M. Kurt Gscheidle*; travaux publics : *M. Karl Ravens*; relations interallemandes : *M. Egon Franke*; recherche : *M. Hans Matthoefer*; éducation : *M. Helmut Rohde*; coopération économique : *Mme Marie Schlei*.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE
(janvier 1977)

Président des Etats-Unis : *M. Jimmy Carter*; secrétaire d'Etat : *M. Cyrus Vance*, défense : *M. Harold Brown*; Trésor : *M. Michael Blumenthal*; commerce : *Mme Juanita Kreps*; justice (attorney général) : *M. Griffin Bell*; agriculture : *M. Robert Bergland*; santé, éducation et affaires sociales : *M. Joseph Califano*; logement et urbanisme : *Mme Patricia Harris*; intérieur : *M. Cecil Andrus*, travail : *M. Ray Marshall*; transports : *M. Brock Adams*.

Représentant auprès des Nations unies : *M. Andrew Young*; conseiller pour la sécurité nationale : *M. Zbigniew Brzezinski*; directeur de l'administration et du budget : *M. Thomas Lance*; président des conseillers économiques : *M. Charles Schultze*; conseiller pour les questions énergétiques : *M. James Schlesinger*.

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
(14 novembre 1976)

Premier ministre : *M. Ange Patasse*; premier vice-premier ministre chargé du trésor public et des finances : *M. Alphonse Kogamba*; deuxième vice-premier ministre chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse, des sports, des arts et de la culture : *M. Henri Maïdou*; commerce et industrie : *Mme Marie-Christiane Gbokou*; affaires étrangères : *M. Jean-Paul Mokodopo*; affaires sociales, organisation et promotion féminine : *Mme Marie-Josephe Zane-Fe-Touam-Bona*; transports, postes et télécommunications : *M. Jean-Pierre Bouba*; fonction publique, travail et sécurité sociale : *M. Michel Gbezera-Bria*; orientation (radiodiffusion et télévision) : *M. Barthélemy Yangongo*; agriculture, élevage, eaux et forêts, chasse, pêche et tourisme : *M. Jean-Pierre Le Bouder*; travaux publics, équipement et aménagement du territoire : *M. Guillaume Mokemat-Kenguemba*; santé : *Dr Georges Pinerd*.

Ministres d'Etat : chargé du plan, de la coopération internationale et des statistiques : *M. André-Dieudonné Magale*; chargé de la justice, garde des Sceaux : *M. Joseph Potolot*; chargé de la défense nationale et de l'intérieur : *M. Jean-Robert Zana*; chargé du secrétariat général du gouvernement : *M. André-Christian Zane-Fe-Touam-Bona*.

EGYPTE
(9 novembre 1976)

Premier ministre : *M. Mamdouh Salem*, vice-premier ministre pour les finances et l'économie : *M. Abdel Moneim El Kaysouni*; vice-premier ministre pour le développement social et pour les ministères des services : *M. Mohamed Hafez Ghanem*; vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères : *M. Ismail Fahmi*; vice-premier ministre et ministre de la guerre et de la production militaire : *général Mohamed El Gamassi*; vice-premier ministre pour la production et ministre de l'électricité et de l'énergie : *M. Ahmed Soltan*.

Ministre du commerce et de l'approvisionnement : *M. Zakaria Tawfik Abdel Fatah*; planification : *M. Mohamed Mahmoud El-Imam*; économie et coopération économique : *M. Hamed Abdel Latif El Sayeh*; finances : *M. Mahmoud Saleh El Din Hamed*; main-d'œuvre et formation professionnelle : *M. Abdel Latif Boltia*; affaires et assurances sociales : *Mme Aicha Rateb*; santé : *M. Ibrahim Badrane*; enseignement : *M. Mostapha Kamal Helmi*; habitat et reconstruction : *M. Mohamed Hassan*; justice : *M. Ahmed Samih Talaat*.

Ministres d'Etat : *MM. Mohamed Hamed Mahmoud* (administration locale, organisations politiques et populaires), *Ahmed Abdel Maaboud El Gebeli* (recherche scientifique et énergie nucléaire), *Gamal El Dine Sedki* (production militaire), *Mohamed Riad* (relations extérieures), *Abdel Aziz Hussein* (agriculture et affaires du Soudan), *Ali Abdel Meguid* (développement administratif).

[Ce gouvernement a été remanié depuis lors.]

ILE MAURICE
(décembre 1976)

Premier ministre, ministre de la défense et de la sécurité intérieure, de l'information, de la radiodiffusion et des communications : *M. Seewoosagur Ramgoolam*; ministre des finances : *M. Veerasamy Ringadoo*; agriculture, ressources naturelles et environnement : *M. Satcam Boolell*; affaires étrangères, émigration et tourisme : *M. Harold Walter*; commerce et industrie : *M. H.D. Basant Rai*; travaux publics : *M. Emmanuel Marie Laval Bussier*; plan et développement : *M. R. Ghurburrun*; prix et protection des consommateurs : *M. S. Virah Sawmy*; sécurité sociale : *M. L. Badry*; logement, terres et urbanisme : *M. Eliézer François*; travail et relations industrielles : *M. Y. Mohamed*; santé : *MM. Teeluck*; éducation nationale : *M. H. Bhugaloo* (1); énergie : *M. K. Busawon*; coopératives et développement coopératif : *M. G. Daby*; administrations régionales : *M. M. Espitalier-Noël*; affaires Rodriguaises : *M. Nicol François*; jeunesse et sports : *M. H. Ramchurn*; emploi : *K. Saccaram*; pêcheries : *M. I. Seetaram*; justice : *M. P.R. Chong Leung*.

JAPON
(Elections législatives du 5 décembre 1976)

Nombre d'électeurs inscrits : 77 926 588 ; nombre de votants : 57 236 604, soit 73,45 % ; suffrages valablement exprimés : 56 612 755, soit 98,9 %.

Répartition des voix et des sièges entre les différents partis : parti libéral démocrate : 23 653 624 voix, 249 sièges ; parti socialiste : 11 713 005 voix, 123 sièges ; parti komei : 6 177 300 voix, 55 sièges ; parti social-démocrate : 3 554 075 voix, 29 sièges ; parti communiste : 5 878 192 voix, 17 sièges ; Nouveau Club libéral : 2 363 984 voix, 17 sièges ; divers : 45 113 voix ; indépendants : 3 227 463 voix, 21 sièges.

(24 décembre 1976)

Premier ministre : *M. Takeo Fukuda*; ministre des affaires étrangères : *M. Iichiro Hatoyama*; intérieur : *M. Heiji Ogawa*; finances : *M. Hideo Bo*; santé et sécurité sociale : *M. Michio Watanabe*; travail : *M. Hirohide Ishida*; justice : *M. Hajime Fukuda*; commerce international et industrie : *M. Tatsuo Tanaka*; construction : *M. Shiro Hasegawa*; postes et télécommunications : *M. Jushiro Komiyama*; transports : *M. Wajime Tamura*; agriculture et forêts : *M. Zenko Suzuki*; éducation : *M. Toshiki Kaifu*.

Directeur général de l'agence de gestion administrative : *M. Eiichi Nishimura*; directeur général de l'agence des sciences et de la technologie : *M. Soku Uno*; directeur général de l'agence internationale de planification : *M. Tadashi Kuranari*; directeur général de l'agence générale du sol : *M. Kichiro Tazawa*; directeur général de l'environnement : *M. Shintaro Ishihara*; directeur général des affaires administratives auprès du premier ministre : *M. Masaaki Fujita*; directeur général de l'agence de défense : *M. Asao Mihara*.

LIBAN
(11 décembre 1976)

Chef du gouvernement, ministre de l'économie, de l'industrie, du pétrole et de l'information : *M. Selim Hoss*; vice-président du conseil, ministre des affaires étrangères et de la défense : *M. Fouad Boutros*; plan : *M. Michel Doumet*; justice, finances, postes et télécommunications : *M. Farid Raphael*; affaires sociales, éducation nationale et agriculture : *M. Assad Rizk*; travaux publics, transports et tourisme : *M. Amin Bizri*; santé et ressources hydroélectriques : *M. Ibrahim Cheito*; intérieur, habitat et coopératives : *M. Salah Selmane*.

(1) Démissionnaire, a été remplacé par *M. Kher Jagatsingh*.

MEXIQUE
(1er décembre 1976)

Président de la République : *M. José Lopez Portillo*; ministre de l'intérieur : *M. Jésus Reyes Heroles*; finances : *M. Julio Rodolfo Moctezuma Cid*; ministre détaché auprès de la présidence : *M. Carlos Tello Macias*; affaires étrangères : *M. Santiago Roel*; défense : *général Felix Galvan Lopez*; marine : *M. Ricardo Chazaro Lara*; ressources nationales : *M. José Andres de Oteiza*; industrie et commerce : *M. Fernando Solana*; agriculture : *M. Francisco Merino*; communications et transports : *M. Emilio Mujica Montoya*; travaux publics : *M. Pedro Ramirez Vazquez*; ressources hydrauliques : *M. Jesus Robles Linares*; santé : *M. Emilio Martinez Manatou*; éducation : *M. Porfirio Munoz Ledo*; travail : *M. Pedro Ojeda Paullada*; réforme agraire : *M. Jorge Rojo Lugo*; tourisme : *M. Guillermo Rosell de la Lama*; régent du district fédéral : *M. Carlos H. Gonzalez*; justice : *M. Oscar Flores Sanchez*.

VENEZUELA
(17 janvier 1977)

Président de la République : *M. Carlos Andres Perez*; ministre des affaires étrangères : *M. Ramon Escovar Salom*; intérieur : *M. Octavio Lepage Barreto*; finances : *M. Hector Hurtado Navarro*; défense : *M. Francisco Eloy Alvarez Torres*; développement : *M. Luis Alvarez Dominguez*; milieu et ressources naturelles : *M. Arnoldo José Gabaldon*; développement urbain : *M. Roberto Padilla Fernandez*; éducation : *M. Carlos Rafael Silva*; salubrité et assistance sociale : *M. Antonio Para Leon*; agriculture et élevage : *M. Carmelo Contreras Barboza*; travail : *M. José Manzo Gonzalez*; transports et communications : *M. Jesus Enrique Vivas Casanova*; justice : *M. Juan Martin Echeverria*; énergie et mines : *M. Valentin Hernandez Acosta*; information et tourisme : *M. Diego Aria Salicetti*; jeunesse : *M. Pedro Paris Montesinos*; secrétaire de la présidence : *M. José Luis Salcedo Bastardo*.

Ministres d'Etat : *MM. Lorenzo Azpurua Marturet* (chef de Cordiplan), *Manuel Perez Guerrero* (affaires écoconomiques internationales), *Constantino Quero Morales* (président du fonds d'investissements), *Carmelo Lauria Lesseur* (industries de base), *Manuel Mantilla* (gouverneur du district et de la région de Caracas).

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438

L'ESPAGNE ENTRE LES ÉCUEILS

(Suite de la première page)

Il n'est nullement conçu, comme on l'a souvent affirmé, pour garantir la pacification des ultras, même s'il tient compte du poids que ceux-ci, civils ou militaires, détiennent dans la société ; ni pour neutraliser les Cortès et tranquilliser la bureaucratie syndicale comme celle du parti unique ; pas davantage pour atténuer le reproche de parjure que certains songent à adresser à Juan Carlos ; mais essentiellement pour affirmer la détermination de Juan Carlos de mettre en mouvement un dispositif de changement progressif et contrôlé, seul capable d'assurer que la situation au point d'arrivée sera substantiellement identique à celle du point de départ.

A l'aube de 1976, deux grandes options se présentent ainsi aux Espagnols : la réforme politique choisie par le roi, et la rupture démocratique voulue par l'opposition. La voie de la réforme figure explicitement dans le message de la Couronne, dans les interventions de MM. Fraga Iribarne et Areilza. Dans ses déclarations à *Newsweek* (5 janvier 1976), le premier ministre, Arias Navarro, la confirme en promettant d'accélérer le processus de changement et, pour cela, il annonce, entre autres mesures, la légalisation de *« quatre ou cinq partis »* politiques avant la fin de l'année. Mais il caricature le projet global en reprenant, dans son discours du 28 janvier, certains thèmes franquistes qui indisposent gravement les réformistes aussi bien du régime que de l'opposition. Pareille maladresse, qui ne restera pas la seule de M. Arias Navarro, sera la cause réelle de sa disgrâce, et non pas, comme on l'a dit, une divergence fondamentale — qui n'a jamais existé — entre lui et Juan Carlos. Ce discours du 28 janvier 1976 exprimait, en effet, plus ou moins clairement les éléments prévus pour effectuer le *« changement »* : révision du décret-loi contre le terrorisme, suppression des juridictions spéciales, nouvelles dispositions sur le droit de réunion et de manifestation, réforme des Cortès et création de deux Chambres, réforme des syndicats, de la fiscalité et de l'administration, prise en considération des régions, etc.

Peu à peu, ces éléments passent du domaine du discours dans celui de la réalité politique et, lorsque M. Suarez succédera à M. Arias Navarro, le nouveau premier ministre les reprendra au point où son prédécesseur les avait laissés, avec quelques modifications formelles, mais surtout sur un autre ton et dans des circonstances différentes, ce qui lui permettra de remporter la première manche.

Du côté de l'opposition, la Junte démocratique, au cours de l'été 1974, refuse cette politique de réforme et lance le thème de la *« rupture démocratique »* qui, avec quelques retouches, sera adopté un an plus tard par la Plate-Forme de convergence. Symbole de toute une stratégie, la « rupture » se veut à la fois moyen et objectif : seul le caractère démocratique du procédé choisi pour effectuer le changement peut garantir un résultat vraiment démocratique. De fait, ce thème domine toute la vie politique en 1975 et au premier trimestre de 1976, et il est naturellement lié à la revendication de l'amnistie. Le 6 janvier éclate la grève des travailleurs du métro de Madrid, bientôt suivis par les postiers et les cheminots ; le gouvernement tente vainement de tenir le mouvement en échec en réquisitionnant les grévistes, dont l'action s'étend à de nombreux secteurs dans tout le pays. Pendant tout le mois, les journaux rendent largement compte des manifestations publiques qui associent revendications politiques (amnistie, liberté, etc.) et professionnelles.

Le gouvernement de M. Arias Navarro répond par une dure répression policière, dont le plus clair exemple est fourni à l'occasion de la manifestation pour l'amnistie conjointement organisée par la Junte et la Plate-Forme, à Madrid, le 20 janvier. Ministre de l'intérieur, M. Fraga Iribarne proclame qu'il contrôle la rue, ce qui ne vas pas sans arrestations, procès, violences.

Il devient alors évident que, face au « continuisme » du pouvoir, une véritable alternative démocratique suppose l'unité des oppositions. Mais cette unité se cherchera dans l'ambiguïté. Pour la Junte, qui se considère non seulement comme une alternative de pouvoir démocratique, mais comme un organe d'action politique contre la dictature, des relations avec l'*establishment* franquiste ne sauraient être qu'un incident — peut-être inévitable — dans la dernière phase de la mise en place du cadre démocratique. De son côté, la Plate-Forme — *a fortiori* cela est vrai pour les groupes qui se situent sur sa droite — se considère *fondamentalement comme une option* vers le changement démocratique et, forte de ses appuis internationaux, elle concentre son rôle sur la négociation du changement avec les responsables du franquisme ; à ses yeux, l'unité est pour l'opposition un moyen d'améliorer sa position de négociateur. Deux conceptions du changement, deux conceptions de l'unité.

Le 13 juillet 1975, la Junte avait proposé à la Plate-Forme, créée deux jours plus tôt, une collaboration étroite et permanente. Leur premier communiqué commun avait paru le 30 octobre et, le 12 décembre, les deux organismes avaient constitué un comité de coordination. Mais, lorsque, les 7 et 8 janvier 1976, se tient à Paris une réunion plénière de la Junte en présence de quelque cinquante personnalités représentant les juntes régionales, deux tendances se font jour : l'une donne la priorité à l'action politique, l'autre souhaite au préalable renforcer l'union des oppositions. Un compromis prévoit de poursuivre simultanément les deux objectifs.

En février et mars, les grèves et manifestations prouvent que le thème de la « rupture » gagne des sympathies. La presse espagnole rend compte de conflits du travail qui, dans vingt provinces, concernent deux cent trente mille ouvriers appartenant à deux mille trois cent soixante-dix-sept entreprises. A Vitoria, la répression fait cinq morts et soixante-dix-neuf blessés, dont trente-trois par balles, ce qui déchaîne une vague d'actions de solidarité à travers tout le pays. Vingt mille travailleurs se mettent en grève à Pampelune et, le lendemain, la Navarre est pratiquement paralysée. Le mouvement s'étend à la capitale et aux autres provinces, jusqu'à une situation de grève générale au Pays basque. Le 7 février, l'Assemblée démocratique de Catalogne appelle à la manifestation en faveur de la liberté, de l'amnistie, de l'autonomie. L'action s'élargit aussi sur le plan international : de janvier à mars, des délégations représentant la Junte et la Plate-Forme sont reçues par le Conseil de l'Europe, par les syndicats britanniques, puis, en Italie, par les présidents de la Chambre et du Sénat ainsi que par plusieurs municipalités. Le 17 mars, après plusieurs jours de réunions presque ininterrompues, la Junte et la Plate-Forme conviennent de se dissoudre pour faire place à une organisation unique officiellement constituée le 20 mars sous le nom de Coordination démocratique. Bien que restent à l'extérieur les organismes qui représentent la Catalogne, le Pays basque, la Galice, le pays valencien et les Baléares, c'est l'apogée du mouvement d'union, dans lequel les conceptions de la Plate-Forme ont prévalu sur celles de la Junte.

Une évolution contrôlée

LE gouvernement, quant à lui, poursuit son plan de « changement démocratique ». Le 6 février 1976, quelques jours après son discours tant critiqué du 28 janvier, M. Arias Navarro fait approuver par le conseil des ministres l'abolition de quinze articles de la loi contre le terrorisme, ce qui atténue sans le modifier réellement l'appareil de répression. Le même jour est adopté le projet de loi sur le droit de réunion, qui le soumet à des contrôles si nombreux que l'exercice en est pratiquement rendu impossible. Le conseil des ministres du 18 mars approuve les projets de réforme du code pénal et de la loi sur le droit d'association, projets qui demeurent dans la ligne du *« changement totalement contrôlé »*. Par exemple, la réforme du code pénal élimine l'article 173 qui interdisait la création de partis politiques, mais permet toujours d'en refuser le bénéfice aux partis qui se réclameraient du totalitarisme, ce qui vise les communistes ; de même, la réforme de la loi d'association contribue à démonter les institutions franquistes, mais ne règle pas le problème du parti communiste.

Ces initiatives tendent à adapter les institutions afin de modifier l'image de marque du régime et à coopter certains membres de l'opposition tout en écartant les groupes et personnalités considérés comme incompatibles avec le *projet de la Couronne. Ceux dont le* pouvoir ne fait pas des victimes sont *ipso facto* désignés comme devant jouer un rôle dans la réalisation de son dessein. Ainsi, le 18 février 1976, MM. Ruiz Gimenez, Pablo Castellano et Sanchez Montero interviennent dans un meeting autorisé à l'université autonome de Madrid : seul M. Sanchez Montero est arrêté parce qu'il appartient au comité exécutif du parti communiste. Le 9 mars, neuf membres de l'Union militaire démocratique sont condamnés pour *« tentative de sédition »*. Le 17, l'accès du territoire espagnol est refusé à Carlos Hugo de Bourbon, chef du parti carliste. Le 26, le gouvernement interdit une conférence de presse de la Coordination démocratique, créée quelques jours plus tôt : six responsables sont arrêtés, puis les autorités en font libérer deux, qui sont socialistes, tandis que restent en prison un indépendant et trois responsables des commissions ouvrières, du Parti du travail d'Espagne et du Mouvement communiste d'Espagne.

Alors que ce mois de mars 1976 a marqué le temps fort de la stratégie de « rupture », les divergences entre l'opposition et la Couronne vont s'atténuer. *Le premier pas est franchi* par M. Santiago Carrillo, qui, le 5 mars, dans une interview au *Corriere della Sera*, lance l'idée d'une *« rupture négociée »*. Le lendemain, à *Rome*, une conférence de presse conjointe de la Junte et de la Plate-Forme précise que cette formule veut tenir compte des institutions — armée, Eglise, administration civile, etc., — qui détiennent *de facto* le pouvoir, et avec lesquelles il faudra bien envisager le passage à la démocratie.

Les aspects radicaux du concept de « rupture » sont ainsi gommés, ce qui s'accompagne d'une accentuation de la poussée réformiste. Dans la logique de son plan de changement contrôlé, le gouvernement décide d'accélérer les transformations institutionnelles tout en accentuant la répression des activités — notamment l'action de masse dans la rue, — qui ne cadrent pas avec ses projets. *Le* gouvernement de M. Arias Navarro n'en est pas moins fermement résolu à mener à bien le projet de réforme élaboré par le roi et ses conseillers. Cette détermination se manifeste par l'approbation d'une loi sur les relations du travail (6 avril), par les déclarations de Juan Carlos à *Newsweek* (19 avril) confirmant l'orientation vers la démocratie, par l'approbation (7 mai) de deux projets de réforme constitutionnelle (succession à la couronne et réforme des Cortès), par l'approbation de la loi sur le droit de réunion (25 mai), par le discours de Juan Carlos devant le Congrès des Etats-Unis (2 juin) affirmant que l'Espagne serait une démocratie parlementaire, enfin par les séances des Cortès des 8 et 10 juin, au cours desquelles M. Adolfo Suarez, alors ministre du « Mouvement », défend avec brio et fait adopter la loi d'association politique pendant que, d'autre part, sont élaborés les projets de loi électorale dont M. Arias Navarro veut pouvoir disposer pour le 15 juillet.



(Photo Pavlovsky-Sygma.)

AUX OBSEQUES DES CINQ AVOCATS COMMUNISTES ASSASSINES A MADRID.
Les violences des ultras rapprochent le gouvernement et l'opposition.

Autant d'actes concrets qui marquent le contenu de la politique de « démocratisation contrôlée » et la détermination du premier gouvernement constitué par Juan Carlos. Les revers subis par cette politique concernent sa forme plus que son fond ou tiennent à des circonstances fortuites et à la personnalité des hommes chargés de l'appliquer. Ainsi en va-t-il du discours prononcé le 28 avril à la télévision par M. Arias Navarro : maladroitement, le premier ministre reprend les thèmes traditionnels du franquisme (l'agitation publique tient à des consignes venues de l'extérieur, à la conspiration du communisme international, à la vénalité des syndicalistes démocrates soudoyés par l'or de l'étranger, etc.) et dénature ainsi le contenu réformiste de son discours. De même, l'action de M. Fraga Iribarne, emporté par son tempérament, en vient à s'écarter malgré lui de la voie qu'il s'est tracée. Des circonstances imprévues jouent aussi leur rôle : la nouvelle de l'assassinat d'un chef local du « Mouvement » au Pays basque parvient aux Cortès le 9 juillet et provoque l'échec du gouvernement, le projet de réforme du code pénal étant renvoyé en commission.

Par analogie avec le *« strip tease »* limité, désormais toléré dans les cabarets, on appelle *« destape politico »* une politique de déshabillage sélectif des interdits franquistes. Ainsi le parti populaire de M. Gil Robles peut tenir son congrès le 2 avril et, le lendemain, se réunit celui de la Gauche démocratique de M. Ruiz Gimenez. Puis cinq *cents délégués de l'Union* générale du travail se réunissent du 15 au 18 avril à Madrid en présence de soixante-dix observateurs des syndicats européens et américains. De même, le congrès de l'Union démocratique du pays valencien (14 et 15 mai), un banquet de trois *mille cinq cents personnes en hommage* au socialiste Tierno Galvan (18 mai), le congrès du parti socialiste populaire avec deux mille délégués (5 juin), un meeting socialiste à Barcelone avec plus de quinze mille participants (22 juin) sont autorisés par le gouvernement, bénéficient d'une discrète protection policière et font l'objet de substantiels comptes rendus dans la presse. Bien qu'ils n'aient *pas* accepté le cadre de la loi d'association, certains partis peuvent ainsi se manifester et s'installent *de facto* dans la vie politique. En revanche, par une mesure discriminatoire, le gouvernement refuse d'autoriser l'assemblée des commissions ouvrières, prévue pour les 27-29 juin à Madrid.

On assiste à partir d'avril à une contraction et à une localisation de l'action de masse dans la rue et sur les lieux de travail, qui se déploie surtout au Pays basque, en Catalogne et à Madrid, avec des manifestations moins fréquentes que les mois précédents. Une journée de lutte réunit vingt mille travailleurs au Pays basque le 2 avril, et le lendemain quinze mille personnes participent à Madrid à une manifestation pour l'amnistie (la police effectue une centaine d'arrestations). Le 18 avril, à Pampelune, la police fait un mort et plusieurs blessés par balles, ce qui relance les grèves dans tout le pays (la presse annonce le 24 avril cent soixante-seize mille sept cents grévistes). Le 8 mai, des groupes extrémistes tuent par balles deux personnes au rassemblement carliste de Montejurra, ce qui jette plus de dix mille manifestants dans le village d'Estella, en Navarre. Finalement, le gouvernement autorise deux manifestations à Madrid le 22 juin (plus de soixante mille participants).

Ouverture et répression

A CE moment-là, la Coordination démocratique doit faire face à une double difficulté : d'une part, la défection des partis de droite et de centre droit, qui s'efforcent de constituer une organisation concurrente, d'autre part, les divergences entre les quinze organisations qui composent la Coordination démocratique. Celle-ci doit-elle rester un front démocratique électoral jusqu'à la constitution d'un gouvernement véritablement représentatif ? En gros, les membres de l'ancienne Plate-Forme sont hostiles à cette idée qui recueille au contraire l'adhésion des membres de l'ancienne Junte. Mais la multiplicité des formations politiques incite quatre d'entre elles, qui se considèrent comme les plus représentatives (le parti socialiste ouvrier espagnol, la Gauche démocratique, le parti communiste et le parti socialiste populaire) à élaborer une position commune qui leur permettra de peser au sein de la Coordination démocratique. D'un autre côté, les forces de centre droit, restant à l'écart de la Coordination, décident de promouvoir un organisme regroupant l' « opposition modérée ». M. Arias Navarro et Juan Carlos lui-même leur accordent des entretiens qui renforcent leur crédibilité.

Cette « ouverture » n'exclut pas la répression. M. Fraga Iribarne fait arrêter M. Calvo Serer à son retour en Espagne le 3 juin après cinq ans d'exil, et sans justification maintient en prison M. Antonio Garcia Trevijano. *Les 6, 8 et 15 avril, la police* arrête respectivement 62, 87 et 21 membres présumés de l'ETA ; le 7 mai, le procureur requiert douze et dix-huit ans de prison contre dix-huit militants basques. A cela s'ajoute la liste noire de ceux que, dans tout le pays, on appelle les « morts de la réforme » : douze morts pendant le premier trimestre 1976, quatorze victimes supplémentaires en avril et mai.

Pour Juan Carlos, *s'il veut réussir* son plan de « démocratisation contrôlée », il est temps de faire appel à une nouvelle équipe. Le 1er juillet, il renvoie M. Arias Navarro et, le 3, le remplace par M. Adolfo Suarez, qui était ministre du « Mouvement » dans le précédent gouvernement. Ce choix de Juan Carlos n'implique, bien au contraire, aucun changement de cap, car il n'existe aucun écart substantiel entre le gouvernement de M. Arias Navarro et celui de M. Adolfo Suarez. C'est la continuité, mais la continuité avec un homme dont la souplesse et l'habileté dans les relations humaines, la capacité manœuvrière (qui s'est manifestée lors de son opposition au gendre de Franco), les qualités dont il a fait preuve en défendant la loi d'association devant les Cortès, les appuis dont il dispose au Palais royal, et le fait qu'il soit très peu connu du grand public permettent de ramener le succès de la réforme politique, sans intermédiaire, à son véritable centre, Juan Carlos lui-même.

Pas de rupture dans la politique suivie jusqu'alors, mais continuité, et aussi accélération, avec une élaboration plus précise du cadre constitutionnel, une plus grande cohérence du style, une meilleure adaptation des moyens utilisés aux fins poursuivies. La formation du nouveau gouvernement permettait d'écarter les personnes qui, par leurs résonances franquistes, gênaient plus qu'elles ne servaient le projet royal. Certains avaient pu s'attendre à un retour au pouvoir des technocrates de l'Opus Dei : il n'en fut rien. La nouvelle équipe est telle que Juan Carlos l'a voulue, et la presse dans son ensemble place le roi au-dessus du processus de changement démocratique, le protégeant ainsi contre les risques d'éventuels échecs.

Car la monarchie n'a pas encore conquis la légitimité qui peut assurer sa survie et lui permettre de contenir la pression populaire autrement que par la violence policière. Mais l'opposition, de son côté, ne possède pas la capacité d'imposer ses choix. Ce faux équilibre neutraliserait toute action si l'état de l'opinion, renforcé par les difficultés économiques, n'*incitait* les deux parties à s'entendre. L'opposition avait ouvert une voie dans cette direction lorsqu'au mois de mars, sortant du dilemme réforme ou rupture, elle avait avancé l'idée de la *« rupture négociée »*. Mais Juan Carlos ne pouvait pas adopter cette formule au pied de la lettre et se montrait résolu à s'en tenir strictement à son projet de réforme. Ceux des dirigeants de l'opposition modérée qui prétendent que le gouvernement Suarez a accepté les propositions essentielles des partisans de la rupture se bercent d'illusions : le roi reste maître du jeu ; si le gouvernement reçoit des membres de l'opposition, il ne négocie pas avec eux : les libertés fondamentales ne sont pas rétablies ; les partis politiques ne sont pas légalisés ; l'amnistie complète n'est pas proclamée ; la répression policière reste aussi brutale que par le passé.

Le gouvernement Suarez, en fait, a suivi la voie tracée par son prédécesseur : il a repris la réforme institutionnelle au point où M. Arias Navarro l'avait laissée, se contentant de modifications plus formelles que substantielles ; il a multiplié les tentatives de diviser l'opposition pour faire participer certains de ses éléments, ainsi que la classe politique franquiste, à la réalisation du projet royal ; il a intensifié les efforts pour neutraliser la pression populaire. Dans cet esprit, son action comporte quatre volets principaux : création des nouveaux outils juridiques et institutionnels ; référendum ; élections pour une Assemblée constituante ; perfectionnements constitutionnels qui seront introduits par le futur Parlement.

D'entrée de jeu, le 6 juillet, M. Adolfo Suarez confirme le plan royal de réforme démocratique. Trois jours plus tard, Juan Carlos adresse au conseil des ministres, lors de sa première réunion, un message dans lequel il se réfère *« à tous les Espagnols sans distinction et sans exclusion (...) qui constituent la nation que je personnifie et le peuple que je sers »*. Le 13 juillet, les Cortès reprennent le projet de réforme du code pénal qui, comme nous l'avons dit, avait été renvoyé en commission ; mais, pas plus que son prédécesseur, le gouvernement Suarez n'essaiera vraiment d'obtenir une modification du texte qui exclut le parti communiste en raison de ses tendances *« totalitaires »*. Le 26 juillet, en approuvant une déclaration-programme, le conseil des ministres annonce des élections générales avant l'été 1977, un référendum portant sur la réforme constitutionnelle, une amnistie dont on parle déjà depuis des mois. Une nouveauté : le texte affirme que *« la souveraineté réside dans le peuple »*. Quatre jours plus tard, une amnistie est bien proclamée, mais elle concerne moins de quatre cents détenus ; ceux qui n'en bénéficient pas sont, pour la plupart, des militants de l'ETA, du FRAP et de diverses organisations d'extrême gauche.

Ces mesures s'accompagnent, dans le haut personnel du régime, de mutations dont les orientations idéologiques sont différentes mais complémentaires. Vingt nouveaux gouverneurs civils, tous franquistes confirmés, ont été désignés au mois d'août ; puis, dans les premiers jours de septembre, M. Suarez s'est entretenu avec les quatre ministres militaires, avec le chef du haut état-major et avec les principaux chefs militaires pour leur exposer ses projets, et surtout pour écouter leurs commentaires car il ne voudrait pas rencontrer chez eux des résistances. Il peut alors faire annoncer le 15 septembre la prochaine suppression des juridictions spéciales et, quelques jours plus tard, il nomme le général Gutierrez Mellado, connu pour ses idées libérales, au poste de vice-président du gouvernement à la place du général de Santiago qu'il fera verser dans la réserve en même temps que le général Iniesta Cano qui s'était solidarisé avec lui dans son opposition au projet de réforme.

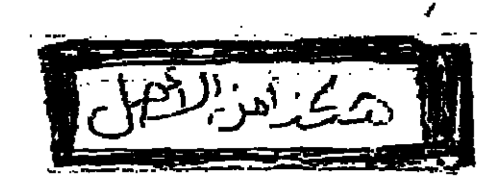
Ainsi, pas à pas, et après la victoire remportée le 18 novembre aux Cortès avec l'approbation de la réforme politique, le terrain a été préparé pour le référendum du 15 décembre qui confirme avec éclat le soutien qu'une large majorité accorde au plan de démocratisation. Dès lors, toute l'*activité politique* se concentre sur la préparation des élections générales du mois de mai. En l'état actuel des choses, elles devraient se dérouler dans un cadre hérité du franquisme qui permettra de mobiliser au service des choix gouvernementaux la force organisée du « Mouvement » avec ses chefs locaux, les maires des communes, les gouverneurs provinciaux, la presse et la radio contrôlées par le « Mouvement », ainsi qu'une bonne partie de l'immense bureaucratie des syndicats et de la sécurité sociale.

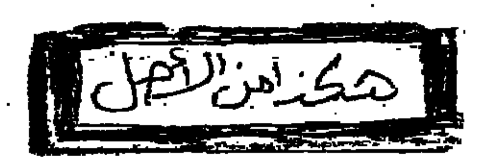
A quatre mois du scrutin, et après quarante ans de propagande antidémocratique et de paralysie de la pensée politique, le plus grand flou entoure encore les garanties légales qui seront effectivement accordées pendant la campagne électorale. Celle-ci, compte tenu de la confusion politique, de la multiplicité des partis, des inquiétudes qui subsistent encore, sera bien courte pour clarifier le débat. Il est en tout cas prévisible que les électeurs pencheront en majorité pour des positions centristes ou modérées qui combleront les vœux du gouvernement. Celui-ci pourra alors s'attaquer à la seconde phase de la restructuration constitutionnelle qui couronnera ses efforts pour légitimer démocratiquement la monarchie.

Comme rien n'est jamais définitivement gagné, c'est sans doute à ce moment-là que bon nombre d'Espagnols commenceront à se demander par quel admirable tour de passe-passe ils auront bien pu conférer l'estampille démocratique à la classe politique franquiste qui campera sur ses positions avec le certificat de légitimité qui auparavant lui faisait défaut. La *crise* économique rendra inévitables des mesures d'austérité qui, pour l'essentiel, seront imposées par ceux-là mêmes qui les ont édictées tout au long du franquisme.

Les partis de gauche ne manqueront pas d'insister sur ce point, ce qui sera de bonne guerre. Sans doute certains groupes minoritaires d'extrême gauche préconiseront, afin de refuser une caution démocratique au futur système, de *se tenir à l'écart* d'une procédure qui ne permettrait pas à la gauche de peser de tout son poids. Mais c'est là un rêve creux, et les principales formations de gauche participeront au scrutin. C'est, comme toujours, à la base que les forces populaires continueront de se développer pour conquérir des positions sociales et des centres de pouvoir aux niveaux locaux et professionnels, laissant aux héritiers du franquisme, à la droite et à ses compagnons de route les jeux et les poisons de la politique parlementaire. C'est à la base que se préparera une réelle alternative démocratique, vivante et durable.

JOSE VIDAL-BENEYTO.







INDONÉSIE

Le sort de 55 000 à 100 000 prisonniers politiques

Comment le régime militaire règne par la terreur

PARMI les pays du « monde libre », l'Indonésie a le triste privilège de détenir le nombre record de prisonniers politiques. Combien sont-ils à croupir dans les prisons et les camps depuis 1965-1967 ? Personne ne le sait, même pas les autorités indonésiennes. « *C'est comme le yen flottant vis-à-vis du dollar* », plaisantait cyniquement le général Sugiharto, procureur général, le 20 septembre 1971, devant des journalistes étrangers. Les arrestations se sont multipliées après octobre 1965 et surtout depuis l'interdiction du parti communiste indonésien en 1966. Amnesty International, dans son rapport de 1971, dénombrait deux cent mille prisonniers dans ce pays. S'il en était ainsi en 1971, on estime qu'il reste actuellement environ cent mille détenus, compte tenu des « libérations » annoncées de source officielle. Le chiffre de cinquante-cinq mille circule aussi dans certains milieux ; il est très difficile de vérifier l'exactitude de ces chiffres.

Il y a dix prisons à Djakarta : Tanah Abang, Gunung Sahari, Nirbaya, Salemba, Halim, Tangerang, Budi Utomo, Kebayoran Lama, Bukit Duri et Tanjung Priok. D'autres aussi à Malang, Surabaya, Kediri, Semarang, Magelang, Purwokerto, Jogjakarta, Surakarta, Cirebon, Bandung, Bogor ; et Sumatra a les siennes : Padang, Palembang, Medan, etc. On peut dire que chaque ville moyenne possède sa prison et ses prisonniers politiques. La prison de Bukit Duri, à Djakarta, est spéciale : elle est réservée aux femmes. Celle de Plantungan, près de Semarang, est l'équivalent féminin du camp de concentration masculin de l'île de Buru : les prisonnières politiques y sont très nombreuses mais, nous dit-on, « *elles peuvent jardiner et au moins respirer l'air frais* ». A Semarang même, il y a aussi près de quatre cents prisonniers politiques, dont cinquante à soixante-quinze femmes ; Ambarawa en abrite encore davantage.

On aurait pu penser qu'avec le temps le problème des « tapol » (prisonnier politique en indonésien) allait s'estomper et que beaucoup seraient peu à peu libérés. Il n'en est rien : le système se perfectionne, les détenus ne sont toujours pas jugés, et l'on s'installe dans le durable, quitte à améliorer parfois les conditions de vie.

En 1974, quatre cents prisonniers ont été transportés de Palembang à Cilacap. « *Ils y sont libres* », dit-on, et certains ajoutent : « *C'est mieux pour eux, même s'ils doivent travailler dur* » ; en fait, il s'agit de travaux forcés. Un certain nombre ont été sortis de Djakarta et l'on a annoncé que quatre cents familles de « tapol » auraient eu la permission de rejoindre les leurs à Buru ; mais, d'après Amnesty International, cette mesure aurait touché moins de deux cents familles. Sous l'apparence d'un geste humanitaire, on a en fait renforcé leur isolement et leur rejet en les exilant. Pour ces familles parties à Buru, « *les choses semblent bien aller* », dit-on, mais, par ailleurs, nous savons qu'il leur est interdit de quitter l'île. On a donc résolu le problème de la réinsersion des « tapol » en emprisonnant leur famille avec eux. Loin d'avoir tenté tant soit peu de les réinsérer dans la vie de la communauté nationale, on a accru leur marginalisation.

Certains observateurs bien renseignés nous disent : « *Les prisonniers politiques sont traités comme la lie de la société, ils n'ont même pas la possibilité de protester contre la torture, les injures, la faim et la maladie. Beaucoup d'entre eux sont devenus comme des automates, allant se coucher, puis se levant, prenant leur repas d'une manière machinale. En effet, ils n'ont le droit de lire ni magazines, ni journaux, ni livres, sauf la littérature religieuse ; il leur est interdit d'écrire à leurs proches. Certains perdent la raison, d'autres se suicident. Seule reste la possibilité de la rébellion, avec toute l'horreur des conséquences.* »

Buru, île concentrationnaire

LE camp de Buru, ouvert en juillet 1969, compte certainement plus de dix mille prisonniers. De source officielle, cette migration forcée était nécessaire afin de les protéger, car ils ne pouvaient réintégrer leur propre communauté sans danger. « *Nous ne possédons aucune preuve formelle, mais les libérer serait trop dangereux pour nous* » (citation extraite d'une brochure du BAPRERU, autorité exécutive de réinstallation à Buru). A défaut d'un procès où les preuves manqueraient par trop, le gouvernement préfère éloigner ses prisonniers, les « *défendre contre eux-mêmes et leurs concitoyens* ».

Récemment, des aménagements auraient été faits pour trois mille nouveaux prisonniers. *Le Monde* du 27 juillet 1976, transmettant une dépêche de l'A.F.P., confirmait d'ailleurs cette nouvelle : « *Amnesty International a protesté, dimanche 25 juillet 1976 à Londres, contre l'envoi par les autorités de plus de mille prisonniers politiques supplémentaires dans l'île de Buru. L'organisation affirme que plus de dix mille prisonniers s'y trouvaient déjà. La plupart des détenus n'ont jamais été jugés. En raison de l'éloignement de l'île, située à plus de 2 000 kilomètres de Djakarta, toute communication est impossible entre eux et leurs familles.* »

La vie à Buru est dure, très dure. Chaque prisonnier doit vivre de son travail ; les autorités du camp doivent l'aider pendant les huit premiers mois de sa détention, mais il lui appartient ensuite de subvenir lui-même à ses besoins. Certes, les déclarations officielles présentent ce lieu non comme un camp de concentration, mais comme un « *projet agricole* » où chaque prisonnier a la possibilité de se suffire à lui-même. S'il est normal qu'un Etat veille à assurer le droit au travail de ses citoyens libres, il a toujours été considéré comme illégal de contraindre des prisonniers politiques « *non jugés* » à travailler pour assurer leur survie. Des informations récentes nous apprennent que, dans les périodes difficiles, les prisonniers sont réduits à manger serpents, souris et chiens. Les « politiques » de Buru doivent trimer douze heures par jour sous la surveillance constante de gardes armés. Ce régime est appliqué à tous, jeunes et vieux, malades et bien portants. Il va sans dire que tout travail créateur est impossible aux écrivains, scientifiques et artistes qui se trouvent parmi eux.

Les prisonniers politiques sont divisés en quatre catégories : A, B, C et X. Pour les A, le gouvernement prétend avoir des preuves formelles de leur participation au GESTAPU (mouvement du 30 septembre 1965, sigle délibérément retenu par les généraux pour sa similarité avec GESTAPO). Ils seraient environ deux mille. Les B ne seront jamais jugés, faute de preuves, d'après les déclarations officielles : « *Ils présentent un danger pour le pays, et d'ailleurs ils sont communistes.* » Leur nombre s'élèverait à vingt-sept mille. La catégorie C est la plus nombreuse ; le gouvernement y range ceux qui ont été arrêtés « *légitimement* » mais qui seront relâchés ultérieurement, quand la situation le permettra. Aucune preuve n'est retenue contre eux. Parmi les X (parfois appelés D), on trouve des personnes arrêtées plus récemment, c'est-à-dire après 1968, sous des accusations encore moins claires, et qui attendent d'être rangées dans l'une des précédentes catégories.

Aux termes d'une ordonnance présidentielle, tous les membres des forces armées qui se trouvaient dans la catégorie C doivent être libérés ; mais il est loin d'être évident que cette libération massive de prisonniers militaires ait nulle part reçu un début d'exécution. Plus de cent mille personnes des catégories C2 et C3 non emprisonnées mais accusées d'avoir été associées au GESTAPU ont été récemment privées de leur emploi (par exemple dans les plantations de caoutchouc de Sumatra). Cette mesure frappe très durement les ouvriers qualifiés et les cadres ; soudainement licenciés, certains sont réembauchés le lendemain, mais cette fois comme simples ouvriers temporaires.

La plupart des prisonniers ne sont pas inculpés officiellement. Tel est bien le nœud du problème. Ainsi un procès légal ne peut être engagé. Ils dépendent du KOPKAMTIB (Commandement pour la restauration de la sécurité et de l'ordre), organisme militaire doté de pouvoirs spéciaux ; détenus par les militaires et non par la police, ils ne peuvent donc faire appel à des avocats.

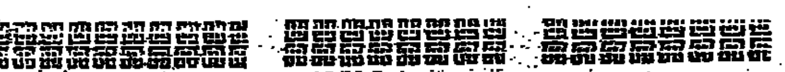
Pas de travail pour les libérés

LES détenus politiques qui sortent de prison éprouvent les plus grandes difficultés de réinsertion. C'est une tare d'avoir été prisonnier politique ; c'en est une aussi d'avoir pour parent un « tapol ». Les prisonniers « *libérés* » *demeurent comme marqués* au fer rouge. Ils ont des papiers d'identité spéciaux et ne peuvent évidemment pas obtenir le certificat, encore aujourd'hui indispensable, attestant que l'on n'a pas participé au coup d'Etat de 1965. Personne n'ose les accueillir ou leur donner du travail. Nombreux sont ceux que leur famille a dû renier pour pouvoir elle-même survivre.

Un travailleur social de Semarang estime que deux mille familles ont sollicité son assistance ; même détresse constatée à Djakarta. Ce sont pour la plupart des familles d'ex-prisonniers politiques. Une famille doit faire face à de grosses dépenses. Les droits de scolarité, auxquels il faut parfois ajouter les frais d'achat d'uniforme, sont de l'ordre de 70 000 roupias (1 roupia égale approximativement 1 centime). Le loyer annuel d'une maison coûte au moins 10 000 roupias. En plus, de multiples contributions traditionnelles et obligatoires sont perçues, surtout dans les villages, notamment à l'occasion des funérailles, des mariages, etc. Bien entendu, toutes les familles sont astreintes à ces dépenses, qui deviennent particulièrement écrasantes pour les anciens prisonniers politiques. Il faut rappeler que le revenu moyen de la population indonésienne n'atteint pas 1 000 francs par an.

Par JEAN GUILVOUT

Ceux qui sortent de prison ne sont pas accueillis par la société indonésienne dans sa majorité et très souvent ne trouvent pas de travail. La phobie anticommuniste, la propagande, jouent leur rôle. Tout le monde a peur : il est si facile d'être arrêté un beau matin simplement parce qu'on est soupçonné d'être communiste ou plus ou moins sympathisant. N'importe qui peut, un jour ou l'autre, faire l'objet d'une telle accusation, et la loi n'assure aucune protection en pareil cas.







(Photo Sygma.)

DJAKARTA, LORS DE LA VISITE DU PREMIER MINISTRE JAPONAIS EN 1974.
La phobie anticommuniste reste un puissant alibi pour le régime.

Prudente réaction des Eglises

A CELUI qui se présente pour un emploi ou pour entreprendre des études, pratiquement partout, on demande d'abord le « BEBAS G 30 S », c'est-à-dire une lettre de non-implication dans le GESTAPU. Ce document est délivré par les représentants du gouvernement local. Nul ne peut être embauché, ou inscrit comme étudiant, s'il ne possède pas ce précieux papier. Du coup, la situation d'un ex-prisonnier politique est souvent dramatique. Théoriquement, une fois libéré, il devrait pouvoir obtenir cette lettre au bout de six mois de probation (trois mois chez lui, trois mois confiné au village). Le chef du village peut délivrer une carte d'identité après avoir obtenu de l'armée le « feu vert » ; mais il ne demande pas cette autorisation car il sait que l'officier, ayant peur, lui aussi, d'avoir à son tour des ennuis, ne la lui donnera pas.

Un article du journal de Djakarta *Kompas*, en date du 7 janvier 1974, mais qui reste très actuel, a décrit ainsi la situation : « *La loi en Indonésie n'existe que sur le papier (...). Les violations des droits fondamentaux de l'homme sont monnaie courante ; elles ont lieu chaque jour, à chaque heure, à chaque instant même ; les cas de violation de ces droits sont incroyablement nombreux et attristants. Le plus étonnant, c'est que ceux-là mêmes qui sont appelés à appliquer et à respecter les droits de l'homme sont, le plus souvent, responsables de ces violations. Le peuple vit dans l'oppression, et ceux qui osent se défendre contre ces violations sont immédiatement liquidés par les autorités responsables. Actuellement, dans divers secteurs de la vie quotidienne, l'application et le respect des droits de l'homme restent utopiques tandis que les citoyens font quotidiennement l'expérience amère des abus de pouvoir. L'impossibilité d'appliquer la loi s'explique par le système et par le climat qui règne aujourd'hui.* »

Devant cette situation, comment réagissent les Eglises ? Interrogé sur l'utilisation de l'Eglise par le gouvernement pour entretenir la phobie anticommuniste et tenir à l'écart les ex-prisonniers politiques, le cardinal Darmojuwono a répondu que non seulement le gouvernement se sert effectivement de l'Eglise dans ce but, mais aussi que toute la population l'accepte. Il disait connaître et désapprouver cette politique, mais, ajoutait-il, « *il ne faut pas oublier 1965 et le traumatisme profond qu'a alors subi la population* ». Il affirmait aussi qu'il fallait aider les prisonniers politiques à se réinsérer dans la vie, et que lui-même d'ailleurs consacrait beaucoup d'argent à des œuvres sociales qui y contribuent. D'autre part, la conférence épiscopale indonésienne a décidé de laisser chacun libre d'aider, s'il le voulait et le pouvait, les détenus. Et, de fait, beaucoup de prêtres, de religieux, de religieuses et de laïcs sont engagés dans l'aide aux prisonniers nouvellement relâchés.

Il semble d'ailleurs que les Eglises soient les seules institutions qui puissent se permettre une telle action sans être accusées de compromission, car leur anticommunisme est suffisamment établi. A cet égard, on peut rappeler la lettre de quarante et un prêtres critiquant l'action du gouvernement. Un des signataires, que nous avons rencontré, nous a déclaré : « *Nous nous trouvions devant un dilemme : confrontation avec le gouvernement par fidélité à l'Evangile, ou mutisme face à l'injustice par peur des représailles gouvernementales. Nous entretenons de bonnes relations avec les autorités, mais il fallait oser critiquer, et nous savions qu'il nous était possible de le faire grâce à notre réputation de patriotisme et à notre absence reconnue d'ambitions politiques. Notre lettre a fait du bruit, provoqué la colère et le mécontentement des autorités locales visées par nos accusations ; mais on a reconnu le bien-fondé de nos critiques, et, au fond, on n'était pas mécontent que quelqu'un ose dénoncer les exactions des militaires. Nous étions les seuls à pouvoir le faire. On a simplement fait remarquer que notre lettre n'arrivait peut-être pas à un moment opportun* (période des mouvements étudiants à Djakarta contre la venue du premier ministre japonais, M. Tanaka). *Cependant cette lettre a atteint partiellement son but. Les autorités locales ont repris nos idées à leur compte.* »

Ce témoignage de quarante et un prêtres catholiques a retenu l'attention car, rédigé en termes modérés, il reflète les sentiments et les aspirations de la majorité de la population. Après avoir noté que les gens ne peuvent exprimer leurs idées, car ils craignent d'être taxés de communisme, de perdre leur emploi, d'être privés de moyens de subsistance, ou même torturés, le texte estimait que les conditions économiques actuelles ne donnent à la population aucun moyen de sortir de sa situation misérable. Mais il faut reconnaître qu'on est encore loin du compte et que peu de choses ont changé depuis la publication du manifeste.

Tout citoyen doit être membre de l'une des cinq grandes religions reconnues (musulmane, catholique, protestante, hindouiste, bouddhiste). Aussi prêtres, religieuses et pasteurs ont-ils le droit d'entrer dans les prisons, de parler seul à seul avec les prisonniers, d'organiser des rencontres. L'un d'entre eux nous a dit : « *Nous enseignons donc la religion ; puis, à partir de là, d'autres enseignements sont possibles. Nous essayons aussi de faire la liaison entre les prisonniers et leur famille, et aidons autant que possible à leur réinsertion dans la société. Le gouvernement assure être favorable à ce genre d'action. Nous pouvons rencontrer les prisonniers sans témoin, mais il y a parmi eux des mouchards à la solde du gouvernement.* »

Un autre nous a confié : « *Certes, notre action auprès des « tapol » comporte de grands risques, entre autres celui de consolider le pouvoir. Mais il y a ces hommes qu'il faut aider ; parmi eux, peu de vrais communistes — les vrais ont été liquidés depuis longtemps. — il suffit d'avoir été sympathisant pour être jeté en prison. On ne peut pas dire que la dictature soit implacable, mais elle sait ce qu'elle veut. Du reste,* a-t-il ajouté, *un pays comme celui-ci a probablement besoin d'un régime fort...* »

Dans l'ensemble, tout en se montrant critique dans une certaine mesure, l'Eglise ne pose donc pas véritablement de problèmes au régime à propos de la situation des prisonniers. Certains prêtres contestent cette attitude prudente et dénoncent même la « *collusion* » entre l'Eglise et le pouvoir. Ainsi un prêtre d'une quarantaine d'années faisait cette analyse : « *La phobie anticommuniste est un fait dans l'Eglise, comme dans le pays tout entier. Le gouvernement l'entretient, c'est un bon alibi pour maintenir l'ordre. Tout ce qui, de près ou de loin, risque de troubler l'ordre établi est qualifié de communiste. En fait, le véritable danger, c'est qu'il y a 80 % de pauvres en Indonésie, trop de corruption et d'injustices : à vouloir couvrir ces situations, on prépare des explosions de mécontentement. Plutôt que de brandir la menace du communisme, le gouvernement ferait mieux de s'attaquer à ces dangers, de veiller à une meilleure répartition, de lutter contre la corruption, etc.* »

Si modérées que soient les Eglises, leur attitude commence à gêner le gouvernement. Significative à cet égard paraît être une affaire récente, peut-être authentique, peut-être montée de toutes pièces en vue de discréditer certaines personnalités. Il s'agit du « *complot* » auquel, en septembre, auraient participé, entre autres, le cardinal Darmojuwono, le général en retraite Simatupang, président du Conseil des Eglises, M. Hamtra, président du Conseil islamique indonésien, et M. Saïd Suhanto, président d'une association religieuse.

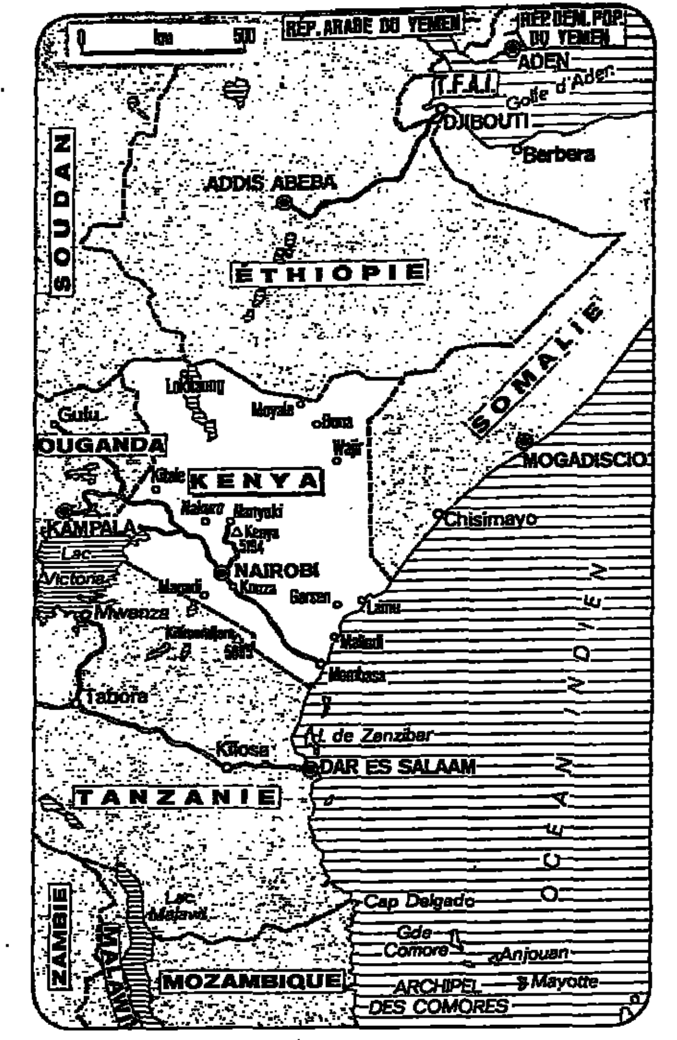
Incapable de résoudre ses contradictions et de réduire des inégalités socio-économiques toujours plus criantes, le régime de Djakarta estime avoir besoin des prisonniers politiques pour légitimer le pouvoir des militaires. N'a-t-on pas dit qu'il fallait savoir, le cas échéant, sacrifier cent mille personnes pour assurer la prospérité de cent vingt millions ? Des foyers de guérillas subsistent, et les incidents survenus aux Pays-Bas en 1975 en faveur de l'indépendance des Moluques, comme la résistance actuelle de Timor-Oriental contre l'annexion par l'Indonésie peuvent être lourds de conséquences. Leur évolution est liée au sort des luttes qui se déroulent aussi en Malaisie et aux Philippines. Les événements du Vietnam, du Cambodge et du Laos ont modifié beaucoup de choses dans la région. Le gouvernement indonésien doit bien en tenir compte, et la répression interne n'en est que plus dure.

LE KENYA, PION OU ALLIÉ DE L'OCCIDENT ?

Un nationalisme pragmatique

Un pays condamné, par sa dépendance économique, à un rôle ambigu dans une région convoitée de l'Afrique

Enquête de DENIS MARTIN *



POINTE au mitan du Nairobi moderne, le Centre international des conférences se dresse comme un symbole de la volonté d'ouverture du Kenya *sur le monde. Sa tour cohabite avec celle de l'Hilton ;* ensemble, elles surplombent d'un côté le Parlement, de l'autre les bâtiments massifs des grandes banques, les immeubles de bureaux où s'agglutinent les sièges *locaux de sociétés plus ou moins multinationales.*

Dans cette vitrine de l'Occident sous les tropiques, les rassemblements internationaux n'hésitent plus à s'installer : le Fonds monétaire international, le Conseil mondial des Eglises, la quatrième CNUCED, Intelsat, et tout récemment l'UNESCO... Ces migrations périodiques font marcher le commerce, l'hôtellerie, les maisons spécialisées dans les safaris de courte durée, et le casino. Elles attirent momentanément une population de technocrates ou d'hommes d'affaires qui peuvent ainsi découvrir qu'au Kenya la cohabitation des races, comme des intérêts locaux et des intérêts étrangers, ne fait plus problème depuis longtemps et, par là, se convaincre que, si besoin est d'investir en Afrique orientale, de défricher un marché nouveau, de s'implanter sur *les rives de l'océan Indien, le Kenya, dans tous* les sens du terme, peut faire l'affaire.

Couronnement de cette politique, les Nations unies ont décidé d'implanter leur Programme pour l'environnement à Nairobi — choix curieux si *l'on considère, d'un point de vue plus écologiste,* les trafics auxquels donnent lieu, au plus haut niveau, la déforestation et la dépopulation animale qui consument la nature, ainsi que les effets polluants de l'exploitation de certaines matières premières *minérales, la fluorine* notamment — et le président Kenyatta a désigné sa propre fille pour y représenter en permanence son pays.

La vocation internationale du Kenya s'affirme de la sorte et contraste avec le peu de place que tient pratiquement ce pays et sur la scène africaine et sur la scène internationale. Ou, à tout le moins, avec la rareté de ses interventions en pleine lumière. Il n'en faudrait pas déduire qu'il n'a pas de politique internationale, comme on l'entend parfois *dire dans le pays même ; on peut en* trouver des expressions formalisées, voire sacralisées, sous l'aspect de grands principes généraux posés une fois pour toutes (1) et repris à satiété chaque fois *que l'occasion s'en présente ;* on peut en suivre les méandres dans les rares manifestations où se trouve impliqué en personne le président Kenyatta : lors de la crise du Congo en 1964, lors de la crise angolaise *en 1975. Il n'en reste pas moins que,* dans l'environnement particulier qui est le sien, le Kenya, jouxtant au sud le pays dirigé par le président Nyerere, l'un des « sages » de l'Afrique progres*siste, bordant à l'ouest l'Ouganda de l'intempestif* et imprévisible maréchal Amin Dada, fait figure de partenaire extrêmement discret dans l'agitation de la politique mondiale.

Des Mau-Mau aux non-alignés



Le style de cette politique extérieure a parfois de quoi surprendre : on peut la croire tranquille ou passive, la soupçonner de duplicité, sinon l'accuser de n'être qu'un instrument aux mains de l'impérialisme. Elle est un peu tout cela en effet, sans l'être tout à fait, et le scepticisme qu'elle éveille traduit bien *l'étonnement qu'on peut concevoir* à comparer le retentissement international que connurent le Kenya et celui qui devait devenir son président, Jomo Kenyatta, il y a plus de deux décennies, à l'effacement actuel, qu'il soit joué ou réel.

Jomo Kenyatta participe à Londres, en 1944, à la création de la **Pan African Federation** ; en 1945. Il est l'une des figures de proue du sixième congrès panafricain à Manchester. Son procès, sa condamnation, son emprisonnement ont, plusieurs années durant, remué le monde ; lorsque arrive l'indépendance, dont il est devenu un vivant symbole, **« son prestige était si grand parmi les autres dirigeants africains qu'il était voué à jouer un rôle influent dans le cours des événements, non seulement au Kenya, mais dans toute l'Afrique »**, c'est le premier ambassadeur américain au Kenya qui l'écrit... (2). Gérontocrate affectant de prôner universellement la conciliation et l'union, le **Mzee** (le « Vieux », donc le « Sage ») n'a pourtant jamais été président de l'Organisation de l'unité africaine. Aux grandes tribunes mondiales, rarement il est monté et ses positions n'ont pas souvent été frappées au coin de l'originalité. Pis encore, peut-être, ses médiations n'ont guère été couronnées de succès — qu'il se soit agi d'empêcher l'opération aéroportée américano-belge sur Stanleyville en 1964, ou de réconcilier, à deux reprises, UNITA, F.L.N.A. et M.P.L.A. en 1975. Tout au plus peut-on le créditer de quelque responsabilité dans les négociations qui aboutirent à la libération du professeur Hills en butte à l'ire du président ougandais.

Si floues qu'aient été les orientations et l'idéo*logie de leur mouvement, les combattants* Mau-Mau avaient été les premiers à déclencher une lutte de libération armée sur le continent africain, et, bien qu'ils aient échoué militairement, l'indépendance fut en partie leur œuvre. Sur le plan *international, leur combat eut une grande réso*nance : héros pour les nationalistes africains et afro-américains, monstres des ténèbres mettant en péril l'ordre chrétien pour les colonialistes britanniques et quelques autres.

Toutefois, phénomène significatif, le mythe mau-mau a probablement mieux survécu hors du Kenya que dans le pays. Des combattants de la liberté, ainsi qu'ils s'appelaient eux-mêmes, le Kenya actuel ne porte guère la marque (3). *Un seul thème les ramène sur le front des* discours, en particulier lorsque officie le président Kenyatta : l'indépendance nationale, invoquée en réplique à une menace concrète ou imaginaire sur le territoire, le plus souvent à l'adresse de *la Somalie ou de l'Ouganda. Cette référence à* l'indépendance témoigne néanmoins de la permanence du sentiment nationaliste qui est l'une des clés de l'attitude internationale du Kenya, et plus précisément à l'égard de l'évolution en Afrique *australe.*

Mais ce nationalisme-là est d'essence conservatrice et se situe hors du champ de l'économie. *Il s'inscrit dans la ligne de la lutte de libé*ration telle qu'elle se déroula au Kenya, infléchie par les conflits qui survinrent de l'indépendance à 1956-1959 : le nationalisme est alors une simple question de détention du pouvoir politique, et peut se résumer en une formule : **paraître être maître chez soi.** Ce qui signifie également à différents niveaux : l'Afrique aux Africains, le Kenya aux Kenyans, mais aussi l'Afrique du Sud aux Sud-Africains, la Rhodésie aux Zimbabwéens.... (4).

C'est aussi un nationalisme non aligné, ce qui ne serait pas en soi extraordinaire n'étaient les subtilités introduites par les dirigeants kényans *dans le concept de non-alignement. Prenant en* quelque sorte le contre-pied du « neutralisme positif » cher à certains chefs d'Etats africains de l'époque, Tom Mboya expliqua un jour qu'il était possible à un pays non aligné comme le Kenya de s'asseoir à la même table et de coopérer avec des pays « engagés » (« committed »), c'est-à-dire, en fait, rattachés au bloc occidental, mais qu'une telle attitude serait beaucoup plus difficile avec des **« pays choisissant d'appartenir au bloc communiste oriental »** (5). Ce qui éclaire d'une lumière particulière la déclaration de non-alignement économique contenue dans le « Sessional paper » n° 10, 1965 : **« Il est nécessaire d'éviter de faire dépendre le développement du Kenya d'une relation de satellite à l'égard d'un pays ou d'un groupe de pays. Une telle relation serait insupportable et constituerait une violation de l'indépendance politique et économique si chère au cœur de notre peuple. Le non-alignement économique ne signifie pas une politique d'isolement, pas plus que le non-alignement politique n'implique le refus de participer aux affaires du monde. Au contraire, il traduit une volonté et un désir :**

» I) D'emprunter un savoir technologique et des méthodes économiques ayant fait leurs preuves, à tout pays — sans engagement ;

» II) De rechercher et d'accepter l'aide technique et financière, de toute source — sans obligation ; et

» III) De participer pleinement au commerce mondial — sans domination politique. » (6).

Le paragraphe traitant un peu plus loin des investissements étrangers laisse comprendre clairement que **« les méthodes économiques ayant fait leurs preuves »** peuvent difficilement venir des pays socialistes et que le non-alignement économique doit se traduire, de même que le non-alignement politique, par ce que l'un des rares députés contestataires ayant survécu à la crise politique de 1975 (7), M. George Anyona, appelait un **« penchant manifeste pour l'Occident »** (8).

*Un nationalisme conservateur, donc, qui contre*dit l'équation classique : nationalisme = progressisme. Car s'il est né du combat contre l'oppression, de la revendication de la terre, il n'en est pas moins tout autant marqué par *l'idéologie léguée par l'ancien maître britannique,* jamais vraiment remise en question, et par la forme dans laquelle cette idéologie s'exprima durant ce que les Anglais appelaient pudiquement l'« état d'urgence » : un anticommunisme virulent, un sens autoritaire de l'ordre, doublés d'un esprit de réformes libérales, économiquement parlant, visant à permettre l'ascension sociale des entrepreneurs dynamiques, couche sur laquelle pourrait se consolider un pouvoir modéré m.s ainsi à l'abri de la revendication des classes de paysans pauvres. Bref, le nationalisme de Jomo Kenyatta et de Tom Mboya (assassiné en 1969 après avoir laissé une forte empreinte sur l'orientation du pays) s'accommode fort bien de la liberté concédée aux entreprises étrangères, recherche avidement le capital des pays développés, et se contente dans l'économie d'une africanisation de surface.

Dès lors, il ne faut pas s'étonner que les fonctions imparties à la diplomatie kényane relèvent à la fois du démarchage et de la publicité. Lors d'un séminaire rassemblant les diplomates kényans, en août 1975, le président Kenyatta **« dit aux représentants du pays à l'étranger qu'ils devraient toujours et en tous temps penser d'abord à la manière dont ils pourraient le mieux promouvoir la bonne réputation et les intérêts du Kenya dans les pays où ils sont affectés (...). La réputation du Kenya,** *ajouta-t-il,* **est déjà bonne aux yeux du monde, et c'est votre devoir premier et principal de faire en sorte que cette bonne réputation soit maintenue et améliorée »** (9).

L'une des raisons fréquemment avancées pour justifier la répression des mouvements de contestation parlementaire, syndicale ou estudiantine est d'ailleurs la nécessité de donner du pays une bonne image à l'étranger, de maintenir surtout une réputation de stabilité politique propre à encourager les investisseurs internationaux alléchés par une réglementation bienveillante.

Conflits internes, pressions externes

Mélange de nationalisme politique et absence de susceptibilité économique : *telle est l'originalité de la politique étrangère kényane,* interdisant qu'on la range *simplement dans* un suivisme obstiné, quel qu'il soit. Mais cet équilibre instable et contradictoire *ne fut pas* acquis dès l'indépendance ; il fut l'un des enjeux d'une lutte politique ardente qui mêla dans ses affrontements la politique économique, les amitiés extérieures et les interventions externes. Pour simplifier, on dira que de l'indépendance (1963) à la conférence de Limuru (1966), où le parti dominant, la Kenya African National Union (KANU), éclata, et jusqu'aux événements de 1969 qui virent le meurtre, dans des conditions jamais éclaircies, de Tom Mboya, les émeutes menaçant le président Kenyatta et le bannissement de toute opposition organisée, de 1963 à 1969, donc, se mesurèrent deux conceptions, deux projets pour le Kenya, sous le couvert d'une opposition entre ceux que l'on étiqueta, pour plus de commodité, les radicaux et les conservateurs.

Pro-américains contre pro-soviétiques ?

ABSTRACTION faite des mythes et légendes, il s'agissait d'une lutte pour le pouvoir ; *« Mzee » Jomo Kenyatta était hors d'atteinte* et il ne pouvait être question de l'attaquer directement ; elle se déroula donc dans l'allégeance quasi permanente au président ; elle mit deux hommes sur le devant de la scène, Tom Mboya et Odinga Oginga, tous deux investis de responsabilités, ayant joué un rôle insigne dans la lutte légale pour l'indépendance à travers le mouve*ment syndical.*

Le premier, Tom Mboya, était partisan d'une planification indicative, du recours aux aides et investissements étrangers, du maintien de relations privilégiées avec la Grande-Bretagne et, en *général, de l'établissement de liens d'amitié et* de coopération au sein du bloc occidental. Le second, Odinga Oginga (et peut-être plus encore ses lieutenants, Bildad Kaggia, Fred Kubai, Achieng Oneko et ce Goannais qu'on disait *marxiste, Pio da Gama Pinto, également disparu* dans de curieuses conditions), était avant tout un populiste : l'éradication de la pauvreté paysanne, son thème central, impliquait pour lui un autre modèle de développement économique, *une planification plus impérative, une moins* grande dépendance des flux externes, une nationalisation plus poussée de l'activité productive, et des relations étroites avec les pays socialistes.

Les deux hommes, cela n'est pas indifférent, étaient aussi en rivalité pour le « leadership » dans leur communauté d'origine, les Luo. Ils cohabitèrent quelque temps dans le gouvernement, Odinga à la vice-présidence, Mboya à l'économie et à la planification, mais leur hostilité mutuelle n'était un secret pour personne, ni le fait que leurs groupes respectifs n'épargnaient aucun effort pour « déstabiliser » l'autre (10).

Une première épreuve de force se produisit en 1964-1965, à propos de l'école des cadres du parti, l'Institut Lumumba, qui devait former les intellectuels et les techniciens du parti promis à de hautes responsabilités politiques. L'Institut avait très largement été financé par l'U.R.S.S. et comptait deux enseignants soviétiques. Il ne vécut qu'une seule année, durant laquelle ses étudiants se manifestèrent par des prises de position « gauchistes » assez maladroites, réclamèrent, entre autres, l'abrogation du « Sessional paper n° 10 », et tentant d'occuper le quartier général de la KANU. Devant ce qui pouvait paraître comme une tentative de coup de force à l'intérieur du parti, les notables réagirent, *aiguillonnés par le groupe Mboya : fin avril 1965,* le Parlement adopta une motion demandant la prise de contrôle de l'Institut Lumumba par le gouvernement : la suite logique en fut sa fermeture. Il est intéressant de relever la liaison *qui s'établit à ce propos entre une supposée* allégeance extérieure — donc une atteinte à l'indépendance nationale, et une rupture avec le nationalisme — et les positions prises en politique intérieure : l'Institut Lumumba est considéré *comme dangereux par les conservateurs* non seulement parce qu'il pourrait constituer une plate-forme pour le lancement de jeunes radicaux

---

(1) Voir *Sessional paper n° 10, 1965* : « African socialism and its application to planning in Kenya », charte de la politique kényane due en grande partie à Tom Mboya, repris dans Mutiso (G.C.), Rohio (S.W.) : *Readings in African political thought*, Heinemann, Londres, 1975, pp. 505-511.

(2) Attwood (William), *The reds and the blacks, a personnal adventure*, Harper and Row, New-York, 1967, p. 149.

(3) Voir à ce propos Buijtenhuis (R.) : *Mau-Mau twenty years after, the Myth and the Survivors*, Mouton, Paris, La Haye, 1973.

(4) Les autorités kényanes n'ont jamais faibli dans leurs déclarations de soutien aux luttes de libération en Afrique australe, y compris aux mouvements armés. La seule « bavure » aurait été le fait de James Gichuru, alors ministre des finances, à qui l'on attribue une déclaration en février 1966 à Lagos laissant entendre que les Africains de Rhodésie n'étaient pas encore prêts à assumer l'indépendance.

(5) Voir Gertzel (C.J.), Goldschmidt (M.) et Rothchild (D.), éd., *Government and Politics in Kenya, a Nation building Text*, East African Publishing House, Nairobi, 1969.

(6) Mutiso, Rohio, *op. cit.*, p. 507.

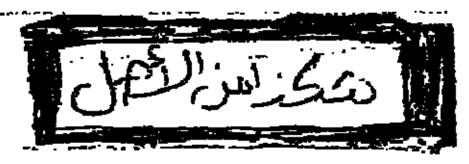
(7) Voir *le Monde*, 21 octobre 1975, et *Jeune Afrique*, n° 773, 31 octobre 1975.

(8) *The Weekly review*, n° 64, 3 mai 1976, Nairobi.

(9) *The Standard*, Nairobi, 23 août 1975.

(10) Voir Gertzel (C.), *The Politics of Independant Kenya*, East African Publishing House, Nairobi, 1970.

* Chercheur au Centre d'études et de recherches internationales, Fondation nationale des sciences politiques, Paris.



dans l'appareil du parti ou de l'Etat, mais aussi, peut-être surtout, parce qu'il passe pour être manipulé par les Soviétiques. Le même clivage se retrouve dans les étiquettes dont ne manquent jamais de s'affubler les membres de l'un ou l'autre camp ; comme le remarquait Cherry Gertzel : « **Au cours du débat entre les conservateurs et les radicaux, Odinga et ses amis radicaux étaient étiquetés comme communistes, et de ce fait implicitement considérés comme déloyaux à l'égard de l'Etat. A leur tour, ils appelaient leurs adversaires « capitalistes » (...). En fonction de leurs associations passées, il n'était guère difficile pour leurs critiques respectifs d'attaquer Mboya comme capitaliste pro-occidental et Odinga comme communiste et pro-oriental** » (11).

Éviction des radicaux

PEU à peu, les radicaux allaient se voir privés de leurs responsabilités réelles : Odinga inaugure de plus en plus les chrysanthèmes et, pratique coutumière au Kenya, l'attaque frontale est précédée d'une campagne de rumeurs insinuant que le vice-président reçoit des armes des pays de l'Est et prépare un coup d'Etat. Le dénouement s'opère à Limuru, en mars 1966 ; les instances dirigeantes du parti, réunies pour la première fois depuis l'indépendance, décident de procéder à une réforme constitutionnelle dont la clef de voûte est la suppression du poste de vice-président. Odinga et les radicaux sont pratiquement éliminés de toute position officielle dans le parti : en avril 1966, avec trente de ses partisans, il démissionne de la KANU et du gouvernement ; les élections qui s'ensuivent ne leur sont guère favorables, l'administration n'ayant pas négligé d'aider les conservateurs. A la suite des troubles de 1969, Odinga et certains de ses compagnons se retrouvent en prison et leur parti, la Kenya People's Union (K.P.U.), est interdit. Dès lors, le champ est libre pour les conservateurs pro-occidentaux, en faveur desquels le président Kenyatta a jeté son poids dans la balance, sans le dire ouvertement. Coïncidence, ou symbole du redressement qui s'opère alors, peu avant la conférence de Limuru les services de Tom Mboya avaient annoncé que le gouvernement du Kenya repoussait une série de projets d'aide négociés par Odinga Oginga avec l'Union soviétique.

Une proie convoitée

DURANT toute cette période, le Kenya a sans doute été une proie convoitée dans la stratégie mondiale. Arrivé au Kenya après avoir fait ses classes en Guinée, l'ambassadeur américain William Attwood explique fort clairement l'importance de cet Etat que l'on peut utiliser comme plate-forme d'observation pour le pays qui s'appelle encore Congo-Léopoldville, pour la Rhodésie, pour les mouvements de libération installés à Dar-Es-Salaam, et pour Zanzibar, qui vient de « **tomber aux mains des communistes** »... Il rapporte que sa mission était là-bas de contrer les Russes et les Chinois qui tentaient de prendre pied sur le versant oriental du continent.

C'est le moment où, à Dar-Es-Salam justement, Chou En-lai vient de déclarer l'Afrique « **mûre pour la révolution** », et cela le renforce dans ses convictions, s'il en était besoin. Alors, William Attwood voit des agents du K.G.B. partout, et notamment à l'Institut Lumumba ; il voit alternativement la main (et le portefeuille) des Soviétiques et des Chinois dans toutes les actions entreprises par Odinga, les radicaux, la K.P.U. et Pio da Gama Pinto, surtout, qui est l'âme du complot, le grand chef d'orchestre clandestin en quelque sorte, alors qu'Odinga n'est qu'un émotif ambitieux, mais au fond pas méchant... (12)

Pour les précisions, nous n'en aurons guère plus. Par contre, on sait fort bien les liens qui existaient entre Tom Mboya et la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.), le rôle que joua celle-ci dans la création de la Kenya Federation of Labour, où le futur ministre de l'économie et de la planification bâtit sa carrière (13). Et certains ne manquent pas d'y voir en fait une intervention directe de la C.I.A. : « **Au Kenya, en 1953 et 1954, la C.I.A. aida les Mau-Mau et aida Tom Mboya à organiser la K.F.L. (Kenya Federation of Labour). La K.F.L. reçut officiellement le soutien de l'A.F.L.-C.I.O., aussi bien que des fonds et des conseils de la C.I.A. Entre 1962 et 1963, il est admis que la C.I.A. subventionnait la K.F.L. au taux de 1 000 livres sterling par mois. Le Fonds pour l'éducation internationale, sociale et économique, une couverture de la C.I.A., fournit plus de 25 000 livres à la K.F.L. Des articles de Mboya furent publiés par des organes notoires de la C.I.A. comme l'Union internationale de la jeunesse socialiste, la Conférence internationale des étudiants et l'Assemblée mondiale de la jeunesse. Une autre création de la C.I.A., la Fondation pour la paix et la liberté, fournit à partir de 1962 40 000 dollars à l'hebdomadaire de la K.F.L. Mfanya Kazi (« le Travailleur »)** (14).

Plus précisément encore, un universitaire kényan affirme que la conférence de Limuru se tint à l'instigation pressante de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis et que ces deux pays en assurèrent le financement (15). Tout cela ne constitue qu'un réseau de présomptions ; mais William Attwood nous donne lui aussi quelques indices. Il évoque ses interventions auprès de Kenyatta au moment de la crise de Stanleyville, ou lorsque le ministre des affaires étrangères, Joseph Murumbi, critique un peu vivement à l'ONU la politique américaine au Vietnam. Il indique à deux reprises une coopération des services secrets américains et kényans, notamment lorsque, *au moment de la conférence de Limuru*, un certain nombre de diplomates et de journalistes des pays de l'Est furent expulsés du Kenya : « **La vérité, c'est que la police kényane nous avait demandé de vérifier ses soupçons à propos de certaines personnes qui n'étaient pas ce qu'elles prétendaient être, et que nous avions obligeamment confronté leurs noms à nos propres listes** » (16). Enfin, il dissimule mal sa joie après la réussite de l'opération Limuru : « **Odinga et les démagogues n'avaient plus de responsabilités. Les hommes qui montaient, comme Daniel Arap Moi, Ronald Ngala, Mwai Kibaki et James Nyamweya étaient des gens calmes, travailleurs et à l'esprit pratique. Quand ils parlaient de la révolution agricole du Kenya, leurs propos sonnaient comme ceux de Walt Rostow** » (17).

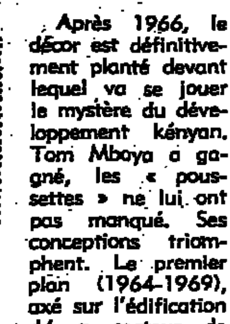
Convergences idéologiques

A PARTIR de ce témoignage de première main, il serait aisé de reprendre la bonne vieille explication faisant du Kenya un pion américain sur l'échiquier africain ou de Jomo Kenyatta un valet de l'impérialisme. La situation n'est probablement pas aussi simple.

Car il ne fait aucun doute que si les Etats-Unis ont dans de nombreux domaines l'oreille des actuels dirigeants kényans, qu'ils ont peut-être aidé à consolider leur pouvoir, il est tout aussi vrai que, en ce qui concerne les affaires africaines, le président Kenyatta n'est jamais allé au-delà d'une certaine limite : celle que trace le principe de la libération sans condition de tous les territoires encore colonisés ou gouvernés par des minorités d'origine européenne. Ce n'est pas sans avantages pour la diplomatie des Etats-Unis.

Les rapports du Kenya avec l'Occident — avec la Grande-Bretagne, avec les Etats-Unis, mais aussi, de plus en plus, avec la République fédérale d'Allemagne et le Japon, — sont beaucoup plus solides que de simples liens d'allégeance politique. *Ils reposent sur la même croyance en* un même système économique ; ils se confortent des intérêts que les classes dominantes de chaque pays tirent du fonctionnement de ce système, à un bout ou à l'autre de la chaîne ; ils partagent la même phobie du communisme : l'idéologie se mêle ici indistinctement aux intérêts directs, brouillant les cartes lorsqu'il s'agit de l'Afrique, d'où certaines ratées lorsque viennent en conflit l'action pour la libération de l'Afrique et la peur *du communisme, comme en* Angola. Ainsi s'expliqueraient aussi certaines contradictions apparentes, entre la presse (violemment anticommuniste) et l'« opinion publique » d'une part, et le gouvernement de l'autre (18), ou encore au sein même du gouvernement, où les prises de positions internationales n'ont pas tout à fait le même accent selon qu'elles sont formulées par Babu Wood et Munyua Waiyaki, respectivement secrétaire d'Etat et ministre des affaires *étrangères, ou par Daniel Arap Moi, vice-président*, et Charles Njonjo, attorney general. Cela dit, il convient de prendre largement en compte le poids des structures économiques dans la déterminatoin de la politique étrangère.

Une économie dépendante



Après 1966, le décor est définitivement planté devant lequel va se jouer le mystère du développement kényan. Tom Mboya a gagné, les « poussettes » ne lui ont pas manqué. Ses conceptions triomphent. Le premier plan (1964-1969), axé sur l'édification d'un secteur de substitution aux importations grâce à l'investissement étranger, ne sera pas modifié ; non plus que le plan de rachat progressif des anciennes terres de colonisation blanche des « highlands », financé par la Grande-Bretagne.

L'homogénéité politique de l'équipe dirigeante et avec elle la stabilité semblent assurées à partir de 1969, quand disparaissent de la scène politique — l'un est assassiné, l'autre jeté en prison — Odinga Oginga et Tom Mboya. Dans le jeu des factions, la mort de ce dernier arrange beaucoup de monde, mais ses conceptions économiques ne sont pas reniées.

Des technocrates reprennent le flambeau avec énergie : Mwai Kibaki au ministère des finances, Duncan Ndegwa, gouverneur de la Banque centrale ; « nolens volens », ils couvrent la corruption, qui, de plus en plus, gangrène le système. De toute manière, il serait suicidaire pour eux de s'attaquer au « clan » Kenyatta, s'ils en avaient quelque envie. Adeptes des règles classiques, ils s'efforcent plutôt d'orienter l'économie par une politique du crédit qui se heurte à la force d'inertie des firmes étrangères dominantes. Ils favorisent l'intervention de l'Etat qui contrôle les secteurs les moins directement rentables ou qui, par le biais de sa participation à des sociétés mixtes, permet à des entreprises non kényanes d'échapper aux lois sur les firmes étrangères. Ils *cherchent à développer les exportations*, essentiellement d'origine agricole en l'absence de ressources minérales importantes. Ainsi s'affirme et se perpétue le caractère sous-développé et extraverti de l'économie kényane.

La pompe à finances

CERTAINS chiffres globaux peuvent faire illusion et c'est en général ceux-là qui sont choisis pour vanter les mérites du développement à la kényane : de 1964 à 1972, le produit national brut a crû de 7 % par an, ce qui paraît tout à fait honorable. De même, l'épargne interne est importante pour un pays en essai de développement : en moyenne 19 à 20 % du produit national brut de 1964 à 1972. La croissance du secteur industriel a été d'environ 8 % par an de 1964 à 1974. Pourtant il ne faut pas s'y tromper ; les signes d'essoufflement qu'a donnés récemment l'économie ne sont pas uniquement conjoncturels (le taux moyen annuel d'accroissement du produit intérieur brut par habitant est passé de 4,7 % pour la période 1960-1970, à 2,1 % pour 1970-1974 et à 0,2 % en 1973-1974). Selon les pronostics de la Banque mondiale, l'épargne, aussi bien des ménages que du secteur public, *devrait stagner dans les années en cours*. Quant à la croissance du secteur industriel, elle concerne principalement les secteurs des industries alimentaires, de la boisson et du tabac ; sa signification est donc singulièrement limitée.

En *réalité, deux éléments* sous-tendent l'activité économique du Kenya, l'un comme l'autre de nature à peser sur sa politique étrangère : d'une part, *la domination* quasi hégémonique des compagnies non-kényanes, de plus en plus multinationales ; d'autre part, l'importance des échanges extérieurs qui traduit le faible développement du marché local et l'inégalité de répartition des revenus.

La domination des intérêts étrangers est manifeste dans le secteur bancaire où Barclay's et Standard se taillent la part du lion, cependant que font leur entrée des banques de la Communauté économique européenne et des Etats-Unis. Depuis novembre 1976, le gouvernement kényan contrôle bien à 100 % l'ancienne Grindlays bank, devenue Kenya Commercial Bank ; mais cela ne saurait suffire à changer les habitudes contractées dans l'octroi des crédits. Notamment le système très particulier qui consiste à aspirer la petite épargne pour la transformer en fonds prêtés aux sociétés étrangères.

En 1974, les agences rurales des banques les plus importantes au Kenya apportaient un tiers des dépôts, alors qu'elles ne recevaient qu'un cinquième du total de leurs prêts et avances : « **Le système bancaire canalise l'épargne rurale vers les villes pour la prêter aux compagnies étrangères (qui trouvent moins cher d'emprunter au Kenya qu'à l'étranger), pendant que la majorité des petits fermiers n'ont aucun accès au crédit** » (19). La Banque centrale a bien décidé de mettre une limite aux emprunts faits sur le marché local par les investisseurs étrangers, mais il ne semble pas très difficile d'obtenir des passe-droit. De même, le gouvernement a tenté, par l'intermédiaire de la Kenya Commercial Bank assistée de la Société financière internationale (filiale de la Banque mondiale), de créer un circuit où les petits entrepreneurs kényans pourraient trouver une aide financière à long terme. Les expériences passées laissent toutefois peu d'illusions sur l'efficacité de cette mesure. Enfin, les firmes contrôlées directement ou indirectement par les multinationales ne sont pas prêtes à laisser s'implanter une concurrence locale dans les secteurs où elles opèrent. Les entrepreneurs kényans devront ainsi *se contenter d'entreprises de taille réduite*, concentrées dans les petites villes (nettoyage à sec boulangerie « industrielle », garage, menuiserie, etc.).

La stratégie libérale a permis à l'économie d'atteindre assez rapidement, au terme de la première phase de substitution aux importations, celle des biens de consommation. Mais le Kenya reste encore tributaire de l'extérieur pour la fourniture des biens intermédiaires (importés à 61 %) et des biens de production (à 68 %). Il n'y a rien gagné en indépendance économique réelle, tout au contraire.

Fréquemment en effet, la firme kényane chargée de fabriquer le produit de substitution est la filiale d'une société multinationale : bénéficiant du statut local, elle est alors protégée par les réglementations douanières et financières de l'Etat. D'autre part, les industries implantées de *cette manière* sont le plus souvent des unités de dernière touche. L'an dernier, deux usines de montage de véhicules automobiles ont ainsi été mises en place, l'une d'elles associant notamment Leyland, Volkswagen et Peugeot. La Banque mondiale avait pourtant fortement déconseillé ce genre d'investissements produisant une faible valeur ajoutée et employant une main-d'œuvre relativement réduite.

Les experts de la Banque mondiale ont aussi relevé, *sur un ton assez inhabituel, certaines* pratiques néfastes pour l'économie : « **A l'heure actuelle, les firmes étrangères sont incitées par toutes sortes de moyens à expatrier des devises qu'elles n'ont ni gagnées ni épargnées, à surfacturer leurs importations, à s'installer confortablement à l'abri des barrières protectionnistes. Le gouvernement a le pouvoir de changer tout cela** » (20). Depuis lors, il ne semble pas que cette admonestation ait eut beaucoup d'effets.

Des mesures ont été prises récemment pour promouvoir les exportations, sans que soient pour *autant remises en cause* les structures d'un système où les investissements industriels comprenant un apport de capital étranger représentent 60 % du total. Cette politique souligne cependant l'importance du commerce extérieur pour l'économie kényane et trahit le faible développement du marché intérieur (hormis celui des produits de consommation de luxe, importés en grand nombre). Les produits agricoles ou dérivés constituent de 60 à 70 % du total des exportations en valeur, et à lui seul le café représente près de la moitié des exportations agricoles : compte tenu des variations climatiques, cette répartition entraîne une incertitude chronique quant aux ressources en devises et oblige, pour les investissements à long terme, à penser en termes d'aide et de capital étrangers. On l'a bien vu lors *de la récession de* 1974-1975.

Si cette structure se maintient, et la politique du gouvernement va dans ce sens, on ne voit aucune perspective d'amélioration de la balance commerciale, en déficit permanent (— 135 millions de dollars américains en 1970 ; — 423 millions en 1974) malgré les rentrées « invisibles », principalement les revenus du tourisme. D'autant que le pouvoir d'achat des exportations kényanes a continué de se détériorer (21).

Les experts du groupe consultatif de la Banque mondiale pour l'Afrique orientale en tiraient la conclusion que l'économie du Kenya était condamnée à la dépendance (essentiellement à l'égard des Etats-Unis et des pays de la C.E.E., encore que les pays scandinaves lui apportent une aide substantielle) : « **Malgré l'amélioration temporaire de sa balance des paiements due aux prix élevés du café, le Kenya aura donc encore besoin d'une forte augmentation de l'aide étrangère, surtout d'une aide financière à des conditions très favorables. Faute d'un relèvement des niveaux de l'aide, les programmes du gouvernement, quelque bien conçus qu'ils soient en termes d'objectifs sociaux et économiques, devront être réduits.** »

Il est permis de douter, dans ces conditions, que le pays soit en mesure de résister à d'éventuelles pressions extérieures. Pourtant, si la couche *dirigeante est étroitement liée aux intérêts étrangers*, elle doit aussi tenir compte des luttes intestines qui semblent consumer lentement le régime (22) et de la nécessité de sauvegarder l'image de marque du Kenya dans la conduite d'une politique étrangère dès lors émaillée de contradictions. Les relations avec les pays voisins en donnent une illustration typique.

La psychose de l'encerclement



La doctrine officielle du gouvernement est la continuité et le renforcement de la Communauté est-africaine, qui regroupe le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. Ce qui n'empêche pas certains dignitaires du régime, et non des moindres, tel l'attorney general Charles Njonjo, et quelques deputés, pas nécessairement dociles, de réclamer son éclatement. Cela n'empêche pas non plus le gouvernement lui-même de pousser à la décentralisation des services communs (ce qui est maintenant chose faite pour les ports et les chemins de fer). Il faut dire que le Kenya avait une conception un peu égocentrique du marché commun est-africain et que, déjà mieux doté que ses partenaires au *départ, il y voyait un moyen de* développer son économie selon la théorie des grands marchés. Le président Kenyatta l'avait clairement laissé entendre en commentant devant le Parlement le traité pour la coopération est-africaine de 1967 : « **Si [nos producteurs] maintiennent leur niveau de production et de productivité ainsi que les normes de qualité les plus élevées, ils ont le marché est-africain tout entier à leur disposition** » (23). Interprétation qui ne correspondait pas exactement à l'esprit du traité, notamment à la nécessité de répartir équitablement les investissements entre les trois pays, à l'origine de la révision des précédents accords. Aussi, quand les Tanzaniens firent jouer le mécanisme de la **transfer tax** pénalisant certains produits en provenance du Kenya, les milieux d'affaires de Nairobi laissèrent-ils percer leur mécontentement.

La lente agonie de la Communauté

OUTRE la rivalité économique, des discussions politiques ne tardèrent pas à se faire jour. De déclarations en incidents, les Kenyans finirent par être convaincus d'avoir à vivre dans un environnement hostile : « **Nous sommes conscients que nous ne pouvons pas choisir nos voisins** », constata un jour un responsable (24). Ce sentiment d'encerclement se fit plus oppressant dans *la mesure où il rejoignait l'anticommunisme* et l'antisoviétisme (malgré bien des déclarations) des milieux dirigeants kényans. Au sein même de la Communauté, la Tanzanie adopte, à partir de 1967, un langage de plus en plus vigoureusement socialiste et sa presse se lance dans une polémique jamais vraiment tarie contre le Kenya sur le thème « **un pays où l'homme dévore l'homme** » (**a man eat man society**), à quoi, sur le même ton, les Kényans répondent désormais que la Tanzanie est un pays où « **l'homme n'a rien à manger** » (**a man eat nothing society**). Pire encore, peut-être, elle entretient de cordiales relations avec la Chine, dont elle abrite plusieurs milliers de ressortissants occupés à construire le chemin de fer conduisant à la Copperbelt zambienne et aussi à entraîner l'armée, du moins le dit-on.

(Lire la suite page 18.)

(11) Gertzel, *The Politics*..., op. cit., p. 65.
(12) Voir Attwood, *op. cit.*
(13) Voir Sandbrook (Richard). *Proletarians and African capitalism, the Kenyan case, 1960-1972*, Cambridge University, Press, Londres, 1975.
(14) « C.I.A. and African Trade Unions ». *Africa* (Londres), n° 61, septembre 1976.
(15) Okumu (J.), « Some Thoughts on Kenya's Foreign Policy ». *The African Review* (Dar-Es-Salaam), n° 3 (2), juin 1973, p. 288.
(16) Attwood, *op. cit.*, p. 268
(17) *Ibid.*, p. 287.
(18) Les incidents et déclarations qui ont émaillé la visite au Kenya du vice-président du Soviet suprême de l'U.R.S.S. en octobre 1975 en sont un bon exemple.
(19) Colin Leys. *Kenya into the Second Decade* (rapport d'une mission au Kenya pour le compte de la Banque mondiale), The John Hopkins University Press, Londres, 1975.
(20) *Cf. Kenya into the Second Decade, op. cit.*, p. 310.
(21) Cf *Manuel de statistiques du commerce international et du développement*, 1976, CNUCED, Genève, et *Annuaire statistique de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, 1974, troisième partie : Afrique de l'Est 1973*, Addis-Abeba.
(22) Pour un résumé des péripéties de ces affrontements en 1976, voir la *Weekly Review* de Nairobi : « The Political Year in retrospect », n° 99 du 3 janvier 1977
(23) Gertzel *et alt.*, *op. cit.*, p. 603.
(24) *The Standard*, Nairobi, septembre 1975.

BIBLIOGRAPHIE

- *LES MAU-MAU ET L'INDEPENDANCE : The Myth of Mau Mau nationalism in Kenya*, par C. Rosberg et J. Nottingham, Praeger, New-York, 1966. — *Le Mouvement Mau-Mau, une révolte paysanne et anticoloniale en Afrique noire*, par R. Buijtenhuijs, Mouton, Paris-La Haye, 1971. — Colonial Office : *Historical Survey of the Origins and Growth of Mau Mau*, H.M. Stationery Office, Londres, 1960.
- ECONOMIE : *Underdevelopment in Kenya : the Political Economy of Neo Colonialism, 1964-1971*, par C. Leys, Heinemann, Londres, 1975. — *African Businessman, a Study of Entrepreneurship and Development in Kenya*, par P. Marris et A. Sommerset, Routledge and Kegan Paul, Londres, 1971. — Multinational Corporations, Taste, Transfer and Underdevelopment : a Case study from Kenya », par S. Langdon in *Review of African political Economy*, 2, Londres, 1975. — *Emploi, revenus et égalité, stratégie pour accroître l'emploi productif au Kenya*, Bureau international du travail, Genève, 1975.

(Suite de la page 17)

A l'ouest, le président ougandais Obote, après la publication de la Common man's charter, paraissait vouloir suivre la voie tracée par les Tanzaniens. Le Kenya accueillit donc avec quelque soulagement la prise du pouvoir par le général Idi Amin Dada. Et de 1971 à 1976, les affinités dans la Communauté rapprochaient plutôt le Kenya et l'Ouganda dans une commune hostilité (passive dans un cas, déclarée dans l'autre) contre la Tanzanie. Jusqu'à ce qu'en février 1976 le maréchal Amin commence d'évoquer des transferts de territoires, de l'Ouganda au Kenya, ayant eu lieu durant la période coloniale et que l'on fasse état d'assassinats ou de disparitions de Kényans en Ouganda. Le maréchal-président-à-vie précisera un peu plus tard qu'il n'entendait pas par là émettre une revendication territoriale sur le Kenya. Mais les incidents, doublés d'un contentieux économique et aggravés par l'affaire du « raid » d'Entebbe, continueront de se multiplier. A partir d'août 1976, des commissions de conciliation se réuniront périodiquement et aboutiront à une série d'accords pour normaliser les relations entre les deux pays ; la méfiance des Kényans n'en demeurera pas moins vive à l'égard de l'Ouganda, où l'on trouve, cette fois, des armes soviétiques nombreuses et sophistiquées.

Le conflit ougando-kényan n'aboutit pas à un renversement des alliances dans la Communauté. Malgré les déclarations officielles, les commissions mixtes frontalières, et même une réunion des deux présidents à Mombasa en août 1976, la polémique ne fait que s'envenimer. La seule consolation des Kényans est de penser qu'une offensive militaire de la Tanzanie est exclue, alors qu'ils redoutent les forces du maréchal Amin.

Un axe Nairobi-Lusaka ?

LA même méfiance les habite à l'égard de la Somalie. Elle remonte à l'époque du pan-somalisme militant, où le gouvernement de Mogadiscio soutenait ouvertement les dissidents (d'ethnie somali) du Northern Frontier District (N.F.D.) et réclamait son rattachement au territoire qui rassemblait déjà les anciennes colonies britannique et italienne. Le conflit somalo-kényan restera à l'ordre du jour des réunions de l'Organisation de l'unité africaine jusqu'à la conclusion de l'accord d'Arusha, négocié sous l'égide de M. Kenneth Kaunda, président de la Zambie, et en vertu duquel les deux parties reconnaissent l'intangibilité des frontières coloniales, conformément à la charte de l'O.U.A. La validité de cet accord sera réaffirmée par les gouvernements somaliens successifs, en particulier par celui du général Siad Barré ; on assistera même à des échanges de délégations en 1975-1976. La méfiance n'est pourtant pas éteinte ; les amitiés socialistes de la Somalie, les armes qu'elle reçoit, la rumeur persistante au sujet de l'existence d'une base soviétique sur son territoire, incitent les Kényans à redouter — à tort ou à raison — la conclusion d'une alliance entre la Somalie et l'Ouganda qui tiennent leur matériel militaire des mêmes fournisseurs.

Devant la crainte partagée d'une offensive somalienne visant à récupérer des territoires peuplés par des populations liées par la langue et la culture (l'Ogaden éthiopien et le N.F.D. kényan), les gouvernements du Négus et de Jomo Kenyatta avaient signé, en 1964, un accord militaire prévoyant l'assistance mutuelle des deux pays en cas d'agression contre l'un d'entre eux. Ce traité est, semble-t-il, toujours en vigueur, mais la prise du pouvoir par les militaires en Ethiopie, la décomposition de l'autorité qui s'en est suivie, accompagnée, en certaines phases, de velléités gauchistes, ne laissent pas d'inquiéter le Kenya. En août 1976, à la suite de la visite d'une délégation kényane à Addis-Abeba, un communiqué a précisé que les liens entre les deux pays allaient à l'avenir être resserrés ; à Nairobi, pourtant, on pense ne pas pouvoir compter fermement sur l'allié septentrional en cas de besoin.

Dans cette perspective, le regain de tension entre l'Ethopie et le Soudan ne fait pas du tout l'affaire du Kenya, dans la mesure où il affaiblit et dresse l'un contre l'autre deux pays avec lesquels il tentait depuis quelque temps d'assurer ses arrières (tel était le but de la visite de son ministre des affaires étrangères à Khartoum, en mars 1976).

En fait, la situation géographique du Kenya le met à distance des pays avec lesquels il aurait tendance à s'entendre le mieux : le Zaïre et, surtout, la Zambie. C'est sans doute l'affaire d'Angola qui a amorcé le nouveau type de relations entre le Kenya et la Zambie. Ces deux pays prônaient la constitution d'un gouvernement de coalition, et le président Kenyatta s'efforça, par deux fois, d'aider à sa constitution. Mais tous deux soutenaient également l'UNITA (le Kenya moins ouvertement que la Zambie). Tous deux, enfin, mirent un certain temps avant de reconnaître le gouvernement du président Neto, ou tout au moins, pour ce qui est du Kenya, avant de reconnaître l'avoir reconnu... (25) La dégradation des relations entre la Tanzanie et le Kenya, entraînant une gêne dans le transport de certaines marchandises de la Zambie au port de Mombasa de même que le refroidissement des rapports tanzano-zambiens ont accentué cette tendance au rapprochement avec Lusaka.

A propos de la Rhodésie, enfin, le Kenya et la Zambie se sont retrouvés côte à côte. C'est ce que constatait en février le ministre des finances kényan en visite à Lusaka : « **M. Mwai Kibaki a dit ici** [dans la capitale zambienne] **que la Zambie était le seul pays africain ayant véritablement compris les crises d'Angola et de Rhodésie** » (26). Position qu'explicitait en avril 1976, après la visite d'une délégation zambienne à Nairobi, la **Weekly Review : « Les deux pays ont adopté une position dure contre le régime Smith en Rhodésie et contre le système de l'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie. Mais ils sont tous les deux méfiants à l'égard des intentions soviétiques en Afrique australe, alors que la plupart des pays de l'Afrique orientale et centrale sont soit ouvertement pro-soviétiques (Angola, Ouganda, Somalie et de plus en plus Mozambique) ou ne considèrent pas que l'engagement de Moscou dans la lutte de libération de l'Afrique australe pose quelque problème à long terme »** (27).

Déjà en 1965, lorsque la Grande-Bretagne s'abstint d'intervenir pour mettre fin à la sécession rhodésienne, les deux pays n'en avaient pas moins continué à entretenir avec elle des relations diplomatiques et commerciales. Rompre avec l'ancienne métropole aurait obligé le Kenya à revoir totalement le système du rachat des « terres blanches », mis au point, et financé avec, justement, le gouvernement de Londres (voir l'encadré ci-contre).

Onze ans après, le Kenya et la Zambie agissent encore pareillement, sinon de concert, à propos de la Rhodésie. Ils exigent, certes, l'application de la règle de la majorité ; ils considèrent que la lutte armée sera la seule issue possible si les négociations échouent, et ils affirment souhaiter l'unité des mouvements de libération. Dans la pratique, ils marquent plus ou moins ouvertement leur préférence pour Joshua Nkomo. Le calendrier des déplacements de ce dernier au Kenya n'est pas sans intérêt, même s'il ne faut pas en tirer de conclusion trop hâtive. De décembre 1975 à décembre 1976, il se rend trois fois à Nairobi. En décembre 1975, il suit, à vingt-quatre heures près, Kenneth Kaunda, et arrive dans la capitale kényane le même jour que William Eteki Mboumoua, secrétaire général de l'O.U.A. Mai 1976 le revoit à Nairobi, cette fois une semaine après que le Dr Kissinger y fut passé au retour de sa tournée africaine (qu'il avait déjà commencée en rencontrant le président Kenyatta). Enfin en septembre 1976, il précède le secrétaire d'Etat américain d'une vingtaine de jours. Il n'y a peut-être là qu'une série de coïncidences ; mais on peut au moins déduire de cette activité diplomatique que le Kenya est un point de passage obligé dans les navettes qui tissent la trame de l'évolution au sud du continent, ou tentent de le faire. Abordant ainsi le problème, on rencontre une fois encore les Etats-Unis.

UN MODÈLE POUR LA RHODÉSIE ?

DANS la recherche d'une solution à la crise rhodésienne, le Kenya n'est pas seulement un point de passage obligé des navettes diplomatiques. C'est aussi un exemple souvent cité pour montrer que, malgré de longs et violents affrontements entre guérilleros africains et représentants de l'ordre blanc, il a été possible d'en arriver à un état de cohabitation pacifique et « harmonieux » (selon la terminologie officielle). Dans cette perspective, au milieu d'un dossier célébrant l'anniversaire de l'indépendance kényane, le Times *de Londres publiait récemment un article intitulé « Les leçons du transfert de propriété de la terre », où l'on pouvait lire :* « Si la transition à la règle de la majorité en Rhodésie doit signifier en fin de compte un transfert de propriété de la terre, alors les fermiers blancs ne peuvent raisonnablement espérer une transaction plus ordonnée et plus satisfaisante que celle qu'ont connue leurs collègues kényans (1). »

De fait, il paraît peu probable que le docteur Kissinger, en élaborant son « plan de paix » pour la Rhodésie, n'ait pas eu présente à l'esprit l'expérience kényane ; en particulier lorsqu'il y inclut la possibilité d'un prêt américain destiné au rachat des « terres blanches » par le futur gouvernement du Zimbabwe (2). Cette procédure, appliquée par la Grande-Bretagne au Kenya, a en effet permis aux colons blancs qui désiraient rester dans le pays de continuer à exploiter leurs domaines ; elle a favorisé le départ de ceux qui préféraient ne pas avoir à vivre sous une autorité africaine tout en garantissant un prix de vente plancher pour leurs propriétés ; elle a, enfin, donné aux dirigeants « modérés » du Kenya indépendant les moyens de se constituer une clientèle de petits fermiers africains, politiquement fidèle et ethniquement homogène, en même temps qu'elle n'opposait aucun frein à la concentration des meilleures terres et des plus vastes domaines entre les mains d'une minorité détenant déjà, par ailleurs, le pouvoir politique.

La structure de l'agriculture kényane a donc peu changé depuis l'indépendance. Elle reste axée sur l'exportation d'un petit nombre de productions commerciales, alors que le pays connaît depuis le début de la décennie un déficit alimentaire croissant (3). *Mais de telles considérations n'étaient peut-être pas au centre des préoccupations de l'ancien secrétaire d'Etat.*

(1) *The Times*, 14 décembre 1976.

(2) Cf l'article de Robert A. Manning dans *le Monde diplomatique* de septembre 1976.

(3) Par rapport à 1961-1970 (base 1), le taux annuel moyen d'accroissement de la production alimentaire par habitant se situe à — 2,2 en 1970-1974 et à — 3 en 1973-1974.

Les leçons d'Entebbe

On les avait déjà entrevus au large des côtes kényanes en juillet 1976, lorsque le gouvernement israélien préparait, puis accomplissait, son opération sur Entebbe (28) : une frégate américaine avait alors été envoyée à Mombasa cependant qu'au moins un avion de reconnaissance surveillait les mouvements dans la région et que des unités de la VII° flotte étaient dirigées dans l'océan Indien. En même temps, d'ailleurs, la Grande-Bretagne envoyait de toute urgence une quantité appréciable d'armes pour les forces kényanes. En dépit des démentis portés devant les plus hautes instances internationales, à la conférence de l'O.U.A. de Port-Louis par le vice-président Daniel Arap Moi, au Conseil de sécurité de l'ONU par le ministre des affaires étrangères, ces mouvements incitent à mettre en doute l'ignorance dans laquelle aurait été tenu le gouvernement kényan.

Entre l'OPEP et Israël

DES informations de sources diverses font état de l'arrestation de Palestiniens en opération au Kenya, à la fin de l'année 1975 ou au début de 1976 (29). Des témoins évoquent l'arrivée, avant le début de l'opération proprement dite, d'une équipe de spécialistes israéliens. De l'aveu même des autorités, les Kényans n'ont pas fait la moindre tentative pour empêcher les Hercules et le Boeing-hôpital des Israéliens d'atterrir ou de redécoller. Enfin, le Kenya était intéressé au premier chef par la destruction de l'aviation militaire ougandaise... Cela fait beaucoup d'indices, sinon d'une franche coopération, à tout le moins d'une bienveillante neutralité. D'autant plus que le Kenya, ayant rompu ses relations diplomatiques avec Tel-Aviv en 1973, conformément aux résolutions de l'O.U.A., était néanmoins resté, semble-t-il, en contacts relativement étroits avec Israël, dont la compagnie aérienne El Al faisait toujours escale à Nairobi (sur un vol Tel-Aviv-Johannesburg...).

En fait, Nairobi jouait probablement sur les deux tableaux. La couche dominante kényane n'a jamais fait mystère de ses affinités idéologiques avec l'Etat juif et n'a pas caché sa joie après Entebbe ; par le passé, les deux pays avaient entretenu des liens de coopération, notamment dans la police et l'armée, et il pouvait en être resté quelque chose. Mais, dans la conjoncture à la fois politique et économique des années 70, le Kenya était obligé de tenir compte des pressions arabes. Il y avait le pétrole, les positions de l'O.U.A., la possibilité d'une aide au développement (en 1974, le Kenya avait reçu des pays de l'OPEP et des institutions financées par eux 3,6 millions de dollars et, depuis quelque temps, les perspectives de débouchés pour ses exportations se précisaient sur les marchés proche-orientaux, notamment le marché saoudien (30). Dès lors le gouvernement, non content de réaffirmer périodiquement sa position sur le droit des Palestiniens à une patrie (en l'assortissant de la garantie du droit à l'existence de tous les Etats de la région), intervenait quand il le jugeait bon pour tempérer les ardeurs anti-arabes de la presse (31).

Après l'accession au pouvoir du général Idi Amin Dada, les rapports entre le Kenya et l'Ouganda ont d'abord été émaillés d'incidents économiques, mais sans pour autant dégénérer. Puis se produit, ou se serait produite, l'interception du commando palestinien à Nairobi. Le point de rupture sera atteint au milieu de février 1976 avec les « découvertes historiques » du président ougandais. Toutefois, malgré la violence des réactions kényanes et des accusations portées contre le régime ougandais (32), malgré l'opération Entebbe, la tension va décroître avec une rapidité surprenante pour ne plus laisser place qu'à un climat de méfiance exacerbée. Il convient alors de se demander si Nairobi n'a pas cédé à la tentation d'exagérer la portée des propos tenus par le général Amin Dada, pourtant coutumier de ce genre d'éclats.

A un moment où la situation politique interne se dégradait sérieusement, où les luttes de factions contre le clan Kenyatta, et même en son sein, prenaient un tour inquiétant pour le pouvoir, la conséquence immédiate des déclarations du président ougandais fut de provoquer un mouvement de soutien massif à Jomo Kenyatta et à ses ministres. Ainsi se restaurait provisoirement une unité politique bien ébranlée. A nouveau, le vieux sentiment nationaliste a joué, d'autant mieux que fut opportunément rappelée la conduite d'Idi Amin Dada dans les forces de répression pendant le soulèvement mau-mau et que l'on s'ingénia à trouver les preuves d'une collusion somalo-ougandaise. L'émotion fut habilement exploitée en faisant jouer les réflexes populaires. D'un autre côté, les déclarations du président ougandais accréditèrent la menace que faisait peser sur le Kenya la présence de Mig-21 chez le voisin. Avec la campagne faite autour de la prétendue base soviétique en Somalie (33), l'impression était ainsi donnée au monde que la région pouvait devenir un point chaud du globe. Les fournitures d'armes au Kenya s'inscrivent dans une réponse logique à la « montée des périls ».

Car cette tactique rejoint celle du gouvernement américain, moins sensible sans doute à ce qui se passe actuellement en Ouganda ou en Somalie qu'aux événements du Mozambique, de l'Angola et, d'une façon générale, à la situation en Afrique australe et dans l'océan Indien. Cependant il y a toutes les raisons de penser que les Etats-Unis tiennent à perpétuer le mythe d'une base soviétique en Somalie afin de justifier, aux yeux de l'opinion internationale et devant le Congrès, leur intervention, ou simplement leur présence, dans la région. N'ont-ils pas boudé une proposition de Ryad visant à accorder une aide économique et militaire conjointe (américano-saoudienne) que la Somalie aurait pu accepter en remplacement de l'assistance soviétique ? L'offre en avait été faite, il faut le rappeler, alors que le Congrès débattait des crédits demandés pour le réaménagement de la base de Diego-Garcia dans l'océan Indien (34). Diego-Garcia sera installée. Le Kenya recevra ses douze F-5 F grâce à une aide de 75 millions de dollars des Etats-Unis. Il recevra aussi, bien qu'on en parle moins, des prêts et dons en quantité non négligeable.

Deux films américains — POUR L'EXEMPLE ?

RAID sur Entebbe *et* Victoire à Entebbe (1) *épousent tous deux la thèse d'une complète collusion entre le commando ayant détourné l'Airbus d'Air France et le gouvernement ougandais* (Raid *marquant seul l'étape de Benghazi, mais ne signalant pas plus que* Victoire *la première tentative pour atterrir à Khartoum). Mais les deux films diffèrent sensiblement sur le rôle du Kenya dans l'opération.* Victoire *fait dire à Shimon Pérès, le ministre israélien de la défense, alors que les forces israéliennes sont prêtes à décoller d'Entebbe :* « Ils vont se ravitailler à Nairobi. » *C'est tout.* Raid *présente au contraire l'autorisation de se poser à Nairobi, accordée avant le déclenchement de l'opération par les autorités kényanes, comme l'événement qui emporte la décision d'Yitzak Rabin et donne le feu vert aux troupes d'élite israéliennes. Les dénégations réitérées de ministres kényans et du général Gur lui-même ne sont donc pas ici prises en compte...*

Au-delà de la précision réaliste, du scrupule ou de l'indifférence à impliquer un gouvernement voisin dans un acte délibéré de violation de plusieurs espaces aériens et de la souveraineté d'un Etat indépendant, il y a peut-être dans l'engouement des télévisions américaines pour l' « exploit » israélien et dans la campagne de publicité faite autour de ces films un autre élément de nature à intéresser l'Afrique. Rendre ainsi par l'image magnifiée la capacité d'avions américains et de troupes bien entraînées à intervenir efficacement à plusieurs milliers de kilomètres de distance, n'est-ce pas aussi une manière d'illustrer concrètement, de diffuser largement la nouvelle stratégie occidentale à l'égard de l'Afrique : l'encerclement par bases insulaires, sortes de porte-avions immobiles doublés de stations de télécommunications sophistiquées, succédant aux bases coloniales continentales ? Ne serait-ce pas, par la même occasion, dans l'innombrable duplication d'une expérience « grandeur nature », un avertissement lancé aux mouvements et pouvoirs d'Afrique méridionale jugés un peu trop « progressistes » ?

D. M.

(1) *Raid sur Entebbe*, film américain d'Irving Kershner, avec Peter Finch, Charles Bronson, Martin Balsam, Yaphet Kotto, Jack Warden, Eddie Constantine. — *Victoire à Entebbe*, film américain de Marvin Chomsky, avec Helmut Berger, Linda Blair, Kirk Douglas, Richard Dreyfuss, Burt Lancaster, Elizabeth Taylor, Christian Marquand. Réalisés en un temps record, les deux films ont été lancés le mois dernier dans le circuit commercial.

Les bornes du nationalisme

EST-CE à dire que le Kenya va désormais assumer le rôle de gendarme américain en bordure africaine de l'océan Indien ? La convergence idéologique avec l'Occident, renforcée par des liens économiques de plus en plus étroits, s'arrête aux bornes du nationalisme africain. Si les Américains jouaient totalement le jeu de la libération de l'Afrique australe (règle de la majorité en Rhodésie, indépendance véritable de la Namibie, abolition de l'apartheid et de la politique des bantoustans (35) en Afrique du Sud), sans doute y aurait-il concordance des deux politiques.

Le Kenya sait aussi utiliser les contradictions potentielles au sein du bloc occidental et tient à garder une image de marque progressiste, ou non engagée, en Afrique. Pour cela il conserve, il l'a montré à propos de l'Angola, une position de médiateur utile à son prestige et intéressante pour ses amis occidentaux sans qu'il y ait nécessairement manipulation.

L'essentiel reste que la politique étrangère se décide au Kenya en fonction des intérêts de la couche dominante et des tribulations de la politique locale. La mise en coupe réglée de l'Etat par un groupe restreint n'est pas sans inquiéter certains milieux d'affaires étrangers, malgré les relations privilégiées qu'ils ont avec lui : « **Des entretiens à Londres ont indiqué que les directions des compagnies multinationales considéraient avec quelque inquiétude le caractère de clique extrêmement restreinte de l'élite politique kényane et son étroite identification avec un groupe subnational unique** » (36).

La concentration du pouvoir politique, des privilèges et des prébendes tirées de la structure de l'économie entre les mains d'un tout petit nombre de personnes appartenant à la même famille (37) pourrait en effet, lorsque disparaîtra le patriarche, provoquer un choc en retour dont les ondes s'étendraient fort loin.

Pour le moment, au milieu d'une Afrique orientale en pleine réorganisation, le Kenya s'arme, et son « **manifeste penchant pour l'Occident** » semble le destiner au rôle de tête de pont, ou de point d'appui — comme au cours du raid d'Entebbe. Dans ce pays qui commerce avec la Corée du Sud et met en berne ses drapeaux pour la mort de Mao, qui dénonce les interventions extérieures en Angola, le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Babu Wood, n'en déclarait pas moins l'an dernier à l'ambassadeur soviétique que « **l'U.R.S.S. et Cuba n'auraient pas besoin d'invitation pour aider les peuples du Zimbabwe et de Namibie à se libérer (...) parce qu'elles appliqueraient ainsi la résolution 1514 des Nations unies (...) présentée par l'U.R.S.S. en 1950** » (38). Les affrontements politiques et les idéologies pèseraient-ils plus lourd que la dépendance économique et la convergence des intérêts ?

Si, de sa position d'allié de l'Occident, le Kenya devait tomber dans l'état de simple pion — domino abattu par l'impérialisme dans cette région stratégique de l'Afrique, — il lui faudrait pour cela franchir une étape décisive : donner son consentement, au mépris de tous ses engagements passés, à la perpétuation, sous une forme ou sous une autre, du pouvoir pâle en Afrique australe.

(Dessins de Plantu.)

(25) 12 novembre 1975 : le Kenya réclame encore le respect des accords de Nakuru. 12 décembre 1975 : dans un article du *Standard*, Munyua Waiyaki, ministre des affaires étrangères, évoque la « naissance de l'Etat angolais ». Mais le 18 décembre, le même *Standard* ne mentionne pas le Kenya parmi les Etats ayant reconnu le gouvernement angolais. Le 17 janvier 1976 à l'O.U.A., le vice-président Daniel Arap Moi réclame toujours la constitution d'un gouvernement d'unité nationale et, le 13 janvier, Munyua Waiyaki avait protesté contre l'admission de l'Angola à l'O.U.A. Le 24 mars, enfin, le ministre des affaires étrangères précise que le Kenya a reconnu l'Angola dès le 11 novembre 1975. La veille, pourtant, son secrétaire d'Etat, Babu Wood, à qui la même question avait été posée, ne paraissait pas avoir été mis au courant...

(26) *The Standard*, 20 janvier 1976.

(27) *The Weekly Review*, n° 63 du 16 avril 1976.

(28) Voir le dossier complet du « raid » dans *Africa research bulletin, P.S.C. series*, 13 (7), Londres, 15 août 1976.

(29) Cf. Harrison (C.), « Kenya-Uganda. Why the Row started ? », *African development*, Londres, septembre 1976, et Petrucci (P.), « Le nouveau gendarme », *Afrique-Asie*, n° 115, Paris, 26 juillet 1976.

(30) En avril 1976, une mission commerciale kényane rapporte du Golfe et d'Iran pour un million de livres kényanes de commandes (*The Standard*, 22 avril 1976).

(31) Cf. « Kenya states Stand on Arab Relations », *The Weekly Review*, n° 85 du 27 septembre 1976.

(32) Selon *The Standard* du 15 juillet 1976, trois mille Kényans auraient disparu en Ouganda.

(33) Base dont le président Siad Barré continue à nier l'existence (Cf. *le Monde* du 6 janvier 1977) et dont certaines sources françaises autorisées mettent en doute la réalité.

(34) Cf. Manning (R.), « Why the U.S. sought a Soviet Base Threat », *African development*, septembre 1976, Londres.

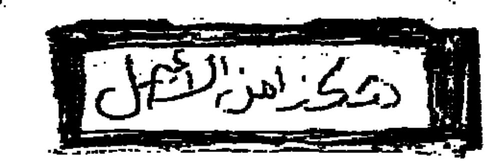
(35) Ce qui exclurait l'implantation d'une base militaire au Transkei comme il semble en être question. (Voir Manning (R.), « La nouvelle politique des Etats-Unis en Afrique », *le Monde diplomatique*, septembre 1976).

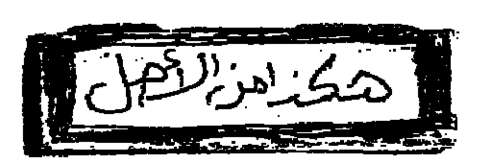
(36) Cf. Jorgensen (J.J.) : « Multinational Corporations and the Indigenisation of the Kenyan Economy » in Widstrand (C.), éd. : *Multinational Firms in Africa*, Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, et *Institut de développement économique et de planification*, Dakar, 1975, pp. 143-177.

(37) Voir les articles de John Barry dans *The Sunday Times* des 10, 17 et 24 août 1975.

(38) *The Standard*, 23 mars 1976.

● *La section africaine du Comité suédois pour la paix* organise, à Stockholm, un cercle d'études consacré aux problèmes africains. Ouvert depuis le 29 janvier, le cycle de conférences s'étalera sur une période de dix mois, à raison d'une par mois. L'objectif est de donner une connaissance de l'Afrique et des populations africaines qui *ne soit pas* appréhendée en fonction des besoins d'expansion économique des pays occidentaux. *(Cercle d'études africaines de Stockholm, Svenska Fredskommitten, Drottninggatan 18 4 tr, 111 51 Stockholm.)*





Politique et littérature

« Clandestine » et pourtant vivante

LA DROITE LITTÉRAIRE

Par GEORGES LAFFLY *

LA droite, notion floue en politique (1), l'est encore plus dans le domaine des lettres. Il s'agit d'un rapport, non d'un être, rappelle Jules Monnerot. Il faut noter aussi que le coefficient idéologique varie beaucoup selon les hommes et le moment. Un tableau de la « droite littéraire » (comme celui de la « gauche ») est donc inévitablement subjectif.

Cela dit, si l'on essaye de trouver des caractéristiques communes à la droite, on tombe sur le refus de l'utopie et le lien avec un passé national. De là découlent deux attitudes : souci de la durée et souci du vérifiable, de la critique rationnelle. Cela donne déjà deux droites, presque étrangères.

En 1945, Brasillach est fusillé, Drieu se tue, Maurras est en prison. Sa figure domine toujours la droite française, et il écrit beaucoup (le Mont de Saturne, 1950 ; la Balance intérieure, 1952). Restés plus ou moins proches de lui, des disciples (Henri Massis, Pierre Gaxotte, Thierry Maulnier) ou des alliés (Gustave Thibon, Daniel Halévy) n'ont pas rompu. Bernanos, lui, l'a fait depuis longtemps, sans devenir démocrate pour autant. La France contre les robots (1947) est une ultime mise en garde contre la tyrannie moderne (celle des machines et celle qui soumet les esprits).

Deux traits marquent ce moment. Les plus grands participent au combat politique quotidien. Tout le monde descend dans la rue, c'est-à-dire dans les journaux. Ensuite, une bonne part des écrivains français est réduite au silence par l'épuration. Mais cette situation ne dure pas, en particulier grâce à Paulhan et à Mauriac. Elle va pourtant jeter plus à droite des écrivains de premier rang : Montherlant, Chardonne, Morand, Giono, La Varende, Jouhandeau, Céline.

L'humeur de droite s'exprime par Marcel Aymé, satirique qui déchire plusieurs impostures, d'Uranus (1948) à la Tête des autres (1952) et à ce portrait de la lumpenintelligentsia : le Confort intellectuel (1949). Jacques Perret, lui aussi, est hors de toute école. La liberté, la fantaisie de ce chouan de Paris, qui traverse en se jouant les murs du temps (le Vent dans les voiles, 1948), font merveille et continuent d'étinceler aujourd'hui (Raisons de famille, 1976). Au théâtre, Anouilh a déjà sa réputation de noirceur : Antigone (1944), Bitos (1956).

Si l'on parle ici d'Alexandre Vialatte, c'est que le Fidèle Berger (1945) est une élégie à la patrie blessée, le plus beau livre inspiré par la guerre. Henri Pourrat, son ami, va réunir son Trésor des contes, geste de piété envers la France paysanne.

De la vieille souche de l'Action française sortent deux chefs de file : Jean-Louis Lagor (Jean Madiran) et Pierre Boutang. Polémiste, critique littéraire, philosophe politique, celui-ci semble « capable de tout ». Longtemps avant le Purgatoire (1976), il donne, avec la Maison, un dimanche et Mme Dorlinde (1947), des textes où le récit s'efface au profit de la fable métaphysique. Il exerce sur des compagnons de jeunesse, R. Girardet, R. Laudenbach, P. Ariès et M. Clavel, une influence dont ils ne rompront pas si vite le cercle.

La lutte avec la gauche, si vive, n'empêche pas que continue la guerre entre droites nationaliste et européenne, malgré de brèves rencontres, comme celle qui réunit, à Paroles françaises, Boutang, Blondin et J. Guernec (F. Brigneau, romancier des Belles Amies du temps passé, 1947). Il y a la droite des Écrits de Paris et de Rivarol, où écriront Madiran et Fabre-Luce, et plus longtemps Albert Paraz (le Gala des vaches, 1948), libertaire qui se retrouve là par anticonformisme et admiration pour Céline. Il y a Maurice Bardèche, critique de Balzac et de Proust. La mort de Brasillach, son beau-frère, l'a lancé dans la défense d'un fascisme qu'il verra toujours jeune et pur (Sparte et les Sudistes, 1969).

Les gaullistes du R.P.F. ont Liberté de l'esprit où, autour de Raymond Aron et Monnerot, on lutte à la fois contre la IVe République et le marxisme. Claude Mauriac y joue un rôle. Le grand homme est Malraux, ancien des Brigades internationales, qui vient de découvrir le nationalisme ; et, à Fédération, Robert Aron (Histoire de Vichy, 1954) lutte contre l'héritage de la guerre civile.

Dans des eaux plus tranquilles, F. Mauriac et Maulnier regroupent à la revue La Table ronde les écrivains qui refusent l'impératif sartrien de l'engagement. Y cohabitent, scandale ! gaullistes et épurés, Jouve avec Giono. Le patriarche Gabriel Marcel est là, et on y parle beaucoup de Simone Weil. Des débutants turbulents (et maurrassiens), s'y font les dents. On les retrouvera à la Parisienne.

Entracte et météore

MAIS ici, il faut une pause. 1950, c'est la guerre de Corée. On craint trop une nouvelle catastrophe mondiale pour s'attarder à celle qui est finie. Au courant de politisation s'oppose un contre-courant. Cela crée un entracte, une récréation. On ne va pas tarder à parler de la fin des idéologies. Condition favorable pour qu'une droite — nouvelle — soit à la mode — des barrières sont tombées — mais à une condition : qu'elle se présente désarmée.

C'est à ce moment, où la charge idéologique faiblit, qu'il faut faire entrer André Fraigneau (de droite ? il est plus proche de Lucien Daudet que de Léon, mais n'importe). S'il attire l'amitié de Blondin, Déon, Nimier et Laurent, qui préfacent l'Amour vagabond (1956), c'est qu'il n'a pas d'uniforme. Antoine Blondin (l'Humeur vagabonde, 1955) est l'héritier de la poésie tendre et farceuse de Fargue, avec quelque chose de blessé. J. Laurent (Caroline chérie, sous le nom de Saint-Laurent, le Petit Canard, 1954), a les dons les plus variés. Il va fonder la Parisienne, revue où les cadets qu'on vient de citer, et la charmante L. de Vilmorin, entourent des aînés illustres : Cocteau, Audiberti, Léautaud, et le merveilleux C.-A. Cingria.

Roger Nimier était l'une des meilleures têtes de l'après-guerre. Il est mort à trente-sept ans, en 1962, n'ayant pas déployé toute son envergure. Ce qui ressort du Grand d'Espagne (1950), c'est, derrière la fameuse insolence, une intelligence très complète de l'époque. Ses romans (le Hussard bleu, 1950) illustrent la rencontre improbable des héros de Larbaud et de ceux de Malraux. C'est dans son ombre que nous apparaît un aîné qu'il admirait, Stephen Hecquet.

Une brèche s'était ouverte. Elle a permis à l'œuvre de grands aînés de s'épanouir : Chardonne (Vivre à Madère, 1953), Céline (D'un château l'autre, 1957), Giono (le Moulin de Pologne, 1953), Cocteau (Journal d'un inconnu, 1953), Morand (Venises, 1969), Montherlant (la Marée du soir, 1972) et Jouhandeau, dernier survivant d'un grand siècle. Ce fut aussi bénéfique pour de plus jeunes : Michel Déon, qui trouve toute son ampleur avec les Poneys sauvages, 1970 ; F. Marceau (Creezy, 1969), Michel Mohrt (les Moyens du bord, 1975) ou K. Haedens, voué à l'amitié et au jeu (Adios, 1974), critique combatif de surcroît.

En 1951, un météore étrange apparut avec les Deux Etendards, de Lucien Rebatet. Il força l'admiration d'Etiemble comme celle de D. Aury ou de B. de Fallois (de qui on pouvait attendre une grande œuvre critique). Ce roman, avec sa fièvre, ses adolescents errants entre les flammes d'Eros et celles de l'amour divin, reste un des grands livres de l'après-guerre.

On passe à un autre phénomène, à une autre époque, avec Raymond Abellio. Sans doute, Heureux les pacifiques parait en 1946, mais après tout l'auteur s'est souvent expliqué sur ses faux retards. Avec lui et les auteurs dont on parlera ensuite, la récréation est finie, et c'est à partir de ce moment que son œuvre prend sa vraie place. Minerve rabaisse son casque. L'interrogation sur l'homme et le destin de la civilisation écarte presque complètement le plaisir et le jeu.

Il ne s'agit pas d'un retour à la politique « pratique ». En fait, l'enjeu est métaphysique. Après tout, cela se manifeste ailleurs puisque, dans la moindre élection partielle, on est conjuré de se prononcer sur la société et une nouvelle humanité.

Abellio a été nourri de Breton, Marx et Freud (nous voilà avec des noms reçus !), mais ce qui compta finalement pour lui, c'est l'ésotérisme et Husserl. Aujourd'hui, il réduit l'importance propre de René Guénon, mais celle-ci s'est exercée sur beaucoup d'esprits (Paul Sérant, bon sismographe de la sensibilité intellectuelle, écrit un Guénon en 1953). Abellio invente ou retrouve une gnose, rêve de la montée indéfinie de la conscience à travers notre cycle historique. Cet ancien polytechnicien devient une étrange machine à intégrer le monde.

Avec lui, on est sans cesse au bord du merveilleux. Ce n'est pas du tout le cas avec deux écrivains qui n'ont nul penchant pour la Tradition, mais partagent avec lui sa formation première, le passage par le marxisme et le surréalisme.

C'est Pareto qui compte pour Jules Monnerot. Son œuvre, outre une parfaite maîtrise de tous les instruments d'analyse, révèle un esprit d'une mordacité tonique et rebelle à toutes les censures. Sociologie du communisme (1949), Sociologie de la Révolution (1969), sont de grands livres. Quant à Roger Caillois, s'il convient de le placer ici, c'est qu'il éprouve la fragilité de la civilisation, sans cesse à reconquérir sur la barbarie. Sa rigueur l'écarta de Breton et, si l'étrange le sollicite, c'est qu'il veut le ramener à la raison (Approches de l'imaginaire, 1974).

Solitaire, inclassable, Robert Poulet concilie pessimisme et allégresse. Grand critique, il est aussi le moraliste noir de Contre la plèbe, la jeunesse, l'amour (1971).

On pense revenir à un terrain plus familier avec la postérité de la droite traditionnelle ; mais, là aussi, le souci proprement politique a cédé le pas. C'est le cas de Jean Madiran. L'Hérésie du vingtième siècle montre un esprit rigoureux et subtil, d'une patience et d'une ironie « péguystes ». La revue Itinéraires, qu'il a fondée en 1956, groupe L. Salleron, Perret, Thibon (l'Ignorance étoilée, 1974), M. de Corte, Alexis Curvers, T. Molnar (la Gauche vue d'en face, 1970) et le critique Jacques Vier.

Littérature à l'emporte-pièce

ICI, le thomisme suffit à créer un lien avec Etienne Gilson (Linguistique et Philosophie, 1969) mais peut-être pas avec Jacques Maritain (malgré le Paysan de Garonne, 1968). De même, M. de Saint-Pierre (les Nouveaux Prêtres, 1964) n'est pas loin, mais c'est à l'écart, sur ce territoire catholique, qu'il faudrait situer J. Guitton et J. de Fabrègues ou P. de la Tour du Pin (Somme de poésie) aussi bien qu'A. Frossard et le R.P. Brückberger. Mais où placer ce révolté de Roger Bésus, romancier rugueux et puissant ?

On ne s'étonnera pas que le souci métaphysique (et proprement religieux) domine de plus en plus chez P. Boutang (Ontologie du secret, 1974). Mais on le retrouvera aussi chez Claude Bruaire (la Raison politique, 1973), chez Jean Brun quand il analyse les vertiges et ruptures qui nous menacent (les Vagabonds de l'Occident, 1976). Et aussi bien chez un sociologue comme Jean Servier (les Forges d'Hiram, 1976), ou chez l'historien Pierre Chaunu (le Refus de la vie, 1975).

Et l'on pourrait citer dans cette direction des hommes aussi différents que V. Horia (Journal d'un paysan du Danube, 1966) et Gérard Leclerc, le jeune théoricien de la Nouvelle Action française

Pourtant, le combat politique pour l'Algérie française aura rassemblé, de 1960 à 1962, Monnerot et Laurent, Girardet et Perret, Philippe Héduy et Jean Brune (Cette haine qui ressemble à l'amour, 1961). Union sans lendemain. Héduy essaie aujourd'hui, avec la revue Item, de susciter un groupement semblable.

Au pôle « religieux » qu'on a montré répond un autre pôle d'attraction, considérable. Pôle « libéral », où l'on cultive le sens du relatif et de la modernité, et le souci du vérifiable. Aucun nom ne le symbolise mieux que celui de Raymond Aron. Ses analyses auront fait de lui, de l'Opium des intellectuels (1955) aux Marxismes imaginaires (1970), un inlassable rectificateur. Il est le professeur de toute l'époque. Il faut placer Jean Baechler (Qu'est-ce qu'une idéologie ?, 1976) au premier rang de ses disciples avec Alain Besançon. La revue Contrepoint a regroupé cette famille d'esprits et même quelques cousins à la mode de Bretagne : R. Girardet (l'Idée coloniale en France, 1972), Ph. Ariès (l'Enfant et la Vie familiale sous l'Ancien Régime, 1960), L. Chevalier (Histoire anachronique des Français, 1974).

A ce libéralisme se rattache l'œuvre capitale de B. de Jouvenel : Du pouvoir (1946) (« les révolutions liquident la faiblesse et accouchent la force »), Arcadie (1968). Un courant où l'appareil universitaire est moins apparent irait d'A. Fabre-Luce (Vingt-cinq ans de liberté, 1962), à Th. Maulnier (le Sens des mots, 1976).

Le refus de tout totalitarisme amène de ce côté Ionesco (le Rhinocéros, 1959).

La science, conquérante contestée, a ses champions, qui refusent de « marcher à quatre pattes ». Parmi eux, Gabriel Véraldi, Louis Pauwels : mais, chez ce dernier, on va de la science à la gnose. De même chez Raymond Ruyer (Eloge de la société de consommation, 1969, la Gnose de Princeton, 1975).

Le groupe de Nouvelle Ecole joint le culte de la biologie et de l'éthologie à un paganisme nordique, et à un refus violent du christianisme. Jean Cau en semble proche.

Dominique de Roux, dans sa révolte lyrique, le peintre Georges Mathieu, expriment aussi cette modernité. M. Mourlet est plus proche d'un humanisme classique, comme Jean Dutourd qui oscille entre talon rouge et bonnet rouge.

Ce tableau supporterait bien des nuances. Par plusieurs traits, Abellio, Céline (ou Caillois) sont aussi proches de la gauche que de la droite. On peut répondre que les étoiles proches de l'équateur céleste sont vues des deux hémisphères.

Aux noms cités, on serait tenté d'ajouter celui de Clément Rosset (l'Anti-nature, 1973), ou celui de Cioran, de Jadrin. Serait-ce justifié ?

Enfin, sans revenir sur les variations et évolutions inévitables en trente ans, il est fatal qu'un article « durcisse » certaines positions. Se serait-on trompé sur J. Laurent dont Histoire égoïste (1976) laisse deviner une inclination vers la gauche ? (divine surprise).

Si l'on tente de tracer une courbe générale, on voit que d'abord une effervescence polémique entraîne les esprits les plus sereins. Puis les Lettres s'ouvrent de nouveau au plaisir, à la grâce (humaine). Cet été de la Saint-Martin ne dure pas, on va vers les grands froids et l'on retrouve alors une droite d'interrogation. Mais la majeure partie de ses membres a pris ses distances avec l'événement. On ne risque plus de trouver Monnerot, Perret ou Madiran dans des hebdomadaires. D'un autre côté, où écriraient-ils ?

Nimier avait du flair en parlant de « la littérature clandestine du temps, notre littérature ».

* Journaliste, collaborateur de plusieurs périodiques de droite.

(1) Voir *le Monde diplomatique* de janvier 1977 (pages 9 à 15) : « La droite en Europe. »

Correspondance

La droite en Europe

A la suite du dossier consacré aux diverses formes de la droite en Europe (le Monde diplomatique, janvier 1977), M. Paul Sérant nous adresse les remarques suivantes :

Une inexactitude s'est glissée dans l'article très documenté de Jean-Jacques Mourreau « Un purgatoire pour inciviques » à propos de mon livre *les Vaincus de la Libération* (Edit. R. Laffont, 1964).

Selon J.-J. Mourreau, j'aurais en effet estimé dans ce livre à près de cent mille le nombre des exécutions sommaires de 1944 en France. En fait, j'ai donné les différentes évaluations établies après la guerre, depuis les plus faibles jusqu'aux plus élevées, en passant par celle de Robert Aron, dont je m'honore d'avoir été le collaborateur à la revue *Fédération* dans les années 50. Mais je ne me suis pas cru autorisé à conclure sur ces différents chiffres ; aujourd'hui encore — douze ans après la publication de mon livre, — je crois que trop d'éléments manquent pour pouvoir le faire. En revanche, j'ai écrit que la France avait subi, « *pendant quelques mois, une des épurations les plus sanglantes de son histoire* », ce qui est admis par de nombreux historiens de diverses tendances, particulièrement en ce qui concerne nos régions méridionales(...).

De son côté, M. Bertrand Renouvin nous a adressé une lettre dont voici les principaux passages :

M. Jean-Jacques Mourreau brosse un tableau des « principales organisations extrémistes » (de droite). Je suis surpris d'y voir figurer la Nouvelle Action française...

— Il est scandaleux de classer la NAF parmi les mouvements extrémistes alors que toute la presse (*le Monde* en particulier) a souligné l'esprit d'ouverture de notre journal, qui a accueilli dans ses colonnes des hommes aussi différents que Maurice Clavel, Pierre Boutang, Gilles Martinet, Pierre Chaunu, etc. M. Mourreau aurait dû lire de plus près mon livre *le Désordre établi*, qui situe la NAF par-delà la droite et la gauche et qui m'a valu les insultes de toute l'extrême droite. Mais M. Mourreau préfère réduire mon livre à une attaque contre Israël (en fait contre le sionisme, question qui occupe quatre pages sur deux cent huit)...

— Il est faux d'écrire que la NAF a voulu « *adapter la doctrine maurrassienne aux courants du gauchisme actuel* », alors que les royalistes ont seulement engagé un débat de fond avec le gauchisme et que notre « *adaptation* » se traduit par une ouverture à Péguy et à Bernanos.

— Il est abusif de dire que la NAF est « *restée fidèle à un christianisme intransigeant* », puisque la NAF ne prend jamais position sur les problèmes religieux. Cela parce qu'elle compte parmi ses militants des chrétiens de toutes tendances mais aussi des agnostiques et des athées.

— Il est donc absurde d'affirmer que nous sommes « *proches de l'abbé de Nantes* » et que nous avons entretenu des relations avec lui.

— Enfin, M. Mourreau devrait au moins donner des renseignements exacts : la NAF est un journal bimensuel et non hebdomadaire, son vice-président est *Jacques* Beaume et non « Philippe Beaume », et il aurait été souhaitable de signaler parmi les dirigeants de la NAF le nom de Yves Lemaignen — son président — et celui de Gérard Leclerc, qui est un des fondateurs de notre mouvement.

[La Nouvelle Action française propose la restauration de la *monarchie comme seul remède* aux crises politiques françaises. Il paraît difficile de prétendre qu'il ne s'agit pas là d'une solution extrême. L'article de Jean-Jacques Mourreau ne présentait pas les membres de l'organisation royaliste comme « proches de l'abbé de Nantes » mais affirmait leur doctrine « fidèle à un christianisme intransigeant proche de celui professé par l'abbé de Nantes avec lequel elle entretiendra des relations un temps », notamment par l'intermédiaire de M. Gérard Leclerc. D'autre part, dans son ouvrage, le Désordre établi, M. Bertrand Renouvin écrit : « La paix peut-elle exister tant qu'il y aura un Etat d'Israël ? » J.-J. M.]

Un président captif des grandes sociétés ?

M. Jimmy Carter et la relance de l'économie américaine

(Suite de la première page.)

Toutefois, M. Ford n'a dû ces victoires qu'à la majorité qui s'est dessinée en sa faveur dans les Etats à forte population *du Nord-Est industriel (New-York, Pennsylvanie,* New-Jersey), qui sont aussi les plus durement éprouvés par la crise, ainsi qu'en Nouvelle-Angleterre. Et — sauf dans le Massachusetts qui avait déjà accordé une majorité à McGovern en 1972 — ce sont partout les voix des minorités qui ont fait pencher la balance en sa faveur.

Le 7 janvier, le président élu a présenté son programme de relance économique. Le coût total du train de mesures qu'il a demandé au Congrès d'approuver est évalué à 31,2 milliards *de dollars : il comporte, entre autres,* des dégrèvements d'impôts qui toucheront tous les contribuables sans distinction, une réduction permanente des impôts pour les Américains disposant de revenus bas ou moyens, un certain nombre de concessions aux employeurs, et un programme de création d'emplois étalé sur deux ans dont le prix de revient total serait de *12 milliards de dollars environ. M. Carter* admet que la dette nationale — qui est de 60 milliards de dollars à l'heure actuelle — risque de s'élever jusqu'à 75 milliards de dollars si ces mesures sont adoptées. En revanche, M. Charles Schultze, son principal conseiller économique, prédit qu'elles entraineront une réduction de 1 % du taux de chômage *d'ici à l'année prochaine.*

La presse américaine s'est plu à souligner le caractère « massif » de ces mesures, mais un examen plus attentif révèle qu'elles sont de proportions *infiniment plus* modestes qu'il n'y paraît. Tout d'abord, il faut noter que les sommes allouées à la création directe d'emplois sont relativement modiques en comparaison de celles qui doivent servir à stimuler l'économie par le biais de la consommation. Même si le Congrès accorde tout ce que le nouveau président lui demande, le nombre total des nouveaux emplois créés au cours des deux prochaines années avoisinera les cinq cent mille — soit environ 6 % du total actuel des demandes d'emploi non satisfaites, puisque les Etats-Unis comptent officiellement huit millions de chômeurs, soit 8 % de la population active qui a atteint les cent millions au milieu de la présente décennie. Bien entendu, le chiffre réel des chômeurs est beaucoup plus élevé, mais un grand nombre d'entre eux restent exclus des statistiques gouvernementales — c'est notamment le cas des femmes qui ont été *contraintes de réintégrer* leurs foyers, de tous ceux qui n'ont eu d'autres recours que de reprendre leurs études et de ceux qui travaillent à mi-temps ou ne travaillent plus qu'un nombre d'heures réduit chaque semaine, et qui ne sont pas officiellement comptabilisés parmi les chômeurs. Ces « chômeurs invisibles » formeraient de 5 à 8 % de la population active — les estimations varient. On voit donc que les mesures proposées par M. Carter, dans le domaine de la création d'emplois, n'auraient, en tout état de cause, qu'un impact assez limité sur la reprise économique.

Un secteur bénéficiera plus que tous les autres de ce programme de création d'emplois : l'industrie du bâtiment, à qui *le gouvernement Carter promet un programme* de travaux publics d'un montant considérable — 4 milliards de dollars au total. Il faut sans doute y voir le reflet de l'influence de l'A.F.L.-C.I.O. et du président de cette centrale, M. Georges Meany, lui-même issu de la fédération du bâtiment dont les membres ont souffert d'une crise aiguë de l'embauche à la suite de la récession dans le secteur de la construction immédiatement après la fin de la guerre du Vietnam. Mais la création de nouveaux emplois pour les travailleurs du bâtiment ne contribuera guère à remédier au chômage au sein des minorités puisque l'industrie de la construction est réputée pour ses pratiques discriminatoires.

En réalité, si M. Carter a pu remporter la majorité des suffrages dits « ouvriers », c'est qu'il entretient des relations particulièrement étroites avec les syndicats où sont représentés les ouvriers les plus qualifiés. Et les travailleurs du bâtiment forment une fraction importante des ouvriers syndiqués.

Premiers reculs

TANDIS que la composition du cabinet *de M. Carter reflète bien l'hégémonie* au sein de la nouvelle administration des vieilles forces de la « guerre froide » et de la période Johnson-Kennedy, les mesures économiques proposées n'annoncent guère de changements importants en politique étrangère ou en politique intérieure par rapport à la ligne suivie par MM. Richard Nixon et Gerald Ford. Les mesures spécifiquement anti-inflationnistes brillent par leur absence dans son plan de relance : ce problème était d'ailleurs devenu l'un des thèmes prin*cipaux de la campagne présidentielle de* M Ford, qui était opposé aux programmes massifs d'aide sociale et de lutte contre le chômage à cause de leurs incidences possibles sur les prix à la consommation, sur la position du dollar au plan international, et sur les exportations américaines.

Aussitôt après son élection, M. Carter a écarté, de la manière la plus explicite, toute possibilité de blocage des salaires et des prix ; on venait d'apprendre que les grandes sociétés industrielles s'apprê*taient à relever* leurs *prix pour parer* à cette éventualité. Le président élu, qui craignait que la montée des prix n'aille à l'encontre des effets espérés de son plan de relance, entendait ainsi rassurer les milieux d'affaires sur ses intentions réelles, qui ne sont certes pas de calquer son programme sur un modèle keynésien classique pouvant inciter le gou*vernement à intervenir pour accroître* la productivité industrielle (depuis la fin de la guerre du Vietnam, l'ensemble des usines américaines tournent à 75 % de leur capacité seulement).

S'il avait voulu prendre cette direction, M. Carter aurait été contraint d'empêcher les grosses sociétés multinationales de profiter de l'augmentation des prix et il *aurait dû s'opposer à une politique des* salaires trop agressive de la part des syndicats. Ayant renoncé aux mesures de ce genre sous la pression des grands trusts, il s'est retranché dans une campagne d'opinion publique qui n'entraînera guère d'améliorations pour les gens ordinaires mais donnera l'illusion que des progrès réels sont en train de s'accomplir.

Le programme économique du nouveau président montre que les considérations de politique internationale continuent à dominer l'action de l'exécutif américain. Pour renverser la tendance à la récession qui pèse actuellement d'un poids très lourd sur l'économie américaine, il aurait fallu un programme plus ambitieux et *moins inflationniste, comportant, entre* autres, une réforme structurelle du système fiscal pour faire supporter le plus gros de l'impôt par les titulaires de revenus élevés ; la réduction de ceux des projets inscrits au budget de la défense qui requièrent beaucoup de capitaux mais n'apportent guère de bénéfices aux ouvriers, aux chômeurs et aux minorités, *et un programme de création d'emplois* qui aurait permis de doubler, ou même de tripler, le nombre des nouveaux postes prévus par le plan de relance. Ces mesures auraient obligatoirement dû s'accompagner d'un blocage des prix, sinon des salaires, d'une meilleure compréhension des facteurs spécifiques qui engendrent le chômage structurel dans les zones *urbaines, et d'une nouvelle orientation* de la politique fiscale du gouvernement. Sur ce dernier point, rien ne permet d'affirmer qu'une intervention gouvernementale peut enrayer l'accumulation des dettes dans tel ou tel pays capitaliste occidental. M. Carter a choisi d'organiser sa politique économique autour du principe d'un budget relativement équilibré plutôt que de prendre les risques inhérents à tout processus d'endettement. Le financement du déficit ne va jamais sans un certain degré d'inflation, que les grandes sociétés jugent intolérable aujourd'hui à cause de *la crise de la* balance des paiements et de la détérioration de la balance commerciale qui ont suivi l'amorce de reprise de l'année 1973-1974, au cours de laquelle il avait fallu mobiliser les réserves alimentaires pour restaurer la puissance du dollar et améliorer la position dans le jeu du commerce international des sociétés multinationales *basées aux Etats-Unis.*

De fait, la concurrence de plus en plus serrée que rencontrent les sociétés américaines dans le monde est le principal obstacle à l'adoption, sur le plan intérieur, de mesures vigoureuses qui permettraient de régler, une fois pour toutes, les problèmes posés par le chômage, le ralentissement de la production et la stagnation de la consommation. Les grandes sociétés sont parvenues à améliorer leur position en pleine crise économique en multipliant les fusions d'entreprises, en *expatriant leurs capitaux et en pratiquant* des augmentations de prix sélectives pour compenser le fléchissement de la demande, comme dans l'industrie sidérurgique. Ce n'est pas une politique incompatible avec la modestie des programmes sociaux du gouvernement fédéral, assortis de dépenses coûteuses pour les armements. Le programme économique de *M. Carter répond à ces objectifs et seul* le mécontentement qu'il ne manquera pas de provoquer dans les couches sociales les plus défavorisées (les Noirs les plus démunis, les syndiqués qui n'en tireront aucun avantage et les femmes organisées) obligera le gouvernement à lui apporter certains correctifs.

Priorité à l'indépendance énergétique

POUR le moment, M. Carter ne s'est guère étendu sur les mesures qu'il entend prendre dans le domaine de l'énergie. Au cours de sa campagne, il a fini par se résoudre à exprimer quelques recommandations spécifiques pour ce qui *concerne l'exploration de sources d'énergies* de rechange comme l'énergie solaire ou l'énergie de la fusion, mais il ne s'est jamais montré hostile au développement des centrales nucléaires sous réserve qu'elles ne compromettent pas la sécurité et la santé de la population ou l'intégrité de l'environnement. La nomination au poste de conseiller spécial pour *l'énergie de M. James Schlesinger, ancien* secrétaire à la défense de M. Ford, montre bien que, dans ce domaine, la politique de M. Carter s'inscrit dans la continuité de celle de ses prédécesseurs républicains. Car c'est dans le domaine de l'énergie que les deux gouvernements précédents ont laissé leur empreinte la plus originale. Tout laisse à penser que M. James Schlesinger s'alignera sur la politique d'« *indépendance énergétique* » que M. Nixon a le premier formulée, et selon laquelle les Etats-Unis, pour répon*dre au défi des pays de l'OPEP en mal* d'autonomie, doivent s'affranchir de leur dépendance à l'égard du pétrole en provenance du Proche-Orient. Le gouvernement fédéral doit alors encourager la prospection du pétrole en mer et des gisements de gaz naturel sur le territoire américain, il doit favoriser l'expansion des ressources minières (et plus parti*culièrement l'exploitation des mines de* houille à ciel ouvert) et aider les industries compétentes à multiplier les centrales nucléaires. C'est déjà ce que le gouvernement fait depuis quatre ans, en totale ignorance des protestations des divers groupements qui s'entêtent à affirmer que cette politique est *préjudiciable* à l'environnement. Plus spécifiquement, les défenseurs de l'environnement font valoir que le « projet indépendance » engendrera une dangereuse érosion provoquée par les exploitations minières à ciel ouvert dans l'Ouest américain, que les forages « off-shore » et les « marées noires » occasionnées sur les deux côtes par des pétroliers géants pollueront l'atmosphère et les océans, et que l'installation de centrales nucléaires à proximité de zones de peuplement *constituerait une grave menace pour la* sécurité de nombreuses villes, voire de régions entières.

Avant d'être élu, M. Carter avait pour*tant fait du combat pour l'environnement* l'un des thèmes capitaux de sa campagne. Mais on le voit mal partir en guerre contre les compagnies pétrolières et les compagnies d'électricité, étroitement liées aux banques et aux milieux militaires — auxquels M. Schlesinger est lui-même associé de très près. Toutes ces forces souhaitent la poursuite d'une politique énergétique qui peut barrer la route à l'indépendance économique du tiers-monde.

Pour réaliser ce projet, M. Carter sera fatalement conduit à faire de nouvelles concessions au lobby des industries de l'énergie. Les Américains paieront plus cher le fuel domestique et l'essence. Ces *augmentations contribueront sans doute* à annuler les effets des dégrèvements d'impôts. Le problème de l'inflation et de la diminution du pouvoir d'achat s'en trouvera exacerbé.

Une puissance autonome

CEPENDANT, la *conclusion* la plus importante qu'il faut tirer de la désignation des nouveaux responsables de l'économie dans le cabinet Carter est que *le grand capital s'affirme désormais* dans la politique américaine comme une puissance autonome, plus forte que la présidence elle-même. Ces quinze dernières années, l'unité des grandes firmes industrielles américaines avait subi de graves secousses. En 1964, une minorité d'entre elles, qui disposaient d'une puissance économique et politique considérable, *avaient mis la main sur la machine du parti* républicain ; après la destitution de M. Nixon, elles ont finalement été vaincues par les forces traditionnelles du grand capital de l'Est, dont les Rockefeller sont les représentants les plus connus. Les « cow-boys » — ainsi que l'on désigne les nouveaux groupes capitalistes de l'Ouest et du Sud partisans d'une *orientation plus* conservatrice et plus isolationniste de la politique américaine — n'ont pas désarmé pour autant. Mais ils ont subi de sérieux revers ces dernières années, surtout depuis la chute de M. Nixon, et aujourd'hui les forces traditionnelles de l'Est sont parvenues à établir leur hégémonie sur les deux grands partis américains. *Des membres* du nouveau cabinet tels que MM. Michael Blumenthal (secrétaire au Trésor), Harold Brown (à la défense), Cyrus Vance (au département d'Etat), *ainsi* que *M.* Zbigniew Brzezinski, conseiller du président pour les affaires de sécurité, sont notoirement liés à la famille Rockefeller et au reste de l'*establishment* industriel et financier de l'est des Etats-Unis, pour qui les problèmes du chômage, la croissance économique et le développement de l'énergie doivent passer après les exi*gences de la situation internationale.* M. Carter a été contraint de limiter son programme en fonction de ces paramètres et, malgré toutes ses gesticulations, il y a peu de chances qu'il lance des programmes massifs de création d'emploi semblables à ceux qui avaient caractérisé le « new deal » de Franklin D. Roosevelt, à moins que la situation économique n'empire au point de provoquer la rupture de l'alliance de la grande industrie et des gros agriculteurs, alliance dont le gouvernement Carter paraît tout disposé à servir les *intérêts.*

Quoi qu'il en soit, la question cruciale est de savoir si la situation économique va empirer ou pas dans les années à venir. A l'heure actuelle, le terme de « stagnation » est *celui* qui décrit le mieux l'état de *l'économie américaine,* ce qui revient à dire qu'une fraction seulement de la population économique est affectée par la crise : dans les industries compé*titives de niveau* technologique relativement bas (comme l'industrie des biens de consommation), la plupart des industries tertiaires (comme les services) et même dans certaines *industries* qui produisent des denrées primaires. Par contre, les industries très concentrées qui utilisent une haute technologie ont énormément accru leurs profits, même pendant la *récession de ces cinq dernières années* : leurs employés, syndiqués pour la plupart, ont alors réussi à stabiliser et parfois même à accroître leurs salaires réels. Ainsi, une convention collective, récemment négociée dans l'industrie pétrolière, garantit aux ouvriers une augmentation de salaire qui sera de l'ordre de 18 % en deux ans — soit 6 % de plus *que le taux d'inflation prévu. C'est ce* principe de l'« *économie dédoublée* » qui permet d'expliquer comment M. Carter parvient à conserver la faveur d'une majorité de votants alors même que sa politique ne répond pas aux besoins des travailleurs des industries secondaires et tertiaires qui pâtissent, en nombre sans cesse croissant, du déclin foudroyant *des entreprises petites et moyennes, ou* de ceux qui n'ont pu trouver d'emploi à la fin de leurs études.

L'avenir politique de M. Carter est *essentiellement fonction de l'évolution* de la situation économique. Bien qu'en ce domaine la marche des événements ne dépende guère de lui en réalité, il a été contraint à *des promesses* substantielles pour mettre fin au chômage puisqu'il comptait sur les votes déterminants des Noirs et des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière en général. Malheureusement pour eux, ces éléments sont minoritaires sur le plan strictement numérique et ils n'ont peut-être pas non plus une influence suffisante sur l'ensem*ble de l'électorat pour forcer le nouveau* président à adopter une autre attitude, plus combative, face aux problèmes économiques. Mais si la situation économique se dégrade au point d'affecter à leur tour des secteurs mieux rémunérés et plus stables de la classe ouvrière — comme les travailleurs de l'automobile, de l'acier, de la chimie, du caoutchouc et de l'électricité, — M. Carter devra faire face à une crise *majeure.* Et il ira à une défaite certaine aux *prochaines* élections s'il n'opte pas pour des réformes plus fondamentales, ce qui reviendrait à dresser son administration contre les groupes d'intérêts industriels et financiers qui ont misé sur lui. Aujourd'hui, le poids politique de ces groupes est devenu si considérable que c'est une éventualité qui paraît exclue, même au cas où de sérieuses difficultés économiques remettraient en cause la coalition qui s'est formée autour de M. Carter.

Il n'en demeure pas moins que l'on prévoit déjà que les quatre prochaines années seront marquées par la poursuite *de la stagnation et par une accélération* progressive de l'inflation causée par des dépenses d'armements toujours démesurées et par l'obligation où se trouve le gouvernement de *n'accroître* que modérément les prestations de l'aide sociale. On peut s'attendre que tout cela provoque de graves désillusions dans les minorités, chez certains syndicalistes et chez les libéraux de la classe moyenne qui ont déjà accueilli avec scepticisme la nomination d'une majorité de conservateurs parmi les membres du cabinet de *M. Carter.*

Ce qui est clair, en tout cas, c'est que le « programme massif » de restauration de l'économie et de résorption du chômage est de *dimensions trop modestes* pour modifier les choses autrement que sur le plan de l'idéologie. Dès que son image de président activiste aura perdu l'éclat du neuf, M. Carter se retrouvera confronté à la tâche difficile de sauver de l'agonie une présidence captive.

STANLEY ARONOWITZ.

Le cabinet du nouveau président

IL est fort intéressant de connaître les liens des ministres et conseillers de M. Carter (1) avec l'histoire récente des Etats-Unis et avec l'*establishment* américain. Dans un article récent (2), le *Washington Post* donne certains renseignements qui éclairent le sens des choix présidentiels.

Dans un premier temps, l'auteur de l'article, M. William Greider, rappelle d'abord le rôle dans la guerre du Vietnam de MM. Vance, Brown, Califano, Sorensen, Brzezinski et Schultze. A l'aide de cita*tions extraites de leurs discours, il* montre qu'ils ont soutenu publiquement la politique américaine au Vietnam lorsqu'ils détenaient des responsabilités gouvernementales. *« Ces hommes que M. Carter remet au pouvoir n'étaient pas vraiment les architectes de la politique vietnamienne de Kennedy et Jonhson, mais plutôt ses administrateurs* (draftsmen) *et ses chantres* (cheerleaders). *Ils ne protestèrent que quand il fut trop tard.* » En revanche, « *nous savons qu'aucun des hommes politiques démocrates qui eurent la hauteur de vues ou le courage de voir clair dans la rhétorique de la « guerre froide » n'a été retenu par M. Carter pour les postes de responsabilité les plus importants. La clairvoyance est rarement récompensée en politique, particulièrement par ceux qui en furent dénués* ».

DANS un deuxième temps, M. William Greider indique les liens des hommes du président avec le monde des affaires : « *La plupart d'entre eux se connaissent fort bien, car ils se sont souvent rencontrés dans les conseils d'administration, dans les affaires en général et au service du gouvernement. Les querelles publiques sur une représentation adéquate des femmes et des Noirs ont obscurci cette réalité : l'Amérique des grandes sociétés* (corporate America) *est la mieux représentée.* » Et le journaliste de dénombrer trois administrateurs *(directors)* d'I.B.M. (MM. Vance, Brown et Harris), un de Pan Am (M. Vance), de l'une des plus grandes compagnies d'assurances américaines (M. Blumenthal) [3], de Western Electric (M. Kreps), de Chase Manhattan Bank (M. Harris), du *New York Times* (M. Vance) et du *Los Angeles Times* (M. Brown). Qui plus est, indique M. William Greider, le cabinet comprend six avocats (MM. Vance, Califano, Harris, Sorensen, Adams et Bell) « *dont les cabinets d'affaires défendent un impressionnant éventail d'entreprises importantes. Pour n'en citer que quelques-unes : American Electric Power Co., Occidental Petroleum, Northwestern Industries, Colonial Penn Insurance, Gulf and Western, Warner Communications et Revlon* ». Dans le corps de l'article, sont aussi cités General *Motors* et *Coca-Cola. A ce propos,* M. Greider dévoile fort opportunément les arcanes de ces relations : « *La connexion Coca-Cola démontre combien le monde où M. Carter a procédé à ses choix est petit. Un vieil ami de M. Carter à Atlanta est M. J. Paul Austin, président de Coca-Cola. Coca-Cola est représenté à Atlanta par le cabinet d'affaires de Griffin-Bell. M. Austin est au conseil d'administration de Cal Tech* (Polytechnique californien). *Le président de Cal Tech est le nouveau ministre de la défense. Le nouvel adjoint du ministre de la défense est l'ancien président de Coca-Cola. L'avocat de Coca-Cola à Washington est le nouveau ministre de la santé, de l'éducation et des affaires sociales.* »

Troisième faisceau d'informations : les liens avec la famille Rockefeller. On oublie parfois que la famille Rockefeller, en la personne de David, président de la Chase Manhattan Bank, est à l'origine de la Commission trilatérale (4), avec M. Brzezinski, qui est un peu à David ce que M. Kissinger fut à Nelson. Or, outre le conseiller à la sécurité nationale, MM. Carter, Mondale, Vance, Brown et Young sont membres de la Commission trilatérale ; MM. Vance et Blumenthal sont au comité exécutif de la fondation Rockefeller ; MM. Vance, Brown et Mme Harris sont administrateurs de sociétés où les Rockefeller ont d'importants intérêts (I.B.M. et Chase Manhattan Bank). Ainsi, d'après M. W. Greider : « *Ceux qu'a nommés M. Carter sont les descendants directs de John Foster Dulles et de Dean Rusk, deux autres secrétaires d'Etat qui venaient de la Fondation Rockefeller. Il est difficile de croire qu'ils se retourneront contre leurs ancêtres.* »

L'AUTEUR conclut : « *Toutes ces relations d'affaires seront naturellement rompues quand ces personnalités entreront au gouvernement. Citer ces liens n'implique aucunement qu'elles continueront à représenter ces institutions plutôt que l'intérêt général lorsqu'elles seront au pouvoir. Mais on a ainsi quelques indices quant à leurs origines et à leur vision du monde et de la société américaine.* »

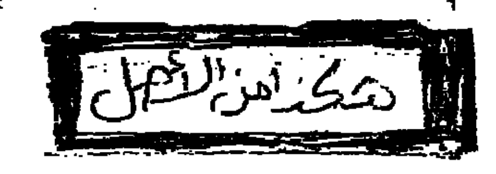
MARIE-FRANCE TOINET.

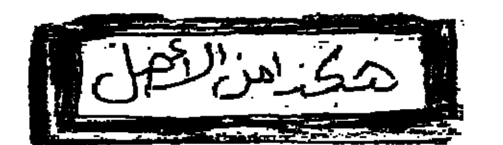
(1) Voir page 13 la composition du nouveau gouvernement américain.

(2) M. William Greider, « Carter Chooses Painful Past », *Washington Post* (Outlook), 26 décembre 1976, page 61. (M. Sorensen n'avait pas encore renoncé au poste de directeur de la C.I.A. lorsque fut rédigé cet article).

(3) M. Blumenthal est aussi président de Bendix, conglomérat industriel très diversifié. M. Lance, directeur du budget, qui n'est pas mentionné dans l'article du *Washington Post*, est le président d'une importante banque géorgienne, la National Bank of Georgia.

(4) Cf. *le Monde diplomatique*, mars 1976, page 14, et novembre 1976, page 1.





L'écrivain dans les pièges de la société industrielle

« L'aliénation dans le roman américain contemporain »

de Pierre Dommergues

Par JEAN-MICHEL PALMIER

MISE en question de la littérature américaine contemporaine, de la radicalité de sa protestation, au sein d'une société aliénante et aliénée, la thèse de Pierre Dommergues (1) n'est pas seulement l'œuvre d'un spécialiste de la littérature et de la civilisation des Etats-Unis. C'est un corps à corps passionné avec les problèmes les plus fondamentaux de la société capitaliste industrielle, ses fantasmes, ses rêves et ses mythes.

Le littéraire est, pour Dommergues, informé par la problématique de Sartre, inséparable du social, l'acte d'écrire du fait de dévoiler, de prendre position, de s'engager. En près de mille pages, il brosse un tableau exhaustif et vivant de la *« res americana »*, comme il l'appelle, démonte les mécanismes des différents visages de son aliénation et confronte cette analyse avec les prises de position de cinq écrivains — Norman Mailer, Saul Bellow, Flannery O'Connor, LeRoi Jones et William Burroughs — dont l'œuvre a joué un rôle certain dans l'intelligentsia américaine depuis les années 60. Travail magistral qui ne se satisfait jamais des déclarations officielles des écrivains sur leurs œuvres, des commentaires, mais traque leurs ambiguïtés, révélatrices de leurs idéologies et de leurs visions du monde, à travers ce qu'ils disent de la femme, du Noir, du pouvoir ou de la sexualité.

Dommergues a un goût marqué pour les confrontations, les ruptures de style et d'écriture. Les auteurs qu'il cite ne sont jamais des témoins muets : ils vivent, s'expliquent, se défendent, entrent dans des dialogues fantastiques où les citations de Marx, de Sartre, de Fanon, de Malcom X, de Norman Mailer, de Burroughs, alternent avec les répliques des personnages de romans et les situations concrètes. Confrontation entre la littérature, la sphère du pouvoir, la misère du vécu qui vise sans cesse l'essentiel : non enrichir la critique littéraire, mais comprendre la vie quotidienne, les espoirs et les rêves qu'elle porte, qu'il s'agisse de l'Indien, du Portoricain, du Noir, de la femme, de l'homosexuel ou de l'homme de la rue. Ce qui est en jeu, c'est notre libération.

Le poids du réel

AUSSI la théorie de l'aliénation que propose Dommergues est-elle résolument pluridimensionnelle. Elle se fonde sur Hegel, Marx, Sartre, Freud, Fanon, Lefebvre ou Lukacs. Elle fait appel à la sociologie comme à la psychanalyse, car toute approche qui limiterait le phénomène de l'aliénation à la sphère du travail ne peut comprendre la complexité de ce quotidien, de ce vécu qui intéressent l'écrivain. L'Amérique est un monstrueux exemple des caractéristiques sociales et politiques qui se traduisent par un style de vie commun aux sociétés industrielles, avec ses conflits spécifiques, ses traditions. Aux Etats-Unis plus qu'ailleurs sans doute, les faits l'emportent sur les idées, le réel écrase les images. Le mythe de la frontière qui hantait les premiers écrivains de ce pays a fait place à un décor de villes géantes qui constituent désormais la toile de fond de toutes les aventures humaines. Les paysages se sont effondrés ainsi que les valeurs traditionnelles pour faire place à un rapport de l'homme au monde qui passe nécessairement par la consommation. Sans doute, parfois, dans un éclair de lucidité, un personnage comme ceux des pièces d'Arthur Miller en vient-il à souhaiter posséder un objet qui ne le tue pas, qui ne meure pas *immédiatement*. Tandis que sociologues et philosophes — de Riesman à Marcuse — dénoncent une économie de gaspillage qui ne trouve son équilibre que dans la production continuelle de faux besoins, le roman américain ne cesse de refléter ces créatures brisées, angoissées, broyées par des objets qui les aliènent autant qu'ils les fascinent. Le monde où se meut l'écrivain, comme ses personnages, est fait de supermarchés, de drugstores, de vitrines, de poubelles et de cimetières de voitures. De Malamud à Kerouac, il ne cesse d'être conscient des aberrations du style de vie même s'il peut rarement y échapper véritablement.

Cette fétichisation de l'objet brise peu à peu l'individu, le dégrade et le tue. Le monde comme la vie ne sont que des successions de trompe-l'œil et de vitrines. L'haleine de la femme chez Mailer a un goût d'amertume, de cendres et de whisky. L'écrivain américain est souvent prêt à se révolter contre cette situation, mais s'il s'en prend aux absurdités les plus criantes du système il perçoit rarement l'origine véritable de cette aliénation. La révolte fait place à l'ironie d'Herber Gold ou au lyrisme de Kerouac et de la *Beat Generation*. Mais les « nouveaux barbares » ne dépassent guère les frontières du monde civilisé. Leurs *slums* de San-Francisco ou de Los-Angeles deviennent des refuges, des faux paradis. La barbe et les cheveux longs, l'alcool, la drogue, la sexualité « libérée », le jazz et le mysticisme permettent souvent de peindre du rose sur du gris. La violence n'est vécue qu'en rêve, en écoutant Charlie Parker. Révoltés sans doute, mais sûrement pas révolutionnaires.

Et d'ailleurs, comment s'attaquer à ce que Dommergues nomme si bien *« le pouvoir sans visage »* qui caractérise la réalité des sociétés modernes ? L'aliénation n'est pas liée à une simple forme de gouvernement politique. Elle est là, omniprésente, dans chaque geste. L'écrasante concrétude du style de vie, le bonheur, mince pellicule posée sur l'agressivité, l'angoisse, la peur, marquent les désirs et les rêves. Le conformisme et l'anticonformisme n'échappent pas à ces déterminations. Cette Amérique des foules solitaires, décrite par Riesmann, Whyte et Marcuse, a un pouvoir invisible, aussi dangereux que tentaculaire. Elle peut tolérer certaines révoltes, certaines marginalités, sachant que ces phénomènes ne peuvent briser son encerclement et sa logique. La parole de l'écrivain, sa révolte s'inscrivent dans l'univers idéologique le plus puissant, même s'il n'est pas *sans failles, le discours le plus clos*, même s'il est contradictoire, que le capitalisme ait jamais produit. Le pouvoir auquel l'écrivain devrait s'attaquer n'est pas seulement le complexe militaire et industriel, le gouvernement ; c'est un style de vie intériorisé, un système d'extro-déterminations qui exercent sur chacun une emprise grandissante. La société américaine apparaît, dans son ensemble, comme contre-révolutionnaire, capable de transformer la destruction en positivité, de monnayer l'aliénation contre l'illusion de fausses libérations, capable de se mobiliser et de mobiliser ses membres contre une agression aussi bien intérieure qu'extérieure. L'ennemi n'est plus seulement le communisme mais la différence, et chacun ne cesse de s'observer, comme l'a si bien montré Riesman, pour être fidèle à la norme.

Dans une société hypercontrôlée, malade d'oppression, ce sont encore les mécanismes de contrôle qui apparaissent comme le meilleur recours contre l'angoisse. Dépossédé de son existence, l'Américain ne peut échapper au virus de la possession ; traqué, l'homme de la rue rêve encore d'interrogatoires, de procès, de militarisation de la vie. Au lieu de chercher à découvrir les racines de tant d'aberrations, l'écrivain sera tenté de s'enfuir dans un *« troisième monde »*, l'univers de l'aliénation, l'Amérique fantastique et fantasmée, qui devient aussi réelle que le sont ses villes, ses rues et ses supermarchés.

La « res americana »

DECORS cauchemardesques, les villes échappent au contrôle de l'homme par leur prolifération anarchique, mais elles fascinent par les beautés vénéneuses qu'elles recèlent. New-York ou Los-Angeles ne sont, dans la littérature, que les incarnations passagères d'un même malaise. L'Amérique fantastique, c'est l'aliénation qui devient plus vraie, plus positive que le réel lui-même. Les objets se mettent à vivre et dévorent ceux qui les possèdent. *« L'Amérique croit en la réalité et elle vit dans l'irréalité »*, souligne justement Dommergues. Mais cette irréalité est tellement intégrée au vécu qu'elle devient invisible, même pour l'écrivain. C'est l'univers d'autoroutes, de motels toujours semblables que parcourt Humbert Humbert avec sa Lolita en socquettes, perdue dans ses comics et ses chewing-gums et qui, par son irréalité même, finit par devenir rassurant. Décor banal, tellement banal et familier que son caractère hallucinatoire disparaît. L'écrivain sait que le rêve américain s'en va en lambeaux sanglants, qu'il ne pourra jamais se reconnaître dans cette réalité morcelée, mais il préfère encore considérer la réalité fantastique de la *« res americana »* comme la création d'un démiurge fou que de l'interroger vraiment. Le fantastique a perdu tout caractère allégorique pour devenir quotidien. La logique absurde n'engendre ni prise de conscience ni révolte radicale. Comme Joseph K., l'écrivain américain se soumet à la justice du procès, *sans mettre en* question la raison de son existence. Comme Kafka, Knickerbocher, Southern, Kesey et Friedman se réfugient dans l'humour noir. Cette réalité aliénée, l'écrivain américain finit par l'aimer. C'est son cerveau qui est dévoré par une gigantesque fleur rouge (T. William) et il devient lui-même une partie du décor, pétrifiée dans *« un temps angoissant qui ne dépend apparemment de personne »*.

Du rêve à la schizophrénie

DANS un monde absurde et éclaté, la conscience elle-même se morcelle tout en cherchant en vain à recouvrer sa plénitude et son unité. Le rêve américain, bafoué, piétiné, ne cesse de renaître avec de nouveaux contenus. Exilé, l'Américain l'est assurément, et l'écrivain plus que tout autre. Les personnages de romans sont là pour témoigner de cette longue quête de l'identité. L'homme total de Feuerbach ne cesse de se profiler derrière les images du pionnier, de l'Indien, de l'homme des prairies. L'écrivain sait que son monde s'est édifié sur la violence et le sang, mais il ne cesse de rêver d'un monde meilleur, d'une innocence radicale à retrouver. Ce paradis n'est pas à chercher dans le passé, mais dans une harmonie à conquérir, qu'il s'agisse du rapport au monde (Mac Luhan), des paradis artificiels (Burroughs) ou de la sexualité. Hanté par le péché, l'écrivain rêve de sainteté — comme les personnages de Kerouac, vagabonds mystiques, clochards célestes. Il est *sans doute* celui qui vit le plus tragiquement ce conflit de valeurs, ce divorce entre le rêve et la réalité. Il regarde la révolte des minorités avec un mélange d'angoisse et de sympathie, les soutient parfois, mais ne cesse de se nourrir d'illusions. S'il sait qu'il ne peut se réfugier dans un paradis historique antérieur, il croit encore en d'autres paradis possibles : l'enfance, le mysticisme, la sexualité. Aliéné lui-même dans un monde d'objets, l'écrivain semble parfois tenté de tuer son double, mais bourgeois et beatnik, sainte et prostituée, victime et sadique, exhibitionniste et voyeur restent pris dans les mêmes chaînes. Le romantisme triste de Carson McCullers a comme complément son alcoolisme et sa peur. Conscience fragmentée dans un monde brisé, l'écrivain se blesse contre les éclats du miroir où il ne cesse de se regarder. Même la fuite est impossible : chômeur, clochard, marginal font partie du système et sont récupérés par lui. Sa tête ressemble *« à une cave aux murs lézardés »*. Le corps lui-même n'est plus seulement une dépouille, une défroque, c'est un cancer, une tumeur qui vit et qui souffre. La schizophrénie chez Herzog est le résumé de tout un univers : révolté, l'écrivain sent qu'il y a en lui quelque chose de bloqué. Névrosé, il vit ses contradictions et s'y enferme. Ses rêves seuls sont traversés par une liberté et une authenticité qu'il ne peut atteindre.

De Mailer à Burroughs : révolte et réformisme

SI Dommergues analyse longuement cet univers de l'aliénation américaine et ses mécanismes, c'est pour le confronter aux itinéraires politiques, aux visions du monde, aux formes de critique élaborés par cinq des écrivains qu'il juge les plus fondamentaux et les plus représentatifs de la littérature américaine contemporaine. Pour difficile qu'elle soit, l'articulation des œuvres littéraires et des analyses théoriques de l'aliénation ne cesse d'être la préoccupation qui guide toute sa démarche.

Norman Mailer se considère lui-même comme *« le père de l'existenticlisme américain »*. Pas plus que le héros de *Pourquoi nous sommes au Vietnam*, D. J., Norman Mailer n'a lu Kierkegaard, mais il retrouve de nombreux thèmes communs à l'existentialisme européen : méfiance à l'égard de la raison, de la science et de la technique, sentiment extrême de la contingence de l'être humain, de sa fragilité, d'une vie où chaque instant est une victoire sur le désespoir. Révolté, sa protestation n'est pas sans ambiguïtés politiques. Mailer s'est toujours intéressé au problème du pouvoir depuis *les Nus et les Morts* jusqu'à ses prises de position à l'égard de la Nouvelle Gauche ou de la libération de la femme, sans jamais s'aligner sur une direction politique rigoureuse. « Anarchiste », « socialiste libertaire », « marxiste anarchiste », il se définit finalement comme « conservateur de gauche ». Plus qu'une nouvelle conscience politique, Mailer a, comme l'écrit Dommergues, *« des intuitions marxistes »*. Il s'attaque remarquablement aux différents visages de l'aliénation — armée, pouvoir, totalitarisme, sexualité, — mais il attend un salut d'une transformation de la conscience plus que d'une révolution. Il glorifie le Noir, le psychopathe, le nègre blanc. L'Amérique l'obsède, l'effraye autant qu'elle le fascine. La révolte elle-même traîne avec elle son héroïsme, son épopée et sa légende. Ainsi la grande manifestation d'octobre 1967 contre la guerre du Vietnam, qu'il décrit dans *les Armées de la nuit*, est-elle avant tout une expérience à vivre, et il se sépare des radicaux, *« enfants fous de la classe bourgeoise »*, en affirmant la nécessité du mysticisme, de la vision, de l'interdit, même si c'est pour le plaisir de le transgresser. Chez Mailer, le privilège est toujours donné au vécu, au réel, à l'expérience plus qu'à la théorie ou à l'analyse politique. Critique extrêmement lucide de l'aliénation américaine, il recule devant la radicalité des solutions nécessaires. Face au noir, au marxiste, à la femme, à la révolution, il ne peut s'empêcher de mêler à sa critique des illusions conservatrices.

Saul Bellow est aussi comique que Mailer est tragique. Comme ceux de Mailer, ses romans dominent les années 60. Son œuvre est un *« théâtre de gestes ridicules »*. Pourtant, Bellow, comme ses personnages, refuse de se laisser noyer en eux. Hostile au romantisme suranné, il admire l'authenticité, même si ses critères sont loin d'être clairs. S'il accepte, en tant qu'écrivain, une invitation officielle du président Johnson, tout en désapprouvant l'intervention au Vietnam, c'est qu'il craint que l'opposition ne dégénère en geste vide. Bellow méprise ceux qui confondent révolution et exhibitionnisme et se méfie particulièrement de la « révolution sexuelle ». Aussi éloignés des idées abstraites que des gestes romantiques, ses personnages sont en quête d'une nouvelle lucidité. Ils fuient les distractions, les spectacles, le culte des faits et des chiffres, mais échouent, comme Bellow lui-même à atteindre une prise de conscience radicale. Les valeurs fondamentales — la famille, la religion, la cérébralité, le travail — ne sont jamais remises en question. Aussi ce refus s'inscrit-il toujours au sein d'un monde qui demeure inchangé. Bellow ne rompt pas avec les vieux rêves de l'humanisme. Par-delà le scandale, l'offensive avant-gardiste, il s'efforce toujours de défendre l'individu, même avec ironie. Entre le « non » et le « oui », la mort et la vie, le héros bellowien reste suspendu sans identité et sans adresse.

Flannery O'Connor, à l'opposé de Mailer et de Bellow, semble s'approcher d'un refus radical. *« Ecrivain catholique, dans le Sud protestant »*, elle se débat dans une logique chrétienne, même quand les symboles sont inversés. Le monde est déchu, partout elle ne voit que laideur physique et dégradation spirituelle. L'écrivain doit rendre omniprésent ce mal qui s'identifie à la culture. Le monde est plein de faux prophètes et de faux Jésus. L'artificiel recouvre la vraie vie. L'homme est seul, même s'il rêve de rencontrer quelqu'un avec qui il puisse partager quelque chose. Pourtant, cette révolte contre l'égoïsme et les valeurs bourgeoises s'inscrit elle-même dans une perspective bourgeoise. Comme l'écrit Dommergues : *« Jamais il n'est question de passer à l'action. Jamais la moindre contre-valeur n'est suggérée. Jamais n'est esquissé le profil d'un homme nouveau. »* Même au sein de leur névrose et de leur avilissement, les personnages de ses romans continuent à rêver d'un salut. Flannery O'Connor n'aboutit pas non plus à une position radicale, mais elle entrevoit pourtant ce que pourrait être un monde différent : un monde qui échapperait aux rapports de propriété.

C'est la violence, la révolte, la revendication de la différence absolue qu'affirme *l'œuvre de LeRoi Jones*. Dommergues évoque la situation du Noir américain, ses rêves de vie et de liberté, par un étonnant montage de citations d'écrivains, de leaders noirs, de théoriciens blancs, fondateurs de principes politiques sans cesse trahis. LeRoi Jones veut abolir l'écart qui sépare le réel et le rêve, la théorie et la praxis. Depuis si longtemps que les principes démocratiques à l'égard des Noirs sont bafoués, il faut que leur révolte solitaire éclate et s'affirme. Il appelle, de toutes ses forces, une violence noire qui serait la réponse à la violence blanche du système, à l'humiliation sans cesse subie. Dans ses œuvres, dans ses manifestes, il revendique la création d'une culture noire comme moment nécessaire de cette révolte et de cette prise de conscience de l'identité, refuse l'appui des Blancs, quels qu'ils soient, même si ses idées recoupent souvent, comme le montre Dommergues, celles de certains radicaux blancs. LeRoi Jones veut affirmer la spécificité d'une culture noire, qui n'est pas une invention, une simple superstructure, mais quelque chose à vivre révolutionnaire dans un pays qui ne l'est pas. Il est contraint d'adopter des positions extrêmes, même s'il ne peut toujours en prévoir toutes les conséquences, et Dommergues rapproche son Enfer de celui de Dante.

Nul enfin n'a plus étroitement expérimenté le lien entre l'écriture, le désir, la subversion et la mort que William Burroughs. Le monde où il se situe est un Etat policier, au milieu de l'espace interplanétaire, parmi les galaxies blessées. Pourtant, c'est toujours de notre quotidien, de notre vécu *qu'il parle. La lutte des classes est* d'autant plus complexe qu'il s'agit de combattre des processus de répression intériorisés. Opposition, mort, sadisme et masochisme se rencontrent sans cesse au niveau de l'imaginaire. La répression est omniprésente. Loin de se limiter à l'armée, à la police ou au psychiatre, elle est en chacun. Aussi Burroughs déclare-t-il la guerre au studio-réalité, au monde de nos représentations, au langage lui-même. Les usines mentales sont aussi dangereuses que les usines nucléaires. C'est dans le langage qu'il faut porter la guérilla. Comme d'autres s'attaquent aux casernes, Burroughs s'attaque aux signifiés. Il détruit les mythes que véhicule la langue, les fait exploser, les dissèque, sature l'écriture de sexualité pour en combattre la commercialisation, traque les mots, les pièges, avec une violence rarement atteinte par un écrivain. Plaisir et cruauté sont dans la phrase comme une plaie béante. L'écriture traverse l'univers des 'Junkies, des machines, des ordinateurs, traînant avec elle ses cortèges de souffrances et de rêves. Burroughs est le représentant d'une écriture révolutionnaire qui revendique une négativité absolue. Dans l'univers du discours clos, il attaque le langage à coups de haches. Mais l'arme la plus puissante dont il rêve, c'est encore une nouvelle prise de conscience.

Opposition sans conscience révolutionnaire

TEMOIN des angoisses de chacun, des rêves trahis, des désirs assassinés et de la misère, le roman américain contemporain est sans doute la description la plus profonde de cette aliénation quotidiennement vécue. Mais la plupart des écrivains semblent incapables de déceler l'origine réelle, les mécanismes fondamentaux de cet état de fait et de le mettre radicalement en question. Analyse extrêmement lucide, l'écrivain américain est souvent un opposant, rarement un révolutionnaire. Pourtant, remarque Pierre Dommergues, Hawthorne considérait déjà que *« les crimes fondateurs de l'Amérique étaient d'avoir volé la terre aux Indiens et l'appropriation de l'âme réalisée par les techniques de conditionnement de l'époque »*. Aujourd'hui, le roman américain semble s'attaquer à toutes les formes de pouvoir : les institutions, les mythes, les valeurs, la dégradation du quotidien, la violence, la sexualité. Mais la racine du mal demeure toujours cachée. L'individu reste le pôle de référence principal de toute mise en question de la valeur d'une société fondée sur l'exploitation. Parfois pessimiste, l'écrivain américain croit encore en la *possibilité d'un monde meilleur*, d'une vie différente, sans qu'il soit nécessaire d'abolir l'ancien. Si être radical c'est, comme le dit Marx, prendre les choses à la racine, l'écrivain américain ne saurait être tenu pour radical.

Souvent, il fait le jeu de la mystification, même involontairement. Loin de conduire à une prise de conscience authentique, il adapte ses lecteurs, comme un psychanalyste adapte ses patients. Il prend en charge leur névrose, leurs fantasmes mais aussi leur révolte. *« Il joue avec la schizophrénie d'une nation tiraillée entre le réel et l'imaginaire. »* Et c'est cette ambiguïté du rôle de l'écrivain américain, de sa protestation et son échec final que Dommergues a admirablement analysés dans ces deux volumes qui feront date dans la critique du roman américain. *« Deux siècles d'écriture n'ont pas modifié l'équilibre précaire entre l'affirmation et la contestation. Deux siècles d'histoire n'ont pas modifié l'inégale répartition de la richesse et de la puissance. Le pouvoir des mots, comme le pouvoir des choses, continue à appartenir à une minorité qui n'est pas prête à renoncer à ses privilèges »*, conclut-il.

Bilan négatif ? Non, sans doute. Mais une analyse lucide des pièges de l'écriture, de la situation privilégiée de l'écrivain, de sa démission à l'égard du pouvoir des faits, quand bien même ils les dénonce. Partant d'une réalité économique, politique, sociale et d'une génération d'auteurs souvent passionnants, Pierre Dommergues nous propose une sociologie politique du roman américain dont on ne saurait assez souligner la justesse et la richesse.

---

(1) Pierre Dommergues, *l'Aliénation dans le roman américain contemporain*, éd. 10-18, Paris, 1976, 2 vol. de 425 et 438 pages, 16 F l'un.

BIBLIOGRAPHIE

« SURVIVRE A NEW-YORK », de Maurice Goldring

RENCONTRE d'un intellectuel français, juif et communiste, avec les Etats-Unis, Survivre à New-York *est un livre tout à fait remarquable. D'abord parce que Maurice Goldring a énormément de talent, de la verve, le sens de la formule ou du mot qui porte. Ensuite et surtout, la confrontation entre la situation d'un pays où l'auteur a séjourné pendant un an et une grille d'analyse, informée par une pratique militante en France, s'avère extrêmement fructueuse.*

Maurice Goldring a suivi de près les micro ou mini-luttes qui se livrent constamment à New-York ou ailleurs sur tel ou tel thème de la vie quotidienne ou en faveur des minorités ethniques. Là où il enrage, c'est de constater qu'entre ces combats qui devraient converger en une attaque frontale contre le régime capitaliste, il n'y a aucun lien, aucune passerelle ; qu'aucun projet politique de rechange ne se dessine et que, bien au contraire, le système parvient sans aucune difficulté à dresser les unes contre les autres les diverses catégories qu'il exploite également. Lorsque des rapprochements s'opèrent, comme ce fut ponctuellement le cas entre juifs et Noirs au printemps 1975, c'est sur la base du soutien au gouvernement israélien et de l'hostilité aux Etats pétroliers arabes, les Arabes, fut-il opportunément rappelé, étant historiquement les premiers responsables de l'esclavage noir... Et Maurice Goldring de conclure :

« Rockefeller and Co. sont prêts à applaudir des deux mains à ce type de rapprochement... Tous ces gens sont américains, d'abord américains et on ne comprend rien à tous ces entrecroisements si on ne garde pas cette idée en tête. Appartenir à une minorité ne signifie en rien qu'on ne partage pas l'idéologie de la majorité du peuple américain. »

Le décervelage opéré par la télévision, la distorsion systématique par la presse de tout ce qui touche aux forces anti-impérialistes, l'idéologie naïve mais toujours opératoire du self-made man *du gagnant contre le perdant, l'occultation de l'essentiel par la surinformation systématique sur l'accessoire dressent contre le véritable débat démocratique des barrières actuellement quasi insurmontables. De ce mur, devant lequel viennent buter toutes les velléités de changement social véritable,* Survivre à New-York *est le témoignage irrité, indigné parfois, car l'auteur s'implique sans réserve dans son texte. Mais le réquisitoire cède parfois la place à la sympathie car Maurice Goldring, s'il s'en prend avec la vigueur du militant et du polémiste au système américain, n'englobe pas dans cette dénonciation un peuple qu'il s'est pris à admirer et à aimer.*

B. C.

★ Editions sociales, Paris, 1976, 220 pages, 20 F.

Minorité oubliée en Amérique du Nord

LES ACADIENS ENTRE L'ASSIMILATION

ENTRE mer et forêt, le long des côtes du golfe du Saint-Laurent, les Acadiens ont longtemps vécu à l'ombre de leurs églises, le dos tourné au monde. Aujourd'hui, deux cent vingt et un ans après la grande déportation qui les avait éloignés de la vallée de Port-Royal (Annapolis), l'image folklorique représentant les Canadiens français des provinces maritimes comme des porteurs d'eau et des scieurs de bois, rangés derrière leur curé et partagés entre l'agriculture et la pêche, correspond de moins en moins à la réalité.

Depuis une quinzaine d'années, grâce à un changement des mentalités et à l'évolution politique, les Acadiens, en particulier ceux du Nouveau-Brunswick, se trouvent dans la situation la plus favorable que l'histoire leur ait offerte. Et pourtant les prophètes de malheur ne manquent pas. Le Dr Jean-Pierre Lanteigne, président du parti acadien, n'a-t-il pas déclaré sur les ondes de Radio-Canada-Moncton (1) qu'il n'était pas sûr que le peuple acadien veuille survivre ? Celui-ci est, en effet, confronté à des forces d'assimilation puissantes.

Les Acadiens ont pourtant beaucoup moins de raisons qu'autrefois d'être timorés. Ils sont aujourd'hui plus de trois cent mille, répartis sur trois et même quatre provinces du Canada. La limite ne peut être précisée facilement entre les peuplements acadien et québécois qui se sont rencontrés sur les côtes de Gaspésie ou dans la haute vallée du fleuve Saint-Jean, au Madawaska (2).

On compte deux cent mille Canadiens utilisant quotidiennement le français au Nouveau-Brunswick — deux cent quinze mille l'ayant eu comme langue maternelle — répartis principalement dans le nord et l'est de la province, c'est-à-dire le long du Québec ou face à la mer. Ailleurs, seuls quelques îlots ont pu résister à l'assimilation. En Nouvelle-Ecosse, deux communautés, l'une au sud-ouest, près de Yarmouth, l'autre au nord, dans l'île du Cap-Breton, regroupent la majorité des néo-Ecossais dont le français est encore la langue d'usage. Chiffre d'autant plus significatif que, dans cette province, quatre-vingt-sept mille personnes sont d'origine acadienne et trente-neuf mille seulement de langue maternelle française. Dans l'île du Prince-Edouard, ils sont moins de cinq mille, pour la plupart dans les villages de l'ouest, à utiliser encore le français. Là aussi l'assimilation a fait des ravages puisque quinze mille habitants de l'île sont d'ascendance acadienne alors que près de six mille seulement déclarent avoir eu le français comme langue maternelle.

Au Nouveau-Brunswick, l'évolution démographique a joué en faveur des Acadiens, qui n'étaient que 16 % en 1871 et représentent un siècle plus tard pour 34 % la population. Cet accroissement est dû à un taux de natalité extrêmement élevé et aurait été plus spectaculaire encore s'il n'avait été tempéré par un fort mouvement continu d'émigration, en particulier vers les Etats-Unis, la Nouvelle-Angleterre notamment. Aujourd'hui, le rapport entre francophones et anglophones à l'intérieur de la province semblant stabilisé, il ne s'agit plus, pour les Acadiens, de se multiplier afin de survivre, mais d'affirmer leur originalité et de se faire reconnaître par la majorité. La « *revanche des berceaux* » est une attitude révolue.

Bilinguisme officiel

L'ACCESSION d'un Acadien, le libéral Louis J. Robichaud, à la tête du gouvernement provincial, qu'il dirigea de 1960 à 1970, contribua largement à réveiller le sentiment national. En 1969, le Parlement provincial de Fredericton vota à la quasi-unanimité la loi faisant du Nouveau-Brunswick la seule province officiellement bilingue en dehors du Québec. Le nouveau premier ministre provincial, le progressiste-conservateur Richard Hatfield, n'a pas remis en question le bilinguisme qui semble maintenant un fait acquis. Mais cinq articles de cette loi, dont ceux concernant l'éducation, n'ont toujours pas été promulgués... sept ans après le vote des députés.

La politique fédérale de bilinguisme permet aux groupements représentant les Acadiens de recevoir de substantielles subventions du gouvernement d'Ottawa. La Fédération acadienne de la Nouvelle-Ecosse, la Société Saint-Thomas d'Aquin de l'île du Prince-Edouard, et surtout la Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick (S.A.N.B.) — c'est-à-dire les trois composantes de la société nationale des Acadiens — en sont les bénéficiaires. Ensuite elles peuvent à l'échelon local allouer les sommes qui leur sont confiées aux organismes qui en ont le plus besoin (centres culturels, troupes artistiques, presse, etc.).

Vivre en français et vivre aussi bien que les anglophones, telles sont les aspirations des Acadiens. Leur retard économique rejette parfois au second plan leurs revendications culturelles. Et pourtant les deux sont liés comme l'ont montré les étudiants l'hiver dernier au cours d'un large mouvement de protestation. Ces derniers ont manifesté dans la capitale provinciale pour obtenir des bourses plus importantes et de meilleures conditions de prêts. Or les manifestants venaient presque tous de l'université de Moncton, université de langue française. Si les étudiants anglophones ne se sont joints au mouvement que de façon minoritaire, c'est qu'ils sont beaucoup moins concernés par le système provincial des prêts et bourses : la plupart d'entre eux vivent dans des conditions assez privilégiées pour n'avoir pas besoin d'y recourir.

Vivre en français demeure souvent une gageure au Nouveau-Brunswick malgré les récentes améliorations légales. Les différents services administratifs et commerciaux ne sont encore, dans bien des cas, assurés qu'en anglais, et il n'est pas rare d'entendre deux francophones s'entretenir dans cette langue.



(Cliché Roger Viollet.)

« EVANGELINE », CHANTEE PAR LE POETE LONGFELLOW.
Symbole romantique d'une minorité qui revendique la reconnaissance de son identité.

Malgré la progression constante de la qualité culturelle et du niveau scolaire, en dépit de la libération psychologique de ces dernières années, *la « louisianisation », c'est-à-dire la raréfaction* progressive de l'emploi du français puis son étouffement définitif en tant que langue première, continue sur sa lancée. La télévision commerciale joue ici un rôle décisif en introduisant l'anglais au sein des foyers jusque-là préservés. De nos jours, 35 % des Acadiens regardent *exclusivement la télévision de langue* anglaise.

C'est par commodité que l'on qualifie les Acadiens de bilingues. Ils sont loin de l'être tous. On pourrait distinguer trois groupes principaux : ceux dont le français est la langue maternelle et qui parlent l'anglais comme une *langue seconde et quasi étrangère ; ceux dont* la langue d'usage reste le français, mais un français atteint dans sa structure vivante par la promiscuité avec une langue dominante ; et ceux qui ont perdu tout contact avec le français écrit mais qui le parlent encore, quoique de plus en plus rarement.

Dans la *région de Moncton, le langage mixte* appelé « chiac », analogue au *joual* montréalais ou au *spanglish* des Porto-Ricains de New-York, est typique d'un état avancé de diglossie. Peu à peu, la syntaxe s'aligne sur un seul code, celui de la langue dominante. Cela commence avec « *j'applique pour une job* » (I apply for a job), et cela finit par l'addition d'emprunts et d'interférences quand on en arrive à la fusion presque achevée : « *open la door* » ou « *il est gone* ».

La dégradation du français ne s'est pas faite en un jour, même si l'urbanisation l'accélère grandement. La première école en Acadie a été fondée en 1632 par des capucins, sur la côte sud de la Nouvelle-Ecosse, deux ans avant le séminaire des jésuites à Québec et quatre ans avant Harvard ! Dans la première moitié du dix-huitième siècle, plus de 60 % des hommes savaient lire et écrire. La dispersion de 1755 (voir encadré) balaya cet échafaudage scolaire comme le reste. Cinquante ans plus tard, 75 % des Acadiens sont illettrés.

Conscients du rapport des forces, les francophones, « papistes » de surcroît, furent longtemps sans revendiquer leurs droits et, jusqu'à une époque récente, l'enseignement en français resta fort timide. Dernièrement, de nombreux progrès ont été réalisés. Depuis 1962, l'université de Moncton et ses campus affiliés accueillent de deux mille à trois mille étudiants, dont une minorité de Québécois. A partir de 1967, les francophones de la province mettent à profit le regroupement des districts scolaires : peu à peu, ils sont desservis par des écoles unilingues françaises dépendant financièrement de la province et n'ont plus besoin de payer parallèlement pour maintenir des écoles (privées) catholiques et françaises.

Les Acadiens ne sont pourtant pas au bout de leurs peines. Et d'abord parce que le gouvernement de Fredericton n'a toujours pas promulgué les articles relatifs à l'éducation de la loi de 1969 sur les langues officielles, mais aussi à cause de difficultés pratiques. Le gouvernement provincial soutient les projets d'écoles bilingues, puissant facteur d'intégration dans les zones de contact où la résistance de la communauté francophone est faible. Trop souvent, aux yeux des autorités, il semble qu'anglophone veuille dire unilingue alors que francophone signifierait bilingue. Dans les établissements d'enseignement secondaire, il est fréquent de donner des cours *en anglais* pour la seule raison que deux élèves anglophones les suivent parmi vingt-cinq francophones.

Il y a à peine dix ans, 14,2 % des habitants des comtés à majorité francophone avaient un degré zéro de scolarisation, pour 6,1 % chez leurs voisins anglophones et 5,7 % dans l'ensemble du Canada. Plus de la moitié de la population francophone ne fréquentant plus l'école est fonctionnellement illettrée. *Le système* d'éducation des Acadiens souffre donc de retards considérables ; au point qu'aujourd'hui encore seule l'existence des Inuits (Esquimaux) et des Indiens empêche le groupe des *francophones* du Nouveau-Brunswick d'être bon dernier sur le plan scolaire.

Les structures institutionnelles mises en place n'ont pu jusqu'ici que freiner l'assimilation. Les habitants de Moncton ont depuis peu de temps seulement la possibilité d'avoir un contact quotidien avec la langue française en dehors du milieu familial. Encore aujourd'hui, les jeunes qui sont allés à l'école française préfèrent souvent la lecture en anglais à la lecture en français. Les journaux de langue anglaise comptent une bonne partie de leur clientèle parmi les francophones. Les mentalités semblent toutefois évoluer, comme l'atteste la progression du journal *l'Evangéline* (quotidien depuis 1949 ; quinze mille exemplaires en 1976 contre sept mille en 1967) dont l'amélioration a été sensible ces dernières années. Une aide importante accordée par la France depuis 1968 a largement contribué à favoriser cette évolution.

Le rôle joué par les médias, et les luttes qui peuvent se dérouler autour d'eux, sont ici de première importance. L'arrivée de Radio-Canada à Moncton n'a pas encore tout résolu : le service national de télévision et de radio ne dessert que le sud de la province et fait l'objet de nombreuses critiques. Plus inquiétante est la situation du nord du Nouveau-Brunswick, majoritairement francophone, mais qui ne reçoit en français que des programmes venant du Québec. Au contraire, la minorité anglophone y bénéficie de deux stations de radio en plus de la télévision anglaise de Moncton.

Dans le domaine des loisirs, l'anglicisation est encore plus nette. La projection de films en français reste extrêmement réduite. Les activités culturelles ou sportives, pratiquées dans des clubs à la manière américaine, se déroulent presque toujours en anglais. Il reste aux Acadiens les centres culturels, mais ceux-ci n'offrent pas la structure d'accueil des clubs et des foyers. Enfin, ils ont toujours les églises où l'on a abandonné le latin pour le français.

Un bouillonnement culturel réussit cependant à faire surface. Le renom de l'écrivain Antonine Maillet et de la chanteuse Edith Butler ont largement franchi les limites du Nouveau-Brunswick. Mais, bien que très attachées à leur sol natal, toutes deux sont allées vivre à Montréal. Un exemple que beaucoup aimeraient ne pas imiter.

Les Acadiens se distinguent des autres Néo-Brunswickois non seulement par leur culture française et leur religion catholique, mais aussi par leur niveau de vie. Ce sont en général les *pauvres d'une province pauvre*. Le Nouveau-Brunswick, avec seulement 74 % de la moyenne nationale, se classe au huitième rang des dix provinces canadiennes pour le revenu par habitant. Mais, à l'intérieur même de leur province, les Acadiens forment un groupe défavorisé.

En mars 1976, un rapport du ministère de l'expansion économique régionale établissait à 50 % de la moyenne nationale le revenu des habitants du nord du Nouveau-Brunswick. Ce sous-développement relatif fait des comtés acadiens non pas une colonie mais bien une zone déprimée et périphérique au sein du monde riche.

Difficile insertion économique

LE chômage et l'extension des paiements de transferts sont les tares les plus visibles d'un système propre à forger une mentalité d'assistés. Depuis 1970, le taux de chômage est passé de 7 % à près de 13 % dans l'ensemble de la province, le sous-emploi frappant d'abord les comtés francophones. La péninsule acadienne du Nord-Est comptait même 54 % de chômeurs au printemps 1976 selon une étude du Comité régional d'aménagement du Nord (CRAN).

Les paiements de transferts représentent près d'un tiers des revenus des Acadiens alors que ce chiffre n'est que de 18,1 % pour l'ensemble de la province. En outre, les Acadiens qui travaillent le font proportionnellement en plus grand nombre que les anglophones dans le secteur primaire, ce qui explique en partie leurs bas salaires et leur taux élevé de chômage. Dernière plaie : l'emprunt souvent abusif qui vient rogner plus *de 20 % de l'argent reçu*.

Près d'un tiers des Néo-Brunswickois francophones sont de « statut social inférieur », gagnent moins de 5 000 dollars par an et ont suivi moins de cinq ans de scolarité (18 % chez les anglophones). Par contre, moins d'un Acadien sur cinq gagne annuellement plus de *9 000 dollars et a suivi une scolarité* de neuf ans ou plus (37 % chez les anglophones). La province se trouve ainsi coupée en deux, tant économiquement que culturellement.

Occupations traditionnelles des Acadiens, l'agriculture et la pêche connaissent de sérieuses difficultés. Côtiers en majorité, les pêcheurs acadiens du Nouveau-Brunswick sont moins immédiatement menacés que les Terre-Neuviens et les Néo-Ecossais par les ravages de la pêche industrielle en haute mer.

De plus en plus, les Acadiens doivent se tourner vers les villes pour y trouver du travail. Mais, dans bien des cas, cette migration s'accompagne de la perte de leur identité acadienne. La langue de travail est celle du patron, c'est-à-dire l'anglais. A Saint-Jean, capitale économique de la province, il n'a jamais été question de parler français en dehors des cercles paroissiaux ou folkloriques.

Quelques petites entreprises se sont bien installées sur la côte acadienne — conserveries, industrie de la tourbe, textiles, — mais les investisseurs sont peu attirés par cette région excentrée d'une province déjà à l'écart. De plus, le réseau routier qui dessert le nord-est du Nouveau-Brunswick est dans un état lamentable. Une route à grande circulation doit relier Moncton au nord de la province. Mais, bien qu'il s'agisse d'une des principales revendications acadiennes, elle est encore loin d'être achevée.

La ville de Moncton est, parmi les cités où les Acadiens sont nombreux, celle dont la situation semble à certains égards la plus favorable, de par sa position de carrefour ferroviaire, routier et aérien. L'université de langue française, la présence de grands centres commerciaux et de nombreuses activités tertiaires ont beaucoup contribué au développement d'une ville où le français gagne du terrain. L'élite francophone a tenté de créer un point fort dans la ville et d'en faire une petite capitale acadienne, en y concentrant ses institutions.

Malgré tout, cette présence demeure timide. En outre la prospérité économique de cette agglomération de quatre-vingt mille habitants, dont un tiers d'Acadiens, vient d'être sérieusement remise en cause par le licenciement de plus de mille travailleurs au début de 1976.

Dans le Nord-Est, au lieu de s'installer en force dans la ville principale, Bathurst, l'organisation des « Caisses populaires », puissance financière acadienne, a maintenu son siège social dans le gros bourg de Caraquet (cinq mille habitants), exclusivement francophone. Les Caisses populaires, nées du mouvement coopératif cher aux Canadiens français, ont été très utiles, en milieu rural surtout, mais sont aujourd'hui accusées par certains de freiner l'extension du réseau bancaire et le développement de la concurrence.

Malgré l'inégalité et l'opposition assez nettes qui existent entre francophones et

Un peuple attaché à ses racines

EN 1524, le navigateur Verrazano explore les côtes d'Amérique du Nord, de Terre-Neuve à la Floride. Dans la relation de son voyage au roi François Ier, il évoque cette contrée « que nous nommâmes Arcadie en raison de la beauté de ses arbres » *et des réminiscences de culture grecque de l'aventurier italien. Dès 1604-1608, avant l'équipée du* « Mayflower », *un noyau de colons français est établi dans la péninsule acadienne que les Anglais appelleront Nouvelle-Ecosse (Nova Scotia).*

La fibre paysanne des nouveaux venus les fit occuper d'abord l'actuelle et toujours fertile vallée d'Annapolis, dont le nom — influence janséniste ? — était alors Port-Royal. De là, les jeunes familles acadiennes rayonnèrent et, peu à peu, fondèrent des établissements permanents. Dès 1650 ils sont quatre cents, et neuf cent quinze en 1686.

Mais cela ne plaisait guère à la puissante voisine, la Nouvelle-Angleterre. En un siècle (1613-1713), l'Acadie va changer neuf fois d'allégeance. La prise de Port-Royal en 1710 donne le coup de grâce. Les clauses du traité d'Utrecht, qui garantissaient la possession de leurs biens et le libre exercice de leur religion aux Français d'Acadie, ne furent jamais respectées. Il est vrai que les Acadiens, contrairement aux Hollandais de la Nouvelle-Amsterdam, ne s'assimilaient pas à leurs conquérants de la religion réformée.

Les autorités anglaises exigent des « Français neutres » un serment de fidélité. Les Acadiens posent une condition : qu'ils n'auraient jamais à se battre contre leurs cousins du Canada. Alors l'éradication définitive est résolue. Ce sera la dispersion forcée : la première déportation a lieu à l'automne 1755, la seconde vague de rafles en 1758. En tout, neuf mille quatre cents Acadiens furent essaimés dans les treize colonies britanniques. La plupart n'y restèrent pas. On retrouve des traces des neuf mille déportés en Guyane, aux Falkland (Malouines), dans les Antilles françaises, à Belle-Ile-en-Mer et surtout en Louisiane, encore française à l'époque, malgré une bienveillante tutelle espagnole. Désormais, tous les Louisianais seront appelés des « Cajuns » (d'« Acadjen ») et la Louisiane portera le nom de « Nouvelle-Acadie ».

Beaucoup d'autres, qui avaient échappé à la déportation en se cachant dans les forêts, ou qui s'étaient réfugiés en Gaspésie, mais aussi des déportés, préféreront revenir en Acadie. Ils essaieront de se faire oublier et y réussiront. D'autant plus que la vague des « loyalistes » venus s'établir, en 1783-1784, dans une province fidèle à Londres, n'était évidemment pas animée de tendres sentiments pour les Français en général, après l'aide fournie aux « insurgents » par Louis XVI.

En 1785, la Nouvelle-Ecosse est scindée en deux : sa partie occidentale s'appellera Nouveau-Brunswick. Or c'est dans cette nouvelle province que le nombre d'Acadiens est le plus élevé. Quarante-cinq ans après le « grand dérangement », en 1803, on compte huit mille quatre cent trente-deux Acadiens dans les provinces maritimes ; ils sont les ancêtres des plus de trois cent mille Canadiens français des trois provinces d'aujourd'hui. Le mythe d'« Evangéline », magnifié par le poète américain Longfellow servira longtemps de repère aux Acadiens. La jeune fille qui tente de retrouver Gabriel n'est-elle pas le symbole romantique de ce peuple obstiné de paysans et de pêcheurs qui, par tous les moyens, contre vents et marées, tente de réintégrer son pays ?

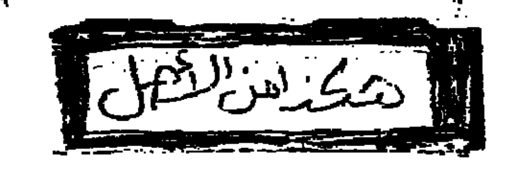
Les premières années de la seconde moitié du dix-neuvième siècle voient le réveil des Acadiens et leur rentrée dans l'histoire. En 1881, sur le modèle de la société Saint-Jean-Baptiste du Québec est fondée la société nationale de l'Assomption, aujourd'hui société nationale des Acadiens. A son premier congrès, en 1885 à Miscouche (île du Prince-Edouard), après des débats enthousiastes et tumultueux, on adopte pour emblème le drapeau tricolore français, dont le coin est orné, comme pour en exorciser le républicanisme, de l'étoile de Marie, jaune parce que c'est la couleur papale. Et l'hymne national choisi, l'« Ave Maria Stella », révèle aussi la dévotion à la Vierge, patronne depuis Louis XIII des Français catholiques.

Pendant la première moitié du vingtième siècle, ce sera l'époque à la fois du « bonententisme » pour les uns, et d'une certaine résistance pour les autres, en particulier pour les membres de la branche acadienne de l'ordre Jacques Cartier, société secrète, véritable maçonnerie catholique et française, officiellement dissoute aujourd'hui.

En janvier 1968, une délégation de personnalités acadiennes fut reçue en audience privée par le général de Gaulle à l'Elysée. Le résultat en fut l'accentuation de l'aide technique et culturelle de la France.

Le Nouveau-Brunswick est dans une situation anachronique, car, pour près de 65 %, sa population est d'origine britannique, tandis que celle du Canada tout entier ne l'est plus qu'à 40 %.

Cette histoire, leur histoire, la grande majorité des Acadiens n'a jamais eu la chance de l'apprendre à l'école. L'histoire acadienne n'est inscrite au programme que depuis un an...



LATION

ET LA PAUVRETÉ

anglophones, la vie politique ne s'est pas scindée selon le clivage linguistique. D'ailleurs, les Acadiens ne représentent jamais que 34 % de la population et ne pourraient donc prétendre diriger la province à eux seuls. Mais ils n'ont pas non plus réussi à constituer des groupes de pression très efficaces auprès du gouvernement de Fredericton. C'est plutôt le parti libéral qui, jusqu'ici, a eu leur faveur. Treize des dix-huit parlementaires francophones du Nouveau-Brunswick (sur cinquante-huit) sont des libéraux. A Ottawa, où dix députés fédéraux représentent la province, trois des cinq libéraux sont francophones.

Un évident consensus s'est établi entre le parti libéral et les Canadiens français, au Nouveau-Brunswick comme à Ottawa, à Québec comme chez les Franco-Ontariens. C'est le « French Power », parfois critiqué par les Canadiens anglais. Toutefois, les conservateurs au pouvoir à Fredericton depuis 1970 n'ont guère eu de peine à trouver des députés acadiens « ministrables » : les cinq députés francophones de ce parti ont tous été ou sont encore ministres. Les députés acadiens des deux bords ne se préoccupent d'ailleurs pas souvent de leur identité culturelle et, en général, s'expriment en anglais dans l'enceinte de l'assemblée provinciale, en négligeant le système de traduction simultanée. Le troisième parti national, le nouveau parti démocratique (N.P.D.), n'a jamais réussi à percer au Nouveau-Brunswick, pas plus chez les anglophones que du côté des francophones.

La création d'un parti acadien, officiellement reconnu depuis 1974, modifie l'éventail politique. Lors des dernières élections provinciales, à l'automne 1974, il a obtenu de 2 à 19 % des suffrages dans les circonscriptions où il présentait des candidats. D'inspiration nettement socialiste, ce parti se montre beaucoup plus radical que les organisations traditionnelles. Il compte environ mille deux cents membres et ne dispose pas d'une trésorerie abondante. Le militantisme de ses adhérents pallie une évidente faiblesse de moyens. Il tente surtout d'éveiller l'attention, de « conscientiser » les Acadiens qui, sous l'influence de la hiérarchie catholique, sont restés très traditionalistes en matière politique. Mais, dans la bataille électorale, il manque beaucoup de crédibilité. La population se méfie de ce parti de pauvres et d'intellectuels. La revue mensuelle *l'Acayen*, dont le comité de rédaction a la même orientation que le parti acadien, a choqué une bonne partie de la population en accusant l'Eglise de collusion avec les pouvoirs politiques et financiers (3). Cela a semblé plutôt maladroit au moment même où les évêques venaient d'écrire au gouvernement pour porter à son attention le dénuement du nord-est de la province.

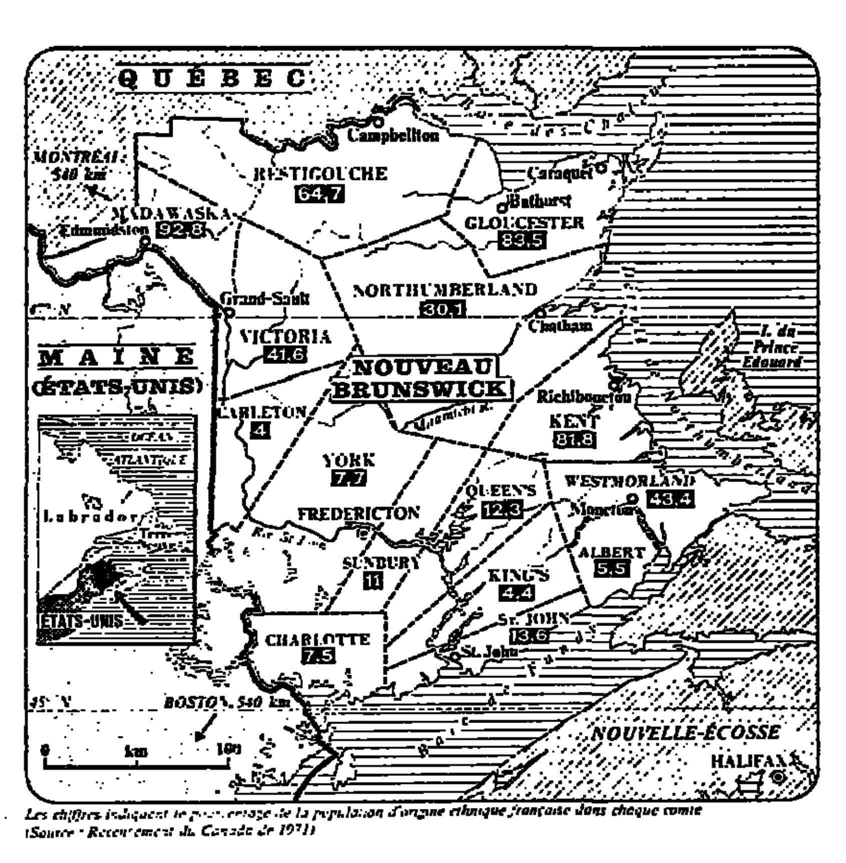
Les Acadiens doivent-ils attendre davantage du pouvoir fédéral que du pouvoir provincial ? La création à Ottawa d'un sous-secrétariat d'Etat aux minorités francophones hors-Québec et l'annonce d'un plan quinquennal de subventions seraient plutôt de bon augure. Cela a rassuré la toute nouvelle Fédération des francophones hors-Québec, dont les responsables craignent que le programme fédéral de multiculturalisme (et non plus de biculturalisme) ne ravale le français au rang de langue d'immigrants, comme l'ukrainien ou l'allemand. La branche néo-brunswickoise de cette fédération tente de canaliser le mécontentement qui est apparu au grand jour depuis une dizaine d'années. Plusieurs manifestations marquent son action.

En 1967, les pêcheurs de la péninsule brûlent le quai de Caraquet dans un accès de colère. Des manifestations étudiantes secouent l'université de Moncton en 1968. Au cours d'un procès consécutif à cette agitation, l'étudiant Michel Blanchard prononcera, après un jugement rendu en anglais, ces mots « d'excuse au tribunal » : « *Je m'excuse d'être un Acadien, d'être un Français, et d'avoir réclamé mes droits !* »

En 1970-1971 éclate l'affaire des « cercueils d'Irving » (4). Il s'agit de trois chalutiers construits sur les chantiers du « grand homme » du Nouveau-Brunswick, dont deux ont coulé et le troisième a failli deux fois le rejoindre. Bilan : neuf morts.

En janvier 1972 paraît le film *l'Acadie, l'Acadie*, de Pierre Perrault. Les manifestations étudiantes reprennent : trois mille personnes défilent dans les rues de Moncton. Le 15 février de la même année, le vote prépondérant du maire Jones, célèbre pour ses sentiments anti-français (5), empêche la création d'un comité d'étude sur le bilinguisme à Moncton. Au cours de la manifestation qui s'ensuit, le maire se fait cracher au visage et reçoit une tête de cochon sur la figure. En 1974, il quittera la mairie de Moncton pour se présenter aux élections fédérales. Bien que désavoué par le parti conservateur, il est élu comme député indépendant. Son successeur à l'hôtel de ville déclarait en mars dernier avoir « *réglé la question acadienne* » en faisant imprimer des contraventions et des factures bilingues.

Par JACQUES GOUT et PASCAL MALLET



Les chiffres indiquent le pourcentage de la population d'origine ethnique française dans chaque comté (Source : Recensement du Canada de 1971)

Protégés par la Confédération

BIEN que souvent méfiants à l'égard des Québécois, les Acadiens savent que leur sort est indissolublement lié à celui de la « Belle Province ». La plupart redoutent l'indépendance du Québec et s'accrochent au fédéralisme dans lequel ils voient leur seule bouée de sauvetage. Ils souhaitent un Québec fort, mais pas un « Québec libre ». Ils craignent que l'éventuelle sortie du Québec de la Confédération ne mène à l'abandon de tout bilinguisme dans les autres provinces, les Acadiens étant dans cette hypothèse les premières victimes. Aujourd'hui, les francophones du Nouveau-Brunswick représentent 4 % de l'ensemble des Canadiens français ; dans vingt ans, ils n'en représenteraient plus que 2 %. Ces chiffres ont fait réfléchir certains d'entre eux qui sont devenus au contraire des sympathisants de la cause indépendantiste québécoise. Ils y voient à terme le seul moyen de sauver le fait canadien français en Amérique du Nord.

Quant à envisager comme quelques-uns le rattachement au Québec des régions acadiennes du Nouveau-Brunswick, c'est aller bien vite. Les zones francophones ne constituent pas un bloc homogène et l'actuel rapport de forces exclut tout découpage simpliste. Toutefois les données seraient radicalement changées si l'union des provinces maritimes — Nouvelle-Ecosse, île du Prince-Edouard et Nouveau-Brunswick — se réalisait. L'idée, lancée officiellement en 1964 par l'Acadien Louis Robichaud, alors premier ministre du Nouveau-Brunswick, semble piétiner aujourd'hui. Il n'en reste pas moins que, jusqu'à présent, ce projet d'union n'a guère tenu compte des Acadiens et se retournerait probablement contre eux. En effet, leur poids relatif diminuerait beaucoup puisqu'ils seraient noyés dans un grand ensemble, anglophone à plus de 80 %. Dans ces conditions, les Acadiens du Nouveau-Brunswick pourraient être conduits à rechercher un statut particulier qui les rapprocherait alors du Québec par l'intermédiaire d'une éventuelle autonomie territoriale. C'était sans doute l'arrière-pensée du président de la S.A.N.B. lorsque, le 26 avril dernier, à Québec, il évoquait la possibilité de créer une province acadienne. Mais lui-même reconnaissait alors, en faisant allusion à un sondage d'opinion, que la majorité des Acadiens ne sont pas en faveur d'une telle revendication. Et pourtant cette proposition rencontrera un écho de plus en plus favorable si la survie de l'identité acadienne continue d'être mise en cause.

---

(1) Le 14 février 1976.
(2) Les francophones du Madawaska, dans le nord-ouest du Nouveau-Brunswick, sont appelés « Brayons » plutôt qu'Acadiens.
(3) Dans son numéro de février 1976.
(4) J.K. Irving, le plus important « businessman » de la province, contrôle entre autres les cinq quotidiens d'expression anglaise du Nouveau-Brunswick, des raffineries et un réseau de distribution sous sa marque, des papeteries, le chantier naval de Saint-Jean, une compagnie de transport en commun, etc.
(5) Il a tenté sans succès de porter devant la Cour suprême du Canada le cas des lois, provinciale et fédérale, sur le bilinguisme.

Dans les revues...

■ **DIALOGUE** consacre son dernier numéro à l'« étude de l'homme », et s'intéresse particulièrement aux « orientations de la sociologie américaines » (Seymour Martin Lipset) et aux « dangers de l'obéissance » (Stanley Milgram). (Vol. VII, 1976, n° 2, trimestriel. - U.S. Information Agency, 1776, *Pennsylvania* Ave. N.W., Washington D.C. 20 547.)

■ La manipulation de l'information aux Etats-Unis est analysée par Didier Guérin dans **ANTENNES**, revue québécoise des communications, sous le titre « Le pouvoir américain et la presse ». Au même *sommaire* : un article de l'historien Paul Bernier sur l'« interprétation de la réalité québécoise dans la presse anglophone » du Canada. (N° 4, quatrième trimestre 1976, trimestriel. - Ministère québécois des communications, 675, boulevard Saint-Cyrille est, Tour « G » (3e étage), Québec G 14 1 G 5.)

■ Un excellent numéro de la **REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES**, publiée par l'UNESCO, insiste sur les implications sociales du nouvel ordre économique international. Quelques thèmes à signaler : développement collectif autocentré, sociétés multinationales et développement inégal (par Arghiri Emmanuel), l'influence des sociétés transnationales sur l'information, les causes structurelles du problème de l'emploi, etc. (Vol. XXVII, 1976, n° 4, trimestriel, 16 F. - 7, place de Fontenoy, 75700 Paris.)

■ « L'Amérique latine après cinquante ans d'industrialisation » : ce thème, qui occupe la totalité du dernier numéro de la **REVUE TIERS-MONDE**, est l'occasion pour les auteurs — parmi lesquels plusieurs économistes latino-américains — de s'interroger sur les voies dans lesquelles s'engagent les régimes militaires de l'hémisphère sud. Quelques titres évocateurs : « La militarisation de l'Etat », « Le sous-développement industrialisé », « Le citoyen-consommateur en échec ». (Tome XVII, n° 68, *octobre-décembre* 1976, trimestriel, 28 F. - PUF, 12, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris.)

■ Les **ETUDES** publient un exposé de M. F.-H. Cardoso, directeur du Centre d'étude et de planification pour l'Amérique du Sud. Il y pose, de la façon la plus circonstanciée, la question du mode et du style de développement le plus recommandable pour le sous-continent américain, dans la double perspective de solutions profitables aux plus défavorisés, mais qui réduisent, ou du moins n'accroissent pas, la dépendance économique à l'égard des grandes puissances industrielles. (Janvier, mensuel, 13 F. - 15, rue Monsieur, 75007 Paris.)

■ **AUJOURD'HUI L'AFRIQUE** pose la question des voies de développement en Afrique, avec des articles d'Yves Lacoste, Catherine Coquery-Vidrovitch, Yves Benot, etc. D'autres études sont consacrées aux relations entre la France et l'Afrique. (N° 6, quatrième trimestre 1976, trimestriel, 8 F. - 94, rue Jean-Pierre-Timbaud, 75011 Paris.)

■ La **REVUE FRANÇAISE D'ETUDES POLITIQUES AFRICAINES** traite un « sujet du mois » aussi important qu'actuel : les Arabes et l'Afrique. L'Afrique noire, s'entend : solidarité politique et coopération (réelles ou illusoires). Un article est particulièrement consacré à la politique africaine de l'Algérie. (N° 132, décembre, *mensuel*, 29 F. - 32, rue de l'Echiquier, 75010 Paris.)

■ Dans **PROJET**, Frédéric Langer et Jean-Louis Sarbib proposent « Trois scénarios prospectifs pour l'industrie (française) » au terme d'une enquête réalisée à la demande du ministère de l'industrie sur la place de la France dans les nouveaux rapports internationaux. (N° 111, janvier 1977, mensuel, 10 F. - 15, rue Marcheron, 92170 Vanves.)

■ A l'occasion d'une campagne « Jute, solidarité-écologie » qui doit être lancée au printemps, le **SERVICE D'INFORMATION TIERS-MONDE** de Genève a consacré son dernier numéro de 1976 au Bangladesh, où sont résumées les principales données de l'économie de ce pays, dépendante de l'industrie du jute. (N° 4, 1976, trimestriel, 2,50 francs suisses. - Case postales 42, 3000 Berne 9.)

■ **CERES**, revue de la F.A.O., centre sa dernière livraison sur « La mer : patrimoine commun de l'humanité ». Plusieurs articles font ressortir les dangers d'un échec éventuel des négociations actuelles sur le droit de la mer. L'enjeu n'est pas seulement économique, mais aussi stratégique. (Vol. 9, n° 6, novembre-décembre 1976, bimestriel. - Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome.)

■ **CROISSANCE DES JEUNES NATIONS** se préoccupe du même problème dans son « dossier » du mois : Edmond Jouve y analyse les enjeux du débat en cours, compliqué par les convoitises sur les ressources minérales des fonds marins. (N° 1979, janvier 1977, mensuel, 6 F. - 163, boulevard Malesherbes, 75849 Paris Cedex 17.)

■ **PROBLEMES ECONOMIQUES** est une publication de la Documentation française qui donne chaque semaine une sélection de textes français et étrangers sur des sujets divers. Le numéro du 12 janvier est ainsi consacré aux pays socialistes : endettement des pays de l'Est et avenir des échanges Est-Ouest, réorganisation de l'économie vietnamienne, avenir « incertain » de l'agriculture chinoise, etc. (N° 1505, 12 janvier, hebdomadaire, 3,50 F. - 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07.)

■ **COMMUNISME** publie un numéro spécial sur le problème du capitalisme en U.R.S.S., comme « contribution à l'analyse marxiste-léniniste » du phénomène : les formes spécifiques de ce capitalisme, *le capitalisme monopoliste d'Etat*, la concentration et la centralisation du capital en U.R.S.S. (N°s 25-26, novembre 1976 - février 1977. - CRES, B.P. 446, 75830 Paris Cedex 17.)

■ Des précisions intéressantes sur l'équipement de l'armée chinoise : dans la **FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW**, Russel Spurr dresse l'inventaire du matériel et des capacités de production de l'industrie des armements chinois face à la menace soviétique en Mandchourie (avec des précisions sur l'équipement de l'Armée rouge dans cette région). L'auteur conclut que le meilleur atout de la défense chinoise reste l'homme, rompu aux techniques de guérilla et désormais pourvu d'armes antichars efficaces. Il prévoit néanmoins des commandes militaires chinoises à l'extérieur. (Vol. 95, n° 4, 28 janvier 1977, hebdomadaire, 4 dollars de Hongkong (57 pence). - P.O. Box 160, Hongkong.)

■ « Les intellectuels à la campagne » : ce surtitre bucolique des Temps modernes, oscillant entre Rousseau et Tchekhov, recouvre une réalité assez différente. Il s'agit de l'intégration à l'agriculture des « intellectuels urbains » en Chine, avant la mort de Mao Tse-toung. (N° 366, janvier, mensuel, 15 F. - 26, rue de Condé, Paris-6e.)

■ « Commune et autogestion » est le thème du n° 26-27 de **CRITIQUE SOCIALISTE**, revue théorique du P.S.U. Claude Bourdet pose une question d'actualité brûlante : « Que faire à Paris, que faire de Paris ? » (Octobre-novembre-décembre *1976, bimestriel, 20 F. - Editions Syros*, 9, rue Borromée, 75015 Paris.)

■ **CAMARADES** se consacre à l'organisation de l'autonomie politique du mouvement révolutionnaire. Dans son n° 3, la revue veut rompre le « silence géné » autour de la violence face à la « criminalisation de la lutte de classes » par l'Etat et face à l'union de la gauche. Au même sommaire : les mouvements de lutte dans la région de Nantes, en Italie, au Portugal, au Maroc... (N° 3, décembre 1976, trimestriel, 8 F. - B.P. 168, 10 75643 Paris Cedex 10.)

■ Dans **EDUCATION ET DEVELOPPEMENT**, la nécessité, exposée par L. Raillon, d'une décentralisation de l'éducation est illustrée par un article de R. Ribby qui montre la réalité d'une telle décentralisation en Angleterre et le rôle des autorités locales dans le système éducatif *britannique. (N° 113, décembre, mensuel*, 9 F. - 11, rue de Clichy, Paris-9e.)

■ Témoignage sur les prisons pakistanaises et la lutte des minorités opprimées au Pakistan : **RACE & CLASS** publie les lettres de prison d'Akhtar Baluch, jeune femme sindhi issue de la bourgeoisie et qui a découvert au fond des geôles la solidarité avec des femmes du peuple victimes de la même injustice et de la même tyrannie (préface de Mary Tyler, dont le Monde diplomatique a publié en mars 1976 le témoignage sur les prisons en Inde). (Vol. XVIII, hiver 1977, n° 3, trimestriel, abonnement : 5,50 livres. - 247-9, Pentonville Road, Londres N 1.)

■ **ETHNO-PSYCHOLOGIE** publie une étude longue et très documentée de F. Dessart sur un sujet peu connu : la diaspora albanaise (sensiblement plus nombreuse que la population de l'Albanie même) et les traits originaux d'une ethnie rebelle à l'assimilation et qui conserve ses traditions nationales, culturelles, non seulement dans l'émigration balkanique, mais en Europe occidentale et jusqu'aux Etats-Unis. (Décembre, trimestriel, 30 F. - Centre havrais de psychologie des peuples, 56, rue A.-France, Le Havre.)

■ **L'ARCHE** marque son vingtième anniversaire, d'abord en réunissant de nombreux hommages rendus à son « inlassable combat » comme l'écrit P. Mendès France. Ensuite, par un petit dictionnaire — « Israël de A à Z » — composé des mots clés qui caractérisent l'Etat d'Israël *en ce début de 1977, c'est-à-dire* à la veille du trentième anniversaire de sa fondation. (N° 238, janvier 1977, mensuel, 6 F. - 14, rue Georges-Berger, Paris-17e.)

■ Devenu trimestriel, **MINORITES** publie dans son n° 2-3 la première partie d'un dossier intitulé : « Israël : le racisme ? » dont l'essentiel est constitué par des réflexions de J. Danino sur les discriminations en Israël à l'égard du juif oriental. (N° 2-3, trimestriel, automne 1976, 10 F. - 23, avenue du Général-Leclerc, 93120 La Courneuve.)

■ Un numéro double des **CAHIERS DU GRIF** sur la violence et les femmes : violence dont elles sont parfois — rarement — le sujet, et presque toujours l'objet. Une violence générale et spécifique : « sexuée » (la violence proprement sexuelle n'étant qu'un cas extrême mais particulier). La question implique naturellement les tendances dominantes chez les femmes à l'égard de la guerre et de la paix. Un dossier complet, et très édifiant. (N° 14-15, décembre, trimestriel, ce n° 20 F. - 14, rue du Musée, Bruxelles. - A Paris : 51, rue Saint-Honoré, 1er.)

■ Au sommaire d'**IMPACT, SCIENCE ET SOCIETE** : l'utilisation rationnelle des ressources sanitaires avec, en particulier, deux études sur le problème des médicaments. (Vol. 26, n° 4, octobre-décembre 1976, trimestriel, abonnement : 32 F. - UNESCO, 7, place de Fontenoy, 75700 Paris.)

■ La **NOUVELLE CRITIQUE** inaugure l'année avec le centième numéro de sa *nouvelle formule. Regard en arrière*, bilan. La question fondamentale que la revue « pose chaque mois » est mise en évidence : « Comment être pleinement intellectuel et communiste ». Dans ce cahier, notamment : Adamov et Planchon ; la télévision (assez peu communiste et guère plus intellectuelle). Dans la partie traditionnellement réservée à la politique étrangère : Etats-Unis et Carter, Pologne, R.D.A. (retour d'une visite au cours de laquelle a été posée la question Bierman). (N° 100/281, janvier, mensuel, 20 F. - 2, place du Colonel-Fabien, Paris-19e.)

■ Tout le monde parle ou entend parler de l'élection au suffrage universel du Parlement européen, mais qui connaît l'institution ? Peu de gens, selon Michel Cointat qui entreprend, dans la **REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE**, de présenter « cet inconnu » : comment travaille-t-il ? Quelles dépenses engage-t-il ? Quels sont ses attributions, son rôle, ses pouvoirs ? Dans le même numéro, un P.-D. G. français, Jacques Riboud, raconte « comment on congédie un P.-D. G. aux Etats-Unis ». (N° 865, décembre, mensuel, 10 F. - 88, rue Jouffroy, Paris-17e.)



Héros américains de télévision

Les séries *policières* produites pour les trois grandes chaînes de télévision *américaines* (A.B.C., N.B.C., C.B.S.) se sont élaborées *à partir de* considérations assez précises : d'abord, la nostalgie légère du film noir des années 40 (débarrassé cependant de son « souci social ») ; ensuite, le succès immense du personnage de James Bond et de tous ses émules (Napoléon Solo, Matt Helm...) au cours des années 60.

Des événements politiques survenus récemment ont peu à peu corrigé cette double origine et ajusté ces modèles fictionnels à la réalité contemporaine. Ainsi, le renforcement de la « coexistence pacifique » a entraîné la quasi-disparition de l'anticommunisme (très insistant dans les Envahisseurs et dans Mission impossible) ; les scandales de la C.I.A. ont ruiné le personnage de l' « agent secret », remplacé par le simple inspecteur de police comme Columbo, Kojak, ou Stone (des Rues de San-Francisco) ; la révélation des indélicatesses du F.B.I. a conduit les producteurs à cesser d'utiliser ce sigle, jadis si prestigieux : les détectives ne sont donc plus fédéraux, ils deviennent des « privés » comme Mannix ou simplement des « amateurs » comme MacCoy. Les reproches d'ordre sociologique qui accusent sans cesse ces émissions de pousser les jeunes à la violence ont favorisé le gommage de scènes, de gestes et d'images agressives ; le racisme lui-même, naguère si « naïvement » présent, est aujourd'hui surveillé, déplacé, retenu (il existe des séries policières entièrement interprétées par des Noirs, comme Shaft, destinées en partie aux nouveaux marchés africains et dans lesquelles la violence se donne plus volontiers libre cours).

Cette docilité envers les nouveaux courants d'opinion s'explique par les objectifs commerciaux de ces séries, surtout conçues pour *servir de support à des inserts publicitaires.* Chaque épisode, d'environ une heure, résulte de l'assemblage de quatre mini-actes (d'une douzaine de minutes), séparés par des spots publicitaires ; chacun de ces mini-actes possède sa propre progression dramatique *et sa propre chute, dont le suspense est calculé* pour obliger le téléspectateur tenu en haleine à subir sans broncher le message publicitaire.

Parfois à l'étranger, par exemple dans la diffusion française, les quatre mini-actes *sont raccordés, soudés,* et la nouvelle continuité ainsi obtenue confère à ces épisodes une intensité artificielle, une absurde célérité d'action, une fausse séduction qui, du fait de la diffusion massive de ces séries hors des Etats-Unis, s'érigent peu à peu en règle dramatique indispensable à laquelle se soumettent progressivement toutes les fictions télévisées du monde. Cette *contagion* nous impose une espèce de « cinéma-espéranto », de « film-conserve » impersonnel et robotisant, issu des mœurs commerciales américaines.

Car ces séries *n'aspirent pas* à un statut artistique, elles minimisent délibérément la personnalité du metteur en scène, qui change à chaque épisode. Leur propre existence dépend de leur pourcentage d'écoute aux Etats-Unis, constamment surveillé par des sondages ; le taux d'audience détermine, bien entendu, le choix des publicitaires, qui demeurent, en dernière instance, les véritables producteurs de ces séries qui, lorsqu'elles nous parviennent, ne sont plus que les restes dévitalisés, les déchets fictionnels, images secondaires en « surplus », d'une conception marchande des récits télévisés.

Certaines de ces séries, comme Kojak ou Columbo, ont figuré malgré tout parmi les émissions les plus suivies à l'étranger (1) : tribut payé à *l'impérialisme culturel qui prescrit non seulement des* modèles de récit, mais toute une conception politique de la vie quotidienne où la police doit être sympathiquement omniprésente, et où la répression, la délation et la perquisition sont censées protéger le citoyen. En réalité, l'accoutumance à ces idées désarme les esprits contre les abus du pouvoir d'Etat, tel cet appel public à la délation lancé sur les chaînes de la télévision française lors de l'affaire des « Brigades rouges » ou la mise au point de législations de plus en plus répressives.

Il est tout aussi malaisé de se défendre contre certains messages plus subtils. En effet, toutes les grandes firmes productrices de séries (Universal, Paramount, Fox, Metro...) ayant été absorbées par des conglomérats multinationaux (2), comment le public pourrait-il distinguer ce qui, dans le volume d'un récit filmé, est une incitation à la consommation de produits appartenant au groupe multinational producteur de la série ? Par exemple, comment être certain que les images de Mannix, réalisé par Paramount, ne nous vanteront point insidieusement, clandestinement, les multiples produits du groupe Gulf and Western : cigares, disques, hôtels, montres, automobiles, agences de voyages, maisons d'édition, clubs de hockey, compagnies sucrières, sociétés d'électronique, mines, aviation, etc. ?

La meilleure protection contre cette propagande clandestine, contre cette pénétration abusive, *ce mépris de la télévision et des* téléspectateurs devrait être le refus des séries importées des Etats-Unis. A long terme, il y va tout simplement de l'indépendance nationale.

IGNACIO RAMONET.

(1) En France, ces séries policières ont représenté durant les mois de novembre et de décembre derniers une moyenne régulière de sept heures-programme *par semaine sur* TF 1 et Antenne 2 (compte non tenu des épisodes américains qui ont remplacé au pied levé certaines émissions françaises supprimées en raison de la grève des artistes-interprètes) : sur une année, cela donnerait un total de trois cent soixante-quatre heures-programme consacrées aux seules séries policières américaines. Le syndicat S.N.R.T. - C.G.T. demande en vain à ces deux chaînes un complément annuel de seulement cent quatre-vingts heures-programme de fiction.

(2) Cf. Armand Mattelart, *Multinationales et systèmes de communication*, éditions Anthropos, Paris, 1976, pages 247 à 266.

Les gardiens de l'ordre médian

KOJAK aime les sucettes, Columbo ne trouve jamais ses allumettes : de tels tics, et beaucoup d'autres, ne sont pas secondaires. Au contraire, comme les lutteurs de catch autrefois quand se répandit la certitude que tout dans ce faux sport était truqué, Columbo ou Kojak nous intéressent par ce qu'ils ajoutent d'original, d'extravagant, de bizarre, à leur fonction spécifique.

Songer au catch n'est pas déplacé si l'on se souvient que, pour attirer le public, beaucoup de lutteurs ont mis en avant des particularités physiques précisées dans un surnom, ou ont choisi un nom d'emprunt résumant leurs principales qualités ; nos deux policiers sacrifient, avec quelque discrétion, à cette vieille tradition. C'est, en effet, à Kojak *« au crâne rasé »* et à Columbo *« le borgne »* que nous avons affaire ; le nom de Columbo nous éclaire d'autre part sur l'italianité du personnage et nous prévient de sa volubilité, son désordre, sa gestuelle, ses goûts culinaires, son côté *commedia dell'arte* : par analogie avec *Colomb* (en anglais *Columbus)*, ce nom insiste sur sa perspicacité de *découvreur.* Kojak, lui, nous renvoie à l'Europe centrale, à la brutalité des steppes ; il y a aussi comme l'indication d'un caractère bourru *(« kodiak » est une espèce d'ours).*

La tenue vestimentaire est, elle aussi, emblématique ; paradoxale chez tous les deux, en contraste avec le milieu dans lequel ils évoluent.

TOUT cela est loin d'être innocent, mais c'est surtout dans les rapports avec leurs adversaires que nos deux policiers *(tous deux lieutenants) se dévoilent le* mieux : Kojak lutte contre les inadaptés de la grande ville, presque toujours il a affaire à des minorités ethniques ou natio*nales qui se découvrent, en fin de* compte, non coupables ; toutes les minorités de Manhattan défilent dans la série, depuis les plus exotiques comme les gitans, présentés en tenue traditionnelle, vivant de la bonne aventure, prédisant l'avenir au moyen de l'éternelle boule de cristal, jusqu'aux plus violents, comme les bandes de jeunes Noirs, braves garçons dans le fond, point du tout politisés, égarés un instant par une simple tête brûlée ; en passant par les Portoricains, qui jouent inépuisablement au basket-ball dans les squares grillagés (probable influence de *West Side Story*) et vivent des amours contrariées avec des femmes anglo-saxonnes (même influence); les Italiens, qui exercent de petits métiers et demeurent très religieux ; les Polonais excessifs, les juifs nostalgiques, etc. Les minorités sont ainsi réduites à un ou deux traits dominants, simplificateurs, selon la bonne vieille tradition de la psychologie des peuples.

Kojak lui-même (son adjoint principal est un Grec, Démopoulos) appartient à une de ces minorités d'Europe centrale, minorité discrète, peu remuante, bien intégrée, et qui, en passant, nous rappelle que la contrée d'origine ne bénéficie point des délices, des avantages et des libertés du système américain de libre entreprise.

C'est ici que se situe la fonction idéologique de Kojak : tout en protégeant le système, il doit favoriser l'intégration en douceur des minorités, les détourner de la tentation de la délinquance en se proposant lui-même (il est né et a grandi à Manhattan) comme exemple. Par ce propos, cette série renouvelle le mythe du *melting pot* et annonce l'œcuménisme civique de M. Jimmy Carter.

L'univers de Columbo est plus aima*ble, mieux poli ; ses partenaires* (des meurtriers) sont des gens du meilleur monde, souvent d'une grande intelligence; ils croient tous réaliser le crime parfait. *Ici, la marche de l'enquête relève d'une* tradition littéraire illustrée par Edgar A. Poe, Conan Doyle et Agatha Christie, où l'art de la déduction et la finesse du raisonnement logique valent tous les fichiers archi-précis de Kojak. Columbo peut découvrir un assassin et expliquer sa démarche à partir d'une simple petite plume de duvet trouvée sur le sol. La quête de l'indice, l'enchaînement des traces, excitent sa perspicacité ; il ne croit pas à l'apparence des choses et recherche le désordre voilé.

LA sympathie qu'il suscite provient sans doute du fait qu'il n'utilise jamais la moindre technologie, point d'analyses de laboratoire, guère de relevés d'empreintes, pas même une simple loupe, jamais de revolver (ses supérieurs le traquent pour qu'il aille se soumettre à l'exercice périodique de tir, qu'il avoue ne pas pratiquer depuis *dix ans*). Columbo est donc un policier colombe. Mais que l'affaire se corse, et on le verra alors, sans le moindre ménagement, malmener *« le maillon le plus faible »* de l'alibi adverse, en l'occurrence une femme (jeune, fragile, vaguement complice, starlette à Hollywood) à qui cyniquement il dira : *« Nous insisterons jusqu'à ce que vous craquiez. »* Et Columbo de faire appel à tout l'appareil policier : voitures radio, écoutes téléphoniques, rondes, filatures, simulacres... C'est que sa fonction, sous des allures débonnaires, est rigoureuse : il s'agit de protéger ceux qui lui sont semblables, la *middle class*, l'immense petite-bourgeoisie, contre les excentricités criminelles d'une élite privilégiée.

Postés aux deux extrêmes de l'idéologie dominante, Kojak et Columbo surveillent à longueur de série leurs frontières respectives : en aval, côté pègre, la montée ordonnée, normalisée, américanisée des minorités, des groupes, des marges ; en amont, côté « gratin », la conduite moralisée, stigmatisée, ordonnée, des riches « sans patrie et sans vertu », des indécrottables « cosmopolites ».

I. R.

L'automne du pouvoir

LA série *MacCoy* reproduit toujours le même schéma : un joueur *professionnel peu doué* (Tony Curtis) s'efforce de récupérer une somme d'argent dérobée à un de ses amis. Avec une bande de copains, il met sur pied une formidable mise en scène pour voler le voleur. Trois ressorts : le copinage, le déguisement et le jeu. L'histoire a ceci de remarquable que jamais elle ne peut être prise au sérieux : les canulars s'enrayent, les drames deviennent gags, les voleurs sont volés, le joueur floué, etc. On voit le principe : sur un canevas simpliste, opérer une heure durant des renversements sans fin, car tout cela doit rester gratuit : nous sommes dans le divertissement pur. La réalisation est à l'avenant : bâclée.

Pourtant, à voir *MacCoy*, on relève quelques traits insistants, qu'on retrouve parfois, plus diffus, dans *Matt Helm*. Tout d'abord, l'emploi passager, mais répété, de vieux comédiens au nom jadis prestigieux : Elisha Cook Jr. (sur un lit de mort), John Carradine (en train de s'endormir de son dernier sommeil). Tony Curtis, plus très jeune, *se grime sans cesse. Et parfois sous le* fard apparaît son vrai visage, morne et fatigué.

A l'opposé, une insistance sur le corps jeune. Celui de Tony Franciosa *(Matt Helm)*, toujours lancé dans quelque épreuve physique ou quelque prologue amoureux, et qui se fige, une seconde, dans une pose acrobatique. *Celui, maquillé, de Curtis ou de son* ami Gédéon (Roscoe Lee Browne), roi pour un temps du karaté. Un feuilleton pour les malades, les immobiles ?

Ces allusions aux espaces impossibles : une grande bijouterie (où l'on sèmera la pagaille par des maladresses volontaires), l'immense villa californienne (où se consomme une sombre histoire de famille). A l'autre bout : une caravane dans un terrain vague, un motel miteux, refuges des petits escrocs. Un feuilleton à la gloire des petits intérieurs ?

Des caricatures : un prof de philo jargonnant à propos d'une lapalissade, une Allemande trop allemande, un Argentin trop argentin, un policier fraudeur, un percepteur marron. Une fois sur deux, bien sûr, il s'agit d'un copain de MacCoy qui se fait passer pour... Ce n'est pas méchant puisque ce n'est pas sérieux.

Des esquisses de genres : policier avec une poursuite (en accéléré), érotique avec un déshabillé burlesque... Citons encore une philosophie du copinage et du service rendu. Les copains sont nombreux, éternellement fauchés, serviables et marchant toujours à fond pour un vaste canular. Enfin, inévitable conclusion : le héros, qui s'est battu comme un beau diable mais qui n'a rien gagné, se retrouve chez lui, chaleureusement fêté par les siens.

TOUTES ces bribes volontairement éparses, mal ficelées, tissent pourtant *fermement le discours poisseux* de la *doxa*. Le gouvernement est pourri, les fonctionnaires sont corrompus, les policiers sadiques, les impôts trop lourds et les gens bêtes ; mais l'argent ne fait pas le bonheur, tout ça n'est pas grave, on finira par s'arranger, il n'y a que les copains qui comptent, comme on est bien chez *soi*...

Les renversements gratuits ne sont pas innocents : le sérieux n'est pas sérieux, le plaisir est triste et la petite misère a ses petits plaisirs. Cette esthétique du toc et de la désinvolture affichés tient, par-dessous l'apparence, un discours ferme, précis et concerté : celui du conservatisme.

La leçon était un peu plus légère avec *Matt Helm*, mais les masques de *MacCoy* révèlent la vraie fonction de ce type d'émission : maquiller en petits plaisirs les petites misères quotidiennes et domestiques, remettre en circulation les stéréotypes. Le héros se paiera un excès de vitesse *(Matt Helm*, à tout coup), mais s'il se fait prendre, *c'est que le policier a maquillé le* panneau de limitation *(MacCoy*, comme par hasard). Petite fraude, petite revanche, soupape. C'est le roi érigé en programme politique. Poujadisme télévisuel délibéré : aumône du pouvoir.

MARC VERNET.

ÉCONOMIE DES SÉRIES

« TOUTES les personnes de bon sens savent que les individus d'esprit supérieur sont enclins *à penser que la télévision est indigne* d'eux... Si leurs cœurs n'éprouvent que mépris pour le plaisir et l'intérêt populaire, leur désaccord sura tôt fait de se convertir en mécontentement profond envers la télévision. Mais, en fait, ce n'est pas avec la télévision qu'ils sont en désaccord, c'est avec le peuple (1). » *C'est à travers des préjugés de cet ordre que la télévision américaine revendique le droit de meubler de par l'univers les loisirs de M. Toulemonde, se mettant aussi bien à l'abri des intellectuels — amateurs, dit-elle, de sophistication — que d'un peuple qui pourrait fort bien ne pas se trouver satisfait de la façon qu'elle a d'interpréter ses goûts, ses aspirations et ses désirs.*

Avant que ne prennent leur essor les télévisions des autres pays occidentaux, les Etats-Unis avaient déjà amorti, à l'intérieur de leurs limites nationales, des séries, feuilletons, films, qu'ils pourront écouler à vil prix dans des chaînes naissantes qui ne sauront ou ne pourront se défier d'une telle aubaine.

L'échange culturel se traduit aujourd'hui encore en des termes résolument inégaux. On estimait en 1972 que les exportations de la France et de la Grande-Bretagne en matière de télévision atteignaient chacune un volume de vingt mille heures-programmes ; celles de la R.F.A. étaient évaluées à six mille heures, tandis que le total des exportations nord-américaines dans le monde variait entre cent mille et deux cent mille heures-programmes. Dans les pays « périphériques », ce déséquilibre s'accroît vertigineusement et, hormis certains cas exceptionnels comme celui du Mexique, un des pôles de la relation disparaît tout bonnement de l'équation. Une série comme Kojak *arrive à être un trait d'union simultané entre les publics de plus de cent pays.*

Cet asservissement n'a fait que s'aggraver. La privatisation de l'ex-O.R.T.F. a coïncidé en France avec une plus grande dépendance de la télévision à l'égard de ses recettes publicitaires (en 1977, la publicité représentera 61,5 % des recettes totales de TF 1 et 50,7 % de celles d'Antenne 2) et des programmes étrangers. Dénonçant la baisse de création dans les chaînes françaises de télévision, deux documents récents de l'Assemblée nationale, mis en circulation en novembre 1976, dressent leur procès-verbal en ces termes : « Un (...) élément intervient pour juger de la création, de la place occupée par les émissions et les séries d'origine étrangère, principalement *américaine. A ce sujet*, les sociétés, selon les termes de l'article 24 de la loi, doivent tendre progressivement à ce que 60 % des émissions de fiction (films de long métrage exclus) soient d'origine française ou à participation française majoritaire. Cette proportion n'est pas encore atteinte, puisque, pour le premier semestre 1976, sur TF 1, 50 % des œuvres de fiction sont d'origine étrangère. Sur Antenne 2, 60 % des émissions de fiction sont constituées par des séries étrangères (2). »

Le rythme de production des séries américaines est toujours intense. En 1975, Paramount a tourné neuf séries. La M.C.A. Universal travaillait alors sur quatorze projets. Chaque épisode d'une heure revient en moyenne à 400 000 dollars. La location de ces séries à une chaîne new-yorkaise, qui la détient à titre exclusif pour deux passages à l'antenne, ne couvre que 75 % des coûts de production. Les 25 % restants seront récupérés grâce aux ventes à l'étranger. Il faut attendre que la série sorte des circuits d'exclusivité (environ cinq ans après son lancement) et soit « syndiquée » (syndicated) *pour que son rapport commercial s'accélère. Le marché local des Etats-Unis représente une source de consommation décisive pour les produits non inédits. En 1975, ce marché a produit 40 millions de dollars pour la M.C.A. Universal.*

LE prix de ces séries à l'étranger varie selon les pays. L'Argentine paiera un même épisode cinq à six fois moins cher que la France. Une heure de Kojak, Columbo *ou* Switch *coûte en moyenne à la télévision française 48 000 F. Sur ce point également, la privatisation de l'ex-O.R.T.F. a eu, semble-t-il, un effet négatif. Comme le souligne le rapport de l'Assemblée nationale,* « la concurrence qui règne entre les sociétés ne peut qu'entraîner un accroissement du coût d'achat de ces séries, dont la qualité ne s'améliore pas pour autant (3) ».

Ce qui triomphe à New-York fait loi à Paris, à Rio, à Tokyo. La dictature des sondages décide du sort des programmes sur les écrans américains. Ainsi, trois des dix nouvelles séries lancées sur les chaînes new-yorkaises en septembre 1975 en étaient bannies avant le printemps suivant. La sélection qu'effectue chaque chaîne de télévision dans les pays acheteurs s'aligne sur cette dynamique donnée par les applaudimètres de la métropole. Cette sélection par les chaînes françaises et l'adaptation à Paris par les sociétés de doublage qu'engagent les filiales des compagnies américaines constituent à leur tour autant de relais de la domination vers les pays francophones (4). Comme les écrans de Belgique peuvent capter les programmes des chaînes françaises, on évitera la concurrence en vendant à ce pays le droit de passer la série en primeur.

Une fois accepté le verdict sans appel des publics nord-américains, entre quelles marges s'effectue la sélection des programmes et des séries à succès ? On présume aisément que les excès de violence ou les indices d'une politisation trop explicite fixeront les critères de rejet et motiveront le refus de certains épisodes d'une même série ou encore le caractère jugé trop « localiste » de séries entières comme All in the family, *qui passe sur la plupart des petits écrans du monde, mais n'a pas été sélectionnée par la télévision française parce qu'elle représentait une réalité familiale estimée trop typiquement américaine. Comme il n'existe pas d'autres instances d'évaluation de la justesse de la série par rapport aux exigences et aux « goûts » du milieu national, la subjectivité des commissions ou des personnes dont la fonction est attachée à cet import-export sera seule juge.*

MAIS c'est encore l'évolution des préférences de la métropole qui actualisera les marges de la liberté du choix. La crise a provoqué aux Etats-Unis une affection renouvelée pour les spectacles non violents et les « saga » familiales. Le fameux nouveau programme de la chaîne N.B.C. Best Sellers, *qui met en scène de grandes œuvres romanesques telles que la série de douze épisodes* Rich Man, Poor Man, *basée sur le roman d'Irwin Shaw, que les autres pays ont reçu ou devraient recevoir d'ici peu (cinq autres programmes de ce genre sont en chantier) est produit par la M.C.A. Universal, celle-là même qui lança* Columbo *et d'autres séries policières au temps où l'adhésion du public se portait sans réserve sur les héros-détectives.*

De la même façon qu'ils exportèrent en 1970 vers les économies encore saines leur crise de surproduction, les Etats-Unis exportent aujourd'hui leur réponse morale à cette crise, le repli dans l'étreinte des familles.

ARMAND MATTELART.

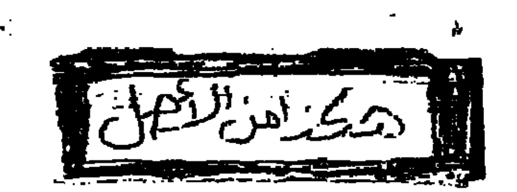
(1) Celui qui s'exprime en ces termes est un scénariste très connu des grandes séries de télévision américaine, un des créateurs de *Maverick, 77 Sunset Strip, The Fugitive*...

(2) Assemblée nationale, annexe au procès-verbal de la séance du 12 octobre 1976, n° 2530. Avis présenté par M. de Préaumont, Commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Cf. également le rapport de la commission des finances présenté par M. Papon, rapporteur spécial M. Le Tac, rapport n° 2525.

(3) Assemblée nationale, ibid.

(4) Le Canada y échappe parfois en réalisant ses propres versions.





les livres du mois

UNE CRISE PLEINE D'AVENIR

Par YVES FLORENNE

CE livre (1) est la quintessence des réflexions longuement élaborées par un groupe international de recherche qui aurait pu s'appeler le « Club de Turin » si, après cette ville, il ne s'était réuni à Paris. Du reste, le nom de club ne lui aurait sans doute guère agréé, sinon par une intention de révérence et de référence *ironiques*, et pour *manifester* plus clairement que ses vues et ses conclusions divergent largement, quand elles ne s'opposent pas carrément, à celles de Club de Rome.

C'est en particulier le cas d'Alain Touraine, qui, tout en soulignant les nuances et les différences dans une pensée et des positions, les unes plus prudentes, les autres plus radicales, en tout cas nullement collectives, définit le lieu *géométrique des hommes qui « prennent* la parole » : tous « sentent le besoin de produire une vie sociale », et non de « *se laisser dériver* à l'aventure, sous la direction des conjoncturations et des caboteurs sans espérance et sans imagination ».

Ici, ni l'imagination ni l'espérance ne font, certes, défaut. Surtout : l'une et l'autre ne sont jamais le fruit d'un certain ressassement. On a fait allusion au Club de Rome, autant pour rendre hommage à ses mérites, qu'Alain Touraine est le premier à saluer, que pour déplorer les trop nombreux « romains » de seconde zone ou de seconde main. Utiles, bien sûr, ces analyses de la crise économique à la recherche d'explications et d'issues ; d'où vient qu'elles semblent se heurter à un mur invisible ? Alors, ne faut-il pas passer dessous ou s'élancer par-dessus ?

C'est l'une ou l'autre de ces voies, ou les deux ensemble, qui ont été choisies ; encore faut-il moins parler d'un choix que d'une impulsion et d'une conviction profondes. Si elles paraissent le plus complètement exprimées par Alain Touraine, c'est évidemment parce que sa présentation de l'ensemble est nécessairement une synthèse, mais aussi parce que sa pensée s'y fait déjà jour, avant qu'il la développe dans sa propre contribution : venant la première, elle est véritablement le *mouvement d'ouverture de cet ouvrage concertant.*

LE titre annonce la couleur : « Crise ou mutation » ? ; encore le point d'interrogation n'est-il que de précaution ou de modestie et contient-il sa réponse. Sans doute, il y a bien une crise, particulièrement, ou plus apparemment, économique, mais si toute réflexion échoue à la dominer, et même à la saisir, c'est d'abord *qu'on se limite à l'économique, justement ; c'est surtout* qu'on prend pour l'objet réel un reflet déjà évanoui ; au mieux : un aspect particulier et secondaire. Toujours l'histoire de l'arbre et de la forêt : la conjoncture cache la structure.

Ce que nous appelons crise — c'est-à-dire accident aigu, mais de portée et de durée limitées, — c'est en réalité le nouveau mouvement perpétuel, le dépassement *de ce que nous croyons être le progressisme, bref : c'est* notre avenir. Il convient donc de regarder et de chercher « au-delà de la crise » ; de « s'interroger sur la naissance d'une nouvelle culture et d'une nouvelle société ».

Car *c'est* se faire illusion que de croire que le monde ait changé. Même à l'Est — celui de la Chine comme celui de l'U.R.S.S., — qui se développe, comme les pays capitalistes industrialisés, « à l'intérieur d'une théorie et d'une pratique politiques déjà anciennes ». Alors, quelle mutation véritable est en cours ? L'objet du livre est d'apporter des réponses à cette question, en tout cas de poser le problème. Une certitude : la société humaine tout entière n'a plus d'être ; elle n'est « plus rien que le produit de ses actes ». *Les* auteurs s'attachent donc à une entreprise de réanimation, et ce qu'Alain Touraine discerne en eux tous et qui souffle avec leur parole, c'est un grand « désir de société ».

Il est déjà significatif que celle de ces voix qui vient de l'Est — l'Est, il est vrai, le plus ouvert, — Rudi Supek, de Zagreb, dénonce la « dégradation de l'individu » ; et qu'il donne sa caution à ce qui, ailleurs, peut être suspect : savoir que « l'un et l'autre système » se ressemblent, et d'abord dans ce qu'ils sont des systèmes, et des systèmes conservateurs. « L'individu est mort, vive le système ! », slogan qu'il *faudrait* renverser : « Mort au système, vive l'individu ! » Serge Moscovici (qui, *lui*, s'il vient évidemment de Moscou, est pourtant l'autre Français du groupe, directeur d'études aux Hautes Etudes), expose les raisons du « désenchantement du monde » et l'actuel mouvement pour le « réenchanter » : où convergent des mouvements divers auxquels on impose souvent, d'autorité, des mobiles préfabriqués, en vertu de schémas de pensée stéréotypés. Ainsi des écologistes, des jeunes, des femmes... Il est clair que les femmes, en se délivrant des *faux enchantements* inventés pour elles par les hommes, portent l'espoir de ce « réenchantement du monde ».

Dans ses remarques sur « la communauté destructrice », Richard Bennett s'arrête longuement à la transformation de l'érotisme en sexualité. Hans Dreitzel, quant à lui, pressent, à travers certains changements culturels, les conséquences politiques qu'ils ont — ou pourraient avoir. Et c'est d'une politique neuve pour l'Occident que traite Norman Birnbaum ; au-delà du millénarisme panique, il verrait volontiers dans l'an 2000 l'origine d'un nouveau siècle des Lumières.

ON aura donné un aperçu bien sommaire de la diversité convergente de ces points de vue. Pour les relier, revenons à Alain Touraine — et notons que l'ombre du même mot — « mort » — passe trois *fois* dans sa conclusion : « Il ne s'agit plus de choisir une croissance ou une autre, mais de se laisser mourir ou de vouloir vivre » ; de retrouver « les espérances mortes du socialisme » ; quelle est de nos « sociétés celle qui ne sent pas la mort scintillante se pencher sur son sommeil » ?

C'est donc d'un autre enchantement, maléfique celui-là, *qu'il faut les exorciser.* Quand les *vérités* sont si claires, comment les pouvoirs en exercice, comment les Etats, y demeurent-ils si aveugles ? C'est aussi ce que se demande Alain Touraine, et il n'est pas le seul. La réponse ne serait-elle pas dans une réalité simple : Etats et pouvoirs voudraient peut-être, mais ne peuvent pas : dans leur incapacité de faire ensemble le nécessaire et dans l'impossibilité de le faire autrement qu'ensemble. Leur impuissance réside dans leur volonté de puissance : de superpuissance. Il en est de la « crise » — de société, de civilisation — comme du désarmement et de la paix : chacun attend que le voisin commence. Avec, dans doute, l'arrière-pensée moins de l'imiter que de saisir cette occasion d'assurer son propre triomphe. Les vieilles allégories d'une autre fin des temps, celle du Moyen Age, devraient nous demeurer présentes : le char de ces triomphes y est conduit par la Mort — « scintillante » ou non.

(1) « Au-delà de la crise », Seuil, Paris, 1976, 256 p., 39 F.

SOCIÉTÉ

Saul Alinsky, ou l'imagination au service des catégories déshéritées

UN grand magasin de Chicago où la politique d'embauche à l'égard des Noirs était (cela se passe il y a une quinzaine d'années) encore plus restrictive que celle des autres magasins. Un samedi, jour de grosse vente, Alinsky y envoie trois mille Noirs, regroupés par ses animateurs. Les clients noirs y occupent les vendeurs, sans acheter et en prenant leur temps. Il ne s'agit pas d'une occupation des lieux réprouvée par la loi. Quelques milliers de gens se trouvent dans un magasin « *pour faire leurs achats* ». Une heure avant la fermeture, les Noirs achètent tout ce qui leur tombe sous la main et se font livrer la marchandise, payable à la livraison. Cela mobilise le service des livraisons à domicile pendant au moins deux jours et entraîne des frais énormes, toute la marchandise étant alors refusée (pratique légale aux Etats-Unis). Devant la menace de voir la chose se reproduire, la direction du magasin modifie sa politique d'embauche.

Alinsky dans l'action, c'est cela : de l'imagination, le sens de l'organisation, la capacité de communiquer avec une communauté et de lui donner la volonté de se battre. L'intelligence politique de mener une action jusqu'au compromis satisfaisant, jamais jusqu'au baroud d'honneur. Les traditions historiques et sociales sont si différentes entre les Etats-Unis et l'Europe qu'on a peine, ici, à comprendre l'importance, hors de l'Etat, des partis politiques et des institutions, d'un simple individu comme Alinsky, organisateur de communautés dont l'action est depuis longtemps célèbre aux *Etats-Unis.*

Né à Chicago en 1909, d'abord criminologue s'intéressant à Al Capone puis à la délinquance juvénile, Alinsky lutte aux côtés du syndicaliste John Lewis, durant les années de dépression. En 1938, il organise le quartier le plus pauvre de Chicago ; jusqu'à sa mort (1972), il ne cesse d'améliorer ses méthodes d'animation et d'action tout en formant des animateurs de communautés de quartier et en suscitant des associations communautaires. Son livre, *Rules for Radicals*, traduit en français sous le titre aseptisé de *Manuel de l'animateur social*, est une somme passionnante de ses méthodes et de ses vues (1).

Il y a des lignes directrices chez Alinsky, mais pas de programme, pas d'idéologie au sens classique. Il s'agit de communiquer avec une communauté déshéritée — ce qui suppose intuition et savoir psycho-sociologique, — d'en connaître les problèmes et de susciter une organisation communautaire en vue d'une action. Puis de déboucher sur un résultat concret : un compromis suffisamment positif pour donner à cette communauté à la fois satisfaction et conscience de sa capacité à modifier des situations. D'abord respecter les normes et les valeurs de la communauté en question, ensuite, tabler, au-delà de sa passivité et de sa résignation, sur le sens qu'elle a de ses intérêts. Enfin, rechercher la situation conflictuelle permettant de se battre pour arracher des concessions au pouvoir.

CETTE stratégie distingue Alinsky à la fois de l'assistance sociale et du « gauchisme ». Pour le côté spectaculaire, publicitaire, qui permettra d'enclencher l'action, rien de trop : on lâche devant la mairie de Chicago des rats attrapés dans le ghetto pour montrer *la carence des services d'hygiène.* Menace d'occupation des toilettes de l'aérodrome d'O'Hare dans le cadre d'un gigantesque « *sheet in* »... Rien n'arrêtait ce diable d'homme au franc parler et à l'humour rocailleux, qui a travaillé sur tout le territoire américain, jusqu'en Californie, où, avec Cesar Chavez, il organisa les saisonniers mexicains.

Dernier principe d'Alinsky : pas plus de trois ans dans le même lieu. Une fois les premières victoires remportées, les gens continuent seuls, sans tuteur. *Rules for Radicals* est un manuel plein d'imagination et de réalisme, et l'écho d'une voix *forte* et chaleureuse.

GERARD CHALIAND.

(1) Seuil, Paris, 1976, 256 pages, 39 F.

INFORMATION

COMMUNICATION AND CULTURAL DOMINATION. — Herbert I. Schiller.

★ International Arts and Sciences Press, New-York, 1976, 126 pages, 7,95 dollars.

Les lecteurs du *Monde diplomatique* connaissent déjà les thèses de Herbert I. Schiller sur l'impérialisme culturel et les problèmes de communication (voir les numéros de décembre 1974 et septembre 1975). Dans ce petit recueil, l'auteur analyse le concept de libre circulation de l'information qui a été au centre de diverses réunions internationales, dont la dernière conférence générale de l'UNESCO à Nairobi. Il montre son caractère unilatéral et élabore une stratégie pour une politique nationale en matière de communication, tout en considérant qu'elle n'est pas viable dans le cadre du capitalisme dépendant. Des idées qui feront leur chemin.

B. C.

HISTOIRE GENERALE DE LA PRESSE FRANÇAISE. — Cl. Bellanger, J. Godechot, P. Guiral, F. Terrou.

★ P.U.F., Paris, 1976, 552 pages, 165 F.

Voici le cinquième et dernier volume — provisoirement du moins — de ce vaste ouvrage qui retrace, depuis les origines, l'histoire de la presse en France, et, à travers elle, projette un éclairage de l'histoire tout court : sociale et politique.

La période finale va de 1958 à « nos jours », en fait : à *1974*, avec une mise à jour pour l'année dernière. On remonte à 1945 pour l'évolution des techniques, mais c'est la presse de la Ve République qui est minutieusement étudiée, en suivant le cours de celle-ci, à travers grands événements et péripéties. Un chapitre retrace l'évolution du droit relatif à la presse, depuis 1958. Ce volume, comme les précédents, apporte documents, statistiques, bibliographie, et il est largement illustré.

Y. F.

EUROPE

THE END OF FRENCH PREDOMINANCE IN EUROPE. — Stephen A. Schuker.

★ The University of North Carolina Press, 1976, 444 pages, 18,95 dollars.

Cet ouvrage étudie la crise financière française de 1924 et l'adoption du plan Dawes, en combinant, et c'est là son principal mérite, l'étude des facteurs politiques et économiques. L'histoire que l'auteur raconte avec talent est celle de l'amorce du déclin de la France comme puissance mondiale. L'échec de la politique française à l'égard des réparations tient en effet autant à *l'incapacité de la France d'assumer* économiquement le rôle de leader de l'Europe occidentale sur les décombres de l'Allemagne vaincue qu'au nouveau rapport de forces créé par le retrait américain.

Les conditions étaient bien réunies, dès 1924, pour que le traité de Versailles ne soit plus considéré que comme un « *chiffon de papier* », ce qui devait entraîner la seconde intervention américaine. Est-ce à dire pour autant que cette dernière ait réglé définitivement la question de l'Europe ? Ce qui se dessine en creux de cette histoire, c'est celle de l'émergence des Etats-Unis au premier rang mondial. Et cette histoire-là n'est malheureusement pas encore écrite.

F. L.

LA BULGARIE. — G. Castellan et N. Todorov

★ P.U.F., coll. « Que sais-je ? », Paris, 1976, 128 pages, 9 F.

Le livre est partagé entre le passé du peuple bulgare et la Bulgarie actuelle, laquelle commence en 1944. Elle est envisagée sous le triple aspect politique, *socio-économique* et culturel, ce dernier chapitre revenant d'ailleurs largement sur le passé. Il s'achève par un tableau de la jeune littérature, renouvelée par le réalisme socialiste et tout entière orientée vers la peinture de « *l'agonie du monde bourgeois et la beauté des promesses révolutionnaires* ».

Y. F.

TIERS-MONDE

POUR UNE NOUVELLE POLITIQUE DU DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL. — A. Angelopoulos.

★ P.U.F., Paris, 1976, 197 pages, 35 F.

De 1965 à 1973, la guerre du Vietnam a coûté 300 milliards de dollars. En 1975, aux Etats-Unis, la croissance a baissé de 3,3 %, la production industrielle de 8,8 %, les investissements productifs de 13,6 % ; mais les dépenses militaires y ont augmenté de 8,5 %. Plus que dans l'élévation tardive des prix du pétrole, le professeur Angelos Angelopoulos voit dans la baisse des investissements productifs l'une des causes *fondamentales de la crise présente* du système économique occidental.

Contre les thèses de von Hayek en faveur chez des responsables qui, depuis des années, s'efforcent en vain de juguler l'inflation au prix de l'aggravation du chômage, de l'alourdissement de la fiscalité et de l'épuisante course au financement des déficits extérieurs, l'auteur prône un élargissement des théories de Keynes pour assurer, par des investissements massifs, la mise en valeur des ressources mondiales. Accompagnée de réformes radicales des structures commerciales et monétaires conformes aux souhaits du tiers-monde, cette vision « post-keynésienne » donnerait la clé du nouvel ordre économique international. Les obstacles qui se dressent sur la route des gouvernements pour imposer des réformes radicales ne sont pas méconnus, mais la logique de l'économie de marché n'est pas pour autant remise en cause.

M. P.

GUERRE

THE WAR PHYSICISTS, présenté par Bruno Vitale.

★ Institut de physique théorique, pad. no 19, Mostra d'Oltremare, 80125 Naples, 1976.

En 1972, un vaste mouvement de protestation secouait le monde universitaire américain et européen dénonçant la participation des physiciens à la recherche militaire aux Etats-Unis et, en particulier, les activités menées au sein de la division Jason de l'Institut des analyses de défense (Institute for Defence Analysis). C'était évidemment l'application des recherches scientifiques de caractère militaire à la guerre du Vietnam qui avait suscité la réaction de nombreux universitaires, sensibilisés à l'utilisation qui était ainsi faite des travaux de leurs pairs. Le recueil publié aujourd'hui reprend tous les documents diffusés à cette occasion : lettres, déclarations, extraits d'ouvrages (comme *les Dossiers du Pentagone*), articles parus dans la presse, etc. C'est en quelque sorte le « dossier » de l'affaire.

M. P.

AFRIQUE

● *La Marche verte* (SEPA, Office de commercialisation et d'exportation, 45, avenue des F.A.R., Casablanca) : A la gloire du nationalisme marocain, cet album, illustré de photos magnifiques, est surtout l'occasion de « commercialiser » la thèse officielle marocaine dans l'affaire du Sahara occidental.

SERVICES SECRETS

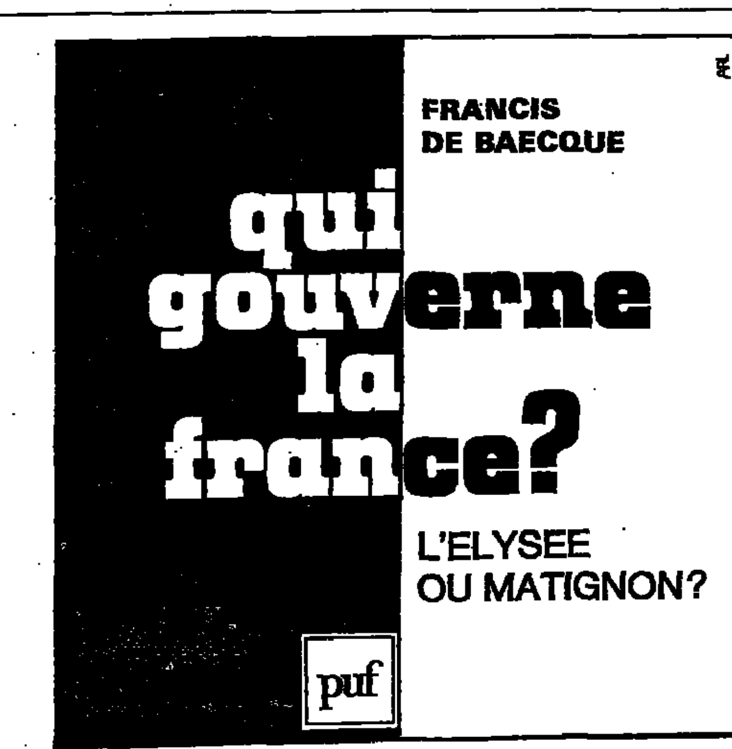
CYGNE, MEMOIRES D'UN AGENT SECRET. — Luis M. Gonzalez Mata.

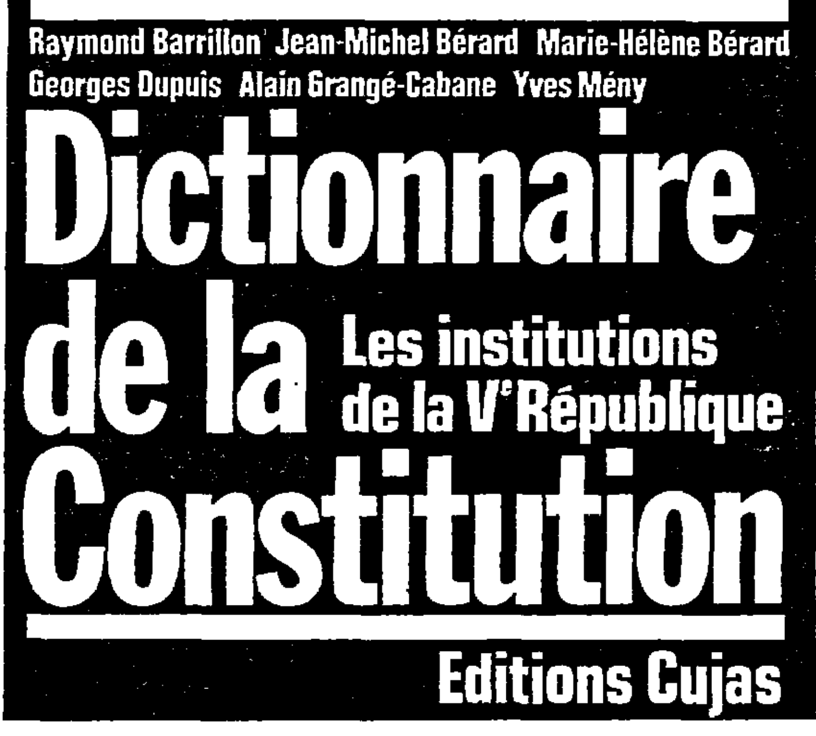
★ Grasset, Paris, 1976, 382 pages, 45 F.

Le récit de Luis Gonzalez Mata, ancien des services secrets espagnols, est ahurissant, s'il est authentique. « Détaché » à Saint-Domingue comme chef des services de sécurité de Trujillo, l'auteur apporte des révélations surprenantes sur le dictateur, l'attentat qu'il organisa contre le président Betancourt au Venezuela, sa tentative d'invasion de Cuba et finalement son assassinat. Mais Gonzalez Mata a aussi bien connu Ben Bella et Oufkir qui en fit son confident. Comme agent de la C.I.A., il a infiltré les groupes gauchistes en 1968, dialogué en leur nom avec la police lors de l'occupation de l'Odéon, et fomenté des troubles à la Guadeloupe pour « donner une leçon » au général de Gaulle. Il a également troqué avec le K.G.B. des plans de bases américaines en Espagne contre des listes de communistes espagnols.

On s'aperçoit que le monde des « services » est finalement bien petit, que tout secret finit rapidement par être connu, qu'entre « collègues » de divers bords on observe un minimum de convenances, et que la raison d'Etat a toujours priorité sur les principes hautement proclamés. *Cygne* est un livre passionnant et démoralisant à la fois.

B. C.





L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES A VOCATION MONDIALE

ONU

Au Conseil de sécurité : deux décisions à propos de la situation en Afrique australe

LE Conseil de sécurité des Nations unies a examiné en décembre une plainte du gouvernement du Lesotho contre l'Afrique du Sud à la suite de la décision de Pretoria de fermer ses postes frontières avec le Lesotho pour faire pression sur lui et l'amener à reconnaître l'indépendance du Transkei.

Dans une résolution adoptée par consensus le 22 décembre, le Conseil félicite le Lesotho de sa fermeté et condamne l'attitude de l'Afrique du Sud, en demandant à celle-ci de revenir sur sa décision. D'autre part, tous les Etats et les institutions internationales compétentes sont invités à prendre immédiatement des mesures d'assistance pour aider le Lesotho à surmonter les graves difficultés ainsi causées à son économie. Le secrétaire général devra faire rapport au Conseil de sécurité sur les moyens envisagés à cette fin.

Une décision d'assistance en faveur du Botswana a aussi été prise le 14 janvier par le Conseil de sécurité. Ce dernier était saisi d'une plainte du Botswana victime de « *graves actes d'agression* » de la part de la Rhodésie. Par 13 voix et avec 2 abstentions (Etats-Unis et Royaume-Uni), le Conseil a adopté une résolution condamnant les actes de provocation et de harcèlement du régime illégal de Salisbury contre le Botswana et demandant leur cessation immédiate. En même temps, il a décidé d'envoyer une mission au Botswana pour évaluer ses besoins en aide économique. Le secrétaire général était invité à organiser un programme d'aide, et de faire rapport à ce sujet au plus tard le 31 mars 1977. Le Conseil a aussi déploré tous les actes de collaboration et de complicité qui renforcent le régime illégal de Salisbury et l'encouragent à défier impunément ses résolutions.

Renouvellement du mandat de l'UNFICYP

Le 14 décembre, le Conseil de sécurité a décidé de proroger de six mois le mandat de la Force des Nations unies à Chypre (UNFICYP). Treize Etats membres ont voté une résolution en ce sens, la Chine et le Bénin s'abstenant.

L'Assemblée générale ajourne les travaux de sa trente et unième session

La trente et unième session de l'Assemblée générale des Nations unies s'est ajournée le 22 décembre après avoir décidé, à la demande des pays membres du « groupe des 77 », de reprendre ses travaux au début de 1977 pour examiner les résultats de la conférence Nord-Sud et, en général, les suites données aux décisions adoptées par la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale. A ce sujet, l'Assemblée a exprimé, par 128 voix contre 1 (Etats-Unis) et avec 8 abstentions, sa « *vive préoccupation* » devant la lenteur des progrès jusqu'ici réalisés.

Voici la liste des principales décisions votées du 10 au 22 décembre :

PROBLEMES ECONOMIQUES

Par 99 voix contre 1 (Etats-Unis) avec 31 abstentions, l'Assemblée a décidé des formes que devrait prendre l'action internationale pour alléger le fardeau de la dette et souhaité une conférence internationale pour réaménager le calendrier d'amortissement des dettes des pays en voie de développement. D'autre part, la date de la cinquième session de la CNUCED a été fixée à 1979. Il a été décidé qu'une conférence se tiendra au début de 1978 pour négocier un projet de conduite pour le transfert de technologie. Le mandat de M. Gamani Corea, secrétaire général de la CNUCED a été prolongé de trois ans à dater du 1er avril 1977. A propos de l'aide, l'Assemblée demande une accélération des transferts de ressources réelles, et dans de meilleures conditions, et recommande que les pays industrialisés envisagent la possibilité de *prélever un impôt en faveur du développement*. Une conférence des Nations unies sur la coopération technique entre pays en voie de développement se tiendra à Buenos-Aires du 25 mars au 7 avril 1978.

DESARMEMENT

Les principales résolutions en ce domaine concernent la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète et générale des essais nucléaires ; l'interdiction des armes incendiaires *et autres armes classiques, et de toutes* les armes biologiques ; la dénucléarisation de l'Afrique ; la création de zones exemptes d'armes nucléaires, notamment en Asie du Sud et au Proche-Orient ; l'interdiction des modifications écologiques à des fins militaires ; l'interdiction de nouveaux types d'armes de destruction massive ; la réduction des budgets militaires ; l'application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix, etc.

Par 107 voix contre 10 et avec 11 abstentions, *l'Assemblée a prié l'U.R.S.S. et les Etats-Unis* d'élargir la portée et d'accélérer le rythme de leurs négociations sur la limitation des armes stratégiques. Elle a aussi décidé, sans vote, de convoquer une session extraordinaire consacrée au désarmement, qui se tiendra à New-York en mai-juin 1978.

PROCHE-ORIENT

A propos des pratiques israéliennes dans les territoires occupés, l'Assemblée a « *vivement déploré* » les mesures prises par Israël dans les territoires arabes occupés depuis 1967. Elle a condamné la « *destruction massive et délibérée* » de Kuneitra. Le mandat du comité d'enquête sur les pratiques israéliennes a été renouvelé.

DECOLONISATION

Par consensus, l'Assemblée a décidé d'organiser en 1977 une conférence internationale pour le soutien aux peuples du Zimbabwe et de la Namibie. Divers autres textes concernent la situation dans ces deux territoires. En particulier, l'Assemblée demande à tous les Etats de soutenir la lutte de la SWAPO pour l'indépendance et l'unité territoriale de la Namibie et de rompre les relations économiques avec l'Afrique du Sud à cette fin. La SWAPO a reçu le statut d'observateur auprès de l'ONU. A propos du Zimbabwe, le Royaume-Uni est invité à exercer sa responsabilité de puissance administrante pour assurer l'accession du territoire à l'indépendance. Les importations de chrome et de nickel par les Etats-Unis ont été condamnées : Washington est invité à abroger rapidement tous les textes législatifs qui les autorisent.

QUESTIONS SOCIALES

Par 113 voix contre 1 (Israël) et avec 14 abstentions, l'Assemblée demande une pleine coopération pour assurer la réalisation des objectifs de la Décennie contre le racisme et invite tous les Etats à participer à l'aide au Mozambique, à l'Angola et aux pays africains limitrophes des régimes racistes d'Afrique australe. Une conférence mondiale sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale sera organisée en 1978 au Ghana. La commission des droits de l'homme a, de son côté, été invitée à préparer un projet de code d'éthique médicale s'appliquant à la protection des détenus contre la torture. Le gouvernement chilien est invité à respecter les droits de l'homme, à mettre fin à la pratique de la torture et à libérer les personnes détenues arbitrairement ou pour des raisons politiques. D'autres textes concernent la situation des travailleurs migrants, de la femme, l'intolérance religieuse, la participation des jeunes au développement, etc.

La question de la liberté de l'information a été renvoyée à la prochaine session.

PROBLEMES JURIDIQUES

Par 100 voix contre 9 et avec 27 abstentions, une résolution a été adoptée sur les mesures visant à prévenir le terrorisme international. Un comité composé de trente-cinq Etats membres a été chargé d'élaborer une convention internationale contre la prise d'otages. Sans vote, l'Assemblée a décidé la conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales.

BUDGET ET ELECTIONS AU CONSEIL DE SECURITE

Un budget de 783 932 900 dollars a été approuvé pour 1976-1977, par 119 voix contre 10 et avec 1 abstention. Dans le cadre du renouvellement de la composition de divers organes de l'ONU, l'Assemblée a élu le Canada, la R.F.A., l'Inde, Maurice et le Venezuela parmi les membres non permanents du Conseil de sécurité pour 1977 ; ils siégeront aux côtés du Bénin, de la Chine, des Etats-Unis, de la France, de la Libye, du Pakistan, du Panama, de la *Roumanie, du Royaume-Uni* et de l'U.R.S.S.

NOUVEAU MEMBRE. — Le Samoa-Occidental a été admis comme membre des Nations unies le 15 décembre. L'ONU compte ainsi cent quarante-sept Etats membres.

Au total, deux cent huit résolutions ont été adoptées au cours de la trente et unième session, qui s'était ouverte, rappelons-le, le 24 septembre.

FORCE D'URGENCE AU PROCHE-ORIENT. — *Le général Rais Abin (Indonésie) a été nommé, à partir du 1er janvier, commandant de la Force d'urgence des Nations unies au Proche-Orient, en remplacement du général Bengt Liljestrand (Suède), dont le mandat avait pris fin.*

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. — *Le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) a tenu une session d'une semaine le mois dernier pour organiser son programme de travail pour l'année. Il a décidé, en particulier, de renvoyer à la commission des droits de l'homme une résolution de l'Assemblée générale sur les droits de l'homme en Afrique australe, l'invitant à examiner les conséquences de l'utilisation du veto au Conseil de sécurité par la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, sur les droits de l'homme dans cette région.*

M. Ladislav Smid (Tchécoslovaquie) a été élu président de l'ECOSOC.

POPULATION. — *La commission de la population a commencé les travaux de sa dix-neuvième session le 10 janvier. Elle s'est d'abord préoccupée de la mise sur pied d'un système décentralisé d'informations démographiques sur ordinateur.*

PNUD. — *Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a ouvert une session de trois semaines le 18 janvier. M. Johan Kaufmann (Pays-Bas) a été porté à sa présidence.*

PAYS LES PLUS TOUCHES PAR LA CRISE ECONOMIQUE. — *Le conseil des gouverneurs du Fonds spécial des Nations unies, chargé d'aider les pays en voie de développement les plus touchés par la crise économique, a tenu session à New-York du 19 au 21 janvier.*

SOCIETES TRANSNATIONALES. — *Le groupe de travail intergouvernemental chargé d'élaborer un code de conduite des sociétés transnationales a ouvert sa première session le mois dernier à New-York. Une deuxième session est prévue du 20 février au 4 mars. De son côté, la commission des sociétés transnationales se réunira à la fin du mois d'avril et commencera à examiner le projet de code.*

COOPERATION TECHNIQUE ENTRE PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. — *Le comité préparatoire de la conférence sur la coopération technique entre pays en voie de développement a commencé ses travaux le 10 janvier.*

ASILE TERRITORIAL. — *Une conférence sur l'asile territorial, chargée d'adopter une convention visant à améliorer la situation juridique des personnes qui sollicitent l'asile, a siégé à Genève du 11 janvier au 4 février. On trouvera un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro.*

DEVELOPPEMENT SOCIAL. — *La commission du développement social a siégé à Genève du 17 janvier au 4 février pour examiner, notamment, les politiques sociales et le nouvel ordre économique international.*

• COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE. — *Le principe de la création d'un centre de formation au développement social a été décidé au Caire le mois dernier, à l'issue d'une réunion groupant les pays membres de l'O.U.A. et des institutions spécialisées des Nations unies. Le secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique a été chargé de coordonner les activités en vue de l'établissement de ce centre.*

F.A.O.

Pour une meilleure protection des récoltes au Sahel

UNE stratégie destinée à assurer une meilleure protection des produits agricoles, avant et après les récoltes, dans la zone au sud du Sahara a été adoptée vers le milieu du mois de décembre, au cours d'une consultation intergouvernementale qui s'est tenue à Rome sous l'égide de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.). Les représentants des pays de la zone soudano-sahélienne et des éventuels pays donateurs ont ainsi décidé d'associer leurs efforts dans un programme commun de développement destiné aux services de protection des plantes dans cette région.

Cette stratégie a été rendue nécessaire par la situation critique qui a suivi la sécheresse, avec la destruction des cultures et des stocks par les parasites. Les propositions avancées envisagent la nomination d'un coordonnateur des activités de protection des plantes et la formulation d'un programme de développement couvrant une période de cinq ans. En ce qui

LE TIERS-MONDE ET LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Autarcie ou ordre multipolaire démocratique ?

Par SAMIR AMIN *

IL semble communément admis aujourd'hui **que le modèle de la croissance, du développement et de la division internationale du travail, sur lequel nous avons vécu pendant quelque vingt-cinq ans depuis la seconde guerre mondiale, tend à s'épuiser et à engendrer maintenant des conflits qui ne peuvent plus être surmontés par les moyens traditionnels.**

Ce modèle étant remis en question, les problèmes de la division internationale du travail doivent alors être effectivement replacés dans le cadre d'une remise en question de l'ordre international.

Au terme d'une étude intégrant, d'une part, l'évolution du cadre géopolitique des relations économiques internationales depuis 1945 et, d'autre part, les perspectives mondiales de sept branches *industrielles, le GRESI (1) propose trois* scénarios pour l'avenir de la division internationale du travail.

Pour porter un jugement sur les projets et les politiques possibles de la part des pays du Nord, je voudrais tenter de me placer du point de vue des intérêts des peuples et des nations du tiers-monde, plus particulièrement de l'Afrique et du monde arabe.

De ce point de vue, je qualifierai les deux premiers scénarios proposés par le GRESI de défavorables, que ce soit le scénario « bipolaire », fondé sur une hégémonie américaine tempérée par un bloc soviétique acceptant de jouer un rôle de stabilisateur au niveau international, ou le scénario dit « multipolaire », qui est en fait une variante passablement agressive des différents *schémas multipolaires que l'on pourrait* envisager. Il s'agit en effet, dans l'étude du GRESI, d'un scénario fondé sur la coexistence de quatre blocs néo-impérialistes : Etats-Unis, Europe — une Europe qui serait très largement allemande — Japon et Union soviétique. La Chine, *cinquième bloc, est laissée dans l'ombre.* Il existe aussi, en revanche, un schéma multipolaire favorable, que je qualifierai de variante multipolaire démocratique, et que le GRESI décrit sous le nom de « scénario méditerranéen ».

LE schéma bipolaire d'hégémonie américaine restaurée, rénovée et même renforcée, complétée par un rôle de brillant second de l'U.R.S.S., schéma défini par une division internationale du *travail opérée principalement au sein des firmes* multinationales américaines, aurait des conséquences graves et exigerait des conditions qui me paraissent également douteuses, ou tout au moins pour lesquelles des points d'interrogation subsistent. Une première condition est que l'U.R.S.S. accepte de jouer le rôle de stabilisateur, notamment contre la Chine, et que la coexistence devienne une coopération active. Je pense qu'un tel choix, même si on le voit opérer à tel ou tel *moment, n'est pas un choix certain et définitif.* Les intérêts soviétiques en Europe de l'Est ne seraient-ils pas menacés à long terme par une coexistence de ce type ? Une deuxième condition qui ne me paraît pas absolument certaine est que l'Europe accepte l'hégémonie culturelle du modèle anglo-saxon, c'est-à-dire une homogénéisation d'un monde très fortement hiérarchisé. Le terme d'« Europe allemande » utilisé par le GRESI ne me paraît pas erroné. Il y a toutes sortes de raisons pour que des résistances à cette tendance se développent.

Les moyens techniques pour l'application de ce schéma bipolaire sont : le rétablissement de l'étalon-dollar, l'accès « libre » aux matières premières du tiers-monde, c'est-à-dire la suppression des chasses « gardées », notamment européennes (soulignons ici la force avec laquelle les Américains ont marqué leur hostilité à des accords pourtant parfaitement inoffensifs comme les accords de Lomé), une pseudo-libéralisation des échanges (dans la mesure où ces échanges deviennent de plus en plus des échanges internes aux firmes multinationales américaines), *le recyclage des pétro-dollars dans ses* formes actuelles, enfin le renforcement de l'Etat comme moyen d'appui de l'économie de marché.

Le schéma multipolaire qui nous est proposé ne paraît guère plus favorable au tiers-monde. Il s'agit d'un dessein néo-impérialiste défini par une moindre division du travail entre les blocs et, parallèlement, par une accentuation de celle-ci à l'intérieur des blocs. Autrement dit, chacun des chefs de file des blocs chercherait à établir, dans une zone d'influence qui serait sa chasse gardée, des relations analogues à celles qui caractérisent le schéma bipolaire. Outre qu'il n'y a, à mon avis, que peu de chances effectives d'une évolution de ce genre, celle-ci risquerait d'aggraver très gravement les conflits éventuels entre les blocs. Nous avons tendance aujourd'hui à oublier la possibilité de nouvelles guerres, à ne pas imaginer comme possible une situation qui ressemblerait à celle de 1913, caractérisée par de vives luttes pour des zones d'influence. Cette variante impliquerait le développement de l'intervention des Etats, sous la forme d'Etats néo-*impérialistes chauvins. Il ne s'agit pas de ranimer* ici de vieilles visions apocalyptiques comme celle d'Orwell, mais n'est-ce pas l'idée qui est derrière cette stratégie dite « multipolaire » ? Les conséquences de l'un et de l'autre de ces schémas pour le tiers-monde sont identiques. Cela signifierait, dans chacun de ces cas, que le débat actuel sur le nouvel ordre économique international n'aurait plus de sens, car ce nouvel ordre se réduirait à une accentuation de l'indus*trialisation par la valorisation externe exclusivement.* Encore celle-ci serait-elle réservée à quelques pays « privilégiés » : ceux qui disposent à la fois de ressources stratégiques les mettant en position de négociation un peu meilleure ; de moyens financiers importants leur permettant de s'associer à cette industrialisation et d'en supporter quelques coûts importants, notamment d'infrastructure ; d'une main-d'œuvre à bon marché importante et éduquée, déjà disponible et enfin d'un pouvoir stable, c'est-à-dire d'une sorte de légitimité nationale. Or les pays qui réunissent l'ensemble de ces conditions paraissent être très rares.

DE surcroît, dans l'hypothèse d'un monde multipolaire, on se demande pour quelles raisons les Etats « riches » du tiers-monde, par exemple les pays producteurs de pétrole, choisiraient de soutenir une polarisation allant contre leurs intérêts immédiats. Le choix bipolaire semble s'imposer à eux plus aisément que le choix multipolaire. Mais s'ils choisissaient cette dernière voie, les Etats pauvres, *ou ceux qui* souhaiteraient s'engager davantage dans la voie d'un développement national indépendant, seraient contraints de choisir l'autarcie. L'autarcie — quelles que soient les contraintes très lourdes qu'elle fait peser sur le développement — *paraîtrait en effet le seul moyen de développe*ment autocentré, indépendant et populaire.

Il semble néanmoins que la force dont disposent les Etats riches du tiers-monde, particulièrement dans le monde arabe et africain, pour entrer dans ce jeu, est fort limitée, en dépit des apparences. Dans le monde arabe, il y a toujours autant de raisons de douter que le Golfe puisse l'emporter à long terme sur l'Egypte, le Maghreb et le Croissant fertile. Dans le monde africain, il n'est guère possible de croire que le Nigéria parviendra à « unifier » sous sa houlette l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, que le Zaïre pourra faire de même avec l'Afrique centrale — des événements récents montrent que ce n'est pas si facile, — ou que l'Afrique du Sud arrivera à jouer le même rôle dans la zone de l'Afrique australe.

Dans ces conditions, je crois qu'il y a des possibilités réelles pour un scénario plus favorable, celui d'un ordre multipolaire démocratique. Pour la France, en premier lieu, qui est un partenaire trop faible pour aspirer à recréer une *zone impériale à son profit. Mais l'ordre multi*polaire démocratique coïncide aussi avec les objectifs du nationalisme arabe, avec ceux du panafricanisme — seul moyen de survie de ce continent, — avec les objectifs de l'unité afro-arabe, pour lesquels des éléments politiques et culturels importants plaident. A cela s'ajoute la résistance culturelle générale à l'hégémonie anglo-saxonne. A cet égard, la sensibilité française à un thème comme celui de la francophonie n'est pas sans importance. Ce scénario exprime également les objectifs d'un développement plus populaire, tant par le modèle de consommation que par la structure de la distribution des revenus. Or, ce choix de développement populaire, très difficile à mettre en œuvre, se heurterait à des contraintes supplémentaires s'il devait opérer en *isolement. Pour la France d'une façon* éclatante, mais aussi pour les pays africains et arabes, qui sont considérablement plus intégrés dans le système mondial que ne l'étaient des pays comme la Chine, par exemple.

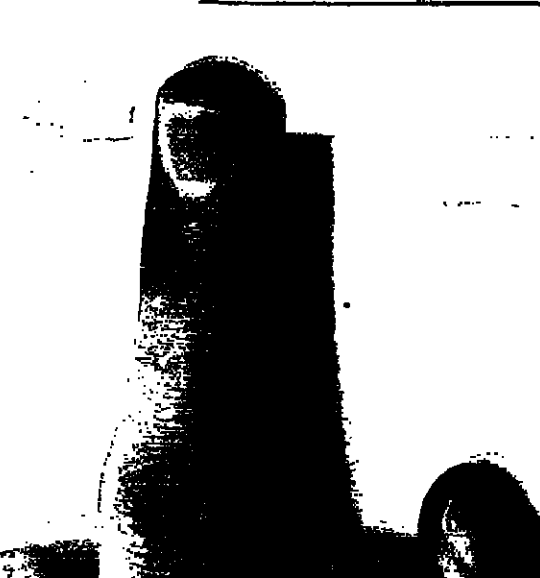
Le choix multipolaire démocratique signifierait donc une moindre division du travail en perspective, à l'intérieur de l'ensemble, et une moins grande sensibilité à la division du travail avec le reste du monde. Si l'on accepte ce principe — et sans espérer voir la France ou d'autres pays européens adopter une stratégie globale absolument cohérente et renoncer à d'autres intérêts, d'autres relations et d'autres liaisons, — la possibilité de construire une aire préférentielle de moindre division interne du travail et de plus grande autonomie globale n'est pas nécessairement irréaliste.

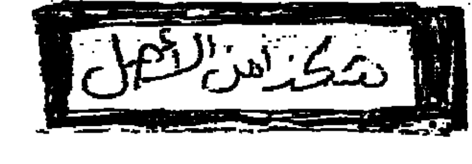
Si ces principes sont effectivement pris en considération de part et d'autre de la Méditerranée et du Sahara, ils pourraient contrebalancer au moins partiellement des tendances actuelles fâcheuses. Bien entendu, cela implique beaucoup de choses. Si la France et d'autres Etats — l'Europe dans son ensemble, mais on n'ose y croire — venaient à prendre en considération, partiellement même, de telles perspectives, nous verrions se développer une force nouvelle puissante en faveur d'un ordre économique international réellement nouveau. Cette force exercerait des effets d'attraction indiscutables sur l'ensemble du tiers-monde, y compris en Asie et en Amérique latine. A défaut, on ne voit pas d'autre solution, pour les pays arabes et africains, que la contrainte d'une autarcie, *puisqu'ils n'au*raient pas de place réelle dans la division *internationale* du travail qu'on leur proposerait.

---

* Directeur de l'Institut africain de développement économique et de planification des Nations unies à Dakar.

(1) Groupe de réflexion sur les stratégies industrielles du ministère de l'industrie et de la recherche. *La Division internationale du travail*, volume 1 : Les tendances actuelles ; volume 2 : Trois scénarios prospectifs, *la Documentation française*, coll. « Etudes de politique industrielle », n° 3, Paris, 1976, 315 p. et 178 p., 80 F les deux volumes.





concerne les besoins à court terme, les représentants des pays donateurs ont souligné que, si la planification constituait la meilleure des garanties pour l'avenir, les besoins d'une aide immédiate ne s'en faisaient pas moins sentir pour 1977-1978.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — *M. Edouard Saouma, directeur général de la F.A.O., a approuvé le 6 janvier l'octroi d'une aide alimentaire d'urgence (d'un montant de 3,46 millions de dollars) par le Programme alimentaire mondial ONU-F.A.O. (PAM) à quatre pays : Turquie (1,4 million de dollars pour le ravitaillement des survivants du récent tremblement de terre dans la province de Van) ; Algérie (942 000 dollars pour les réfugiés sahraouis dans le sud-est du pays) ; Rwanda (53 600 dollars pour les victimes des dernières inondations) et Ouganda (23 500 dollars pour les réfugiés transférés des régions orientales aux régions occidentales du pays).*

D'autre part, une aide alimentaire d'une valeur de 2,5 millions de dollars va être envoyée au Tchad pour permettre le ravitaillement de soixante-quinze mille personnes dans une région dévastée par la sécheresse.

AUGMENTATION DE LA PRODUCTION MONDIALE DE LAIT. — *Après s'être stabilisée en 1975, la production mondiale de lait a augmenté d'environ 2 % en 1976 et va probablement augmenter encore en 1977. Selon les dernières estimations de la F.A.O., la production totale de lait a atteint 430 millions de tonnes en 1976 (contre 423 millions en 1975 et 1974). Cette augmentation est le fait des régions développées et en développement ; la production, au contraire, a baissé dans les pays à économie planifiée. En Europe occidentale, malgré la sécheresse de l'été 1976, la production totale de lait a dépassé le niveau de l'année précédente.*

En revanche, la demande pour la plupart des produits laitiers (notamment le beurre) est restée médiocre dans les pays développés.

MARCHE MONDIAL DU SUCRE. — *La F.A.O. attend pour cette année des disponibilités notablement plus importantes de sucre : la production devrait atteindre 87 millions de tonnes. Mais, comme la consommation ne suivra vraisemblablement pas la production, les stocks devraient augmenter et la pression sur les prix devrait se maintenir.*

LE GASPILLAGE DES RESIDUS AGRICOLES. — *Selon les conclusions d'un séminaire organisé à Rome par la F.A.O. et le Programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.), des mesures concrètes doivent être prises pour mettre un terme au gaspillage actuel des déchets et résidus de l'agriculture et des agro-industries, qui pourraient être utilisés par l'homme sous forme d'aliments, de fourrage, de combustibles ou d'engrais.*

● UNESCO — *Le 10 janvier, à Athènes, M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a lancé un appel pour la sauvegarde de l'Acropole, sujet, depuis plusieurs années, à de graves détériorations. Le plan d'action envisagé, qui a été élaboré en collaboration avec les autorités helléniques, sera exécuté dans le cadre d'une campagne internationale décidée par la conférence générale de l'UNESCO lors de sa dernière session (novembre 1976).*

— Après le Venezuela, la Belgique et la Côte-d'Ivoire ont annoncé, le mois dernier, leur décision de contribuer au capital initial du Fonds international pour la promotion de la culture. Ce fonds, dont la première session s'est tenue en février 1976 à Paris, est chargé de financer, au moyen de prêts, de subventions et d'investissements, la réalisation de projets culturels dans les Etats membres ; ses ressources proviennent de contributions volontaires, publiques et privées.

● TRAVAIL. — *Des représentants gouvernementaux, des employeurs et des travailleurs de trente pays ont participé, du 12 au 20 janvier, à Genève, à la neuvième session de la commission du bâtiment, du génie civil et des travaux publics du Bureau international du travail (BIT). A l'ordre du jour : l'étude des récents développements dans l'industrie de la construction et la définition d'orientations en matière de stabilisation de l'emploi et des gains et de formation des cadres et des travailleurs dans cette industrie.*

— Le groupe de travail chargé de préparer un projet de déclaration de principes de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) sur tous les aspects sociaux des activités des entreprises multinationales (y compris la création d'emplois dans les pays en voie de développement) a tenu sa première réunion à Genève le 10 janvier. Le projet doit être soumis, en avril prochain, à la deuxième réunion consultative tripartite sur les relations entre les entreprises multinationales et la politique sociale.

● SANTE. — *Le conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) a ouvert les travaux de sa cinquante-neuvième session, le 12 janvier à Genève. Consacrée aux moyens et aux méthodes propres à accroître la coopération technique entre l'O.M.S. et les pays en voie de développement, cette session, qui devait durer trois semaines, a débuté par l'adoption de propositions prévoyant la suppression en quatre ans de trois cent soixante-trois postes fixes de l'Organisation. Les sommes ainsi dégagées seront utilisées pour de nouveaux programmes ou pour des programmes élargis de coopération avec les gouvernements. La part du budget ordinaire consacrée à la coopération technique devrait atteindre 60 % au cours de la période 1980-1981, comme l'avait recommandé l'assemblée mondiale de la santé en mai dernier.*

● AVIATION CIVILE. — *Selon l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.), le trafic aérien dans le monde a augmenté de 10 % environ en 1976, par rapport à 1975. Le taux de croissance avait été de 5 % en 1975 et de 6 % en 1974.*

● TELECOMMUNICATIONS. — *La conférence mondiale de radiodiffusion par satellite, organisée par l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.), s'est ouverte le 10 janvier à Genève, en présence des représentants de cent treize pays membres. La conférence, dont les travaux doivent se terminer le 11 février, doit établir, entre tous les pays, un plan de répartition des fréquences pour la télédiffusion directe par satellite.*

ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Fonds monétaire international

Le crédit « stand-by » de 3 millions de dollars au Royaume-Uni

LE prêt de 3 millions de dollars du Fonds monétaire international (F.M.I.) au Royaume-Uni, qui avait fait l'objet de longues négociations, a été approuvé le 3 janvier par le F.M.I. sous la forme d'un crédit « stand-by » de 3 360 millions de droits de tirage spéciaux (D.T.S.) valable deux ans.

Cette mesure est intervenue après que le gouvernement britannique eut pris, le 15 décembre, de nouvelles mesures visant à redresser la balance des paiements et à créer les conditions favorables à une réduction du chômage et de l'inflation intérieure. Le programme prévoit notamment une compression des dépenses de l'Etat, une réduction des besoins de financement du secteur public et des limitations à l'expansion du crédit intérieur. En outre, la politique visant à modérer la croissance des revenus sera poursuivie.

Aux termes de l'accord de crédit « stand-by », le Royaume-Uni est autorisé à effectuer immédiatement un tirage d'un montant équivalant à 1 milliard de D.T.S. Le total des achats britanniques durant les douze premiers mois ne doit pas dépasser l'équivalent de 1 950 millions de D.T.S. Plusieurs clauses de bonne exécution relatives au programme d'assainissement de l'économie britannique sont prévues. Le Fonds monétaire examinera, avant le 16 janvier 1978, les progrès accomplis par l'économie du pays.

Pour financer l'achat de monnaies par le Royaume-Uni dans le cadre du nouvel accord, le F.M.I. empruntera l'équivalent de 2 560 millions de D.T.S. à huit participants aux Accords généraux d'emprunt au fur et à mesure des achats britanniques et à concurrence de l'équivalent des montants suivants : 45 millions de D.T.S. en francs belges aux termes de l'accord de crédit conclu avec la Belgique ; 55 millions de D.T.S. en dollars canadiens aux termes de l'accord de crédit avec le Canada ; 785 millions de D.T.S. en deutschemarks aux termes de l'accord de crédit avec la Deutsche Bundesbank; 50 millions de D.T.S. en francs français aux termes de l'accord de crédit avec la France ; 555 millions de D.T.S. en yens japonais aux termes de l'accord de crédit avec le Japon ; 105 millions de D.T.S. en florins néerlandais aux termes de l'accord de crédit avec les Pays-Bas ; 30 millions de D.T.S. en couronnes suédoises aux termes de l'accord de crédit avec la Sveriges Riksbank et 945 millions de D.T.S. en dollars des Etats-Unis aux termes de l'accord de crédit avec les Etats-Unis. En outre, des dispositions ont été prises avec la Banque nationale suisse pour que celle-ci prête au Fonds l'équivalent de 300 millions de D.T.S. en dollars des Etats-Unis.

Rappelons pour mémoire que la quote-part de la Grande-Bretagne au Fonds équivaut à 2 800 millions de D.T.S., le total des achats effectués par ce pays s'élève actuellement à 2 400 millions de D.T.S.

FINANCEMENT COMPENSATOIRE. — *Dans le cadre du système de financement compensatoire, trois pays ont été autorisés à effectuer des achats de devises : Panama (22 décembre), l'équivalent de 18 millions de D.T.S. ; Barbades (29 décembre), l'équivalent de 3,5 millions de D.T.S. ; République socialiste du Vietnam (11 janvier), 31 millions de D.T.S. C'est la première fois que ce pays utilise les facilités de crédit du F.M.I. depuis que son maintien au sein de cet organisme a été décidé en septembre 1976.*

REEXAMEN DU TAUX DE REMUNERATION. — *Le 23 décembre dernier le Fond monétaire a annoncé qu'il avait revu le taux auquel il rémunère les positions dans la super-tranche-or ainsi que le taux d'intérêt appliqués aux droits de tirage spéciaux. Pour le trimestre commençant le 1er janvier 1977, le taux de rémunération a été maintenu à 4 % l'an ainsi que le taux d'intérêt et les commissions perçus sur les D.T.S. pendant le même trimestre. Conformément aux statuts du F.M.I., les taux d'intérêt et les commissions sur les D.T.S. ne peuvent pas être supérieurs aux taux de rémunération lorsque ce dernier dépasse 2 %.*

SIXIEME VENTE D'OR DU F.M.I. — *La sixième vente d'or par adjudication a eu lieu le 26 janvier ; elle portait sur 780 000 onces vendues selon la méthode de prix commun, l'or étant attribué à tous les adjudicataires au prix le plus bas accepté. Lors des deux adjudications précédentes, le Fonds avait retenu la méthode de prix soumissionné.*

PREMIERE VENTE D'OR AUX FINS DE « RESTITUTION ». — *En janvier, le Fonds a procédé à des ventes d'or aux fins de la « restitution » qui ont été effectuées au prix de trente-cinq droits de tirage spéciaux (D.T.S.) l'once d'or fin. Les administrateurs avaient décidé en mai 1976 que la « restitution » aurait lieu une fois l'an, chacune des quatre années que durera l'exécution du programme de ventes d'or. Il avait également été convenu que la première opération devrait avoir lieu six mois environ après la première vente d'or par adjudication. Aussi le Fonds a-t-il commencé de distribuer le mois dernier 6,25 milliers d'onces d'or aux pays qui étaient membres du F.M.I. au 31 août 1975 au prorata de leur quote-part.*

Cependant, la restitution de l'or chinois versé en août 1970 par Taïwan donnant lieu à controverse entre certains pays membres, le F.M.I. a remis sa décision au mois d'avril ; il annoncera alors qui, de Taïwan ou de la République populaire de Chine, bénéficiera de la restitution d'environ quinze millions de dollars d'or.

Groupe de la Banque mondiale

Onze prêts de la Banque

LA Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) annonce une série de prêts :

— A la Colombie (27 décembre) : 52 millions de dollars pour financer en partie un projet de développement rural intégré visant à diminuer la pauvreté dans les campagnes ;

— Aux Philippines (27 décembre) : 95 millions de dollars destinés à un projet de construction et d'amélioration du réseau routier ;

— A la Tanzanie (27 décembre) : 15 millions de dollars affectés à un programme urbain d'adduction d'eau à Morogoro, ville de trente-neuf mille habitants ;

— A la Tunisie (27 décembre) : 14 500 dollars pour accroître la capacité de production des centrales électriques ;

— A la Zambie (27 décembre) : 13 300 000 dollars destinés à l'amélioration de l'enseignement ;

— A la Colombie (30 décembre) : 64 millions de dollars pour la réalisation d'un programme de crédit agricole ;

— A l'Equateur (30 décembre) : 28 millions de dollars pour le troisième projet de développement bancaire de ce pays ;

— A la société financière de développement du Pérou (30 décembre) : 35 millions de dollars pour aider les industries manufacturières, les mines, la transformation des produits agricoles et le tourisme ;

— Au Brésil (13 janvier) : 42 millions de dollars pour financer en partie un projet de développement rural intégré destiné à améliorer le niveau de vie et les revenus d'environ vingt-cinq mille exploitants agricoles de la région de Zonada-Mata, dans l'Etat de Minas-Gerais ;

— Au Maroc (13 janvier) : 35 millions de dollars affectés à un projet de crédit agricole ;

— A la Yougoslavie (13 janvier) : 54 millions de dollars pour un projet polyvalent destiné à mettre en valeur les ressources hydrauliques de la région de Metohija.

CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — *Une série de crédits ont été consentis par l'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale :*

— A l'Afghanistan (27 décembre) : un crédit de 6 millions de dollars pour le financement d'un projet d'enseignement destiné à répondre aux besoins d'agents techniques de niveau moyen dans le secteur de la vulgarisation agricole ;

— Au Bangladesh (30 décembre) : 50 millions de dollars pour aider ce pays à augmenter sa production industrielle ;

— A Haïti (30 décembre) : 10 millions de dollars pour financer en partie un projet de développement rural dans la partie septentrionale du pays ;

— A la Birmanie (23 décembre) : 10 millions de dollars pour contribuer à financer la remise en état du port de Rangoon ;

— Au Cameroun (23 décembre) : deux crédits d'un montant de 6 500 000 dollars ; le premier (4 500 000 dollars) permettra de réaliser un programme triennal d'assistance technique destiné à renforcer et à améliorer le fonctionnement des départements ministériels chargés des décisions de planification en matière d'investissements ; le second (2 millions de dollars) financera partiellement la première tranche d'un projet de développement rural ;

— A la République arabe du Yémen (23 décembre) : 10 millions de dollars pour l'implantation d'un réseau d'adduction d'eau dans la ville de Sanaa.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — *La Société financière internationale (S.F.I.) a annoncé, le 21 décembre, qu'elle avait investi, dans la Companhia Siderurgica da Guanabara du Brésil, 11 millions de dollars, sous la forme d'une participation au capital de 940 000 dollars et d'un prêt de 10 millions de dollars. Cette nouvelle contribution de la S.F.I. permettra à cette société d'accroître sa capacité de production.*

— Le 22 décembre, M. Moeen Qureshi, vice-président de la S.F.I., a été nommé vice-président exécutif à dater du 15 février.

EMISSION D'OBLIGATIONS DE LA BIRD EN REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE. — *Un accord portant sur une nouvelle émission d'obligations de la Banque mondiale libellée en deutschemarks a été conclu le 23 décembre entre la Banque mondiale et un groupe de banques allemandes ayant à sa tête la Deutsche Bank AG, ainsi que la Dresdner Bank AG. Cette émission, d'un montant de 250 millions de deutschemarks, porte intérêt à 7 % l'an payable le 1er janvier de chaque année. Ces obligations offertes au public à 99 % du pair seront remboursables au pair le 1er janvier 1987.*

MISSION DANS LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM. — *Une mission d'experts économiques de la Banque mondiale, ayant à sa tête M. Edward Hawkings, s'est rendue, le 18 janvier, dans la République socialiste du Vietnam pour juger des conditions économiques et des besoins de ce pays en faveur duquel la Banque prévoit de lancer un programme d'aide à la reconstruction.*

RECENTES PUBLICATIONS

● *Tableaux mondiaux 1976* : Informations statistiques sur les activités de la Banque mondiale, réparties en deux cent cinquante tableaux concernant cent quarante-six pays et treize groupes de pays.

Banque asiatique de développement

Huit prêts

LA Banque asiatique de développement a accordé en décembre huit prêts :

— au Bangladesh (16 décembre) : 25 millions de dollars (à l'aide des ressources du fonds spécial, pour quarante ans et à 1 % l'an) destinés à la Shilpa Rin Sangstha, un des trois organismes de financement du pays spécialisé dans les opérations de crédit à long et moyen terme dans le secteur industriel ;

— à la Samoa occidentale (16 décembre) : 3 millions de dollars (à l'aide des ressources du fonds spécial, pour quarante ans et à 1 %) pour financer le développement de la Bank of Western Samoa ;

— à la Papouasie-Nouvelle-Guinée (21 décembre) : 7,74 millions de dollars (à l'aide des ressources du fonds spécial pour quarante ans et à 1 %) affectés à un projet de développement rural de la province de Sepik ;

— aux Philippines (21 décembre) : 52 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la banque, pour vingt-cinq ans et à 8,9 %) pour financer le coût en devises étrangères de la quatrième phase du programme de développement de l'énergie électrique à Mindanao ;

— aux îles Salomon (21 décembre) : 3,57 millions de dollars (à l'aide des ressources du fonds spécial, pour quarante ans et à 1 %) pour développer l'élevage du bétail ;

— au Sri-Lanka (21 décembre) : 5 millions de dollars (à l'aide des ressources du fonds spécial, pour quarante ans et à 1 %) pour augmenter les ressources en devises étrangères de la Finance Corporation of Ceylon et l'aider à multiplier ses opérations de crédit ;

— à la République de Corée (23 décembre) : 30 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la banque, pour quinze ans et à 8,9 %) accordés à la Medium Industry Bank ;

— au Bangladesh (23 décembre) : 26 millions de dollars (à l'aide de ressources du fonds spécial, pour quarante ans et à 1 %) pour la réalisation du programme de développement rural de Serajgonj.

MISSION DE LA BANQUE DANS LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM. — *Une mission de la Banque asiatique composée de sept membres s'est rendue le 2 janvier dernier en mission à Hanoï afin d'étudier une requête du gouvernement vietnamien demandant que lui soient versés onze prêts précédemment accordés par la Banque au régime de Saïgon.*

Banque européenne d'investissement

Prêts à l'intérieur de la Communauté...

QUATRE prêts ont été accordés par la Banque européenne d'investissement (B.E.I.) au cours des dernières semaines, en faveur de pays ou d'institutions appartenant à la C.E.E. :

— Irlande (22 décembre) : prêt d'une contre-valeur de 2,2 millions de livres irlandaises (3,3 millions d'u.c., pour douze ans et à 8,7 %) pour financer l'accroissement de la production de tourbe ;

— Groupe British Petroleum (22 décembre) : deux prêts d'une contre-valeur de 51 millions de dollars des Etats-Unis (45,9 millions d'u.c.). Le premier prêt, de 33 millions de dollars (29,7 millions d'u.c., pour huit ans et à 8,50 %), financera la construction d'une unité de production d'acide acétique à Hull (nord-est de l'Angle- un prêt d'une contre-valeur de 17 millions de dollars (16,2 millions d'u.c., pour huit ans et à 8,50 %), permettra de financer la quote-part du groupe au coût de la construction d'un oléoduc ;

— British Steel Corporation (23 décembre) : un prêt d'une contre-valeur de 17 millions de livres (25,6 millions d'u.c., pour dix ans et à 8,7/8 %), destinés au financement de nouvelles installations de finissage visant à accroître la capacité de production de tubage de cette société.

... et « aide exceptionnelle » au Portugal

Dans le cadre de l'« aide exceptionnelle » offerte par la Communauté au Portugal, la banque a accordé le 18 janvier un prêt de 12 millions d'u.c. (d'une durée de dix-sept ans au taux de 6,5 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) qui financera la réalisation de divers ouvrages d'adduction d'eau et d'irrigation dans l'Alentejo.

Banque interaméricaine de développement

Douze prêts de la Banque

DE nombreux prêts ont été accordés par la Banque interaméricaine de développement ces dernières semaines en faveur des pays suivants :

— Honduras (16 décembre) : 59,5 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) pour financer la première phase d'un programme d'exploitation des forêts de l'Olancho ;

— Colombie (16 décembre) : 29 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente ans et à 2 %) pour l'extension du réseau téléphonique dans deux mille deux cents communes rurales ;

— Panama (16 décembre) : 22 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans et à 8,6 %) pour la construction du tronçon routier reliant les villes de Arraijan et de Chorrera près de la zone du canal de Panama ;

— Chili (22 décembre) : 7,5 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente ans et à 2 %) pour l'installation de réseaux d'eau potable en faveur de populations rurales à faibles revenus ;

— Pérou (22 décembre) : 30 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente ans et à 2 %) rétrocédés à la Banco Agrario del Péru, pour la réalisation de deux programmes de crédit dont bénéficieront environ dix-sept mille cinq cents familles de fermiers ;

— Brésil (22 décembre) : deux prêts d'un montant total de 60 millions de dollars pour le développement de la recherche scientifique et technologique et favoriser l'application des technologies étrangères aux différents secteurs de l'économie ; 40 millions de dollars ont été accordés à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour vingt ans et à 8,6 % ; 20 millions de dollars proviennent du fonds d'opérations spéciales pour trente ans et à 3 % ;

— Argentine (22 décembre) : 51 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour quinze ans et à 8,6 %) pour la construction d'une usine de cellulose ;

— République dominicaine (22 décembre) : 19,5 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) pour financer un programme visant à accroître la production des coopératives et des fermes de petite et moyenne importance ;

— Mexique (19 janvier) : 20 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans et à 8,35 %) rétro-

cédés à la Nacional Financiera pour le financement d'un programme de recherche dans les domaines de la science et de la technologie ;

— Guatemala (19 janvier) : 25 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans et à 1 % pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) pour l'amélioration et la reconstruction du réseau routier ;

— Costa-Rica (19 janvier) : 4,8 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente-cinq ans et à 2 %) destinés à financer l'octroi de bourses aux étudiants provenant de milieux moins favorisés et à leur faciliter l'accès aux études supérieures.

EMISSION D'OBLIGATIONS EN ITALIE. — *La Banque interaméricaine a annoncé le 5 janvier qu'elle avait effectué en Italie une émission d'obligations d'un montant de 15 millions de dollars prise ferme par l'Ufficio Italiano dei Cambi. Cette émission, d'une durée de dix ans, porte intérêt à 7,4 %.*

NOUVEAUX MEMBRES. — *L'Autriche, la France et les Pays-Bas ont adhéré le 10 janvier à la Banque interaméricaine ; le nombre des membres s'élève désormais à trente-sept.*

Banque des règlements internationaux

Prêt de 3 milliards de dollars au Royaume-Uni

LA Banque des règlements internationaux (B.R.I.) a annoncé le 10 janvier que huit pays industriels (République fédérale d'Allemagne, Belgique, Canada, Etats-Unis, Japon, Pays-Bas, Suède et Suisse) accordaient à la Grande-Bretagne un crédit à moyen terme d'un montant de 3 milliards de dollars pour lui permettre de faire face à d'éventuelles poussées contre les balances sterling.

● FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT. — *Le Fonds africain de développement a accordé au mois de décembre trois prêts en faveur des pays suivants :*

— Malawi (10 décembre) : 5 millions d'u.c.g. (1 280 000.000 de F C.F.A.) qui financeront la totalité des dépenses en devises et une partie des dépenses en monnaie locale nécessaires à la réalisation du projet de développement rural de Namwera ;

— Tchad (11 décembre) : 4,29 millions d'u.c.g. (1 098.240 000 F C.F.A.) qui financeront la construction et l'équipement de l'Institut national des sciences de l'éducation ;

— Mali (13 décembre) : 4,3 millions d'u.c.f. (1 523 200 000 F C.F.A.) destinés à financer un programme de développement de la production de semences sélectionnées.

● FONDS SPECIAL DE L'OPEP. — *Le fonds spécial de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) vient d'accorder deux séries de prêts (sans intérêt et d'une durée de vingt-cinq ans) à trente pays en voie de développement, pour les aider à rééquilibrer leurs balances de paiements : 42,7 millions de dollars ont été accordés le 23 décembre et 111,65 millions le 10 janvier. Les prêts les plus importants sont en faveur de l'Inde (21,8 millions) du Pakistan (21,4 millions), de l'Egypte (14,4 millions) et du Bangladesh (13,4 millions).*

GROUPEMENTS ECONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Association latino-américaine de libre-commerce

Au comité exécutif

REUNI à Montevideo le 28 décembre, le comité exécutif de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC) a procédé à l'élection de son président pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 1977. Il a porté à ce poste le nouveau représentant de l'Argentine. Les deux vice-présidences reviennent aux représentants du Venezuela et du Chili.

Le comité a aussi pris connaissance du rapport d'activités du Groupe andin. D'autre part, une résolution portant sur la réglementation des réunions des organismes nationaux de commercialisation des produits de l'agriculture et de l'élevage a été adoptée. En vertu de cette décision, les réunions rempliront désormais les fonctions d'un organisme de consultation auprès du comité, afin de définir une politique de commercialisation à l'échelle régionale dans ces secteurs de base de l'économie des onze pays membres de l'ALALC.

REUNIONS PAR SECTEURS D'INDUSTRIES. — *Le 11 janvier, le comité exécutif de l'ALALC a approuvé le programme des réunions par secteurs d'industries pour 1977. Ce programme, qui commencera le 21 mars, prévoit quatorze réunions consacrées, notamment, aux industries de l'aluminium, chimique et pharmaceutique, électronique et des transmissions électriques, du froid, des appareils ménagers, de l'alimentation, de l'habillement, du livre, etc.*

Les réunions par secteurs d'industries servent de cadre à l'élaboration des accords de complémentarité et aux propositions de dégrèvements tarifaires des produits inscrits sur les listes nationales. Elles constituent, on le sait, un des mécanismes de négociation du programme de libération des échanges prévus par le traité de Montevideo.

SYSTEME DES PAIEMENTS ET DES CREDITS RECIPROQUES. — *Le secrétariat de l'ALALC a fait connaître le 3 janvier le montant des transactions commerciales effectuées dans le cadre du système des paiements et des crédits réciproques de l'ALALC, au cours des huit premiers mois de 1976, les opérations de compensation des soldes ayant lieu, comme on sait, tous les quatre mois. Ce montant s'est élevé à 1 703 528 715 dollars, en augmentation de 47 292 934 dollars par rapport à la même période de l'année précédente.*

Ce système, né de l'accord général signé à Mexico en 1966, et auquel participent les banques centrales des onze pays de l'ALALC et de la République Dominicaine, permet une économie substantielle dans l'emploi des devises convertibles pour le règlement du commerce régional, contribue à l'abaissement des coûts des opérations, et exclut le recours aux organismes étrangers de financement du commerce. Plus d'une cinquantaine d'accords ont ainsi été conclus entre banques centrales, ouvrant des lignes de crédit s'élevant à 912 198.000 dollars.

Groupe andin

Le nouveau régime commun applicable aux investissements étrangers est entré en vigueur

LE régime commun applicable aux investissements étrangers, modifié par la décision n° 103 du 30 octobre dernier de la Commission de l'Accord de Cartagena, est entré en vigueur le 1er janvier. Les amendements introduits — dans le sens d'un assouplissement plus favorable au capital étranger — avaient été décidés en août dans la ville colombienne de Sachagota par les partenaires du Chili, dans l'espoir de faire revenir ce pays sur sa décision de quitter le Groupe andin.

Les changements les plus importants, outre l'amendement portant sur la notion d'investisseur sous-régional, portent sur les points suivants :

a) Relèvement de 14 à 20 % du plafond des transferts annuels au titre des revenus des investissements directs d'origine étrangère, chaque pays membre ayant la faculté d'autoriser le dépassement de ce plafond à la seule condition d'en référer à la Commission ;

b) Autorisation aux entreprises étrangères d'avoir recours au crédit intérieur à court et à moyen terme, et de participer aux augmentations du capital des entreprises nationales ou mixtes. En plus, la nationalisation du capital des entreprises étrangères du tourisme n'est plus obligatoire ;

c) Le délai pour la transformation des entreprises étrangères en entreprises nationales ou mixtes comptera désormais à partir du 1er juin 1974, et non du 1er juillet 1971 comme auparavant ;

d) Les investissements des organismes gouvernementaux de financement pour le développement économique tombent sous la définition de capital neutre, et échappent aux dispositions réglementant le capital national, mixte ou étranger.

Enfin, la Commission pourra décider avec les pays latino-américains qui ne font pas partie de l'Accord de Cartagena, de l'octroi d'avantages spéciaux aux investissements de leurs nationaux dans la sous-région.

Les modifications apportées à la décision n° 24, prises, d'après la Commission, en vertu de l'expérience de cinq années d'application et en raison des conditions financières internationales, pourrait marquer, ainsi que l'exemple chilien a paru le montrer, le début d'un cours irréversible.

O.C.D.E.

Mise en garde à propos des politiques de l'énergie

DANS un rapport publié le mois dernier, l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) signale la gravité des risques auxquels les pays membres et les autres pays s'exposeraient si l'évolution actuelle dans le domaine de l'énergie se poursuivait. Si les pays de l'O.C.D.E. s'en tenaient à leurs politiques et à leurs pratiques actuelles, leur demande de pétrole importé pourrait atteindre 35 millions de tonnes de barils par jour (1 750 millions de tonnes par an) en 1985, contre 23 millions de barils par jour en ce moment. Cette demande, ajoutée à celle des autres pays, pourrait dépasser les disponibilités offertes par les pays exportateurs, et notamment les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), entraînant des hausses de prix ou des pénuries.

Le rapport fait valoir que, puisque les économies d'énergie et l'accroissement de l'offre impliquent de longs délais, de nouvelles politiques doivent être adoptées rapidement (c'est-à-dire avant un an environ). Le rapport propose un certain nombre de mesures de nature à favoriser une réduction de la demande d'importation de pétrole pour la zone O.C.D.E. de l'ordre de 10 millions de barils par jour en 1985.

PRIX A LA CONSOMMATION. — *Les prix à la consommation se sont élevés en novembre 1976 de 0,5 % dans la zone O.C.D.E. ; le taux annuel d'augmentation se maintient à 8 % environ. L'écart entre les taux d'inflation aux Etats-Unis et au Japon et ceux des pays européens reste très prononcé ; il l'est encore plus entre pays d'Europe. En Suisse et en Allemagne de l'Ouest, les prix ont connu une quasi-stabilité au cours du dernier semestre 1976, ce qui contraste avec l'inflation à deux chiffres relevée dans plusieurs autres pays européens.*

La décélération de la hausse des prix aux Etats-Unis et au Japon reflète la poursuite d'une tendance favorable pour les prix alimentaires, mais dans ces deux pays une diminution récente dans l'évolution de la demande semble avoir également exercé une influence modératrice.

RECENTE PUBLICATION

● *Les problèmes et les politiques de développement régional dans les pays de l'O.C.D.E.*, volume II, 216 pages, 1976.

Système économique latino-américain

Première réunion commune des groupements économiques régionaux

LE secrétariat permanent du Système économique latino-américain (SELA) a organisé à Caracas, du 21 au 23 décembre, la première réunion commune des responsables des organes exécutifs de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC), du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.), de l'Accord de Cartagena (Groupe andin) et de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), ainsi que de leurs appareils techniques et de financement.

Cette réunion avait pour but de procéder, en vertu de l'accord de Panama du 17 octobre 1975 instituant le SELA, à une analyse critique des processus d'intégration dans le sous-continent. L'incidence, dans la crise qu'ils traversent, des facteurs extérieurs, tels que l'effondrement du système monétaire international, l'inflation mondiale, le relèvement du prix du pétrole, les fluctuations des cours des matières premières, l'endettement extérieur, a été au centre des discussions ainsi que les difficultés d'ordre intérieur, notamment la résistance des intérêts nationaux à la poursuite de l'intégration.

Les possibilités de coopération entre les secrétariats des différents groupements économiques régionaux ont aussi donné lieu à un examen approfondi. Des experts des organismes d'intégration ont été chargés de poursuivre cet examen et de faire des recommandations à cet effet. Une réunion spéciale prévue pour le troisième trimestre de 1977 décidera ensuite des mesures à prendre.

Enfin, les participants sont convenus de la nécessité de développer leurs rapports avec les autres organismes latino-américains de coopération économique : Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE), Union des pays exportateurs de bananes (UPEB) et Groupe des pays latino-américains et des Caraïbes (GEPLACEA), et de leur apporter leur soutien. Une action similaire sera menée auprès des organismes internationaux.

● CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. — *Dans une étude publiée le 29 novembre dernier, le Conseil international du blé passe en revue les principales évolutions qui se sont produites dans le domaine de la production et de la demande mondiales de blé entre 1949 et 1976, année record de production (409,5 millions de tonnes). Sur le plan de la production, l'augmentation totale a été de 155 % en vingt-sept ans, en raison du doublement des rendements et de l'augmentation de 30 % des surfaces. Dans les pays industrialisés, la production et les rendements ont doublé sans accroissement des surfaces ; dans les pays en voie de développement, la production a triplé à la suite d'une augmentation de 85 % des surfaces et de 70 % des rendements.*

● ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFE. — *A la suite des récentes hausses enregistrées sur les marchés du café et des mouvements et des menaces de boycottage qu'elles ont provoqués aux Etats-Unis et en Europe, le Brésil et la Colombie (respectivement premier et second producteurs mondiaux de cette denrée) ont décidé, au début du mois de janvier, de demander la convocation d'une session spéciale de l'Organisation internationale du café (O.I.C.) pour examiner les possibilités de stabilisation des cours mondiaux.*

● CONSEIL OLEICOLE INTERNATIONAL. — *Les travaux de la trente-cinquième session du Conseil oléicole international (C.O.I.) se sont déroulés à Madrid du 16 au 18 décembre. A l'ordre du jour de cette session : les actions à promouvoir pour une normalisation à court, moyen et long terme du marché international de l'huile d'olive et les améliorations techniques à apporter dans le domaine oléicole.*



Marché commun

Pas de solution aux excédents de lait

LE dernier conseil des ministres de l'agriculture des Neuf de l'année 1976 s'est terminé le 22 décembre sans qu'une solution ait été trouvée au problème des excédents de lait dans le Marché commun.

Pour enrayer la production de ces excédents (800 000 tonnes de poudre de lait), dont le financement coûte annuellement 11 millions de francs français au budget européen, la Commission de Bruxelles avait proposé, entre autres mesures, une taxe de 2 % sur les produits laitiers destinée à financer l'élimination des surplus, et une taxe équivalente sur la margarine pour éviter d'avantager ce produit au détriment du beurre. Le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Allemagne de l'Ouest et le Danemark se sont opposés à cette taxe sur un produit de consommation populaire, dont la fabrication met en jeu d'importants intérêts industriels. Les autres Etats membres ont refusé un plan d'assainissement du marché laitier amputé de la taxe sur la margarine.

L'Irlande a obtenu, en ce qui concerne ces montants compensatoires (actuellement 25 % de la valeur des produits), qu'ils soient réduits de dix points à partir du 17 janvier, ce qui s'accompagnera d'un relèvement des prix garantis à la production en Irlande de 8 % (et non 8,7 comme annoncé précédemment), chiffre précisé par le communiqué final qui ajoute que cette dévaluation de la livre verte irlandaise entraînera une hausse des prix agricoles communs en Irlande de 8,7 % au total.

Les aides d' « orientation » du Fonds agricole européen

Le Fonds agricole européen va consentir plus d'un milliard de francs français à la modernisation des structures agricoles européennes.

Cette somme représente la deuxième tranche pour 1976 des aides « d'orientation » du fonds agricole européen. Elle s'ajoute à une première tranche décidée par la Commission de Bruxelles en juillet dernier pour environ 410 millions de francs, ainsi qu'au soutien des prix qui constitue le gros des dépenses du Fonds agricole.

L'Italie est le plus grand bénéficiaire de ces aides d'orientation. Elle obtient 87 millions d'unités de compte (42 milliards de lires) pour cent soixante-deux projets, s'ajoutant aux 18 millions d'u.c. (11 milliards de lires) consentis en juillet.

Les aides accordées au titre de la deuxième tranche s'élèvent pour les autres Etats membres aux montants suivants :

— Allemagne de l'Ouest : 31 millions d'u.c. (116 millions de marks pour cent trente projets) ;

— Belgique : 9 millions d'u.c. (460 millions de F.B. pour cinquante-deux projets) ;

— Danemark : 6,9 millions d'u.c. (52 millions de Kr. pour vingt-six projets) ;

— France : 30 millions d'u.c. (170 millions de F.F. pour cinquante-sept projets) ;

— Irlande : 18,5 millions d'u.c. (7,7 millions de livres pour quatre-vingt-six projets) ;

— Luxembourg : 144 534 u.c. (7 millions de F pour un projet) ;

— Pays-Bas : 6,4 millions d'u.c. (23 millions de florins pour quinze projets) ;

— Royaume-Uni : 19,89 millions d'u.c. (5,28 millions de livres pour soixante-dix-huit projets).

Echec des négociations avec le Japon sur la production des chantiers navals

Le Japon a refusé la proposition de la C.E.E. de répartir également les commandes aux chantiers navals entre les constructeurs nippons et européens, a-t-on appris le 22 décembre à Tokyo à l'issue des négociations bipartites.

Les deux parties ont cependant convenu de procéder à des échanges mensuels d'informations concernant les carnets de commandes des chantiers navals et de poursuivre les négociations au niveau gouvernemental ainsi qu'au niveau des constructeurs.

« Nous avons plusieurs mesures de représailles à notre disposition, a averti M. Josephus Loeff, sous-directeur du bureau industriel et technologique du Marché commun, *si le Japon persiste à ne pas vouloir parler des choses essentielles. »*

LA NOUVELLE COMMISSION EUROPEENNE. — *Le nouveau président de la Commission européenne, M. Roy Jenkins, ainsi que les nouveaux vice-présidents et membres de la Commission se sont solennellement engagés le 12 janvier devant la Cour de justice des Communautés à exercer leurs fonctions* « en pleine indépendance, dans l'intérêt général des Communautés ».

Avant de se présenter devant le Parlement européen, M. Roy Jenkins, président, François-Xavier Ortoli, Wilhelm Haferkamp, Olav Gundelach et Henk Vredling, vice-présidents, ainsi que les membres belge et britannique, le vicomte Etienne Davignon et M. Christopher Tugendhat, se sont engagés à ne solliciter ni accepter dans l'accomplissement de leurs devoirs « d'instruction d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme » *et de s'abstenir de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions.*

Au cours d'une brève allocution, M. Jenkins a notamment indiqué que la nouvelle Commission se présente à un moment « où l'idée européenne est bien établie, mais où elle manque de dynamisme ». *Il a ajouté qu'elle avait* « besoin de son indépendance de jugement et d'action... mais que cette indépendance ne devrait jamais déboucher dans l'isolationnisme stérile ».

Voici la répartition des portefeuilles des treize membres de la nouvelle Commission des Communautés européennes communiquée le 7 janvier par le président britannique, M. Roy Jenkins, du collège européen :

— Guido Brunner (libéral, Allemand), énergie, recherche scientifique et éducation ;

— Richard Burke (Fine Gael, Irlandais), fiscalité, protection des consommateurs, transports et relations avec le Parlement européen ;

— Claude Cheysson (socialiste, Français), coopération au développement ;

— Etienne Davignon (démocrate chrétien, Belge), marché intérieur et affaires industrielles ;

— Antonio Giolitti (socialiste, Italien), coordination des fonds (régional et d'orientation agricole) et politique régionale ;

— Finn Olav Gundelach (diplomate, Danois), agriculture et pêche ;

— Wilhelm Haferkamp (socialiste, Allemand), affaires extérieures ;

— Roy Haris Jenkins (travailliste, Britannique), présidence, secrétariat de la Commission, service juridique, information et porte-parole ;

— Lorenzo Natali (démocrate chrétien, Italien), chargé de tâches spéciales pour les questions d'élargissement de la C.E.E., environnement, sécurité nucléaire, contacts avec les gouvernements et les opinions publiques des Etats membres en vue de l'élection directe du Parlement européen ;

— François-Xavier Ortoli (gaulliste, Français), affaires économiques et monétaires, crédit, investissements, statistiques ;

— Christopher Tugendhat (conservateur, Britannique), budget et contrôle financier, institutions financières, personnel et administration de la Commission ;

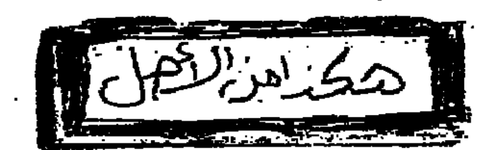
— Raymond Voule (socialiste, Luxembourgeois), concurrence ;

— Henk Vredeling (socialiste, Néerlandais), emploi, affaires sociales et conférence tripartite (gouvernements, employeurs et syndicats) sur l'emploi.

AIDE A LA GRECE. — *La Grèce, candidate à l'adhésion au Marché commun, recevra de la C.E.E. une aide financière de 280 millions d'unités de compte (1 u.c. = 1,20 dollar) ou 1,540 milliard de F.F. étalée sur cinq ans.*

Les représentants de la C.E.E. et de la Grèce sont parvenus à cet accord le 17 janvier.





Parlement européen

Tour d'horizon du chômage

LE chômage en Europe touche 5,25 millions de personnes, soit 3,5 % d'augmentation par rapport à l'année précédente, ont indiqué les parlementaires européens au cours d'un débat sur ce sujet le 13 janvier. Les jeunes et les femmes sont les plus touchés, avec respectivement 1,5 million et 2,17 millions de chômeurs, en octobre 1976.

Le nouveau commissaire européen néerlandais, M. Henk Vredeling, a estimé que, si la hausse du chômage actuel marque le pas, elle n'a pas pour autant été maîtrisée par les différents gouvernements.

Dans une résolution, l'Assemblée a demandé que les ressources mises à la disposition du Fonds social et du Fonds régional soient augmentées. Elle demande également une coordination des actions de ces fonds avec celles de la Banque européenne d'investissements et avec les prestations sociales versées au titre de la politique agricole commune.

Enfin, selon le Parlement, un véritable programme d'actions contraignant pour les Etats membres, et prévoyant des investissements en vue de créer de nouveaux emplois, devrait être mis sur pied.

UNE DECLARATION de M. JENKINS. — « J'attache la plus haute importance à la perspective d'élections directes du Parlement européen », *a déclaré le 11 janvier à Luxembourg le nouveau président de la Commission de la C.E.E., M. Roy Jenkins, dans son discours d'ouverture devant le Parlement européen.*

« L'Europe, *a-t-il poursuivi*, est une entreprise politique... Nous accueillons donc très chaleureusement l'introduction de cette nouvelle dimension politique qu'est le suffrage universel. La date prévue pour ces élections — mai-juin 1978 — doit être respectée, sinon ce serait un revers majeur pour l'Europe. La responsabilité de tout pays qui empêcherait ce développement serait lourde et dommageable pour lui. L'élection du Parlement européen au suffrage universel direct ne donnera pas en elle-même plus de pouvoirs légaux à ce dernier, mais elle lui donnera une autorité morale plus grande. »

Auparavant, M. Jenkins avait souligné que la Commission de la C.E.E. qu'il préside doit être « un organisme politique plus qu'une institution technocratique ». *Abordant les relations extérieures de la Communauté, il a estimé que la Communauté européenne devrait parler dans l'avenir d'une manière cohérente et ferme, surtout* « parce que, de l'autre côté de l'Atlantique, nous avons un nouveau président qui a précisé dans ses déclarations publiques qu'il est désireux de travailler en coopération avec l'Europe en tant que Communauté... ».

Enfin, le nouveau président de la Commission de la C.E.E. a rappelé l'importance du marché commun agricole, auquel la Commission « donnera la priorité tant pour son maintien que pour son amélioration ». *Mais a-t-il ajouté,* « il faut donner plus de poids à la protection des consommateurs ».

COMMUNICATIONS PAR SATELLITE. — *La quatrième réunion du comité directeur de l'Association des entreprises d'Etat des télécommunications des pays membres de l'Accord de Cartagena (ASETA) a eu lieu à Caracas le 20 décembre. Le comité a décidé de procéder aux premières études sur la possibilité d'établir un système sous-régional de communications par satellite afin de relier les régions les plus isolées des cinq pays.*

CECA

Les aciéries acceptent d'appliquer le plan anticrise

LES réponses des entreprises sidérurgiques de la Communauté à la lettre de la Commission les invitant à accepter ses recommandations de production, conformément au plan anti-crise adopté par les Neuf sur proposition de M. Simonet, ont afflué en janvier au siège de la CECA. Elles montrent que ce plan est bien accepté, comme on pouvait s'y attendre après l'accord donné à la Commission par les patronats de la sidérurgie des neuf pays.

Les propositions de la Commission aux entreprises portaient, on le sait (voir notre précédent numéro), sur six catégories de produits laminés : les profilés, le fil machine, les ronds à béton, les laminés marchands et les tôles, fortes, moyennes ou minces). Pour chaque type d'acier, la Commission fixait un contingent limitant la production ; mais l'originalité du dispositif de M. Simonet (comparé au contingentement obligatoire prévu par le traité de Paris en cas d' « état de crise manifeste ») est que les tonnages fixés par la Commission dans sa lettre du 22 décembre avaient à être respectés *volontairement* par les entreprises (le recours à la formule obligatoire n'intervenant qu'ultérieurement, en cas d'échec du plan Simonet).

L'accord actuel des aciéries peut s'expliquer d'autant plus facilement que le programme actuel n'est qu'expérimental. Certaines firmes ont d'ailleurs demandé à Bruxelles des explications complémentaires avant de signifier leur accord.

A la recherche des tonnages perdus

L'opportunité du plan Simonet se trouve en tout cas confirmée par les derniers chiffres de production et de commandes d'acier. En décembre, les Neuf ont produit 10,15 millions de tonnes d'acier brut, contre 9,20 un an plus tôt (+ 10 %). Le progrès n'est pas significatif d'une amélioration décisive, puisque les derniers mois de 1975 n'avaient pas été favorables. Au total, pour l'ensemble de l'année, la production des Neuf n'a pas dépassé 134,3 millions de tonnes, soit 7,2 % de plus qu'en 1975, mais 13,6 % de moins qu'en 1974 (155,6 millions), année record.

Voici, par pays, la ventilation de la production de la CECA, comparée à celle des autres grands producteurs d'acier du monde (en milliers de tonnes) :

● CECA	1976	Différence par rapport à 1975
Belgique	12 145	+ 4,9 %
Allemagne	42 413	+ 5,0 %
France	23 226	+ 7,9 %
Italie	23 386	+ 7,0 %
Luxembourg ...	4 565	— 1,3 %
Pays-Bas	5 179	+ 7,5 %
Danemark	722	+ 29,6 %
Royaume-Uni ..	22 660	+ 14,2 %
Total CECA ..	134 296	+ 7,2 %
● ETATS-UNIS	116 325	+ 9,8 %
● JAPON	107 377	+ 5 %
● PAYS COMMUNISTES*.	230 000	+ 3,6 %
Dont : U.R.S.S.*	147 000	+ 4 %
Chine* ..	26 000	— 1,9 %

* Estimation.

Pour le trimestre en cours, le programme prévisionnel des experts de Bruxelles table sur 32,15 millions de tonnes, soit un peu moins que l'an passé à pareille époque (32,50). Le « profil bas » choisi par les spécialistes s'explique notamment par le faible niveau des commandes enregistrées par les aciéries.

Le plan français

En novembre (dernier mois connu), les usines des Neuf n'ont reçu des commandes que pour 6 604 000 tonnes, soit 8,2 % de moins qu'en novembre 1975. C'est exclusivement du marché communautaire que vient le recul (— 13,6 %), car la demande des pays tiers (qui ne représente guère qu'un sixième du total) est, elle, en progrès de 28,5 %.

Cette situation dégradée incite les patronats et les gouvernements des principaux producteurs à hâter leurs plans d'adaptation ou de restructuration. Le plan français — qui pourrait prévoir quatorze mille suppressions d'emploi en Lorraine — devait être rendu public au début de février. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du Conseil régional de Lorraine, a indiqué que ce programme comporterait une aide publique d'environ 3 milliards de francs, deux étant consacrés à la modernisation et un aux problèmes sociaux. Le gouvernement de M. Barre n'a pas confirmé ces chiffres, jugeant ces indiscrétions « *prématurées* ».

COOPERATION DANS LA SIDERURGIE WALLONNE. — *Les groupes sidérurgiques des bassins de Charleroi et de Liège (rassemblant les sociétés Hainaut-Sambre, Thy-Marcinelle et Monceau, Laminoirs du Ruau, Cockerill-Ougrée-Providence, Espérance-Longdoz et leurs filiales, ainsi que Cockerill-France) viennent de signer un « protocole de coopération » prévoyant, notamment, des échanges réguliers d'informations, une concertation en vue de l'établissement de politiques communes ; la mise en œuvre de plans communs (notamment dans les domaines des approvisionnements, des transports et de la production), etc. ; la définition en commun des conditions d'exploitation optimales des capacités existantes ou à créer, ainsi que l'harmonisation des programmes d'investissements.*

ENCOURAGEMENT A L'UTILISATION DU CHARBON POUR LA PRODUCTION D'ELECTRICITE. — *La Commission européenne a transmis au conseil des ministres des Neuf sa proposition de règlement visant à développer l'utilisation du charbon pour la production d'électricité. Ce texte prévoit notamment l'octroi de subsides pour favoriser la construction, la conversion ou la modernisation des centrales thermiques utilisant du charbon. L'aide financière de la Communauté pourrait couvrir, selon la Commission, 30 % des investissements supplémentaires pour un montant global ne dépassant pas 500 millions d'unités de compte en une quinzaine d'années.*

INQUIETUDE AMERICAINE DEVANT LE DISPOSITIF ANTICRISE DE LA CECA. — *M. Dean Hinton, ambassadeur des Etats-Unis auprès des Communautés, a remis à M. Davignon, nouveau membre de la Commission européenne, responsable des problèmes industriels, un mémorandum dans lequel il exprime l'inquiétude de son gouvernement devant les effets indirects que l'application du dispositif anticrise de la CECA risque de produire sur les marchés extérieurs de la Communauté, notamment celui des Etats-Unis, en raison, surtout, des arrangements d'autolimitation conclus ou en négociation entre la Communauté et les principaux pays exportateurs d'acier (Japon, Espagne, Brésil).*

FORTE AUGMENTATION DES IMPORTATIONS FRANÇAISES DE CHARBON POLONAIS. — *Les achats français de charbon polonais ont augmenté de 55 % en 1976, passant de 3,75 à 5,80 millions de tonnes. Ce mouvement a été presque compensé par une diminution systématique des achats aux pays du Marché commun : — 12 % pour les achats en Allemagne (7 millions de tonnes en 1976), — 43 % pour les importations de Grande-Bretagne (470 000 tonnes), — 63 % pour les achats en Belgique (100 000 tonnes). Cela confirme la crainte des experts de Bruxelles que les à-coups de la conjoncture soient surtout apportés par les mines des Neuf, plutôt que par les importations en provenance des pays tiers.*

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

Conseil de l'Europe

Signature de la convention contre le terrorisme

LES ministres des affaires étrangères de dix-sept pays membres du Conseil de l'Europe ont signé le 27 janvier la convention européenne sur la répression du terrorisme (1) dont le texte avait été approuvé le 10 novembre dernier par leurs délégués. Deux pays — Malte et l'Irlande — ont refusé de signer le document, tandis que quatre autres assortissaient leur adhésion de réserves : la France, qui a fait savoir qu'elle attendrait pour le ratifier que l'accord sur le terrorisme en préparation à la C.E.E. soit mis au point ; la Norvège et l'Italie, se réservant le droit d'utiliser l'article 13 autorisant les signataires à refuser l'extradition sous certaines conditions ; enfin le Portugal, qui a précisé qu'il n'extradierait personne pour des raisons uniquement politiques ou vers un pays n'ayant pas aboli la peine de mort.

Malte n'a pas indiqué les raisons de son refus de signer la convention. Quant à l'Irlande, elle a invoqué des motifs constitutionnels.

La nouvelle convention entrera en vigueur trois mois après le dépôt des trois premiers instruments de ratification et s'appliquera alors aux pays qui l'auront ratifiée.

(1) Voir l'article de Gérard Soulié dans *le Monde diplomatique* de novembre 1976.

A la Commission européenne des droits de l'homme

Au cours de sa cent vingt-cinquième session à Strasbourg du 9 au 17 décembre, la commission européenne des droits de l'homme a prononcé la recevabilité de trois requêtes : l'affaire Lazlo Kiss contre le Royaume-Uni, qui soulève le problème du droit d'accès aux tribunaux dans le cadre de l'article 6, paragraphe 1, de la convention européenne des droits de l'homme (droit de toute personne à ce que sa cause soit entendue par un tribunal qui décide des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil) ; l'affaire Eggs contre la Suisse (cette requête est la première déclarée recevable contre la Suisse) et l'affaire Haase contre l'Allemagne de l'Ouest.

La commission a déclaré irrecevables soixante-neuf requêtes examinées selon la procédure sommaire et en a rayé cinq du rôle. Elle a décidé de porter douze requêtes à la connaissance des gouvernements défendeurs respectifs, en les invitant à lui présenter par écrit leurs observations sur la recevabilité de ces requêtes. La commission a également repris l'examen d'un certain nombre de requêtes déclarées recevables.

ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE. — *L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a tenu sa vingt-huitième session à Strasbourg du 24 au 28 janvier. A son ordre du jour : la protection des travailleurs contre les effets du chômage, les relations du Conseil de l'Europe avec les partenaires sociaux et l'évolution des institutions démocratiques en Europe. On trouvera un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro du* Monde diplomatique.

PROTECTION DES CONSOMMATEURS. — *Le conseil des ministres du Conseil de l'Europe vient d'adopter une résolution recommandant aux gouvernements de protéger les consommateurs contre les clauses abusives des contrats. Sera considérée comme abusive une clause entraînant un déséquilibre des droits et obligations au préjudice des consommateurs.*

● LIGUE DES ETATS ARABES. — *M. William Eteki, secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), a informé, au début du mois de janvier, M. Riad, secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, de l'accord des pays africains pour la tenue, le 7 mars prochain, d'un « sommet » arabo-africain consacré à la coopération entre le monde arabe et l'Afrique, notamment dans le domaine économique.*

● ORGANISATION DU TRAITE CENTRAL. — *Réuni le 6 janvier à Ankara, le comité du Fonds multilatéral de coopération technique de l'Organisation du traité central (CENTO) a examiné les propositions des différents organes du CENTO concernant l'utilisation des crédits du fonds pour le financement de leurs projets (bourses d'études, cours, séminaires de formation, projets de recherche, etc.).*

● OTAN. — *Le comité des plans de défense de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) a annoncé que le vice-amiral Henry Leach (Grande-Bretagne) remplacera, à partir du mois de mars, l'amiral John Treacher au poste de commandant en chef de la Manche et de la zone orientale de l'Atlantique.*

● PACTE DE VARSOVIE. — *Le général d'armée Victor Koulikov a été nommé commandant en chef des forces armées unifiées du traité de Varsovie ; il remplace à ce poste le maréchal Ivan Yakoubovski, décédé en décembre 1976.*

● ORGANISATION EUROPEENNE POUR LA RECHERCHE NUCLEAIRE. — *Les expériences sur le grand accélérateur de protons à 400 GeV (supersynchroton à protons, S.P.S.) ont commencé le 7 janvier. Trente-deux laboratoires, appartenant aux onze pays membres de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) vont pouvoir participer aux premières expériences (sur les neutrinos et le « charme ») menées à l'aide du S.P.S. La réalisation du S.P.S., approuvée en 1971, s'est faite dans les délais prévus et avec une économie de l'ordre de plusieurs dizaines de millions de francs suisses sur le budget initialement envisagé.*

● ASSOCIATION DU TRANSPORT AERIEN INTERNATIONAL. — *L'Association du transport aérien international (IATA) a fait connaître, au début du mois de janvier, sa position sur un certain nombre de questions concernant l'avenir économique de l'industrie du transport aérien mondial : mécanismes d'établissement des tarifs passagers et fret, transport aérien international non régulier, réglementation de la capacité pour les services de transport aérien international, mise en application des tarifs. Cette politique, approuvée par les cent huit compagnies aériennes membres de l'IATA, a été définie à l'intention de la conférence spéciale du transport aérien qui se tiendra à Montréal en avril 1977, sur convocation de l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.).*

● ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME. — *Selon les estimations de l'Organisation mondiale du tourisme (O.M.T.), les arrivées mondiales du tourisme international ont atteint deux cent dix-huit millions en 1976, soit 2 % de plus qu'en 1975. Ces données confirment que le tourisme international ne ressent plus les effets de la crise de l'énergie de 1973 et se trouve actuellement dans une phase de consolidation. Quant aux recettes du tourisme international, elles ont continué à se développer de façon satisfaisante en 1976 ; l'O.M.T. estime qu'en 1976 ces recettes dépasseront vraisemblablement 40 milliards de dollars (soit 2 % de plus qu'en 1975).*

● CROIX-ROUGE. — *Selon des informations publiées en janvier, le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a fait parvenir au Liban, depuis le mois d'octobre 1976, 2 950 tonnes de secours, représentant plus de 8 millions de francs suisses. Ces envois représentaient 240 tonnes de vivres, 140 tonnes de médicaments et de matériel médical et 330 tonnes de vêtements, couvertures et marchandises diverses. Sur le plan financier, 35 millions de francs suisses (14,3 en espèces et 20,7 en nature) sur les 44 millions figurant au budget de l'action en faveur du Liban ont été recueillis auprès des gouvernements, des sociétés nationales et de diverses organisations.*

— Un délégué du C.I.C.R. s'est rendu, à la fin du mois de décembre, dans le Mashonaland oriental et central (province située au nord-est de la Rhodésie) pour y visiter une quarantaine de « villages protégés » regroupant une population d'environ deux cent quinze mille âmes ; cette mission doit permettre de déterminer la nature et l'étendue d'une éventuelle assistance du C.I.C.R.

Le carnet des ambassades

● A l'occasion de la Semaine du cinéma cubain, M. Gregorio Manuel Ortega Suarez, ambassadeur de Cuba, a offert un cocktail le 10 janvier.

● A l'occasion de la nomination de M. Tran Thien Can au poste d'attaché de presse près l'ambassade, l'ambassadeur de la République socialiste du Vietnam et Mme Vo Van Sung ont donné un cocktail le 12 janvier.

● Le ministre conseiller près l'ambassade de Belgique et Mme Yves Vercauteren ont donné une réception le 25 janvier en l'honneur du nouvel ambassadeur de Belgique à Paris et de la princesse Werner de Merode.

Nécrologie

● Nous apprenons le décès de M. Sven Nielsen, consul général du Danemark à Paris, survenu le 30 décembre dernier.

Calendrier des fêtes nationales

16-28 FEVRIER	
18 GAMBIE	Fête de l'indépendance
23 GUYANA	Fête nationale
25 KOWEIT	Fête nationale
27 REPUBLIQUE DOMINICAINE	Fête de l'indépendance
1er-15 MARS	
3 MAROC	Fête nationale
6 GHANA	Fête de l'indépendance

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY
Directeur de la publication : Jacques FAUVET
Rédacteur en chef : Claude JULIEN
Rédactrice en chef adjointe : Micheline PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en francs) :
VOIE NORMALE
France, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Mauritanie, République malgache, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco 55
Autres pays 73

PAR AVION (abonnement et taxes) :
Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Algérie, Maroc, Tunisie 87
DOM, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, Territoire français des Afars et Issas 96
TOM (sauf T.F.A.I.), République malgache, Etat comorien 116
Libye, Egypte, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie 101
Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge 140
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie 121

(Chèque postal : Paris n° 4207-23)

Rédaction et administration, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. Rédaction : 246-72-23 — Tél. Abonnements : 820-63-03
Adresse télégraphique : Journonde, Paris — Télex : Le Monde 650-572 Paris

LE MONDE DIPLOMATIQUE

JUSTICE

Contrôle politique et contrainte sociale

Par YVES DEZALAY *

PAUVRE justice, pauvres juges ! Non contents d'être réduits par le pouvoir à la portion congrue, il leur faut encore être bafoués publiquement. Rien d'étonnant à *ce qu'un certain nombre de contestataires prétendent « témoigner de l'injustice, servir de révélateurs aux conflits sociaux et rendre publiques les tractations secrètes du pouvoir »*. On est bien loin de l'image classique d'une justice respectée, impartiale, arbitre sereine des conflits sociaux. Assistons-nous aux *dernières convulsions d'un appareil répressif* et idéologique rendu inutile par l'évolution de la société capitaliste, et dont le pouvoir se désintéresse ?

Ce n'est sans doute pas si simple, surtout si l'on compare avec ce qui se passe de l'autre côté de l'Atlantique où, récemment encore, la généralisation de service d'assistance juridique sur fonds publics fut considérée par les gouvernements démocrates comme un élément important dans leur stratégie d'aide et d'intégration des minorités ethniques. Il est vrai que les juristes américains, et au premier rang d'entre eux les membres de la Cour suprême, forment un groupe puissant, dont le prestige et les privilèges économiques sont bien établis. On raconte que les jeunes avocats en Europe se veulent tous des Ralph Nader... Il y a, en effet, de quoi les rendre jaloux quand ils réalisent que, là-bas, les grands problèmes politiques semblent posés, éventuellement résolus ou escamotés en termes juridiques. *Mais s'agit-il de la même justice, des mêmes juges ?* Et d'abord si l'on ne se contente pas de l'image qu'elle donne d'elle-même dans ses manuels de droit ou ses discours, qu'est-ce que l'institution judiciaire, quelle est sa fonction réelle dans une société capitaliste développée ?

NAPOLEON avait voulu que « *la magistrature soit une charge noble réservée à ceux qui possèdent des revenus* ». Thiers, plus tard, le justifiait en disant « *qu'on ne peut donner à la propriété de meilleurs juges que la propriété elle-même* ». L'avantage était double pour l'Etat. Il s'assurait le concours d'individus dont l'intérêt personnel garantissait *le zèle et la fidélité : de tels magistrats n'allaient* guère se faire prier pour appliquer des textes dont l'objet même était la défense de la propriété. Surtout, l'Etat récupérait à son profit la compétence, le prestige, le poids social et économique, bref tout le réseau de clientèle — au sens féodal — dont disposaient *ces notables. Le prétoire ne limitait pas l'horizon* du juge. En chassant à courre, en gérant ses domaines, par ses fermiers ou ses domestiques, il apprenait plus sur la réalité des litiges que lors des audiences. Lorsqu'il revêtait la robe de justice, ses décisions se doublaient automatiquement d'une sanction économique et sociale : renvoi par le propriétaire, mise au ban par la communauté villageoise. Bien informé, présent quotidiennement, disposant de sanctions redoutées, un tel juge pou*vait se contenter le plus souvent d'en brandir* la menace. C'est là qu'on peut trouver la clé du bon fonctionnement de ce système judiciaire : sa capacité à jouer un rôle de prévention en maniant habilement la dissuasion. Son efficacité était liée au caractère exceptionnel de ses interventions.

*Un tel paradoxe n'est qu'apparent. L'organi*sation du travail dans nos sociétés repose sur l'inégalité. Pour maintenir cet ordre social constamment remis en cause, la contrainte est nécessaire. Mais elle a tout à gagner à être diffuse, discrète, invisible parce que intériorisée. La violence directe n'est qu'un dernier recours, *le signe de l'échec de l'action préventive.* Son utilisation est d'autant plus dangereuse qu'elle manifeste ouvertement l'existence d'un rapport de forces, c'est-à-dire précisément ce que toute une idéologie s'efforce de faire oublier. Pour être un régulateur efficace des tensions et des conflits sociaux, un système judiciaire doit *jouer sur ces deux registres complémentaires,* mais aussi contradictoires, de la violence et de la persuasion. C'est-à-dire qu'il doit fonctionner essentiellement comme un système de dissuasion. Mais, pour que les décisions du juge aient un retentissement, qu'elles rencontrent un écho, il faut que l'organisation judi*ciaire soit en symbiose avec l'organisation* sociale. C'est bien là le nœud de la crise actuelle.

NOTRE appareil judiciaire était bien adapté pour régler les conflits inhérents à la propriété foncière. Aujourd'hui, la richesse, ce n'est plus la terre mais le capital, et le juge se trouve bien démuni face aux actions d'entreprises multinationales. Les conflits financiers se laissent mal enfermer dans le rituel du prétoire : ententes, prises de participation, accès au crédit, dumping, évasion fiscale, tout un jeu complexe et essentiel se déroule hors de portée de la justice, qui n'intervient guère que comme une voiture-balai *ramassant les éliminés de la compétition en* entérinant les restructurations décidées entre les groupes financiers et les pouvoirs publics.

Par ailleurs, la concentration du capital a eu comme corollaire la concentration de la main-d'œuvre. Les progrès de l'industrialisation ont peu à peu brisé les anciens cadres de vie. *La communauté villageoise, la famille, la religion* ne peuvent plus jouer leur rôle d'encadrement et de régulation des rapports sociaux. De nouveaux mécanismes ont été progressivement mis en place pour régler ou, mieux encore, *prévenir des conflits et des tensions* qui n'ont fait que s'accroître. Educateurs, assistantes *sociales, conseillers conjugaux et plus généralement* psychologues et psychiatres ont pris en charge la régulation de la cellule familiale des rapports entre les sexes et des traumatismes qu'inflige à l'individu *le mode de production* capitaliste. Les conflits du travail se règlent par conventions collectives sous la houlette de l'inspecteur du travail, voire du *premier ministre lorsque l'enjeu est important.* Des systèmes d'assurance cherchent à aménager les perturbations qui résultent pour les salariés de la restructuration du capital. La liste pourrait être allongée indéfiniment, mais un des indices les plus frappants de cette évolution est sans doute tout cet ensemble *de structures d'encadrement de la production* agricole — ministère de l'agriculture, chambres d'agriculture... — que l'on voit intervenir dans tous les conflits paysans, et dont la mise en place coïncide à quelque chose près avec la disparition des justices de paix.

TOUS ces mécanismes nouveaux complètent le domaine judiciaire mais aussi empiètent sur lui. Certes, les palais de justice n'ont jamais été que la façade de ce qu'on pourrait appeler la fonction judiciaire, c'est-à-dire l'ensemble des processus et des personnes qui règlent les conflits, sanctionnent les transgressions ou, si possible, les préviennent. Mais, du moins, et on a déjà dit que ce fut la clé de son succès, le magistrat - notable - propriétaire foncier assurait la *cohésion* entre le prétoire et des structures d'encadrement et de prévention qu'étaient la famille, la communauté, l'Eglise. A l'heure actuelle, cette cohésion a cessé d'exister ou, tout au moins, ne se réalise plus au niveau du tribunal. Les services administratifs de la police, de l'assistance *publique, de l'inspection des prix... ont des* liaisons, bien sûr, avec les tribunaux, mais ils ont aussi leur propre hiérarchie et donc leur propre politique. La croissance très rapide de ces différents appareils d'Etat les a conduits à mettre en place des mécanismes modernes de circulation de l'information et des décisions. *Il est ainsi particulièrement révélateur que des* fichiers et des réseaux informatiques fonctionnent depuis longtemps à la police ou à la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale, qu'un gigantesque fichier des assistés, psychologisés, psychiatrisés, etc., soit en train de se mettre en place dans les préfectures, *alors que l'institution judiciaire reste pour* l'essentiel réfractaire à cet exceptionnel outil de pouvoir moderne qu'est l'informatique. Dès lors, la coopération, c'est-à-dire aussi la direction de la fonction judiciaire, ce n'est plus au palais de justice qu'elle se fait mais quelque part entre le ministère des finances et celui *de l'intérieur. Il ne reste aux magistrats que* l'ombre du pouvoir judiciaire. Les processus qui assuraient la pertinence sociale des décisions judiciaires et en faisaient la base efficace d'un système de dissuasion ont disparu. La machine judiciaire tourne à vide.

CE démantèlement du pouvoir judiciaire est incompréhensible si l'on ne tient *pas compte de la chute de la magistrature* dans la hiérarchie sociale qui en fut le corollaire et qui sert aujourd'hui de détonateur dans la crise de la justice. Napoléon se méfiait du pouvoir judiciaire. Son habileté fut de le couvrir d'honneur au lieu d'argent et de lui interdire toute ingérence dans les affaires de l'Etat. Il éliminait ainsi toute éventualité d'un gouvernement des juges, mais du même coup il mettait en marche un processus qui allait conduire les possédants à ne plus se faire magistrats et les magistrats à n'être plus possédants. Isolée dans ses palais et son cérémonial, la magistrature a continué pendant longtemps à vivre sur sa renommée et à se bercer de l'illusion d'un pouvoir qu'elle perdait peu à peu. Lorsque le voile s'est déchiré, la conjonction de revendications matérielles et de revendication de statut a débouché rapidement sur une remise en cause de la façon dont la justice est rendue.

En faisant apparaître la justice comme un enjeu politique, le Syndicat de la magistrature signait l'arrêt de mort du système napoléonien de régulation sociale par la dissuasion. Mais, dans le même temps, étaient déposés les germes d'une nouvelle institution judiciaire plus adaptée à son époque. Nos sociétés industrielles développées ne sont pas seulement marquées par la concentration du capital et des hommes mais aussi par la domination des medias sur les représentations sociales. L'écho *fantastique rencontré* par les initiatives spectaculaires de quelques magistrats s'interprète alors parfaitement. La magistrature retrouve l'illusion d'un pouvoir en accédant au débat public, le citoyen l'illusion d'une justice. Mais n'est-ce pas l'arbre qui vient cacher la forêt ? Le véritable pouvoir *disciplinaire est ailleurs.*

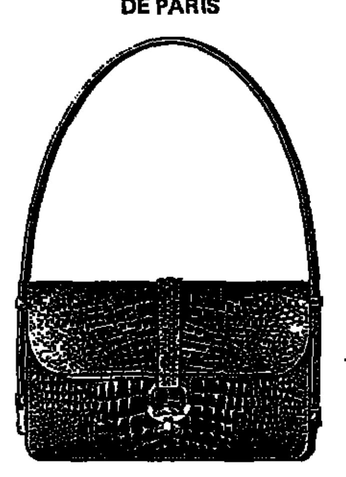
Pour imposer les principes et le vocabulaire du code civil — la notion de propriété, celle de contrat, de mariage, — il fallait des notables. Aujourd'hui, ce *grand* investissement disciplinaire a porté ses fruits. Ces notions sont acquises : grâce aux instituteurs, *à la télévision, elles sont intégrées dans le* vocabulaire et la vie quotidienne. Elles imposent un cadre d'autant plus efficace qu'invisible aux rapports sociaux. Dès lors, il n'est plus besoin de notables, il suffit de policiers, d'employés de guichet, de travailleurs sociaux et d'un bon réseau d'ordinateurs pour *faire fonctionner ce système de contrôle et de* régulation. Le pouvoir judiciaire est devenu une mécanique aux ramifications nombreuses dont la gestion ne peut guère être remise en question par les magistrats. L'autonomie de ces derniers devient un leurre ou, au mieux, une soupape de sûreté du système. Est-ce la fin de la justice ou seulement celle d'un certain type d'organisation judiciaire ?

L'OBSERVATION du système judiciaire américain incite à répondre par la deuxième solution. Certes, une compa*raison ne peut se faire qu'avec beaucoup de* prudence, mais ce qui frappe a *priori* l'observateur français c'est l'importance de l'idéologie juridique et de l'instance judiciaire dans la régulation des rapports sociaux de production aux Etats-Unis. Sans prétendre être exhaustif, on peut relever un certain nombre *d'indices frappants.*

On a déjà mentionné l'intérêt porté par les gouvernements démocrates aux programmes d'assistance juridique ; même si les républicains ont ensuite fait partiellement marche arrière, son impact semble important puisque le nombre des procès introduits par des particuliers ou des associations a plus que *doublé* pendant la dernière décennie. On sait aussi le prestige et l'autorité de la Cour suprême, dont le président est mieux payé que le chef de l'Etat : mais l'influence du droit ne se limite pas là puisque des observateurs ont pu écrire que ce pays était dirigé par des juristes qui, à l'instar de nos énarques, contrôlent les grandes entreprises, l'administration et la politique. L'imbrication entre justice et politique est étroite aussi bien au sommet (les juges de la Cour suprême sont choisis par la Maison Blanche en raison de leurs options politiques) qu'à la base (le juge de paix est sous le contrôle étroit du *boss* ou de l'organisation politique locale dont il dépend pour son niveau de vie, sa réélection et plus généralement sa carrière). Certes, on peut voir, et sans doute avec raison, dans cette politisation de la justice une source de corruption, de partialité, d'incompétence ; mais elle contribue à faire des tribunaux un des lieux privilégiés du débat social.

Dans une société industrielle où une *multiplicité de mécanismes fins assurent l'intégration,* la surveillance de la force de travail n'est-elle pas de plus en plus la fonction essentielle de la justice ? Par le débat public qu'elle instaure, celle-ci donne une certaine souplesse aux mécanismes de contrôle et de discipline. Elle permet les ajustements rendus nécessaires et, *du même coup, légitime et assure la régulation* et le bon fonctionnement de l'ensemble du système. Mais, pour cela, encore faut-il qu'elle ne soit pas elle-même trop sclérosée, qu'elle ait un certain degré de sensibilité politique pour être à même de suivre l'évolution des rapports de production.

* Sociologue.



Dans ce numéro :

Le numéro du « Monde diplomatique » de janvier 1977 a été tiré à 119 000 exemplaires.

Février 1977

